

TURQUIE Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a achevé, dimanche 21 décembre, une visite à Washington. Il était allé chercher auprès du président Clinton un suc-

cès diplomatique, après le refus de l'Union européenne d'inclure la Turquie dans la liste des pays qualifiés pour les prochains élargissements. ● IL A OBTENU une satisfac-

tion de principe, bien que les résultats concrets de ces entretiens soient limités. Une forte opposition à un resserrement des liens avec Ankara existe au Congrès en

raison de la politique turque en matière de droits de l'homme. ● LA TURQUIE reste cependant un allié indispensable de l'Europe et des Etats-Unis dans une région trou-

blée. Les rapports entre Ankara et ses voisins arabes se sont dégradés à la suite du développement de la coopération militaire turco-américano-israélienne.

Ankara cherche auprès des Etats-Unis le soutien refusé par les Quinze

Après l'échec subi à Bruxelles, le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, veut renforcer la position diplomatique de son pays. Mais sa coopération militaire avec Israël suscite la réprobation des pays arabes et son nationalisme outragé rencontre peu d'écho

ISTANBUL

de notre correspondant
Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, s'est déclaré très satisfait au retour de sa visite aux Etats-Unis et de sa rencontre avec le président Bill Clinton. C'est bien le moins qu'il pouvait faire après la rebuffade dont son pays avait été victime de la part de l'Union européenne, une semaine auparavant. Mais les entretiens de Washington n'ont pas apporté de grands résultats concrets. « Menu fixe, aux Etats-Unis également », titrait même le quotidien turc *Radikal*, expliquant que la délégation turque s'était vu présenter à Washington les mêmes « plats » que lui sert régulièrement l'Union européenne : la dispute avec la Grèce et la question de Chypre sont non seulement des obstacles au développement de bonnes relations avec Bruxelles, mais également les causes d'une puissante opposition à la politique

turque au sein du Congrès américain. A ces sujets désormais traditionnels est venue s'ajouter la fermeture possible du Parti de la prospérité (RP islamiste), alors que la décision de la Cour constitutionnelle turque est attendue dans les jours à venir, le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright a déclaré que « le peuple américain n'approuverait pas » la dissolution du RP.

REALITE HISTORIQUE

Ankara compte évidemment sur la conscience que l'administration Clinton, comme tous les gouvernements américains avant elle, a de l'importance stratégique de la Turquie pour amortir les effets de ces désaccords. Mais de leur côté, les Américains comptent aussi sur les Européens pour assurer l'intégration de la Turquie dans le monde occidental et sont irrités par les hésitations de leurs alliés.

La Turquie cherche à développer ses liens avec ses voisins, notamment avec la Russie, malgré la rivalité historique qui oppose les deux pays. Ankara a chaleureusement accueilli récemment le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, qui a signé un important accord de 13,5 milliards de dollars pour la fourniture de gaz naturel via un gazoduc passant sous la mer Noire. Les autorités turques avaient clairement pris la décision d'éviter les sujets de contentieux pour se concentrer sur les intérêts en commun, notamment les échanges commerciaux en pleine expansion qui sont officiellement estimés à 4,5 milliards de dollars pour 1997, mais pourraient atteindre des sommes bien supérieures si l'on tient compte du commerce non déclaré que les deux gouvernements souhaitent développer d'ailleurs, sous couvert de relations turco-russes

pour autant qu'elle soit réelle - est menacée par les missiles S-300 vendus par la Russie aux Chypriotes grecs. Quoi qu'il en soit, elle ne saurait compenser le refroidissement des rapports avec l'Union européenne. Avec les Quinze, la guerre des mots continue. En route pour Washington, Mesut Yilmaz a profité d'une escale à Bruxelles pour donner libre cours à sa colère, s'en prenant notamment à Klaus Kinkel. Le ministre des affaires étrangères allemand avait déclaré que l'UE n'était pas une « république bananière » qui changeait d'avis à tout instant. Il « raconte n'importe quoi du début à la fin », a expliqué le premier ministre turc, en menaçant de retirer la candidature turque à l'UE si, dans les six mois, la Turquie ne recevait pas une invitation officielle à rejoindre les onze pays déjà sur la liste des futurs élargissements (dix pays d'Europe centrale et orientale

plus Chypre). Mesut Yilmaz a également accusé les Allemands de vouloir faire de l'UE un « club chrétien ». Il s'est attiré une riposte indignée de Bonn. La Turquie se litote elle-même les mains et devrait arrêter d'envenimer la situation, a suggéré un porte-parole du gouvernement allemand. « La démocratie est insuffisante en Turquie et les relations avec la Grèce ne sont pas satisfaisantes. Ce sont les raisons pour lesquelles la Turquie n'a pas été invitée », a rappelé Klaus Kinkel. L'avenir du gouvernement Yilmaz demeure incertain et la possibilité d'élections anticipées revient comme une menace récurrente. C'est pourquoi les mouvements d'humeur du premier ministre ne sont pas seulement des messages adressés à l'Europe. Ils doivent être également interprétés comme des signaux lancés aux électeurs. Les Turcs qui, depuis des années, frappaient à la porte de l'Europe, se

sont sentis humiliés par la décision européenne. En jouant la carte du nationalisme bafoué, Mesut Yilmaz, comme d'autres dirigeants turcs avant lui, espère gagner le soutien d'une partie importante de la population. Ses remarques ne font cependant pas l'unanimité en Turquie. Le président Demirel et ses partenaires de la coalition gouvernementale ont lancé un appel au calme.

La presse laisse certes libre cours à son amertume à l'égard des Européens, mais elle n'oublie les faiblesses de la démocratie turque et l'impuissance chronique de ses hommes politiques. Les Européens ne pouvant se permettre d'écarter complètement Ankara et la Turquie ayant, qu'elle le veuille ou non, besoin de l'Europe, il s'agit avant tout, en cette période de tension, d'éviter un point de non retour.

Nicole Pope

A Washington, de bonnes paroles et quelques contrats

WASHINGTON

de notre correspondant
Encore sous le coup du camouflet infligé à son pays par l'Union européenne, le premier ministre turc a trouvé à Washington le soutien politique que les Quinze semblent lui refuser. Au terme de sa visite, dimanche 21 décembre, Mesut Yilmaz a été conforté par les propos apaisants de Bill Clinton, qui a vivement encouragé son interlocuteur à ne pas tirer des conclusions précipitées de cette rebuffade européenne.

Les Etats-Unis, a rappelé le vice-président Al Gore, ont « activement défendu l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne, et ils continueront à le faire. Il y aura une nouvelle étape ». Le chef du gouvernement turc a lui-même confirmé que les ponts n'étaient pas rompus, mais la Turquie est déterminée à obtenir des Etats-Unis que leur étroite « coopération stratégique » avec un membre important de l'OTAN s'accompagne de liens économiques renforcés. Tel était le but du voyage de M. Yilmaz : « Nous reparlons satisfaits, tant en ce qui concerne les perspectives d'augmentation du volume des échanges commerciaux, que celles des investissements américains », a

indiqué, au Monde, un responsable de la délégation turque.

En insistant sur ce rapprochement, Ankara tire aussi les conclusions de son propre isolement au sein du monde islamique, lequel s'est manifesté lors du sommet de l'OCI à Téhéran. « L'avenir de la Turquie se situe dans une coopération avec le monde occidental », a souligné M. Yilmaz. Nous portons les mêmes valeurs et les mêmes objectifs que d'autres pays démocratiques s'agissant des droits de l'homme. »

DECLARATION CONJOINTE

Ankara reconnaît que la situation sur ce sujet - qui a motivé la teneur européenne - est perfectible, mais les responsables turcs soulignent la différence entre les « critiques constructives » américaines et celles, « systématiques », de certains pays européens. S'agissant des Kurdes, Mesut Yilmaz estime cependant qu'il ne peut y avoir de compromis : « Vous ne pouvez pas négocier avec des terroristes : s'ils utilisent la violence, vous devez utiliser la force militaire », a-t-il dit. Ankara a d'ailleurs bon espoir que l'administration Clinton lève enfin son opposition à la vente d'hélicoptères d'attaque américains.

Ces négociations, qui porteraient sur près de 5 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) avaient été gelées, pour tenir compte à la fois des protestations des organisations de défense des droits de l'homme, et de celles du fort lobby gréco-américain. Ce dernier ayant été rassuré par le feu vert accordé à Boeing pour vendre des avions de chasse F-15 à Athènes, la coopération militaire américano-turque devrait pouvoir aller de l'avant. Les entretiens de Washington ont, d'autre part, permis de faire progresser les négociations à propos de la construction de l'oléoduc entre Bakou (Azerbaïdjan) et Ceyhan, ville turque du littoral méditerranéen.

Une déclaration conjointe a été

signée à ce sujet et un groupe de travail doit se réunir à la mi-janvier à Ankara. Selon un diplomate turc, « Washington fera de son mieux pour encourager les compagnies pétrolières américaines à s'investir dans ce projet », destiné à exploiter les ressources pétrolières de la mer Caspienne. Ce nouvel élan dans la coopération américano-turque s'est matérialisé de façon exemplaire par le contrat de vente de 49 Boeing 737. Ankara y a vu une bonne occasion de rendre la monnaie de leur pièce aux Européens (en préférant Boeing à Airbus), et de souligner l'excellence des relations avec Washington.

Les Etats-Unis ont d'autant plus soutenu de ménager leur allié turc que celui-ci joue un rôle essentiel

dans la stratégie d'« endiguement » de l'Irak. Ils n'en sont pas moins inquiets des projets du gouvernement d'Ankara visant à « une intégration partielle » de la partie nord de Chypre à la Turquie, perspective présentée à l'occasion comme une réplique au prochain déploiement de missiles russes dans la République de Chypre (la partie sud de l'île contrôlée par les Chypriotes grecs). Les responsables américains ont clairement indiqué leur désaccord à M. Yilmaz. Ils comptent sur la médiation de Richard Holbrooke, représentant personnel du président Clinton, qui a déjà effectué plusieurs missions dans la région, pour désamorcer la tension.

Laurent Zecchini

Les missiles russes en question ?

Le ministre russe des affaires étrangères, Evgeny Primakov, a laissé entendre que Moscou pourrait renoncer à vendre des missiles sol-air S-300 à la République de Chypre, en échange d'une compensation financière. Il a fait passer ce message à ses collègues occidentaux lors de la réunion OTAN-Russie, la semaine dernière à Bruxelles. M. Primakov a confié que l'accord conclu avec les Chypriotes grecs était plus motivé par des raisons financières que par la volonté d'intervenir dans la crise chypriote. Ankara a menacé d'aller de l'avant avec l'intégration de la partie nord (turque) de l'île si les armes russes étaient déployées au sud.

La coopération entre Ankara et Jérusalem inquiète les pays arabes

LE COMMANDANT en chef de l'armée turque, le général Ismail Hakkî Karadayî, vient d'effectuer une visite de trois jours en Egypte, destinée à dissiper les inquiétudes du Caire sur la coopération militaire entre son pays et Israël, à deux semaines de manœuvres aériennes et navales américano-israéliennes en Méditerranée orientale. Ces manœuvres ne sont que le catalyseur - le dernier en date - d'une tension qui est allée croissant entre la Turquie d'une part, l'Egypte, l'Irak et surtout la Syrie et l'Iran de l'autre.

C'est un accord de coopération militaire, conclu en février 1996 entre la Turquie et Israël, qui est à l'origine de la crise. En vertu de ce premier accord du genre entre les deux pays, les pilotes de l'armée de l'air israélienne peuvent s'entraîner dans le ciel turc sur leurs avions dépourvus d'armes et d'instruments de surveillance électronique. En échange, Ankara bénéficie d'une assistance technique de l'Etat juif (Le Monde du 17 avril 1996), l'une des meilleures industries militaires israéliennes devant en particulier remettre à oliveau des avions de combat turcs de type Phantom F4 et F5. Le texte prévoit aussi l'accès des avions de guerre de chacun des deux pays aux ports de l'autre et une coopération entre les industries de défense. Un deuxième accord, signé au mois d'août, porte sur une coopération dans le domaine des technologies de défense.

Les Turcs ont eu beau protester de leurs bonnes intentions et affirmer que l'accord n'était dirigé contre personne, ils n'ont pas vraiment convaincu. A tort ou à raison, la Syrie était persuadée qu'une telle coopération visait à accroître la pression sur elle dans ses laborieuses négociations de paix avec l'Etat juif. L'Iran y voyait une surveillance américano-israélienne, dont l'objectif est d'accroître son

isolement, dans un environnement que les Etats-Unis s'emploient à hérisser de mines, des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale et du Caucase jusqu'aux Etats riverains du Golfe.

Les incursions massives et répétées de l'armée turque en Irak du Nord pour en déloger les miliciens

de la défense israélienne, Itzhak Mordechai, au moment où se tenait à Téhéran le huitième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont l'une des cibles favorites fut la politique du gouvernement de Benjamin Netanyahou, jugée antinomique avec le processus de paix.

Le PKK détendrait des agents du renseignement turc

Quinze membres des services de renseignement (MIT) et de l'armée turcs sont détenus au Liban depuis 1995 par le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), d'après l'hebdomadaire turc *Artihaber*, qui affirme avoir eu accès à des documents militaires turcs. Selon ces sources, quatorze agents du service de renseignement turc (MIT) et trois officiers de l'armée se sont rendus clandestinement en Syrie en 1995 pour s'infiltrer au sein du PKK et d'organisations d'extrême gauche turques. Ils ont été arrêtés par les services secrets syriens fin 1995, et transférés dans une prison de la ville de Baalbeck, dans le centre du Liban, où le PKK est bien implanté. Toujours d'après l'hebdomadaire, deux agents du MIT ont été remis en liberté en avril 1997, par l'intermédiaire des autorités syriennes.

La Turquie accuse la Syrie de soutenir le PKK, ce que Damas a toujours démenti. Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, alias « Apo », réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, selon Ankara.

du Parti des travailleurs kurdes (PKK) et les velléités, plusieurs fois annoncées par Ankara, de créer dans cette région une « zone de sécurité » sur le modèle de celle que l'Etat juif a instaurée au Liban sud, ont confirmé les suspicions. La paranthèse du gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan avait quelque peu atténué la tension, la politique d'ouverture de M. Erbakan en direction des pays musulmans voisins et son projet de marché commun islamique ayant un aspect rassurant.

La fin du gouvernement Erbakan a ravivé les doutes, d'autant que les officiers turcs se sont déclarés intraitables sur le sujet et sur l'organisation de manœuvres conjointes avec Israël et les Etats-Unis. Les Turcs n'ont rien arrangé en recevant en grande pompe le ministre

Le ton est sensiblement monté entre Damas et Ankara à ce sujet dans les coulisses du sommet, lequel a finalement exprimé sa « profonde préoccupation » de voir certains Etats membres « établir des relations de coopération militaire avec Israël ». Bien qu'ils n'aient pas été nommément désignés, les Turcs ont compris qu'ils étaient les destinataires du message. Le président turc, Suleyman Demirel, est rentré dans son pays avant la fin de la réunion.

MINORITES KURDES

L'indignation que suscite la politique de l'Etat juif au sein de la communauté musulmane n'a toutefois pas la même charge émotive, selon que l'on se trouve à Djakarta, à Damas ou à Téhéran. Ce sont principalement les Etats du Proche-Orient qui sont à l'origine

de la motion critique de l'OCI envers la Turquie avec laquelle, au reste, leurs relations n'ont jamais été exemptes de tensions.

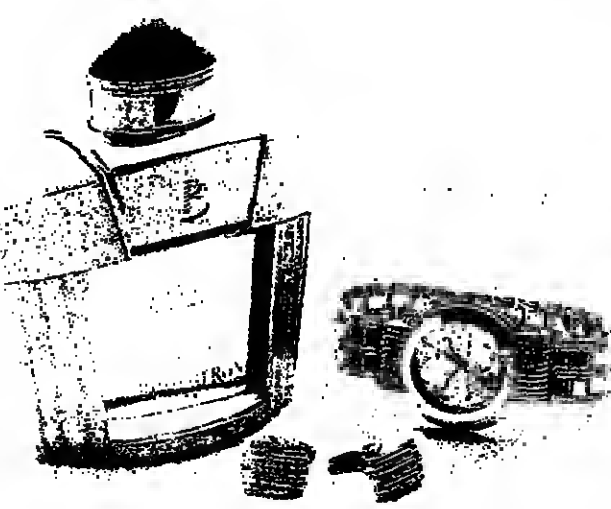
Un contentieux vieux de plusieurs années porte sur le partage des eaux de l'Euphrate, qui prend sa source en Turquie et traverse la Syrie et l'Irak. Ankara pour sa part accuse Damas et, dans une moindre mesure Téhéran, d'apporter leur soutien aux rebelles kurdes du PKK. Les trois capitales ont bien tenté, il y a quelques années, de coordonner leurs politiques envers les Kurdes, notamment après la création, par une alliance américano-franco-britannique, d'une zone de protection des populations kurdes dans le nord de l'Irak - zone dont elles craignaient qu'elle serve d'embryon à un Etat indépendant kurde qui « donnerait des idées » à leurs propres minorités kurdes.

Mais cette coordination a fait long feu et les accusations réciproques ont repris le dessus. Cela n'a toutefois pas empêché la coopération dans le domaine économique de continuer, notamment entre la Turquie et l'Irak, qui ont signé en août 1996 un contrat gazier de 20 milliards de dollars, en vertu duquel Téhéran fournira du gaz à Ankara pendant vingt-deux ans, à partir de 1999.

Dans le concert des éditeurs plus ou moins virulents envers la Turquie publiés au cours des derniers mois par la presse arabe, certaines fausses ootes se sont fait entendre : le prince Khaled ben Sultan, fils du ministre saoudien de la défense et propriétaire du quotidien *Al Hayat*, publié à Londres, et Mubamad Nouredin, spécialiste des affaires turques, ont appelé les Arabes à prendre la peine de mieux connaître leur voisin pour comprendre les tenants et aboutissants de sa politique plutôt que de le vouer aux gémonies.

Mouna Nati

BOUTIQUE BOUCHERON
Bijoux - Montres - Parfums - Lunettes



B
BOUCHERON
PARIS

Boutique Boucheron : 78, rue des Saints-Pères - Paris
26, Place Vendôme - Paris - 17, la Croisette - Cannes

Milan Milutinovic remporte l'élection présidentielle en Serbie

Des observateurs dénoncent un scrutin entaché de nombreuses irrégularités

Les socialistes serbes ont annoncé, dans la nuit de dimanche 21 à lundi 22 décembre, la victoire de leur candidat au second tour de l'élection

présidentielle, avec près de 60 % des voix. Milan Milutinovic, actuel ministre des affaires étrangères, succédera ainsi à Slobodan Milosevic,

dont il est un fidèle, à la tête de la Serbie. Le leader de l'extrême droite, Vojislav Seselj, a accusé la police d'avoir truqué le scrutin.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Le Parti socialiste serbe (SPS) a atteint son objectif : il est parvenu à faire élire son candidat, Milan Milutinovic, face à Vojislav Seselj, le dirigeant du Parti radical (SRS, extrême droite) lors du second tour de l'élection présidentielle qui s'est tenu dimanche 21 décembre.

Lundi, vers trois heures du matin, le Parti socialiste a communiqué les résultats : M. Milutinovic devenait le nouveau chef de l'Etat - avec 59,7 % des voix contre 37,24 % pour le leader de l'extrême droite - et succédait à Slobodan Milosevic, élu en juillet, à la tête de la République fédérale de Yougoslavie (RFY). L'actuel ministre des affaires étrangères a récolté ainsi les fruits d'une campagne électorale plus agressive et dynamique qu'à l'accoutumée, mais il a surtout bénéficié de la détermination d'un pouvoir décidé à gagner coûte que coûte, quitte à fouler aux pieds quelques règles démocratiques de base.

« Seules des fraudes permettront aux socialistes de faire élire leur candidat », avait pronostiqué Slobodanka Nedovic, présidente du Centre pour des élections libres et pour la démocratie (Cesid). Car si, avant le scrutin, les sondages créditaient M. Milutinovic d'une avance confortable sur son adversaire, il restait toutefois un détail à régler : celui du taux de participation qui, s'il avait été inférieur à 50 %, aurait entraîné l'annulation du scrutin. C'est ce qui était arrivé lors de la précédente présidentielle : moins d'un électeur sur deux s'était déplacé.

La plupart des observateurs n'excluaient pas une répétition de ce scénario. En effet, à la faible participation du premier tour (environ 52 %), s'ajoutait, dimanche, l'appel au boycott lancé par le candidat de l'opposition démocratique, Vuk Draskovic, éliminé il y a deux semaines. Mais cette fois, les socialistes avaient décidé de ne pas s'exposer à la même sanction de la part



d'une population éreintée par la crise économique et lassée des « magouilles » politiques.

« Nous avons relevé de nombreuses et graves irrégularités qui nous font dire que la fraude a été organisée », explique le Cesid, qui a

dressé une longue liste de malversations. C'est semble-t-il au Kosovo que le pouvoir a « rué des miracles », selon un porte-parole de l'opposition, afin d'obtenir un taux de participation tout juste supérieur à 50 %. Dans cette région où

PROFIL

UN FIDÈLE

DE M. MILOSEVIC

Peu connu du grand public avant le début de la campagne électorale, le nouveau président de la Serbie a fait sa carrière dans le sillage de son prédécesseur à ce poste, Slobodan Milosevic, à qui il a toujours dévoué une fidélité à toute épreuve. C'est l'une des raisons avancées pour expliquer le choix de cet homme pour défendre les couleurs du Parti socialiste à l'élection présidentielle de dimanche 21 décembre, après l'échec, trois mois plus tôt, de Zoran Djindjic, autre fidèle de M. Milosevic.

Diplômé de la faculté de droit de Belgrade, Milan Milutinovic, âgé de cinquante-quatre ans, est, comme son mentor, partisan d'une interprétation restrictive des accords de Dayton, à la négociation desquels il a participé en 1995, quelques mois après sa nomination à la tête de la diplomatie de la République fédérale de Yougoslavie. En référence aux crimes de guerre, cet ancien ambassadeur en Grèce affirme ainsi qu'il ne perdra pas qu'un « autre les accords de paix » et soutient que la « Yougoslavie ne s'est pas engagée à coopérer avec le Tribunal pénal international ». Marié et père d'un enfant, M. Milutinovic parle l'anglais et le français.

Christophe Châtelot

Bras de fer entre M. Fujimori et le chef de l'armée au Pérou

La décision contestée du président de briguer un troisième mandat en l'an 2000 avive les tensions politiques

LIMA

de notre correspondant

La complicité apparentement indéfectible qui unissait, depuis de longues années, le président Alberto Fujimori et le commandant en chef des armées, le général Nicolas Hermoza, n'est plus qu'un souvenir. Samedi 20 décembre, le président péruvien a donné ordre à tous les officiers supérieurs rassemblés à Lima sous prétexte de fêter l'anniversaire de leur chef de regagner immédiatement leurs casernes en province. Cette initiative spectaculaire est la dernière expression d'un désaccord aux raisons incertaines mais dont les manifestations se sont multipliées ces derniers jours.

Le désaccord est apparu publiquement au cours des cérémonies marquant le premier anniversaire de la prise d'otages perpétrée par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), dans la résidence de l'ambassadeur du Japon, le 17 décembre 1996. Contrairement à toute attente, le président et le général ont célébré l'événement séparément, s'attribuant chacun le succès de l'opération qui avait conduit à la libération des otages. Dans un entretien accordé il y a quelques jours au journal *El Comercio*, M. Fujimori assurait ainsi que le chef de l'armée avait joué un rôle secondaire dans toute l'affaire, contredisant ouvertement le général, qui, dans un livre récent, se donnait pourtant le beau rôle (*Le Monde* du 1^{er} novembre). Ce même jour, le chef de l'Etat annonçait aussi que le maintien en fonctions du général Hermoza, à son poste depuis sept ans, malgré son âge, était à l'étude.

La riposte de l'armée à ce qui apparaissait comme une déclaration de guerre n'a pas tardé. Quarante heures plus tard, au cours d'une cérémonie improvisée, les ministres de la défense et de l'intérieur, entourés de tout l'état-major et des cent quarante officiers qui avaient libéré les otages, expriment leur soutien au commandant en chef de l'armée. « Toute tentative pour ternir les mérites du général Hermoza sera ressentie comme une offense portant atteinte à l'ensemble de notre institution », affirmait alors un officier, à la limite de l'insubordination. Les toasts portés par les chefs militaires à leur commandant, le jour de son anniversaire, ont fini d'exacerber le président Fujimori, qui, le lendemain, a renvoyé tout ce petit monde dans ses casernes.

Le pouvoir sans limite du général Hermoza toucherait-il à sa fin ? Lorsqu'en 1994, atteint par la limite

d'âge, le pouvoir avait tenté de le mettre à la retraite en lui offrant le portefeuille de ministre de la défense, le général, de son bureau, avait lancé : « Qu'ils essaient seulement de me déloger de là ! » Nul ne s'y était risqué. Mais aujourd'hui la roue semble avoir tourné au profit de Vladimir Montesinos, le très écouté conseiller présidentiel du chef de l'Etat. Ancien capitaine devenu docteur en droit, Vladimir Montesinos a réussi à s'assurer la direction de fait des services secrets (le SIN), à réorganiser le pouvoir judiciaire à son profit et à celui de l'aviation et de la marine des collègues du SIN, et à celle du ministère de l'Intérieur un copain de promotion. Au Congrès, il a ses inconditionnels qui, comme lui, soutiennent la décision du président Fujimori de se présenter en l'an 2000, pour la troisième fois consécutive, à l'élection présidentielle.

MANIFESTATION DE MAIRES

Cette échéance est à plus de deux ans mais elle rythme déjà toute la vie politique péruvienne. L'opposition, qui s'insurge, exige un référendum sur cette candidature constitutionnellement contestée, ce qui n'empêche pas le président sortant de faire déjà campagne. Tous les journaux télévisés le montrent ainsi les pieds dans la boue, maniant la pelle comme un forçat pour combattre les inondations provoquées par le phénomène El Niño ; ou, encore, promettant sans compter subventions et aides. Ces promesses ont provoqué, le 11 décembre, devant le palais présidentiel, une manifestation des maires du pays qui ont menacé de lancer des grèves régionales s'ils continuaient de ne percevoir que 4 % des ressources budgétaires alors que le ministère de la présidence en accapare le quart.

Au même moment, au Congrès, la majorité fidèle au président Fujimori approuvait un projet de loi permettant aux juges suppléants de remplir les mêmes fonctions que les juges titulaires. Conscience que le texte vise à nommer des inconditionnels du pouvoir au sein du jury national électoral, l'opposition a aussitôt accusé de « fraude » le président Fujimori. Après le démantèlement, en mai, du Tribunal constitutionnel qui venait de s'opposer à une loi autorisant le président sortant à se représenter, le jury national électoral est la dernière instance judiciaire ayant le pouvoir de juger de la légalité d'une nouvelle candidature de M. Fujimori.

Nicole Bonnet

Vytautas Landsbergis disparaît de la scène politique lituanienne

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

L'affrontement est cuisant pour Vytautas Landsbergis. La personnalité politique lituanienne la plus connue hors du pays, pour son combat en faveur de l'indépendance, a été éliminée dès le premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 21 décembre. Les résultats préliminaires ne laissent, lundi matin, aucun espoir au dirigeant conservateur, arrivé en troisième position avec quelque 17 % des voix. A soixante-cinq ans, l'actuel président du Parlement voit ainsi s'évanouir ce qui était peut-être sa dernière chance de devenir un président élu au suffrage universel. Pour une majorité de Lituanie, M. Landsbergis symbolise, en effet, une époque révolue de l'histoire de leur pays, celle de la lutte contre les communistes, de la mobilisation contre les chars envoyés par Moscou, en janvier 1991, pour tenter d'empêcher l'indépendance.

Près de sept ans plus tard, les 3,7 millions de Lituanais cherchent visiblement à tourner la page. La réforme économique est en bonne marche, la privatisation s'accélère, le pays frappe à la porte de l'Union européenne et de l'OTAN, tout en signant un accord frontalier avec la Russie. Plutôt que de se raviver les plaies d'un passé encore très proche, il s'agit pour beaucoup de se tourner vers l'avenir et, plus prosaïquement, de gagner de l'argent... si possible en grande quantité. Les Lituanais ont donc préféré, dimanche, en majorité, le discours plus rassembleur et pragmatique d'un Arturas Paulauskas, arrivé largement en tête, avec près de 45 % des voix. Cet ancien procureur général de quarante-quatre ans, candidat de la gauche, a bénéficié du soutien du président sortant, Algirdas Brazauskas, ex-chef du Parti communiste lituanien (pro-indépendantiste). M. Paulauskas sera opposé, le 4 janvier, au cours d'un

deuxième tour qui s'annonce très serré, à un Lituanien-Américain de soixante et onze ans, Valdas Adamkus, qui a recueilli 30,9 % des suffrages. M. Landsbergis appellera à voter en sa faveur, pour faire barrage à « la nouvelle élite postcommuniste ».

M. Landsbergis commença sa carrière politique en 1988, en prenant les rênes du Sajudis (le Mouvement), un rassemblement d'intellectuels et de scientifiques opposés à l'occupation de la République balte par l'URSS depuis 1941. Ce parti remporta les législatives de 1990, ce qui valut à son chef d'être désigné président de la place de M. Brazauskas. Celui-ci prit sa revanche en 1993, devenant le premier dirigeant d'un ancien parti communiste à être élu démocratiquement à la tête d'une ex-République soviétique.

Benoît Peltier

Le leader de Solidarité annonce la dépolitisation du syndicat polonais

VARSOVIE

Correspondance

L'homme fort de la droite polonaise, Marian Krzaklewski, a consolidé ses pouvoirs en devenant le patron incontesté de la nouvelle majorité issue des législatives de septembre. Le syndicat Solidarité - qu'il dirige - gardera intacte sa mainmise sur le Parlement à travers ses députés et sénateurs. Réunis en congrès national à Poznan (Ouest), les délégués syndicaux ont modifié, samedi 20 décembre, les statuts de leur organisation pour permettre à M. Krzaklewski de cumuler les trois fonctions : celles de président de Solidarité, de chef de l'alliance chrétienne-démocrate, AWS - qu'il avait créée et conduite à la victoire électorale - et celle de leader du RSAAWS, parti politique récemment fondé pour être le noyau dur de l'AWS. Tous les syndicalistes devenus parlementaires ont été autorisés par le congrès à garder leurs responsabilités syndicales.

Certes le président de Solidarité

a annoncé la « dépolitisation » progressive de son syndicat, mais celui-ci demeure pour le moment la première force politique du pays. Le succès attendu de M. Krzaklewski renforce ses chances dans la course à la présidence de la République, qu'il devrait briguer en l'an 2000. Il ne cache pas ses ambitions présidentielles, mais il doit prendre en considération les humeurs de sa base politique réelle qu'est actuellement le syndicat. Et ses militants refusent dans leur ensemble d'impliquer directement Solidarité dans l'exercice du pouvoir, même s'ils souhaitent le contrôler.

NOYAU DUR

L'idée de M. Krzaklewski est donc de transférer graduellement les compétences politiques du syndicat au parti RSAAWS, notamment pour les élections locales, prévues en Pologne en juin 1998. A terme, le RSAAWS doit remplacer Solidarité en tant que noyau dur de l'alliance électorale AWS. En fait, les partisans d'une séparation complète entre Solidarité et le par-

ti politique créé autour de lui ont semblé majoritaires au congrès et ils ont reçu le soutien de l'ancien président polonais, Lech Walesa, et de responsables influents tels que le chef de la région syndicale de Varsovie, Maciej Jankowski. Mais, avec ce dernier, ils ont accepté le raisonnement selon lequel le départ immédiat du syndicat de tous ceux qui veulent prendre des responsabilités au RSAAWS perturberait gravement le fonctionnement de l'organisation. Or la droite polonaise a besoin de toutes les ressources et de l'image de marque du syndicat pour tenter de répéter son succès aux législatives lors des élections locales de l'année prochaine. Ce scrutin est d'autant plus important que la décentralisation de l'Etat confie de plus en plus de responsabilités et de crédits aux échelons inférieurs et que l'opposition ex-communiste compte y prendre sa revanche.

Les délégués syndicaux ont réservé, à Poznan, un accueil triomphal au premier ministre, Jerzy Buzek, qui n'a pas manqué de faire

l'éloge de Solidarité et de rappeler avec émotion son passé de syndicaliste.

M. Buzek a également cherché à rassurer son auditoire sur la série de hausses de prix attendues en janvier. La popularité du chef du gouvernement, arrivé entouré de plusieurs ministres issus de Solidarité, n'a pas empêché les délégués de le soumettre à plusieurs questions difficiles, dont certaines étalaient des accusations dirigées contre les libéraux de l'Union pour la liberté de M. Leszek Balcerowicz, un allié de l'AWS qui, de l'avis de nombreux syndicalistes, prend trop d'importance au sein du gouvernement. A cet égard, le premier ministre est resté ferme en soulignant avec force la cohésion de son équipe. Il a expliqué les hausses de prix par son devoir de préserver l'avenir, de financer les réformes et surtout d'éviter à la Pologne une crise économique semblable à celle qu'ont traversée les Tchéques et les Thaïlandais.

Michel Garu

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA

Membre et/ou accréditée de
ACBSP - ECBE - WAUC

FLORIDE - MASSACHUSETTS - NEW YORK

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 12 mois.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles
- 520 heures de formation intensive :
- 10 séminaires mensuels à PARIS
- Juillet et août aux USA

IUA, School of Management
143, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-03 - Fax : 01-45-51-09-08
International School of Management USA
Internet: <http://www.iua.edu>

IUA

مركزا من راحل

Lionel Jospin loue les vertus de la démocratie pour l'Afrique

Le premier ministre s'engage à mettre fin aux « charters » de retour pour les immigrés en situation irrégulière en France, qui rentreront chez eux dans « des conditions humaines »

Lionel Jospin a regagné la France dimanche 21 décembre, au terme d'une tournée africaine de cinq jours qui l'a mené au Maroc, au Sénégal et au Mali. Le premier ministre n'a évoqué qu'en termes très généraux les

principes de ce que sera la nouvelle politique africaine de la France. En effet, le projet de réforme de la coopération annoncé par le gouvernement a pris du retard et ne sera présenté que fin janvier en

conseil des ministres puis à l'Assemblée nationale. Des relations « fraternelles » avec les anciennes colonies françaises, et les autres pays du continent, doivent s'établir sur une base d'« égalité », sans « ingé-

rence, ni indifférence », et non plus en fonction du « paternalisme » d'antan. M. Jospin a plaidé au Mali en faveur de la démocratie, vantant les mérites de l'alternance politique. C'est aussi à Bamako qu'il

a expliqué la position française sur l'immigration irrégulière. Les clandestins rentreront chez eux, mais dans la dignité, a-t-il dit en substance, en confirmant qu'il serait mis fin à la pratique des « charters ».

BAMAKO

de notre envoyé spécial
Étape ultime du voyage de Lionel Jospin en Afrique, le Mali a donné au premier ministre français l'occasion d'envoyer un double message : l'un destiné aux pays du continent noir dont l'histoire est liée à celle de la France, l'autre à l'opinion publique française, au moment où l'Assemblée nationale vient d'adopter le projet de loi Chevènement sur l'immigration, considéré comme laxiste par l'opposition. Sur ces deux plans, le message est ferme et volontaire.

Arrivé samedi 20 décembre à Bamako, en provenance de Dakar, au Sénégal, le premier ministre a rencontré, dimanche, les députés qui avaient été convoqués en séance extraordinaire. Pour la première fois, un chef de gouvernement français s'adressait à eux dans leur enceinte. La cause en valait la peine puisque M. Jospin voulait « marquer d'emblée l'intérêt que le gouvernement français porte aux processus démocratiques qui, au Sénégal et au Mali, comptent sans doute parmi les plus avancés du continent ». Cela donnait ainsi tout son sens à ce voyage en Afrique subsaharienne.

M. Jospin a estimé que, « depuis une date qui correspond en gros au discours prononcé en 1990 par le président Mitterrand à La Baule, même s'il faut se garder en l'occurrence d'exagérer la relation de cause à effet, l'Afrique a accompli des pas de géant sur la voie qui conduit à l'édification d'un système démocratique moderne ». Au cours d'une conférence de presse, le premier ministre

a indiqué aux députés maliens que le principe du libre accès des peuples à la démocratie est, « quoi qu'il en soit, valable en Afrique qu'ailleurs, et on ne voit pas ou non de quoi l'homme africain se distinguerait sur ce point ». Jacques Chirac, peu après son accession à l'Élysée en 1995, s'était fait l'apôtre de la « démocratie adaptée ». La formule de M. Jospin en est l'exacte antithèse.

Logique avec lui-même, il suggère que, si la voie démocratique est un droit fondamental, elle im-

plique des devoirs : l'obligation pour le pouvoir en place d'aller au-delà de « l'organisation d'élections » et l'impossibilité pour les « oppositions » de refuser de prendre part aux consultations électorales ou en priver le boycottage actif. Cette dernière référence est d'autant plus ciblée que les principaux partis d'opposition maliens ont boycotté le scrutin présidentiel de mai 1997, en retirant leurs candidats. Le premier ministre s'est donc permis de leur donner un conseil : « Sans l'oppression d'une véritable culture

d'alternance et d'opposition, la démocratie, comme dans tous les pays, y compris occidentaux, reste un vain mot et est appelée à dériver rapidement. Pour rester vivante, elle doit être l'œuvre de tous. »

PARTENARIAT

Comme il l'avait fait au Sénégal, en donnant les premiers éléments de réflexion de la nouvelle politique africaine de la France, qui devrait faire l'objet d'une communication au conseil des ministres du 28 janvier, M. Jospin a insisté sur la « coo-

pération décentralisée » qui « pourrait jouer un rôle essentiel, au-delà même des sommes qui peuvent être en jeu ». A Dakar, en rendant visite aux forces françaises de la base du Cap Vert, il avait déjà évoqué cette « approche d'un type nouveau » dans le domaine militaire. « La France, avait-il déclaré, ne peut assurer à elle seule la sécurité de ses partenaires africains. Notre opinion publique ne le comprendrait pas, et vous ne le souhaitez pas non plus. » Qu'il s'agisse des opérations de maintien de la paix ou du développement

économique, M. Jospin souhaite voir les pays africains augmenter leur capacité à s'organiser dans le cadre d'un partenariat et non plus dans celui d'un rapport de domination parfois entretenu par les intérêts eux-mêmes.

Il en va de même pour l'immigration. M. Jospin avait à redresser l'image de la France ternie par le mot « charter », qui a une lourde connotation au Mali. Là aussi, il devait apaiser l'inquiétude exprimée tant par les représentants de la majorité que de l'opposition à l'Assemblée nationale locale, en parlant franchement de la position française sur l'immigration irrégulière, tout en rassurant l'opinion publique en France sur sa détermination à maîtriser les flux migratoires, sans verser dans la démagogie.

Le premier ministre a donc assuré que les irréguliers devront rentrer dans leur pays. « Mais il faudra le faire de façon humaine et respectueuse, a-t-il déclaré, ce qui suppose que nous trouvions, avec le gouvernement malien, les moyens de le faire, parce que nous ne voulons pas que le respect nous conduise à l'impunité, au non-respect de nos règles, sinon nous n'arriverions pas à convaincre nos propres ressortissants ». « Y aura-t-il encore des charters ? », s'est inquiété un député. « Il faudra en trouver les modalités. Elles ne seront pas celles que vous avez évoquées », a répondu M. Jospin. Les parlementaires maliens semblaient plutôt satisfaits de la réponse du premier ministre français.

Philippe Bernard

Olivier Biffaud

Quarante « vols affrétés » en deux ans

L'UTILISATION des « charters » pour la reconduite des étrangers en situation irrégulière en France a été stoppée depuis le retour de la gauche au pouvoir et Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, avait déjà exprimé son peu de goût pour un moyen spectaculaire et peu efficace de gérer les « flux migratoires ». Mais l'engagement à Bamako du premier ministre, Lionel Jospin, d'organiser les retours forcés dans des conditions « humaines » prend valeur de symbole.

C'est en effet vers la capitale du Mali que, le 18 octobre 1996, le gouvernement Chirac et son ministre de l'Intérieur Charles Pasqua avaient fait décoller le premier « charter » ayant à son bord cent un Maliens qui venaient d'être rafistés dans des foyers de travailleurs immigrés. Médatisée à l'extrême avec la bénédiction des autorités françaises, cette opération était destinée à afficher, aux yeux de l'opinion, la fermeté gouvernementale à l'égard des clandestins et, en Afrique, à dissuader les candidats à l'émigration. Au Mali, elle sonnait comme le début d'une série d'humiliations. Dès cette époque, la

technique des « vols affrétés », selon l'euphémisme en vigueur au ministère de l'Intérieur, avait été condamnée par la gauche et les associations humanitaires. Ce qui n'empêcha pas, en 1991, Edith Cresson, alors premier ministre, d'affirmer qu'elle ne verrait aucun inconvénient à recourir à ce type de vols, sans pour autant passer à l'acte.

Sous Jean-Louis Debré, les charters ont été banalisés. Peu après l'élection de Jacques Chirac en 1995, le ministre de l'Intérieur s'était fait fort d'organiser « un charter par semaine ». En deux ans, une quarantaine de vols de ce type ont en réalité été organisés, souvent en commun avec d'autres pays de l'espace Schengen, vers la Roumanie, le Maroc, le Zaïre et le Mali. En mars, pour la deuxième fois, une révolte avait éclaté à bord d'un Boeing 727 au moment de l'atterrissage à Bamako. Une vingtaine de policiers avaient été blessés et l'appareil saccagé. Le recours aux « charters » a toujours été présenté par ses partisans comme un moyen d'éviter les refus d'embarquement opposés par les étrangers sur des vols réguliers.

Dans les « charters », les policiers peuvent être aussi nombreux que les personnes reconduites. En réalité, la méthode a une efficacité contestable tandis que ses conséquences malmenent les droits de l'homme. Intensifiés par M. Debré, les « charters » n'ont guère représenté plus de 10 % du total des reconduites. Préparée à l'avance vers des pays précis, ces opérations induisent un effet de rafle qui multiplie les risques de bavure au moment où les policiers sont pressés d'interpeller des dizaines de nationaux de pays donnés. Il est d'ailleurs arrivé que des personnes légalement inexpulsables soient reconduites à tort et reviennent rapidement en France. Colteux (de 500 000 F à 700 000 F pour un Paris-Bamako, selon le type d'avion), les « charters » sont une source de ressentiment anti-français dans le pays de destination. Ils sont enfin contestés au nom de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prohibe les « expulsions collectives ».

Philippe Bernard

Olivier Biffaud

L'ANC de Thabo Mbeki pense déjà aux élections de 1999 en Afrique du Sud

MAFIKENG

de notre envoyé spécial
Au terme de sa 50^e conférence nationale, samedi 20 décembre, le Congrès national africain (ANC) a engagé l'Afrique du Sud dans l'après-Mandela en voulant donner une image de continuité et de stabilité. Dès le deuxième jour du congrès, le parti dirigeant avait désigné Thabo Mbeki, le dauphin de Nelson Mandela, comme son successeur à la tête du mouvement. Le fort soutien électoral dont bénéficie encore l'ANC devrait permettre à son nouveau patron de succéder aussi à M. Mandela à la tête du pays, après les élections de 1999. Dans cette perspective, M. Mbeki a insisté sur l'unité de l'organisation face aux grands choix politiques des prochaines années.

« La guerre que certains prédisaient à l'intérieur du parti n'a pas eu lieu », a affirmé l'héritier de M. Mandela en clôturant la conférence de l'ANC, à Mafikeng, dans le nord-ouest du pays. Ces derniers mois, pourtant, la politique économique prudente et libérale menée par M. Mbeki en tant que vice-président du gouvernement avait suscité de très fortes tensions avec l'aile gauche de l'ANC.

Le Cosatu, la puissante confédération syndicale, et le Parti communiste sud-africain (SACP) reprochaient au pouvoir de chercher à rassurer les milieux d'affaires blancs au détriment des besoins des Noirs. A l'approche du congrès, les alliés de l'ANC semblaient décidés à faire entendre leur voix et à susciter de vifs débats sur cette question.

Contre toute attente, aucune divergence majeure n'est apparue lors du congrès de l'ANC. La résolution du parti concernant l'économie a été adoptée en moins de vingt minutes. Le président Mandela, il est vrai, avait pris soin de désamorcer les critiques sur la mollesse supposée du pouvoir noir dans son discours d'ouverture. Sur un ton véhément, il avait reproché à la minorité blanche sa réticence à renoncer aux privilèges de l'apartheid. En fin stratège, M. Mandela a choisi d'endosser le mauvais rôle et de prendre à son compte le durcissement du pouvoir noir afin de préserver la marge de manœuvre de son successeur.

M. Mbeki s'est montré plus en retrait que le président Mandela dans ce domaine. Il a affirmé à plusieurs reprises que « le combat

contre les inégalités héritées de l'apartheid n'était pas fini » tout en rassurant sur la continuité de son action en matière économique. Dans cet esprit, la résolution adoptée par les délégués de l'ANC rappelle les objectifs sociaux du gouvernement. Elle affirme que « la mission de l'ANC continue d'être la promotion économique de la population noire et l'élimination de la pauvreté ». Mais le texte insiste aussi sur les réalités économiques et les contraintes de l'environnement international.

MILITANTS DÉSORIENTÉS

L'aile gauche de l'ANC s'est contentée de ce compromis. En contrepartie, elle espère être davantage associée à la politique du parti et du gouvernement. La présence de deux de ses représentants dans les six postes de la nouvelle direction du mouvement constitue une assurance de ce point de vue. La fonction stratégique de secrétaire général du parti est désormais occupée par Kgalema Motlanthe, le chef du puissant syndicat des mineurs.

« Notre objectif n'était pas d'obtenir des concessions lors de ce congrès mais de pouvoir être entendus pour l'avenir », explique Sam

Shilowa, le dirigeant du Cosatu dont fait partie le syndicat des mineurs. « Les tensions qui existaient entre nous ne relevaient pas d'une question d'idéologie. Elles provenaient avant tout d'un manque de consultation, du sentiment d'un écart croissant entre le gouvernement et la base », affirme, dans le même sens, Jeremy Cronin, le patron du SACP, réélu, comme M. Shilowa, au comité exécutif national (NEC) de l'ANC.

M. Mbeki, de son côté, a tout intérêt à donner des gages à son aile gauche pour calmer la grogne de la base et se donner une caution populaire. Beaucoup de militants sont désorientés par l'image de technocrate du nouveau patron de l'ANC. Ils lui reprochent d'avoir tendance à faire taire les critiques et à éliminer ses rivaux pour imposer les vues de l'appareil. Sur ce plan, M. Mbeki a d'ailleurs remporté une victoire éclatante : le congrès de Mafikeng a consacré la marginalisation de Winnie Madikizela-Mandela, l'ex-épouse de M. Mandela, devenue la « rebelle » de l'ANC.

Faute d'un soutien suffisant, la « Passionaria des townships » a dû se retirer de la course à la vice-présidence du parti (Le Monde du

19 décembre). Elle a ainsi laissé la voie libre à Jacob Zuma, chef de l'ANC dans le KwaZoulou-Natal, choisi par M. Mbeki comme numéroté deux. Winnie a subi un autre revers à l'occasion du renouvellement du NEC : elle n'est arrivée qu'au quinzième rang sur la liste des membres du nouveau comité exécutif. Lors des deux précédents congrès, M^{me} Madikizela-Mandela avait été élue dans les premières positions.

ÉTOILE MONTANTE

Le vote de Mafikeng aura sans doute de lourdes conséquences sur son avenir politique. Il traduit son affaiblissement au sein même de l'ANC et la prise de la légitimité populaire dont elle se prévalait pour se faire la porte-voix des mécontents et des défavorisés. Désormais, Winnie aura bien du mal à faire entendre son discours radical et populiste.

Pour autant, M. Mbeki n'est pas débarrassé de toute opposition interne. Les délégués du parti lui ont infligé un camouflet en plaçant son grand rival, Cyril Ramaphosa, en tête des élus au NEC. Concurrent malheureux à la succession de M. Mandela, M. Ramaphosa avait quitté le devant de la

scène politique en 1996. Depuis, il est devenu l'étoile montante du black business dans le monde des affaires. Toujours très populaire, l'ancien syndicaliste se trouve désormais en position de faire entendre sa voix et de préparer un éventuel retour aux plus hauts postes de responsabilité.

L'élection de Patrick « Terror » Lekota au poste de président délégué de l'ANC est également considérée comme un vote de défiance de la base à l'encontre de l'appareil. M. Lekota représente les combattants de l'intérieur au temps de la lutte contre l'apartheid par rapport aux dirigeants du parti qui étaient en exil comme M. Mbeki. Au début de l'année, il avait été « redéployé » à un poste honorifique par la direction du parti. A Mafikeng, « Terror » a obtenu deux fois plus de voix que le candidat de M. Mbeki. Le nouveau président de l'ANC devra donc compter avec les contre-pouvoirs que lui ont imposés les militants et poursuivre la politique de réconciliation, de compromis et de consensus menée par le chef de l'Etat tout en maintenant l'unité du mouvement.

Frédéric Chambon

8, PLACE VENDÔME



LES PLUS BELLES PERLES DU MONDE
MIKIMOTO
— Joaillier depuis 1883 —

Une dernière chanson à la gloire de « Madiba »

MAFIKENG

de notre envoyé spécial
« Merci Madiba pour ce que vous êtes. Merci pour ce que vous avez fait pour nous et notre peuple. » C'est par cet hommage à Nelson Mandela que son successeur, Thabo Mbeki, a conclu, samedi 20 décembre, son premier discours en tant que président du Congrès national africain (ANC). Mis à part ce moment d'émotion, M. Mbeki est resté fidèle à son image d'homme de dossiers réservé et sans charisme. Ceux qui s'attendaient à la présentation solennelle d'un programme d'action ou à un message fort à la nation en ont été pour leurs frais.

Devant les délégués de l'ANC, la chemise sortie du pantalon et les premiers pas de danse esquissés publiquement par M. Mbeki n'ont pas eu le succès escompté. L'intervention, ferme et sérieuse, n'a pas soulevé l'enthousiasme des 3 000 militants qui se sont conten-

tés d'applaudir poliment. M. Mbeki s'est pourtant évertué à se montrer sensible aux difficultés de ses concitoyens. Il a mis l'accent sur la nécessité de corriger les inégalités héritées de l'apartheid. « La lutte continue. L'objectif de transformer l'Afrique du Sud en une société non raciale n'est pas atteint », a affirmé le nouveau patron de l'ANC. « Nous devons continuer à mettre l'accent sur l'éradication de la pauvreté et à consacrer les ressources de l'Etat aux besoins de la population », a ajouté M. Mbeki, en référence à l'impatience grandissante causée par la lenteur des changements depuis 1994.

Soucieux de rassurer sur l'après-Mandela, Thabo Mbeki a voulu apparaître en homme d'Etat. Il s'est montré beaucoup plus modéré que M. Mandela dans son discours d'ouverture du Congrès. Le président s'en était violemment pris à l'héritage de l'apartheid et à

la minorité blanche. Dans sa première déclaration aux journalistes, juste après son élection, M. Mbeki avait tenu à préciser que les propos de M. Mandela constituaient « un bilan et non un programme d'action ». Il avait également insisté sur le fait que la création d'une démocratie multiraciale n'était pas « une menace pour les Blancs ».

« DIRECTION COLLECTIVE »

Dans une interview diffusée par la télévision, l'héritier de M. Mandela a cherché à minimiser l'aspect personnel de la succession. « Le président Mandela a imprimé sa marque qu'il est inutile d'essayer d'imiter », a reconnu M. Mbeki. Mais on exagère le rôle des individus. La politique menée par l'ANC est, depuis toujours, le fruit d'une direction collective. » Devant les délégués du parti, M. Mbeki s'est laissé aller à une pointe d'humour : « Je ne pourrai jamais enfi-

ler vos chaussures, elles sont bien trop loïdes », a-t-il lancé à Nelson Mandela.

Le chef de l'Etat, de son côté, s'est montré, comme à son habitude, solennel et chaleureux dans son discours précédant celui de son successeur à la tête de l'ANC. L'appelant « mon président » avec un mélange de respect et d'humour, M. Mandela a insisté sur les qualités de son dauphin. Comme pour conforter l'autorité de son parti, le chef de l'Etat a souligné « son bilan exceptionnel en exil » et « sa contribution impressionnante » dans les négociations d'avant 1994. M. Mandela a également évoqué « la brillante manière dont M. Mbeki s'acquitte de ses fonctions de vice-président du pays ».

Sur un ton d'avertissement paternaliste, le chef de l'Etat a néanmoins tenu à se faire l'écho des critiques concernant le style par-

fois jugé autoritaire de son successeur. Visiblement surpris par cette leçon publique, M. Mbeki n'a guère apprécié l'exercice. Mais M. Mandela a déchainé les applaudissements approbateurs des délégués en avertissant son bétier de « la tentation d'utiliser sa position pour faire taire les critiques et s'entourer de bœuf-outi-oui ».

SILENCE ÉMU

Pour conclure, le président Mandela a évoqué sa retraite en affirmant, dans le silence ému de la salle, qu'il lui tardait de retourner dans son village natal du Transkei, Qunu, « afin de pouvoir marcher dans les collines dans la paix et la tranquillité ». Puis il a remis à son successeur le bâton traditionnel symbolisant la passation du pouvoir, avant que les délégués n'entament, debout, une dernière chanson à la gloire de « Madiba ».

Fr. Ch.

L'Afrique

En France,

la position française sur l'immigration irrégulière. Les clandestins restent chez eux, mais dans la dignité et sans substance, en confirmant qu'il s'agit de la pratique des « charters ».

Le général Abacha a été déjoué au Nigeria

économique, M. Jospin souhaite voir les pays africains augmenter leur capacité à s'adapter dans le cadre d'un partenariat et non plus dans celui d'un rapport de domination par les entreprises par les entreprises eux-mêmes.

Le général Abacha a été déjoué au Nigeria

e du Sud

Le général Abacha a été déjoué au Nigeria

Le général Abacha a été déjoué au Nigeria

Une tentative de putsch contre le général Abacha a été déjouée au Nigeria

Le RÉGIME du général Sani Abacha a annoncé, dimanche 21 décembre, avoir déjoué un complot fomenté par le numéro deux du régime, le général Oladipo Diya, onze autres militaires, dont deux généraux d'active, et un civil, pour « renverser le gouvernement par la violence ». Selon la junte en place, ce « complot » ne doit pas « faire dévier » le processus en cours devant aboutir à la remise du pouvoir, le 1^{er} octobre 1998, à un président civil démocratiquement élu.

Les douze personnes impliquées dans la tentative de putsch ont été arrêtées, a indiqué la télévision nationale, qui n'a pas fourni d'autres détails, se contentant d'ajouter que l'enquête se poursuivait. Elle n'a rien dit du mobile des comploteurs. Les premières informations faisaient état d'une tentative de coup d'État. Ce complot déjoué, annoncé dans un communiqué lu par le général Abdulsalam Abubakar, est le second du genre contre l'administration du général Sani Abacha depuis son arrivée au pouvoir par la force le 17 novembre 1993.

Le général Diya, 53 ans, officier d'infanterie, ancien gouverneur militaire (1984-85) est originaire de l'État d'Ogun (sud-ouest). C'est le « second » du général Abacha depuis 1993. Les généraux Abdulkarim Adisa et Tajudeen Olanrewaju, respectivement ministre des travaux publics et ministre des communications dans le gouvernement fédéral dissous le 17 novembre dernier par le général Abacha, figurent parmi les personnes arrêtées, a précisé le général Abdulsalam Abubakar. Parmi les autres officiers arrêtés figurent cinq colonels et trois commandants. Le professeur Femi Odekunle, conseiller politique du général Diya, est le seul civil appréhendé.

La plupart des militaires impliqués dans le complot appartiennent à l'armée Yoruba, qui est aussi celle du général Diya et de Moshhood Abiola, le vainqueur présumé de l'élection présidentielle de juin 1993 et maintenu en prison par le général Abacha. Quarante-quatre militaires et civils, dont 40 journalistes, purgent de longues peines de prison pour leur implication présumée dans un autre coup d'État avorté. Parmi eux, l'ancien chef de l'État, le général Olusegun Obasanjo. Le « second » de ce dernier, le général Shehu Yar'Adua, est décédé le 8 décembre alors qu'il purgeait une peine de 25 ans. (AFP)

Un regain de violence en Algérie provoque une centaine de victimes

L'attribution par le Parlement européen du prix Sakharov des droits de l'homme à une journaliste, Salima Ghezali, qui prône une solution négociée à la crise algérienne, a fait l'objet de critiques virulentes à Alger

ENTRE quinze et trente personnes – dont des hébés, des femmes et des vieillards – ont été assassinés et cinq autres kidnappées, en début de soirée samedi 20 décembre dans un hameau proche de Tiemcen, dans l'ouest du pays, selon le quotidien *La Tribune* du lundi 22 décembre. Selon le quotidien francophone, les victimes, « froidement égorgées » à l'arme blanche, appartenaient à des familles « cibées » par les « terroristes », qui auraient voulu se venger de la mort récente d'un de leurs chefs surnommé Abou Djihad.

Cette tuerie, à quelques jours du début du ramadan, intervient alors que la violence a fait plusieurs dizaines de victimes la semaine dernière. Selon la presse algérienne de samedi, une trentaine de personnes auraient été massacrées dans la nuit de jeudi à vendredi à Larba, à 25 kilomètres au sud de la capitale. Les assaillants ont fait irruption, sabre au clair, en fin de soirée en criant « Allah Akbar » (« Allah est grand »). « Les sabres vibraient dans l'air, frappant les têtes et les dos de ceux qui tentaient de prendre la

fuite », selon les témoignages d'un rescapé rapporté par *Le Matin*. La même nuit, trente civils étaient égorgés à Lakhdaria, à l'est d'Alger, et dix autres (des nomades) tués plus au sud dans la préfecture de Laghouat. Par ailleurs, différentes explosions criminelles ont ajouté au lot des victimes récentes (cinq personnes à Bent Salha, trois à Sidi Mousa, deux villages frappés par d'importants massacres à l'autisme). Comme le constate sobriement le quotidien arabophone *El Khabar* : « La violence a dangereusement augmenté cette semaine. »

SIGNES « INAMICABLES » De son côté, le président de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Redha Malek, a jugé que, face à une situation qualifiée par lui de « très grave », il fallait « une stratégie ferme ». Celle-ci ne saurait être mise en œuvre par le gouvernement actuel « neutralisé de l'intérieur par la présence de partis qui utilisent la religion à des fins politiques », a-t-il ajouté. L'ancien premier ministre faisait allusion à la présence des islamistes du MSP au

sein de la coalition gouvernementale. Dans ce contexte, l'attribution par le Parlement européen du prix Sakharov des droits de l'homme à une journaliste, Salima Ghezali, qui prône une solution négociée à la crise algérienne, a fait l'objet de critiques virulentes à Alger. Pour le président de l'Assemblée nationale, Abdelkader Bensalah, cette distinction risque d'« affecter » le dialogue entre l'Algérie et l'Union européenne (UE). En termes moins diplomatiques, le quotidien pro-gouvernemental *El Moudjahid* a accusé dimanche l'UE de signes « inamicaux » voire « hostiles ». A en croire le journal, « jamais les relations entre l'Algérie et l'UE n'ont été si agitées et si tumultueuses qu'en cette période où notre pays s'apprête à mener à son terme le processus de mise sur pied d'institutions démocratiques sur une base pluraliste. » Jeudi 25 décembre aura lieu l'élection au suffrage indirect du Conseil de la nation, la seconde chambre du Parlement.

J.-P.T.

Le président sud-coréen tente une réconciliation générale

TOKYO

de notre correspondant A peine élu chef de l'État en Corée du Sud, Kim Dae-jung a placé sa présidence sous le signe de l'ouverture. L'ex-dissident, qui sera investi le 25 février, a donné son accord à l'amnistie, proposée par le président sortant, de deux de ses adversaires : les anciens « généraux présidents » Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo. Après deux ans derrière les barreaux, les deux hommes ont été libérés, lundi 22 décembre, de la prison centrale de Séoul. Mais le nouveau président entend aplanir d'autres divisions coréennes : il a fait de la reprise du dialogue avec la Corée du Nord l'une des priorités de son mandat. Dans son premier message à la nation, M. Kim a « proposé un sommet au chef du Parti des travailleurs de Corée du Nord, Kim Jong-il ». L'accession de ce dernier aux fonctions de chef de l'État en Corée du Nord paraît imminente. Et coïncidant avec l'arrivée au Sud d'un président qui a toujours attaché la plus grande importance à la réconciliation avec Pyongyang, elle pourrait favoriser un apaisement des relations inter-coréennes, de plus en plus tendues. La clémence manifestée par Kim

Dae-jung à l'égard des deux généraux témoigne de son souci de réconciliation. Ces hommes avaient tour à tour gouverné la Corée de 1980 à 1992. Ils furent condamnés, l'année dernière, à de lourdes peines pour le putsch de décembre 1979, le massacre de civils à Kwangju en mai 1980 et une corruption éhontée.

ARRIÈRE-PENSÉES POLITIQUES Kim Dae-jung a tout lieu d'en vouloir en particulier à Chun Doo-hwan, qui le fit condamner à mort par une cour martiale en 1980 pour sédition, sous l'accusation fallacieuse d'avoir fomenté les émeutes de Kwangju. Sa magnanimité n'est pas sans arrière-pensées politiques. M. Kim espère amoindrir l'hostilité que lui manifeste la province de Kyongsang, dont les deux ex-présidents sont originaires. Celle-ci, creuset traditionnel de l'élite sud-coréenne, a voté massivement contre lui. Et, depuis le régime Park Chung-hee (1961-1979), qui était également originaire du Kyongsang, la région a renforcé son emprise sur le pays. Ce que l'on nomme ici la « mafia de Taegu », le chef-lieu du Kyongsang du nord, consiste en puissants intérêts qui étendent leurs ramifications à la po-

litique, l'administration, les milieux d'affaires et la presse. La mansuétude de Kim Dae-jung à l'égard du « bourreau de Kwangju », Chun Doo-hwan, sera mal accueillie par la province voisine du Cholla, où est située la ville martyre. Retardataire, victime d'un vieil ostracisme, cette province a plébiscité Kim Dae-jung, qui en est originaire. L'amer-tume des habitants du Cholla s'ajoutera à la déception de la gauche, héritière de la dissidence du temps des dictateurs, qui se sentait déjà trahie par l'alliance de Kim Dae-jung avec l'héritier du « parkisme ». Kim Jong-il. Cet homme fonda la KCIA, l'instrument de répression du régime.

Mais, une fois qu'il aura franchi les portes de la Maison Bleue, la résidence des chefs d'État d'où sont partis au cours des décennies écoulées les ordres de répression dont il fut lui-même victime, Kim Dae-jung rétablira-t-il l'équilibre ? Fera-t-il libérer les prisonniers politiques – syndicalistes, étudiants, dissidents – arrêtés en vertu des dispositions de la loi sur la sécurité nationale ? Une détente avec le Nord pourrait faciliter cette évolution.

L'idée d'un « sommet » entre les chefs d'État des deux Corées n'est pas nouvelle. C'est le Nord-Coréen Kim Il-sung qui l'avait émise en juin 1994 lors de la visite à Pyongyang de l'ex-président américain Jimmy Carter. A la suite de pourparlers inter-coréens, le sommet avait été fixé au 25 juillet. Mais la mort du vieux dirigeant nord-coréen, le 8 juillet, bouleversa la donne. Pyongyang ferma brutalement la porte au dialogue, jugeant inadmissible que le président sud-coréen Kim Young-sam n'ait pas exprimé ses condoléances lors de la disparition du « Grand Leader ».

Bien que la Corée du Nord n'ait pas réagi à l'élection de Kim Dae-jung, ni à sa proposition de sommet, son régime ne semble pas avoir les mêmes exclusives à l'égard de son nouveau président. La volonté d'ouverture de Kim Dae-jung ne fait guère de doute. Il nous déclarait récemment que, « sans abaisser la garde, [il n'entendait] mettre aucune condition à la reprise du dialogue direct avec le Nord ». La grande inconnue est la réaction de Pyongyang. A la tête du Parti des travailleurs et bientôt de l'État, Kim Jong-il verra-t-il un avantage à reprendre le dialogue avec le Sud, à rencontrer son nouveau président pour asseoir son pouvoir en réalisant ce que feu son père avait proposé ? Par son passé de victime des dictatures, Kim Dae-jung est la personnalité sud-coréenne la plus acceptable pour Pyongyang. Selon les experts américains de la Corée du Nord, jamais les chances d'un sommet inter-coréen n'ont été plus grandes. Et certains avancent qu'il pourrait se concrétiser dans les six à huit mois à venir.

Philippe Pons

L'opposant tunisien Mohamed Mouada inculpé de tentative de coup d'État

TUNIS. L'ancien président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le principal parti de l'opposition encore toléré, Mohamed Mouada, a été arrêté à son domicile, samedi 20 décembre, et, selon ses proches, inculpé par un juge d'instruction de « tentative de coup d'État et d'intelligence avec des organisations étrangères ». M. Mouada a cependant été laissé en liberté. La veille, il avait déjà fait l'objet d'une interpellation musclée par des policiers en civil agissant sans mandat de l'autorité judiciaire, selon des sources tunisiennes. Interrogé plusieurs heures durant, M. Mouada avait ensuite été ramené à son domicile tandis que sa ligne téléphonique était coupée.

Accusé de haute trahison et condamné à onze ans de prison en 1995 – au lendemain de la visite du président Jacques Chirac à Tunis – M. Mouada avait été libéré en 1996 à la faveur d'une campagne de solidarité internationale et placé sous le régime de la liberté conditionnelle. Sa dernière inculpation n'est sans doute pas étrangère à son voyage en Europe au cours duquel il a rencontré des responsables du Quai d'Orsay, du Parti socialiste français et du Foreign Office.

Accord de réconciliation entre factions somaliennes

LE CAIRE. Les factions somaliennes sont parvenues à un accord de réconciliation, dont la teneur devait être révélée lors d'une cérémonie solennelle, lundi 22 décembre, au ministère égyptien des affaires étrangères. D'après une source proche des négociateurs, un Conseil présidentiel de 13 membres doit être mis sur pied et un gouvernement de transition sera formé. Le président sera désigné lors d'une conférence de réconciliation nationale en janvier, à Baidoa, au nord-ouest de Mogadiscio. La conférence comptera 465 délégués choisis sur une base tribale. L'accord a été signé par le Conseil national de salut (NSC) regroupant 26 factions, dont celle du chef de guerre Ali Mahdi Mohammad, et par Hussein Mohamed Aidid, chef du Congrès somalien unifié/Alliance Nationale somaliennne (USC/ANA). Deux membres du NSC, Abdalla Yussuf et Aden Abdalla Nur, et le président de la république autoproclamée du Somaliland, Mohamed Ibrahim Egal, ont fait savoir qu'ils n'assisteraient pas à la conférence de Baidoa. (AFP)

Un commando tchétchène attaque un bataillon de chars russes

MOSCOU. Selon les agences russes, un commando tchétchène a attaqué, dans la nuit de dimanche 21 à lundi 22 décembre, un bataillon de chars russes au Daghestan (Caucase nord). Les membres du commando se sont repliés lundi matin en Tchétchénie (république voisine du Daghestan), avec au moins quatre policiers russes en otages, selon le chef du département juridique du conseil d'État du Daghestan, Mouchtar Oumarov. Deux soldats russes ont été blessés et deux blindés détruits par les attaquants, selon ces sources. (AFP)

DÉPÊCHES

■ IRAK : le régime de Bagdad a fait exécuter des centaines de prisonniers politiques en 1997, dans le cadre d'un plan intitulé « nettoyage des prisons », affirme le Parti communiste irakien dans un communiqué parvenu au Monde, et qui donne la liste nominative de 137 victimes. Le PC appelle les organismes internationaux concernés par le respect des droits de l'homme à intervenir rapidement.

■ IRAN : Human rights watch, le Comité des avocats pour les droits de l'homme, Physicians for human rights et la Fédération internationale des droits de l'homme ont joint leurs voix pour demander, dans une lettre adressée au chef du pouvoir judiciaire iranien, l'ayatollah Mohammad Yazdi, de libérer « immédiatement et inconditionnellement » le chef du Mouvement pour la libération de l'Iran (opposition), Ibrahim Yazdi, arrêté la semaine dernière.

■ CROATIE : le rédacteur en chef du *Feral Tribune*, Viktor Ivanic, lance un appel à la presse et à la radio pour la liberté de la presse, et un autre journaliste de sa rédaction, Marinko Culic, devant de nouveau comparaître lundi 22 décembre, pour « délit de presse ». Accusés d'avoir « diffamé et insulté » le président Franjo Tudjman, ils ont été acquittés en première instance le 25 septembre 1996, mais le Parquet a fait appel. La reprise de ce procès, qui symbolise les pressions exercées par le régime contre la presse libre, a de nouveau suscité de nombreuses protestations nationales et internationales. (AFP)

■ UNION EUROPÉENNE : « Le conseil a fait droit aux demandes de la France » sur la pêche, a déclaré samedi 20 décembre Louis Le Pen, ministre de l'Agriculture et de la Pêche après le conseil des ministres des Quinze, réuni les 18 et 19 décembre à Bruxelles et consacré à la répartition entre pays des quotas de poissons que chaque flotille aura le droit de capturer en 1998. La France a notamment obtenu satisfaction pour ses quotas de lieu noir et de langoustines. Un accord est intervenu entre la France et l'Espagne sur la pêche du chinchard. (Corresp.)

■ GRANDE-BRETAGNE : Tony Blair reste engagé dans la réforme de l'État-providence, malgré le malaise que suscitent jusque chez ses ministres certaines des mesures prévues. « Le système ne fonctionne pas et nous devons le réformer », a dit M. Blair dimanche 21 décembre. Le ministre de l'Éducation, David Blunkett, avait fait part de sa « grande inquiétude » face à d'éventuelles réductions des aides sociales pour les handicapés et appelé à un « débat vigoureux » sur la politique sociale. (AFP)

■ INDONÉSIE : les cinq victimes françaises de l'accident du Boeing 737-300 de la compagnie Silk Air, qui s'est écrasé vendredi à Sumatra avec 104 personnes à bord, sont toutes originaires du sud-est de la France. Les victimes, dont les familles ont toutes été prévenues, sont Anne Bringuler et Olivier Terrasson, Michel et Martine Sarthou et Anne-Sophie Thomas. La compagnie singapourienne a mis à Paris un numéro de téléphone à la disposition des familles (01 45 53 52 07). Les secours n'ont retrouvé aucun survivant. (AFP)

Signature officielle du programme Eurofighter

BONN. L'accord sur la production en série de l'avion de combat Eurofighter EF 2000 devait être signé officiellement, lundi 22 décembre, à Bonn, par les ministres de la défense des quatre pays constructeurs (le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne), qui commanderont 620 exemplaires au total. La Grande-Bretagne participe à hauteur de 37,5 % à ce projet ; l'Allemagne, 30 % ; l'Italie, 18,5 % et l'Espagne 14 %. En pleine année de production, ce programme destiné à remplacer des Tornado, des F-104 et des Mirage F1 occupera 100 000 salariés. Sans ses armements et sa logistique, un EF 2000 coûte environ 360 millions de francs. (AFP)

ALFRED DUNHILL
LONDON
15, RUE DE LA PAIX, PARIS 2ÈME
OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE DIMANCHE 21 DÉCEMBRE
LISTE DES REVENDEURS AGRÉÉS AU 01 47 22 20 00

ACCESSOIRES ALFRED DUNHILL : LE STYLO AD5900 (A PARTIR DE 895 F TTC) LA MONTRE DU CENTENAIRE À ÉCRITER (A PARTIR DE 2900 F TTC) LES BOITILLES DE MONTAGNE EN ARGENT MATT (650 F TTC) LE BRIGANDY URGENT (1495 F TTC)

FRANCE

LE MONDE/MARDI 23 DÉCEMBRE 1997

SANTÉ Les crédits consacrés aux hôpitaux augmenteront en 1998 de 2,2 %, alors qu'Alain Juppé avait limité en 1997 leur croissance à 1,25 %. Martine Aubry et Bernard

Kouchner veulent se donner du temps pour agir en profondeur. Leur objectif reste la maîtrise des dépenses, qu'ils souhaitent associer à une restructuration du tissu hospitalier, sans mettre à mal la qualité des soins. Ils vont mettre en chantier, sous l'égide des agences régionales de l'hospitalisation, une révision des schémas régionaux d'organisation

sanitaire. ● LES HÔPITAUX de proximité se sentent menacés par cette réorganisation à laquelle les maires demandent à être associés. ● LE NOUVEAU président de la Fédéra-

tion hospitalière de France, Gérard Larcher, explique dans un entretien au Monde que « la santé publique est aussi un instrument d'équilibre et d'aménagement du territoire ».

Martine Aubry est plus généreuse pour les hôpitaux qu'Alain Juppé

Le gouvernement veut prendre son temps pour restructurer le tissu des établissements de soins. Mais il entend continuer à maîtriser les dépenses, lutter contre les inégalités entre les régions et créer des réseaux. Cela inquiète les responsables des centres de proximité

L'ANNÉE 1998 sera encore une période de transition pour les hôpitaux publics. Il n'y a pas de bouleversement à attendre pour ce secteur dans les mois qui viennent, ne cesse de répéter l'entourage de Martine Aubry, qui veut se donner du temps pour « une action en profondeur », justifiant ainsi les rares déclarations – aussi générales que prudentes – de la ministre de l'emploi et de son secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner.

En présentant, il y a quelques jours, l'enveloppe budgétaire allouée aux établissements publics de santé, le cabinet de M^{me} Aubry a rappelé les contraintes de l'exercice : maîtriser les dépenses sans asphyxier les établissements, tout en assurant la qualité des soins et en répondant aux besoins de la population, avec comme objectif maintenu la restructuration du tissu hospitalier.

Les crédits atteindront au total 253,3 milliards de francs, soit une hausse de 2,2 % par rapport à ceux de 1997. Cette somme globale a été répartie entre les 22 agences régionales de l'hospitalisation, en application de la réforme mise en œuvre par Alain Juppé. En 1997, le précédent gouvernement n'avait accordé qu'une augmentation de 1,25 % des dépenses. Cette austérité financière a contraint certains établissements à des numéros d'équilibre budgétaire. Le ministère a d'ailleurs dû venir au secours d'une quinzaine d'hôpitaux

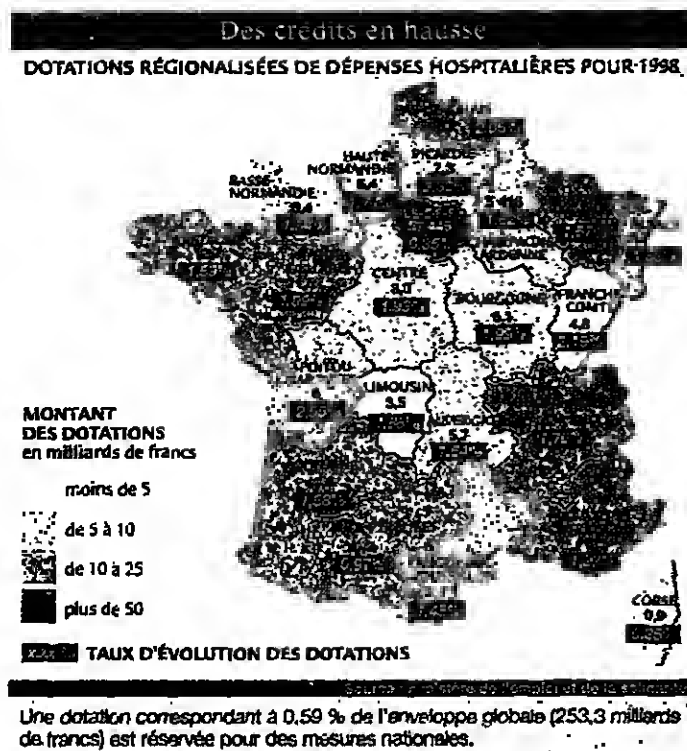
présentant « des difficultés justifiées » en dégageant 50 millions de francs. Néanmoins, le montant des dépenses fixé par le gouvernement Juppé en 1997 devait être respecté, assure-t-on au ministère de la santé.

Outre une augmentation de l'enveloppe hospitalière (plus 5 milliards de francs), les règles de répartition financière ont été sensiblement modifiées pour 1998 afin de renforcer la réduction de l'inégalité entre les régions. Cette procédure avait été engagée en 1997, mais de manière « mécanique et aveugle », juge-t-on aujourd'hui dans l'entourage de M^{me} Aubry.

MIEUX REDISTRIBUER

Deux régions jusque-là favorisées, Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, avaient vu leur dotation baisser. En 1998, un seul plancher a été fixé (plus 0,35 %), dont bénéficieront l'Ile-de-France et la Corse. Poitou-Charentes (plus 2,55 %) et Picardie (plus 2,30 %) seront les mieux loties.

Pour mieux redistribuer l'enveloppe, le ministère s'est appuyé sur les taux d'activité des établissements mais aussi sur l'importance de la population concernée, certains centres hospitaliers universitaires (CHU) attirant des malades venus de régions voisines. Le ministère estime toutefois que cette répartition n'est pas satisfaisante et envisage de revoir « profondément » les critères de ré-



partition des ressources en 1999. Car les inégalités dans les moyens se doublent aussi d'inégalités de la population. Ainsi la région Nord-Pas-de-Calais est-elle sous-dotée en équipements hospitaliers lourds – le CHU de Lille couvre un bassin de 4 millions d'habitants –

et l'offre des soins en chirurgie est inférieure à la moyenne nationale. Or l'état de santé de la population de cette région figure parmi les plus mauvais de France : selon une enquête de l'Observatoire régional de la santé, elle est soumise à une surmortalité pour la quasi-

totalité des pathologies. En 1997, l'Etat avait déjà tenté de compenser ce double handicap en accordant une augmentation de 1,43 % au Nord-Pas-de-Calais. En 1998, il reçoit un nouveau coup de pouce : plus 2,06 %. Mais au rythme actuel de la compensation financière, seize ans seront nécessaires pour que toutes les régions se retrouvent en situation d'égalité face aux besoins. C'est maintenant aux directeurs des agences régionales de l'hospitalisation (ARH) de répartir les enveloppes régionales entre les établissements.

PLUS DE « COUPEURS DE TÊTES »

Nommés en septembre 1996, ces directeurs ont souvent suscité des phénomènes de rejet. « Il est vrai que notre image a été celle de coupeurs de têtes », admet Michel Drouot, directeur de l'agence de Bourgogne. Certains directeurs ont été un peu maladroits, reconnaît-on dans l'entourage de M^{me} Aubry, où l'on rappelle que les ARH ne sont pas des « institutions indépendantes » mais dépendent du gouvernement. Leur mission sera précisée dans le courant de l'année prochaine afin qu'elles s'intègrent mieux aux réalités régionales.

Leurs directeurs en auront l'occasion avec la révision des schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS). Créés par la loi hospitalière de juillet 1991, ils ont

été mis en place, avec plus ou moins de pertinence, dans les années 1993 et 1994. En lançant des « SROS deuxième génération » en 1998, le gouvernement espère ouvrir un débat avec un « maximum de transparence » pour que la population, les professions médicales et les élus comprennent les enjeux de la restructuration hospitalière.

Mise en réseau des établissements et rationalisation des soins restent les deux maîtres mots de la restructuration. Les hôpitaux de proximité se sentent particulièrement visés par cette logique qui risque de les priver de leur polyvalence. L'Association des petites villes de France (APVF) s'en est inquiétée, début décembre, au près de Bernard Kouchner. Elle a donc proposé la création d'un « groupe de travail spécifique sur les hôpitaux de proximité » sous l'égide du ministère regroupant tous les acteurs concernés, qui serait chargé « d'analyser et de recenser les besoins des populations en termes de qualité et de sécurité sanitaire dans notre pays ».

Au ministère on ne met pas en cause « les fonctions sociales, économiques et sociologiques » des petits établissements, mais on se dit « prêt à prendre des décisions courageuses » si des questions de sécurité sont posées, en rappelant les incidents récents survenus à Pithiviers, Avallon ou Bitch.

B. C.

A Decize, on veut vivre, et soigner, au pays

DECIZE (Nièvre)
de notre envoyé spécial
Depuis cet été, l'hôpital de Decize se sent en suris. Non pas que cet établissement de la Nièvre soit me-

REPORTAGE

Les « petits hôpitaux » se posent en victimes des « technocrates de la santé »

né de fermeture. Mais les intentions du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation (ARH) de Bourgogne de supprimer des lits de chirurgie et le service de réanimation afin de développer « une complémentarité » avec l'hôpital de Nevers font craindre le pire au personnel : que Decize perde sa polyvalence, donc sa fonction de proximité.

Actuellement, l'hôpital propose près de quatre cents lits, dont plus de la moitié sont occupés par des personnes âgées en moyen ou long séjour. Les cent soixante-quatre lits de court séjour offrent une large palette de soins : chirurgie (viscérale et orthopédique), médecine (polyvalente et alcoolologie), cardiologie, réanimation, maternité. L'hôpital, avec une vingtaine de médecins, dont neuf à temps plein, couvre un bassin de population de trente-huit mille personnes. « L'établissement affiche des taux d'occupation tout à fait satisfaisants et en augmentation », souligne Chantal Carroger sa directrice, qui vante aussi la qualité du plateau technique : « Nous ne sommes pas dans la situation de Pithiviers », dit-elle. « Nos comptes sont équilibrés », insiste Francis Perrot, le président du conseil d'administration et maire socialiste de Decize (sept mille habitants).

La restructuration envisagée aurait peu de conséquences pour les quatre cent quatre-vingts salariés, mais elle modifierait considérablement l'idée que tous se font de leur mission. « Nous couvrons 98 % des pathologies courantes, résume Patrick Scherrer, gynécologue-obstétricien. Un hôpital, c'est un tout. Supprimer un service et le château de cartes s'écroule. »

C'est au nom de « la rationalité » et d'une « approche stratégique » que Michel Drouot, directeur de l'agence régionale d'hospitalisation, préconise un rapprochement avec

l'hôpital de Nevers (465 lits de court séjour), à trois quarts d'heure de route. « Il faut travailler en réseau, explique-t-il, chaque établissement ne peut plus être polyvalent. » Comme la Nièvre affiche des courbes d'âge vieillissantes, M. Drouot verrait bien Decize se spécialiser en gériatrie et en gérontologie, afin « d'anticiper l'évolution démographique du département ».

La « complémentarité » avec l'hôpital de Nevers, le personnel soignant de Decize n'y est pas opposé, même si cela bouscule ses habitudes. Mais dans un rapport établi fin septembre, la commission médicale de l'établissement de Nevers en a clairement défini les conditions qu'il y met de son côté : l'absorption de certains services, dont celui de gynécologie-obstétrique, emblème de l'hôpital de Decize. Cette perspective a été fort mal accueillie à Decize.

M. Drouot espère renouer les fils du dialogue : « Faire que chaque secteur de la médecine connaisse des évolutions technologiques considérables, le maillage est insubstituable », répète-t-il. Le maire de Decize a une explication plus prosaïque de ce rapprochement : « Ils veulent rentabiliser l'investissement de Nevers sur notre dos ». Car, de par la volonté de son ancien maire, Pierre Bérégovoy, Nevers a entrepris de construire un nouvel hôpital : 500 millions de francs pour 381 lits de court séjour, ouverture prévue en 2001.

« On nous parle d'économies mais il faudrait faire la démonstration que

réduire notre activité en dégageant, soutenir une technocratie de laboratoire de Decize, adhérente à la CFDT. Notre budget, 107 millions de francs par an, représente 2,39 % de l'enveloppe hospitalière de la région Bourgogne, une goutte d'eau. » Pour les praticiens, un hôpital de proximité, parce qu'il limite les déplacements des patients, facilite les examens, le dépistage, donc la prévention, et permet aux malades de rester en contact avec leur famille, réduit les coûts de la santé.

« INTOXICATION »

Reste la question de la sécurité de ce type d'établissement. « Personne n'est à l'abri d'un accident, admet un médecin, mais l'équipe petit hôpital est capable de gérer une situation d'urgence. On ne fait pas tout ce que font les grands hôpitaux, mais on ne fait pas d'erreur. On ne fait pas de faute, car on a le droit à la moindre erreur, car on a le droit à la moindre erreur, car on a le droit à la moindre erreur. »

Pour les médecins de Decize, « cette campagne nourrie » contre les petits hôpitaux tient presque d'un complot, mené par les « technocrates de la santé » avec la complicité des grands patrons des centres hospitaliers universitaires : « Ils ne voient que leurs intérêts », commente un chirurgien. La plupart des praticiens hospitaliers de Decize ont travaillé dans de gros établissements. Tous jurent « plus jamais » : plus jamais

l'anonymat, « l'usine », les tensions, la lourdeur, « ces CHU où on n'a pas le temps de s'asseoir sur le bord du lit pour parler aux malades », assure une femme médecin.

A Decize, ils disent exercer une médecine « directe », « humaine ». Même si les gardes sont plus fréquentes, ils se plaisent à soigner et à vivre au pays. Aucun de ces praticiens n'est originaire du Nivernais, mais ils se sont si bien intégrés qu'ils ne souhaitent pas quitter Decize. En vingt ans, l'équipe médicale a connu peu de mouvements et a vieilli avec l'hôpital.

Conséquence, dans deux ans, trois médecins permanents vont partir à la retraite, dont un anesthésiste, spécialiste en déficit de titulaires. Rien qu'en Bourgogne, une trentaine de postes d'anesthésistes sont vacants, selon M. Drouot. Ces trois départs annoncés pèsent comme une menace : s'ils ne sont pas compensés, ils conduiraient à fermer des services essentiels pour un établissement généraliste et condamneront de fait l'hôpital.

Administration et personnel soignant de Decize ont demandé à un cabinet de consultants de réaliser un audit. Ils attendent beaucoup de cette « aide méthodologique », dont les résultats seront connus au printemps 1998, pour tenter de répondre à deux questions : « Que faire pour rester un hôpital de proximité ? Quel service public pour la santé ? » Un enjeu qui dépasse le seul cas de Decize.

Bruno Caussé

Gérard Larcher, président de la Fédération hospitalière de France « Nous serons un partenaire exigeant »

« Martine Aubry est critique sur la réforme hospitalière d'Alain Juppé, qu'en tant que sénateur vous avez approuvée. Quelle sera votre position ? »

« Je constate que Martine Aubry et Bernard Kouchner n'ont pas remis en cause les ordonnances d'avril 1996, mais qu'ils ont insisté sur la nécessité du dialogue et de la concertation. La Fédération hospitalière de France y est prête et va faire des propositions, notamment pour promouvoir la création de réseaux organisant de vraies complémentarités entre les hôpitaux et les cliniques à but non lucratif, voire les cliniques commerciales, mais aussi avec la médecine de ville. Nous devons être un acteur positif des changements engagés par ces ordonnances. Nous serons donc un partenaire, mais un partenaire exigeant, et même un contre-pouvoir s'il le faut. »

« Votre appartenance au RPR a-t-elle influencé votre élection ? »
« Non, mon élection traduit un choix de personne, de méthode et de projet. Je ne suis pas le représentant de tel ou tel parti, ce qui serait contraire aux principes fondateurs de la FHF. Pour moi, il y a trois notions clés : service public, santé publique, hôpital public. Je serai un défenseur acharné de l'hôpital public. Je parle au

nom de tous les hôpitaux, du CHU à la maison de retraite. Un président de la FHF ne peut être un président d'opposition à un ministre. »

« Les dépenses des hôpitaux publics ne devront pas augmenter de plus de 2,2 % en 1998. La droite juge que c'est encore trop par rapport au 1,25 % accordé en 1997 par Alain Juppé. »

« J'ai une position un peu différente de celle de mes amis politiques. L'hôpital est engagé dans un plan d'adaptation budgétaire et la baisse de crédits entamée en 1997 sera moins drastique en 1998. L'enveloppe de +2,2 % doit permettre de tenir. Avec ce taux, on ne réduit pas l'oxygène minimal. Mais il faut que la répartition des crédits entre les établissements, par les agences de l'hospitalisation dans chaque région, soit faite de manière transparente. »

« La FHF a perdu de son influence ces dernières années. Dans quel sens souhaitez-vous la réformer ? »

« Cette élection est une chance, l'annonce d'une gestion différente de la fédération. Je vais engager une réforme de ses statuts, mais de manière collégiale. La FHF doit être l'interlocuteur de référence des pouvoirs publics, puisqu'elle compte les trois piliers sur lesquels l'hôpital est bâti : les directeurs, qui forment un corps de grande qualité ; les médecins, qui doivent être davantage associés aux responsabilités, notamment au niveau des unions régionales et des sections départementales, car on ne fera rien sans eux ; les élus locaux enfin, qu'il faut aussi impliquer davantage. Ils doivent, en particulier, être plus nombreux dans les commissions régionales d'organisation sanitaire (CROSS), et mieux comprendre la notion de complémentarité entre les établissements de soins ainsi que la nécessité de travailler en réseau. La santé publique est aussi un instrument d'équilibre et d'aménagement du territoire. »

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

Les syndicats dénoncent la prééminence des préoccupations financières

● **CFDT** : la fédération santé CFDT, qui avait accueilli favorablement la réforme de l'hôpital dans le cadre du plan Juppé, observe que « les répartitions différentes selon les régions vont dans le sens d'un rééquilibrage ». Mais la CFDT regrette que « les critères utilisés pour cette répartition sont uniquement économiques et monétaires de clore ». « Encore une fois, le gouvernement prend des décisions qui conditionnent l'avenir du tissu hospitalier sans aucune concertation avec les syndicats », estime François Chetèque, secrétaire général de la fédération CFDT. Il

déplore que la politique hospitalière du gouvernement « reste inchangée à ce jour », ce qui risque d'entraîner des restructurations uniquement sur des bases financières.

● **SUD** : pour la fédération santé de SUD, la progression des crédits « est largement insuffisante au regard de l'augmentation de la masse salariale et de l'inflation ». « Le gouvernement poursuit avec cette dotation la politique de maîtrise comptable des dépenses de santé engagée par le gouvernement Juppé, estime SUD. Ce sont des milliers d'emplois qui aujourd'hui sont

menacés, des centaines de redéploiements imposés par les fermetures de lits, de services et de services d'établissements, et la poursuite de la dégradation des conditions de travail et de prise en charge des patients. »

● **CGT** : la fédération de la santé et de l'action sociale CGT estime que l'augmentation des crédits « inclut des mesures qui ne vont en rien améliorer le fonctionnement des établissements ». « Les établissements vont donc, une nouvelle fois, se trouver face à des contraintes financières, aggravées pour beaucoup par le fait qu'ils ont reporté sur 1998 des

charges 1997 ». Pour la CGT, « ces dotations budgétaires ne conviennent pas et il y a loin entre les déclarations du secrétaire d'Etat à la santé et les actes troublés dans ces dotations ». « Il y a urgence », conclut la CGT, « à rompre avec la logique comptable incluse dans les ordonnances Juppé ».

● **FO** : considérant que l'augmentation de 2,2 % est « largement insuffisante », Force ouvrière-santé estime que les quelques modifications dans la répartition entre les régions « ne font que reportir la pénurie ».

POLICE Le policier qui a tué, jeudi 18 décembre, Fabrice Fernandez dans un commissariat du 9^e arrondissement de Lyon a été mis en examen pour homicide volontaire, samedi 20 décembre, et écroué. ● CET ILOTIER avait déjà fait l'objet de suspensions administratives, l'une pour trafic de faux documents, l'autre pour coups et blessures. ● SELON le

demie-frère de la victime, qui se trouvait dans le couloir lorsque le coup de feu est parti, le policier a crié : « Je lui ai tiré dans la tête ! » ● LE MINISTRE de l'intérieur, a déclaré

qu'il allait engager une réflexion sur la formation des policiers, et notamment « sur les conditions dans lesquelles les policiers placés dans des situations de réalité peuvent réagir ».

● A DAMMARIÉ-LES-LYS, où le jeune Abdelkader, âgé de seize ans, a été tué par un policier sur un barrage routier, de nouveaux incidents ont eu lieu.

Le policier qui a tué Fabrice Fernandez avait été sanctionné deux fois

Accusé d'insubordination et de fabrication de fausses cartes de police, l'ilotier avait été « insuffisamment sanctionné », a déclaré le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Jean Carvalho a été mis en examen pour homicide volontaire et écroué samedi 20 décembre

LE GARDIEN de la paix qui a tué, jeudi 18 décembre, Fabrice Fernandez, un jeune homme âgé de vingt-quatre ans, dans le commissariat du 9^e arrondissement de Lyon, a été mis en examen pour « homicide volontaire », samedi en fin d'après-midi. Le parquet avait ouvert une information judiciaire pour « violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner » mais le juge d'instruction, Patrick Lifschutz, a requalifié les faits à l'issue du débat contradictoire.

Jean Carvalho, un ilotier âgé de quarante ans, a été placé en détention provisoire à la prison de Villefranche-sur-Saône, au nord de Lyon. Il encourt une peine de trente ans de réclusion criminelle. Les deux demi-frères de Fabrice, Daniel et Alain, interpellés au même temps que lui lors d'une altercation dans le quartier de la Duchère, ont également été mis en examen avant d'être remis en liberté dans l'après-midi. Daniel, vingt-neuf ans, qui était en possession d'un fusil à pompe, pour « violence avec arme » ; Alain, quarante ans, pour « rébellion ».

Dans la matinée de samedi, le procureur de la République de Lyon, Christian Hassenfratz, a expliqué les raisons pour lesquelles le parquet avait opté pour la qualification de « violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». « Le policier a exhibé l'arme en direction de la victime mais sans intention de lui donner la mort, car il croyait qu'un de ses collègues l'avait préalablement neutralisé », a-t-il dit.

Les premiers éléments de l'enquête permettent de se faire une idée plus précise du déroulement du drame. A son arrivée au commissariat du 9^e arrondissement, Fabrice Fernandez, colé-



rique et un peu éméché - il avait 0,95 gramme d'alcool dans le sang -, a été séparé de ses deux demi-frères et emmené par plusieurs policiers dans un bureau attenant au poste de police. C'est là, alors que le jeune homme était passablement énervé, que le gardien de la paix s'est saisi de l'arme.

Une faute grave peut d'ores et déjà être retenue

Selon une source judiciaire, il l'aurait brandi dans sa direction en lui disant : « C'est avec ça qu'on nous tire dessus dans les cités, on

devrait avoir les mêmes dans la police ». A quel Fabrice Fernandez aurait rétorqué : « Tu n'as qu'à tirer si tu l'oses ».

Un témoignage publié dans l'édition dominicale du Progrès de Lyon, confirme que l'ambiance était tendue dans le bureau où a été tué Fabrice Fernandez. Un homme aurait, en effet, assisté à la scène de l'extérieur, probablement du réfectoire d'une usine située en face du commissariat. « Les policiers étaient debout ou assis sur un coin du bureau, expliquait le témoin anonyme. Ils parlaient beaucoup, je le voyais au mouvement de leurs lèvres. Parmi eux, il y en avait un qui avait un fusil à la main. Ce m'a surpris. Il marchait, bougeait, semblait excité. Il montrait l'arme face au jeune homme assis. Puis, toujours avec le fusil, le policier s'est assis au bureau, face au jeune homme. Un instant plus

tard, il a pris le fusil à deux mains et s'est penché par dessus la table en le braquant vers le type. A ce moment-là, le canon ne devait pas être à plus de soixante centimètres du visage de l'homme assis. Il y a eu alors une sorte d'éclair blanc ».

Cette version vient à l'appui de la source policière locale citée par Le Monde du 21 et 22 décembre, qui faisait état de menaces portées par le policier à l'encontre de Fabrice Fernandez avant le coup de feu mortel. Une faute grave peut d'ores et déjà être retenue. Le fusil à pompe saisi lors de l'interpellation n'avait pas été neutralisé, comme l'exigent les précautions élémentaires de sécurité.

C'est désormais autour de la personnalité du policier failli que convergent les questions. Jean Carvalho avait été suspendu à deux reprises par le conseil de discipline, pour une durée totale de quatorze mois. Les syndicats de policiers se demandent à voix haute comment il avait été maintenu dans la police ? « Je le connais, c'était un ancien sur Lyon. Il me donnait l'impression de devoir toujours être encadré », raconte un collègue.

En 1994, il avait été traduit devant les instances disciplinaires, après une première comparution, en 1993, pour insubordination à l'encontre d'un supérieur hiérarchique. Il lui était reproché d'avoir reproduit à l'aide de photocopies laser en couleur sa carte de police. L'un de ses proches avait été arrêté par hasard par des policiers en possession du document. Le conseil de discipline avait proposé de suspendre Jean Carvalho pour une durée de quatorze mois. Le ministre avait suivi cette proposition. Il n'avait pas été révoqué, car beaucoup de « zones d'ombres » persistaient dans le

dossier, selon un responsable syndical dans le Rhône : il n'avait notamment pas été possible de prouver que le policier faisait le trafic de ces fausses cartes en les revendant à des particuliers. Lors de la première affaire, en 1993, Jean Carvalho n'avait reçu qu'un simple blâme.

Les sanctions qui frappent les fonctionnaires de police sont, en

avis n'avait pas été suivi.

Lundi 22 décembre, Jean-Louis Arajol, le responsable du SGP majoritaire chez les gardiens de la paix parisiens, a annoncé son intention de demander à Jean-Pierre Chevènement que le responsable de la Sécurité publique dans le département du Rhône, à l'époque où Jean Carvalho fut traduit devant le conseil de discipline

Nouveaux incidents à La Duchère

dans la nuit de samedi 20 à dimanche 21 décembre

Le calme est revenu, dimanche 21 décembre, dans le quartier de La Duchère, d'où était originaire Fabrice Fernandez. Dans la nuit de samedi à dimanche, huit véhicules ont été incendiés et un feu a été allumé dans une poubelle. D'importantes forces de police ont été déployées dans le quartier, notamment dans l'ensemble appelé La Sauvegarde où avaient eu lieu, vendredi, l'essentiel des violences. Deux cent cinquante hommes ont quadrillé le quartier, notamment une compagnie de CRS, un escadron de gendarmes mobiles et des unités de la Brigade de répression des actions violentes (BRAV).

La tension était sensible, samedi soir, entre les forces de l'ordre et les jeunes du quartier qui se déplaçaient en petites bandes très mobiles. Des policiers et des journalistes ont une nouvelle fois été la cible de jets de pierres. La famille et les amis de la victime ont appelé à une manifestation silencieuse, lundi 22 décembre, en fin d'après-midi, entre le quartier de La Duchère et la mairie du 9^e arrondissement de Lyon, où est situé le commissariat dans lequel Fabrice Fernandez a été tué.

général, moins fortes en province qu'à Paris, avancent les syndicats pour expliquer ce parti pris de décision.

Et le ministre de l'intérieur n'est pas tenu de suivre l'avis de la commission de discipline. Une affaire récente survenue à Versailles illustre clairement. En 1994, un motard avait été traduit à deux reprises devant le conseil de discipline, sous l'accusation grave de rançonner des automobilistes. L'instance paritaire avait par deux fois proposé la révocation. Son

soit mis en cause pour « non-respect du code de déontologie ».

La veille, sur TF1, le ministre de l'intérieur a estimé que Jean Carvalho, le policier auteur du coup de feu, avait été « insuffisamment sanctionné » pour ces manquements précédents. Ce « non-quantum corrélatif (...) » pose le problème des instances disciplinaires », a reconnu Jean-Pierre Chevènement.

Pascal Ceaux et Acacio Pereira

La procédure disciplinaire

● Composition. Le Conseil de discipline de la police nationale est composé paritaire de membres de l'administration du ministère de l'intérieur et de représentants du personnel. Il existe un conseil de discipline dans chaque région. Le nombre des représentants du personnel varie de trois à six, selon les régions. Les représentants du personnel sont des syndicalistes, désignés en fonction des résultats aux élections professionnelles. Chaque corps - gardiens de la paix et gradés, officiers, commissaires - a sa propre instance disciplinaire.

● Présidence. Le conseil est présidé, en théorie, par le directeur général de la police nationale (DGP), dont la voix n'est pas prépondérante en cas d'égalité dans le vote. Le DGP a coutume de déléguer ses pouvoirs au directeur du personnel, qui peut lui-même déléguer ses pouvoirs à ses subordonnés en fonction de l'importance des dossiers soumis au conseil. Si les votes se partagent également, c'est la sanction la plus légère de celles qui ont été proposées au vote qui est retenue.

● Procédure. Le conseil n'est pas chargé de prendre la décision. Il se contente de proposer - ou de ne pas proposer - une sanction au ministre de l'intérieur, qui statue en dernier ressort. Selon une estimation syndicale, le ministère suit l'avis du conseil huit fois sur dix. Les sanctions peuvent aller de l'avertissement à la révocation.

« Un policier a levé les mains en disant : "Je lui ai tiré dans la tête" »

LYON

de notre envoyé spécial
Alain Pappalardo, le demi-frère de Fabrice Fernandez, est encore sous le coup de l'émotion. Jeudi soir 18 décembre, il jouait aux cartes avec Fabrice lorsqu'ils ont entendu le bruit d'une altercation au pied de l'immeuble. En descendant, ils ont trouvé leur frère Daniel en train de se quereller avec un jeune homme. Ensuite, tout est allé très vite : l'arrivée des policiers, l'interpellation, la mort de Fabrice et les longues heures de garde à vue.

En ce samedi après-midi, alors qu'il vient juste d'être libéré, Alain Pappalardo a les traits tirés et une barbe de plusieurs jours. « Lorsque nous sommes descendus dans l'allée de l'immeuble, trois inspecteurs entouraient déjà Daniel, explique-t-il. Daniel avait avec lui un fusil à pompe qui ne lui appartenait pas. Fabrice était un peu énervé, il est intervenu au moment où les policiers n'ont attrapé pour leur dire que le n'était pour rien dans l'histoire. Entre-temps, une autre voiture de police est arrivée. Des inspecteurs ont ceinturé Fabrice après l'avoir jeté à terre. Ensuite, ils nous ont menottés dans le dos en nous attrapant par le col. »

« Quand nous sommes arrivés au commissariat, continue Alain Pappalardo, ils ont mis Daniel dans une pièce. Je suis resté dans le couloir, à côté du bureau où Fabrice a été emmené. Je n'entendais rien de ce qui se passait dans le bureau. A un moment, j'ai entendu une détonation. Je me suis levé précipitamment, je n'ai eu que le temps de voir le visage de Fabrice couvert de sang. On m'a tiré par les cheveux pour me faire rasseoir. Plusieurs policiers en tenue sont sortis du bureau. L'un d'eux a levé les mains en disant : "Je lui ai tiré dans la tête". Après, on m'a emmené dans la salle où était Daniel. A

plusieurs reprises, j'ai demandé ce qui se passait, comment allait Fabrice, on m'a répondu : "C'est rien, y'a rien". Un policier est venu récupérer une couverture ouïr d'une femme qui était en garde à vue pour la mettre devant la porte du bureau où était Fabrice. »

Au bout d'une heure et demie environ, Alain et son frère Daniel ont été transférés à l'hôtel de police, dans le 8^e arrondissement de Lyon. « Quand nous sommes passés à hauteur du bureau, ils nous ont tirés par les cheveux pour pas qu'on regarde à l'intérieur. » Alain n'apprendra la mort de Fabrice que le lendemain après-midi pendant son interrogatoire. « Et encore, il a fallu que le leur demande », dit-il.

« Je ne comprends pas ce qui s'est passé, poursuit-il. Comment on a pu en arriver là. Fabrice voulait seulement prendre notre défense. Il n'omettait pas que je sois embarqué dans la voiture des flics alors que je n'avais rien fait. Pourquoi ont-ils emporté avec eux le fusil dans le bureau ? Pourquoi n'ont-ils pas vérifié que l'arme était déchargée ? Ils nous ont traités comme des chiens, aussi bien pendant l'interpellation, que pendant la garde à vue. Même après la mort de Fabrice, pas un n'est venu nous voir pour nous dire qu'il était désolé de ce qui s'était passé. On nous a laissés plusieurs heures en garde à vue, sans rien nous dire, toujours menottés, alors que l'autre [le gardien de la paix qui a tiré sur Fabrice] se promenait tranquillement en fumant sa clope dans les couloirs. Il faut pas s'enner, après, que les jeunes d'ici deviennent violents. Je ne suis pas d'accord avec les incidents de la nuit dernière mais je comprends. Il faut que la police change, qu'elle soit plus compréhensive avec des gamins comme ceux de la Duchère. »

Acacio Pereira

Les syndicats de police critiquent les lacunes de la formation

LE MINISTRE de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a reconnu, dimanche 21 décembre, que la mort de Fabrice Fernandez était une « bavure ». « Il est clair que l'utilisation d'une arme à feu, dont on n'a pas vérifié qu'elle n'était pas chargée, contre un homme menotté est un acte absolument inacceptable », a-t-il déclaré sur France-Info. Le ministre a aussi évoqué, sur la chaîne de télévision TF1, la mort d'Abdelkader, un adolescent âgé de seize ans, à Fontainebleau. « Il appartenait à l'inspection générale de la police nationale et puis à la justice (...) de déterminer les circonstances des faits. Les policiers ne peuvent tirer qu'en cas de légitime défense », a précisé le ministre.

Le problème de la police nationale comme des polices municipales, ce n'est pas un problème de statut mais un problème de formation », a pour sa part déclaré Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes (UDF-DL), au « Grand Jury RTL - Le Monde - LCI ». Le « vrai débat » est de savoir « comment assurer une vraie formation aux policiers », a ajouté l'ancien ministre de la défense en observant que le système de formation des gendarmes était « très complet et très efficace ». De son côté, M. Chevènement a reconnu la nécessité d'un effort supplémentaire dans ce domaine. Il s'est engagé à réviser aux « conditions dans lesquelles les policiers placés dans des situations de réalité peuvent réagir ». « Je compte, en particulier, multiplier les simulateurs qui permettent justement aux policiers de réagir dans les situations proches de la réalité », a-t-il dit.

Le drame de Lyon et la mort du jeune Abdelkader à Fontainebleau soulignent une nouvelle fois, aux yeux des syndicats de police, les problèmes de la formation des gar-

diens de la paix. Selon Gérard Boyer, le secrétaire général d'Alliance (droite), l'année passée à l'école de police est le plus souvent bien utilisée. En revanche, c'est au niveau de l'affectation des policiers et de la formation continue qu'apparaissent les principales difficultés. « 90 % des jeunes élèves gardiens sont recrutés en province, indique M. Boyer, et près de 85 % d'entre eux sont affectés en région parisienne. Au bout de six mois, on les retrouve le plus souvent fragilisés. »

LIVRE À LUI-MÊME

Au cours de l'année de formation, les écoles de police consacrent du temps à enseigner la manipulation et l'usage des armes. La formation a-t-elle été améliorée, reconnaissent les syndicats. En revanche, une fois en service actif, le policier est livré à lui-même. Il dispose en principe d'un crédit-formation de trente-cinq heures par an, qui a été institué en 1982 par la charte de la formation, mais il est très rarement utilisé dans sa totalité car l'accès au stage est laissé à la libre appréciation des chefs de service. Invoquant les « nécessités du service » et le besoin de résultats concrets en matière de lutte contre la délinquance, les commissaires n'accroissent pas systématiquement à leurs gardiens les stages que ceux-ci leur ont demandés. Lors de son second passage au ministère de l'intérieur (1988-1991), Pierre Joxe avait institué un livret de formation distribué individuellement à chaque policier, sur lequel devaient être portés les heures et le contenu de la formation suivie dans l'année. « Le document existe toujours, critique Gérard Boyer, mais il n'est plus utilisé. »

Jean-Louis Arajol, responsable du CUP-SGP (majoritaire dans la police parisienne), insiste lui aussi

sur les déficiences en matière de suivi. Les gardiens de la paix et les gradés sont censés tirer un minimum de soixante cartouches chaque année. « J'étais policier de terrain entre 1985 et 1992, cite-t-il en exemple. Si j'ai tiré soixante-cinq cartouches pendant toute cette période, c'est bien le maximum. » Il réclame, aujourd'hui, que la formation des policiers soit « totalement revue et corrigée », grâce à une refonte de la charte de la formation.

Pour le SGP, les événements de Lyon et de Dammarié-les-Lys suscitent une certaine inquiétude au sujet des adjoints de sécurité recrutés dans le cadre du plan emplois-jeunes du gouvernement (Le Monde du 17 décembre). Pour certaines missions difficiles - notamment l'ilotage -, ils pourront être armés de pistolets automatiques 7,65 mm. Dans leur formation de six semaines à l'école de police, ils bénéficieront de douze heures de tir et de douze heures d'apprentissage de la manipulation de l'arme. Ils sont ensuite pris en charge par des tuteurs au sein du commissariat dans lequel ils sont affectés. Ils doivent, dans ce cadre, poursuivre notamment leur formation au tir. Pour le SGP il faudrait désormais qu'ils ne puissent pas « porter une arme ».

La question de l'armement se pose également pour les policiers municipaux, dont le statut va être prochainement modifié. Un projet de loi devrait être présenté au prochain conseil de la sécurité intérieure, au mois de janvier. Jean-Pierre Chevènement a annoncé dans un premier temps qu'il était favorable au désarmement des policiers municipaux, mais, devant le mécontentement de nombreux élus, il s'était montré plus nuancé.

P. Ce

DISPARITIONS

El Farruco

Célèbre danseur de flamenco

ANTONIO MONTOYA FLORES, « El Farruco », est mort mercredi 17 décembre à Séville (Espagne). Il était né à Pozuelo de Alarcón, province de Madrid, en 1936. Sa mère, née à Séville, obtint ce titre de dynastie en dansant des *farrucas* au concours de Jerez de la Frontera. Lequel lui remit son premier prix. En flamenco, les prix sont aussi bêtes qu'ailleurs, mais curieusement ils ont un sens très fort et subtil.

Le fils du Farruco, El Farruquito, se tue très tôt dans un accident d'auto. El Farruco fonde une troupe avec ses filles, Las Farrucas. Son petit-fils, Farruquito, quinze ans, est doué d'une grâce peu commune. Il disait de son clan : « *Man oieul, Ramon Montoya, a fondé la guitare, moi mère dansait, mes filles dansent, mon petit-fils dansera, toute la famille chante, danse au jour de la guitare. Non : tous, sauf mon père, qui était Gitano républicain* ». On demandait : « *Ça l'empêchait de danser ?* ». Il répondait : « *Non, bien sûr, mais ils l'ont fusillé* ».

Il commence dans les spectacles d'enfants, rejoint très vite Lola Flores et Manolo Caracol, se fixe à Séville, tourne dans toute l'Es-

pagne. En 1955, il parcourt le monde avec la troupe de Pilar López. Il marque Londres de triomphes exceptionnels : rafle tous les prix de la planète entre Arcos de la Frontera et Lebrija ; participe au ballet de José Greco. Se retire à la mort de son fils. Réapparait à la Trocha de Séville, en 1978, avec Las Farrucas. Présente à New York le spectacle *Flamenco Puro*, aux côtés de Chocollate, Manuela Carrasco et El Güito (qui danse à Paris jusqu'au 30 décembre 1997). Dans son académie de danse, il donnait la préférence aux élèves japonais (très nombreux et doués). On lui demandait la raison ? « *Les danseurs japonais transpirent beaucoup. Comme tous les danseurs du monde. En Andalousie surtout. Mais ils ne sentent pas la sueur. Voilà tout* ».

Dans l'art d'El Farruco, l'immense carrière et les prix n'ont pas grande importance. Il fallait le voir marcher, tenir sa cigarette et parler. Leter la main, se coller trente-cinq heures durant au comptoir de son village, dire la vie et la mort dans la danse, pour comprendre. Comprendre, par exemple, à la Biennale de Séville en 1984, ce qu'on ne saisisait ja-

mais en le voyant magiquement interpréter tous les styles de danse du flamenco. La dernière fois qu'il vint à Paris, un dimanche soir, le 19 novembre 1995, au Trianon, la partie la plus sérieuse du public, très tatillonne sur la durée et le rendement, n'en eut point pour son argent. Elle se déclara conternée d'une prestation brévisime du génie. C'était comme la fin - le temps d'un rappel - d'un gala de toutes les Farrucas et de pas mal de Farruquitos. Qu'adoraient des numéros d'un mauvais goût parfait. Couronnés par l'inoubliable présentation du petit-fils, El Farruquito : dansant à douze ans devant toutes les femmes, cabotin à souhait, et soudain à la hauteur du grand-père. Lequel n'avait plus à danser des heures : il lui suffisait d'apparaître. Corpulent, une tête irrégulière de cheveu, il rappelait l'essentiel en trois minutes.

Comment il transmettait son art à l'enfant ? Simple : « *Je reste assis, je ne dis pas un mot, il danse devant moi seul, j'allume mon briquet quand il perd le "compás" (le tempo), j'éteins la flamme. C'est tout* ».

Francis Marmande

Uzi Narkiss

Le vainqueur de Jérusalem-Est en 1967

LE GÉNÉRAL Uzi Narkiss, qui commandait les troupes israéliennes ayant conquis Jérusalem-Est en juin 1967, est mort jeudi 18 décembre à l'âge de soixante-douze ans, des suites d'une longue maladie.

Jérusalem fut, à deux moments essentiels de son histoire, au cœur du destin de ce général légendaire. Pendant la guerre d'indépendance, et, vingt ans plus tard, lors de la victoire de six jours. Né en janvier 1925, Uzi Narkiss s'engage à seize ans dans les rangs du Palmach, corps d'élite de la Hagana, l'organisation armée dont s'est doté le Yichouv, le foyer juif de la Palestine mandataire. En juillet 1947, lorsque David Ben Gourion, prévoyant l'immersion d'un embrasement judéo-arabe, réclame aux jeunes officiers « *des avions, des chars et des canons sur tous les fronts* », Uzi Narkiss et son compagnon Itzhak Rabin, incrédules, qualifient cette exigence visonnaire de « *pure folie* ». Mais bientôt, les combats éclatent, où le Palmach jouera un rôle crucial.

Chef de la quatrième brigade - la brigade Harel -, Uzi Narkiss participe, en avril 1948, à la contre-offensive visant à dégager

un corridor entre la plaine côtière et la Jérusalem juive encerclée, notamment à la bataille de Kastel, où meurt le chef arabe Abd El Kader El Husseini. Le 18 mai 1948, quatre jours après la proclamation de l'Etat d'Israël - il réussit une percée vers le quartier juif assiégé de la vieille ville. « *Nous tenons le sommet du mont Sion* », annonce-t-il par radio à ses chefs, avant de se replier au bout de quelques heures, faute de renforts. Il n'avait avec lui qu'un maigre commando, composé en partie de civils épuisés et piteusement armés. Cet échec sera « *un remords pour toute une génération* », dira l'un des jeunes combattants, David Eleazar, futur chef d'état-major. Uzi Narkiss devra attendre vingt ans avant de franchir à nouveau les remparts tant convoités.

En juin 1967, Uzi Narkiss est au faîte de sa gloire. Commandant de la région militaire centre - dont dépend la Ville Sainte -, il entre dans Jérusalem-Est, à la tête de ses paras, après seulement deux jours de combats. Ce jour-là, il entre aussi dans l'Histoire, immortalisé notamment par une célèbre photo, où on le voit marcher dans les ruelles de la vieille ville,

aux côtés de ses deux chefs casqués, Itzhak Rabin, chef d'état-major, et Moshé Dayan, ministre de la défense.

Entre-temps, Uzi Narkiss a servi comme attaché militaire à Paris, où il contribua, avec d'autres, comme Shimon Pérès, à tisser des liens étroits et multiples entre Israël et la France de la IV^e République finissante et des débuts du gaullisme. Pendant la crise de Suez, puis à partir de 1959, il fut, en tant que chef adjoint d'Antan - les renseignements militaires -, l'un des interlocuteurs réguliers et privilégiés des services secrets français, le SDECE et le deuxième bureau.

Dans le cadre de cette coopération amicale, Uzi Narkiss transmit le 20 mars 1961 un message verbal ultra-secret de Ben Gourion destiné au général de Gaulle, et dont il informait le gendre du président, le colonel Alain de Boissieu, qui avait été son camarade de promotion à l'Ecole de guerre. Ce message faisait état de l'arrestation en Israël d'un tueur à gages arabe entraîné au Caire, et recruté par les milieux ultras français de l'époque pour assassiner le général.

Jean-Pierre Langellier

Jean-Jacques Flori

Un cinéaste voyageur infatigable

JEAN-JACQUES FLORI, chef opérateur, vient de mourir à Bruxelles à l'âge de soixante-neuf ans. Nous publions ci-dessous l'hommage que lui rend le cinéaste Jean Rauch.

C'est sans doute en 1956, à la vieille Idhec de la porte des Termes, que j'ai aperçu pour la première fois Jean-Jacques Flori, âgé de vingt-huit ans. C'était à la première projection du film *Le Monde du silence*, de Jacques-Yves Cousteau et de Louis Malle, dont j'il avait été l'un des plongeurs cameramen. Devant les jeunes élèves turbulents de l'Idhec, ils étaient tous les trois d'une merveilleuse timidité. Nous savons aujourd'hui que Louis Malle et Jean-Jacques Flori avaient été les grands artisans de la naissance de *Le Colypto* aux chantiers de La Clotat.

Depuis, jiji ne s'est jamais arrêté de tourner : opérateur d'une rare virtuosité, compagnon de voyage d'une encore plus rare jovialité, il était toujours prêt à partir sur « *un coup* », à Paris, en proche banlieue ou à l'autre bout du monde. Ainsi, fut-il complice de notre aventure du « *cinéma direct* » avec Michel Brault, Roger Morillère, Mario Ruspoli, Pierre Lhomme, Pascal Aubier... qui inventaient le cinéma de reportage tout en le pratiquant. Jiji signa images ou réalisation de plus de soixante films.

Bien sûr, il fut le complice irremplaçable des ethnographes Robert et Monique Gessain au pays Bassari (*Les Enfants du caméléon*, Premier Prix du Festival des Popoli à Florence en 1963), ou des cinéastes de l'avant-garde française, Luc Moullet ou Pascal Au-

bier (prix Jean Vigo 1973). Mais je n'oublierai jamais l'extraordinaire *Héroïne du Triangle d'or*, coréalisé avec Marianne Lamour, où il se retrouvait seul, blessé à la jambe, dans une forêt perdue du bout du monde, armé de sa seule caméra mais chabé de tireurs d'élite.

Enfin, ce fut l'été dernier sa dernière aventure africaine au pays Dogon avec Monique Gessain, tentant l'expérience unique du tournage du « *lever héliaque* » de Sirius observé par les Dogon. Jiji, nous le finissons, Germaine, les Dogon et moi, avec tes copains astronomes, ce film qui remet tout simplement en question l'invention du calendrier par les Egyptiens : ce sera *Le Premier Matin du monde*, 17 juillet année zéro que nous te dédions dès aujourd'hui.

Jean Rouch

■ PAUL LACOMBE, chimiste, membre de l'Académie des sciences, est mort, jeudi 18 décembre, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né le 9 juillet 1911 à Lille, docteur ès sciences physiques, il avait été directeur du Centre de recherches métallurgiques de l'Ecole des mines de Paris, ainsi que du laboratoire de recherches de métallurgie de la faculté d'Orsay. Son œuvre scientifique, accomplie dans le domaine de la recherche métallurgique, à la frontière de la physique et de la chimie, l'avait amené à s'intéresser successive-

ment aux propriétés des alliages d'aluminium, aux matériaux de l'industrie nucléaire et aux alliages spéciaux utilisés dans l'industrie aéronautique. Il avait été élu membre de l'Académie des sciences en 1981.

■ MICHELANGELO VELTRI, chef d'orchestre argentin, directeur artistique du théâtre Colon de Buenos Aires et du théâtre municipal de Santiago du Chili, est mort jeudi 18 décembre d'une rupture d'anévrisme, à Buenos Aires. Il était âgé de cinquante-sept ans. Michelangelo Veltri menait depuis

1965 sa carrière de chef en Europe et aux Etats-Unis. Il avait été attaché des 1966 au Liceo de Barcelone comme directeur musical et, en France, avait assuré la direction artistique de l'Opéra d'Avignon en 1986-1987. Né le 16 août 1940, Michelangelo Veltri avait appris son métier en étant répétiteur en Argentine avant de se perfectionner à Milan avec Ettore Panizza et Antonino Votto. Il devait ensuite diriger à la Scala, à l'Opéra de Vienne, au Metropolitan Opera de New York et au Covent Garden de Londres.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 17 décembre est publié :

● **Police** : un arrêté portant création d'une Ecole nationale de police.

Au *Journal officiel* du jeudi 18 décembre sont publiés :

● **Bronzage** : un arrêté relatif aux conditions d'agrément d'organismes habilités à procéder au

contrôle des installations de bronzage utilisant des rayonnements ultraviolets.

● **Pompes funèbres** : un arrêté portant nomination au Conseil national des opérations funéraires.

● **Vie politique** : deux décrets pris pour l'application de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique : deux contributions forfaitaires de l'Etat d'un montant de 2 millions de francs chacune sont

attribuées à la Ligue communiste révolutionnaire et au Mouvement pour la France, au titre de l'année 1997.

Au *Journal officiel* du vendredi 19 décembre sont publiés :

● **Educational nationale** : un arrêté portant organisation des sous-directions de l'administration centrale du ministère de l'Education nationale, de la recherche et de la technologie.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Isabelle FAUPEUR et Dominique JESTIN, Hélène et Simon, ont la joie d'annoncer la naissance de

Aurèle.

le 16 décembre 1997.

Rue Albert-Asou, 70, 75009 Tournai.

Anniversaires de naissance

- Je souhaite à

Dominique SAURON,

native de Valence (Drôme), un joyeux anniversaire.

Décès

- Le professeur. Et l'ensemble des personnels du lycée Claude-Monet (Paris-13^e), ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Claire FIGEAC, professeur de chaire supérieure d'anglais. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 19 décembre 1997.

Mignon, Lépine, H.P., Spirit of St Louis... Chez DURIEZ.

Depuis plus de 200 ans, il y a une seule boutique Duriez 1783 au quartier latin où vous trouverez les agendas et les organisateurs Mignon, les derniers télécopieurs Hewlett-Packard, les stylos Jean-Pierre Lépine, les téléphones et les radios délicieusement rétros Spirit of St Louis et toujours aux prix Duriez.

Duriez 1783 132 bd St Germain - 75006 Paris

- M^{me} Roger Juhel, née Louise Tabesse. Et sa famille. ont la tristesse de faire part du décès à Laiz (Ain), de

M. Roger JUHEL, ingénieur INA-PG, croix de guerre 1939-1945, chevalier du Mérite agricole.

survenu brutalement le vendredi 19 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 23 décembre, à 14 h 30, en l'église de Laiz (Ain), sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Lucioles, Route de Thoissey, 01290 Laiz.

- Silvia Lambertucci, Sabina Lambertucci-Mann et Michael Mann, ses enfants. Nicolas, Julia et Luisa Mann, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Carla LAMBERTUCCI.

Rome, le 16 décembre 1997.

12, bd Arago, 75013 Paris.

- Le président. Les administrateurs du Club parisien des professions financières, association membre du Centre national des professions financières, ont le regret de faire part du décès, survenu le 27 novembre 1997, de

Philippe MARTENA, administrateur du Club parisien des professions financières.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

- Milka. Et tous les amis proches. ont la douleur de faire part du décès de

Michel MILBERGER, sculpteur de grande renommée,

survenu le 18 décembre 1997.

L'inhumation aura lieu le mardi 23 décembre, à 14 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

Il restera à tout jamais vivant dans ses œuvres, dans nos cœurs et mémoires.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Suzanne PANNIER,

survenu le 11 décembre 1997.

La défunte ayant fait don de son corps à la science, une messe sera célébrée ultérieurement.

De la part de son frère et de sa belle-sœur.

- M^{me} G. Piver, sa femme. Jean-François et Ginette Piver. Marie-Pierre et Maurice Liénard, ses enfants. Jean-Jacques Niocel, son gendre. Ses petits-enfants. Le docteur et M^{me} Henri Pivo.

M^{me} J. Martin, ses frère et belles-sœurs, leurs enfants. Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Guillaume PICOT, agrégé de l'Université,

survenu paisiblement en son domicile parisien le 14 décembre 1997.

Il a rejoint sa fille.

Véronique NIOCEL-PICOT,

qui nous a quittés le 24 avril 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- Grenoble, Nantes, Paris.

Viviane Sorin, son épouse. Ses enfants et petits-enfants. Sa famille, ses collègues, ses amis, ont la douleur de faire part de la mort brutale de

Philippe SORIN, inspecteur général honoraire, de l'éducation nationale, chevalier de la Légion d'honneur,

le 15 décembre 1997, à l'âge de soixante et onze ans.

Il a été inhumé le 18 décembre.

« *Quand je mourrai Rien ne changera sur cette terre. Seuls quelques cœurs frémiront Comme les fleurs dans la rosée du matin...* »

6, avenue Hector-Berlioz, 38700 Coren.

Le Monde

LA TELEVISION ET A LA RADIO

Autour du Monde

Le samedi à 12h10 et à 16h10 Le dimanche à 12h10 et à 23h10

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire

La chaîne HISTOIRE

Les vendredis à 21 h, samedis à 19 h

et jeudis à 17 heures

Le Grand Débat

FRANCE CULTURE Les 3^e et 4^e jeudis de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi à 12h45 (heure de Paris)

- François Mauduit, président de la

Compagnie française Philips. Et l'ensemble du personnel, ont la très grande peine de faire part du décès du directeur des ressources humaines et du développement social de Philips Electronique grand public.

Raymond WEISSENBURGER,

survenu le 19 décembre 1997.

Il prie sa famille et ses proches d'accepter le témoignage de leur compassion.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 décembre, à 15 h 45, en l'église Saint-Nicolas-et-Saint-Marc de Ville-d'Avray, 4, rue de Sévres 921.

Anniversaires de décès

- Le 22 décembre 1996.

Jean CHAUPIT

nous quitte.

Souvenez-vous de lui.

David DAVIDSON,

chargé de mission HCR, décédé à Bangui, le 23 décembre 1987, à l'âge de cinquante ans.

Son épouse Danielle. Sam et Diana, ses enfants.

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS

au sommaire du mois de décembre

Sectes :

le défi de l'irrationnel

Fêtes et traditions

du monde

- Reims, Taisy.

Jean VISSEUX, 25 février 1925, 23 décembre 1978.

François BAZELAIRE, 30 juillet 1947, 30 décembre 1997.

« *Les morts sont des invisibles. Ils ne sont pas des absents* ». Saint Augustin.

Conférences

Conférences de l'Etoile :

la Bible, la vie et les bons choix. Six mardis de suite, à 12 h 30 précises. Préface à l'orgue à 12 h 15. Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris : libre participation aux frais.

- La désobéissance d'Adam et Ève. Le 6 janvier.

- Les tentations de Jésus. Le 13 janvier. - David et Bethsabée. Le 20 janvier. - Les dix commandements. Le 27 janvier.

- Les Béatitudes. Le 3 février. - Le fils prodigue. Le 10 février.

Avec Xavier de Chalendar, prêtre, Daniel Farhi, rabbin, et Alain Houzias, pasteur.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le Père Noël ne fait plus de cadeaux

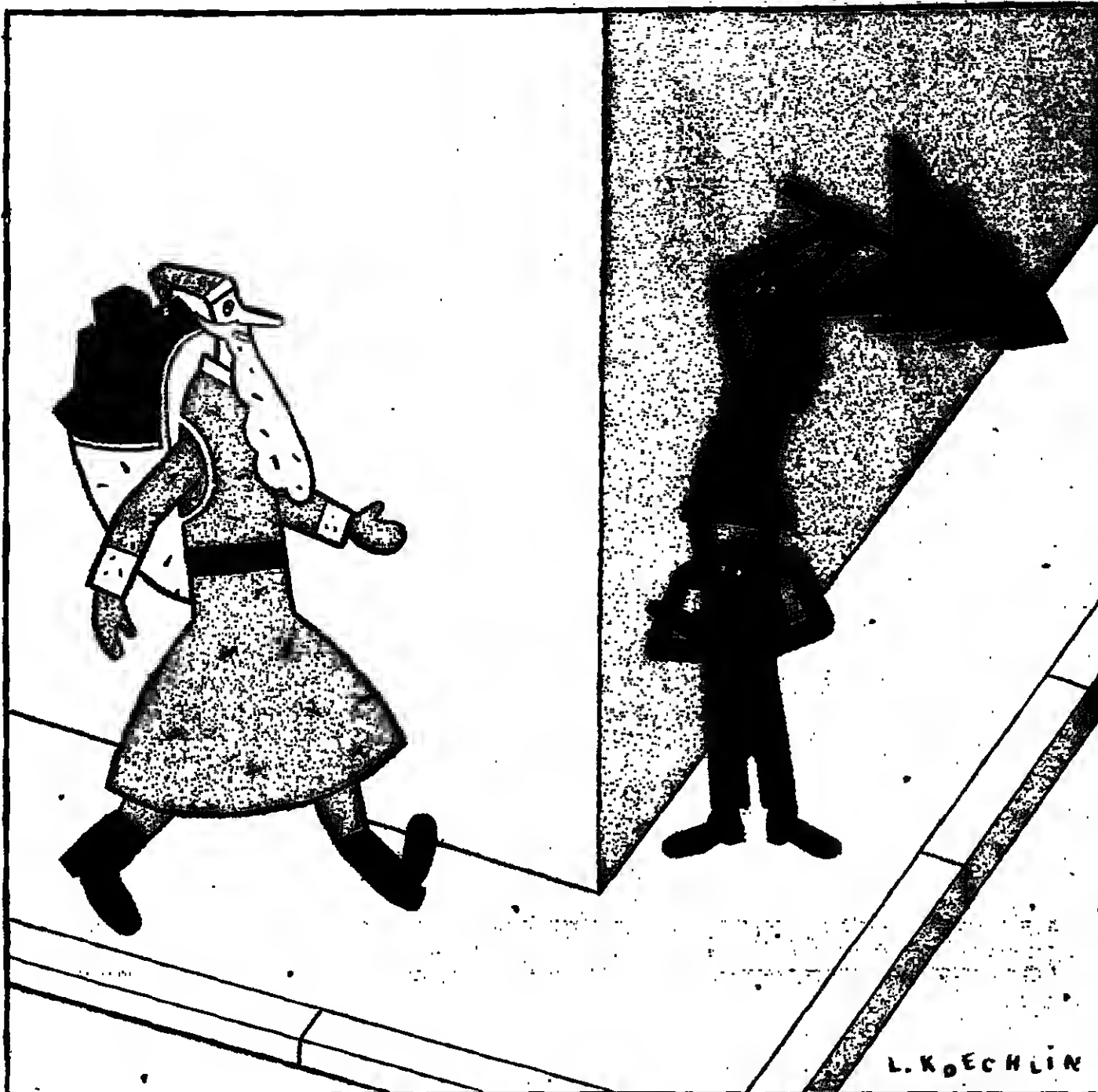
C'EST un pteranodon du tonnerre. Aussi mince et cruel que dans les dessins animés. Maxence, hypnotisé, pose un doigt timide sur le monstre préhistorique, modèle réduit, dont le flanc grisâtre est orné d'une « blessure de canibal ». En soulevant un bout de plastique, on voit les intestins. « Tu as vu, maman ? Et en plus, il bouge les ailes ! », éructe le garçonnet, en s'aplatissant contre les rayons pour laisser passer un troupeau de chariots. « Ecoute, tu exagères, rétorque une voix agacée. Des dinosaures, on en a déjà plein la maison ! » La voix s'éloigne. « Maman, et celui-là ? », insiste le petit, planté devant un gorille au rictus peu amène. Mais la mère n'entend plus. Maxence s'élançait à sa poursuite. Sous les néons, la foule piétine, lourde, tendue. « La petite Rachel attend ses parents à l'accueil, merci », réplique le haut-parleur, percant le brouhaha ambiant.

En ce début décembre, le marathon de Noël n'en était qu'à son premier galop. Beaucoup s'y prennent à la dernière minute. Certains - un petit tiers seulement - commencent leurs achats dès le mois de novembre. « Nous, on préfère s'organiser à l'avance », expliquent Myriam et Kamel. Tous deux, âgés d'une trentaine d'années, travaillent comme employés, lui dans une société de transport, elle dans une école. Un ultime tour de piste et leurs courses de fin d'année seront bouclées. Malgré des revenus modestes, ils n'ont jamais lésiné pour « faire un beau Noël aux enfants ». Parce que, comme dit Kamel, « Noël, c'est sacré ». Leurs trois chérubins recevront donc, au total, « entre huit et dix cadeaux » chacun. Myriam et Kamel sont dans la norme. D'après la société d'experts NPD, on a offert, en France, en 1996, une moyenne de 9,4 jouets par enfant - contre 12,6 en Grande-Bretagne et 12,7 en Allemagne. « On fait gaffe à ce qu'ils en ont bien le même nombre, pour ne pas faire de jaloux », souligne Kamel.

Financièrement, en revanche, le jeune couple reste en-dessous de la moyenne française. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), les cadeaux de Noël représentent 2 % du revenu annuel moyen chez les cadres, 3 % chez les ouvriers et les employés. On évalue généralement à 1 500 francs la somme dépensée par an en jouets pour chaque enfant de moins de huit ans. L'essentiel de cette somme s'envole sous le sapin de Noël. Kamel et Myriam, eux, ne dépassent pas les 500 francs par gosse. « On achète le jouet principal, la famille et les amis s'occupent du reste », précise Myriam. Ses deux benjamins, déjà couverts de poupées Barbie - « elles en ont au moins dix chacune » - et des multiples accessoires ad hoc, n'auront pas à se plaindre de ce Noël 1997 : « Cette année, au lieu d'offrir la salle de bains », souffle Myriam, l'œil gourmand.

N'empêche que le n'oublie jamais les petits Orphelins d'Auteuil, plâide une élégante dont le caddy déborde de paquets. Son fils, un bambin de trois ans, aura droit à une quinzaine de jouets, dont sept offerts par ses parents. « C'est vrai, j'avoue : c'est du gâtisme ! », rit la jeune mère, qui travaille comme secrétaire dans le quartier de la Défense, au nord-ouest de Paris. « Acheter des jouets est à la fois un impératif affectif, familial, et une question de standing social. C'est un investissement. Et moins on a d'enfants - ce qui est le cas en France, où la natalité est relativement basse -, plus on investit sur eux », commente Denis Stoclet, conseiller en marketing, dirigeant de la compagnie DSA.

Si près des trois quarts des enfants de plus de trois ans ont une mère qui travaille, rien d'étonnant à ce que celle-ci en « rajoute » en matière de cadeaux, reconnaissent la plupart des professionnels. Le syndrome de la



L'achat de jouets, estimé en moyenne à 1 500 francs par enfant chaque année, est un investissement financier de plus en plus important pour les parents. D'autant que les jouets traditionnels, réservés à 80 % aux moins de huit ans, sont détrônés par les jeux vidéo et le multimédia

« mauvaise mère », très fortement enraciné dans l'imaginaire de l'Europe latine, est une aubaine pour les vendeurs d'ours en peluche et autres voitures télécommandées. « Il y a un sentiment de culpabilité assez généralisé chez les mères qui travaillent », confirme M. Stoclet. Elles n'hésitent pas à offrir à leurs gosses des cascades de jouets ou à leur acheter des vêtements hors de prix. Il y a une dizaine d'années, ces blousons ou ces chaussures, dont tous les gosses connaissent la marque, étaient destinés aux 12-14 ans. Maintenant, le marché vise les 5-6 ans. Quand on a de l'argent, ça va. Mais quand on est fauché, la situation peut tourner au cauchemar.

ASSIS à la sortie du magasin, le Père Noël prend son service. Il a des yeux tristes et une barbe synthétique qu'il caresse maladroitement, pour faire croire qu'elle est vraie. Les gosses s'agglutinent et se poussent du coude. Un blondinet hilare est finalement hissé sur les genoux du préposé au manteau rouge. Le gosse sourit au photographe, qui agite un hochet à la hauteur de l'objectif. L'éclair du flash crépite. Une petite bat des mains.

« Il faut miser de l'argent, c'est le principe », explique une adolescente de treize ans, essayant de convaincre son père d'acheter Destin, le jeu de la vie. L'homme se penche sur le coffret pour lire la notice. « Celui qui joue le mieux, il gagne le plus. C'est super bien ! », jubile la gamine. Le père hésite. « Franchement, ils nous prennent pour des débiles, soupire une

jeune femme. Tous ces jeux avec de l'argent, toute cette compétition, c'est nul ! » Le coffret convoité sous le bras, l'adolescente suit son père vers le rayon des jeux vidéo. « Le pire, c'est la violence », poursuit la jeune femme. « Certains enfants, surtout les garçons, de force d'être baignés lit-dedans, ils ne font plus la différence entre le jeu et la vraie vie. Ils ne voient même pas la limite. Vous avez vu, l'histoire du gosse qui s'est fait tuer à Saint-Priest ? », ajoute-t-elle, en reposant un jeu éducatif dont le but est de sauver des trésors archéologiques. « Ce qui inquiète, c'est de voir que la violence chez les jeunes, ça commence de plus en

« Ils nous prennent pour des débiles. Tous ces jeux avec de l'argent, toute cette compétition, c'est nul ! »

plus tôt, à dix, douze ans, assure-t-elle. Dans ma cité, les gosses du quartier, on les appelle les Grenlins, comme dans le film. Parce qu'on ne sait plus si ce sont des enfants ou des monstres. » Elle saisit un nouveau coffret. C'est un jeu policier dont l'intrigue a lieu en Asie. « Dans le film, le gosse qui o tue, peut-être qu'il n'avait pas assez joué quand il était petit ? », s'interroge-t-elle à voix haute.

« Avec tous les morts qu'ils voient déjà à la télé ! Des armes, c'est hors de question qu'on en achète, les gosses sont assez bogorreurs comme ça. C'est pas la peine d'en rajouter », décreète Janine, femme de ménage et mère de cinq en-

fants. Son mari, gardien de nuit, approuve. « Les gens qui fabriquent ces trucs-là, ils donnent une image de la vie qui n'est pas belle », ajoute Janine. Un avis assurément partagé par les professionnels du jouet. « Se bagarrer et jouer à la guerre sont deux choses différentes. Quand des enfants jouent à la guerre, ils construisent une histoire : il y a les bons et les méchants, des règles à respecter - et donc des limites à ne pas franchir », estime Cécile Velasco et Anne Doumenc, dirigeantes de la société lyonnaise d'experts-conseils Junior City. « Un gosse qui se bagarre n'a pas cette distance, cette maîtrise : il

sort de ses gonds, il agit par frustration, par colère, sous le coup d'une pulsion », assurent-elles. Pour la majorité des spécialistes « de la jeunesse », le vieux débat sur l'inné et l'acquis n'a plus de raison d'être. « Même si sa mère est une wonderwoman, la petite fille a besoin, à un moment de sa vie, de jouer à la guerre et à la dinette. Pendant que le petit garçon, lui, va jouer à la guerre », considère M^{me} Doumenc. Faut-il, pour autant, associer le laid et le brutal au sexe masculin ? Ou parer de vertus (virtues) l'instinct de domination ? Au rayon jouets garçons des hypermarchés, le pistolet Guerre des étoiles et la carabine

Western se vendent moins de 90 francs pièce. Et les mercenaires d'Action Man, petites figurines masculines équipées de lance-bazookas qui « tirent vraiment » ou de grenades « mega-explosion », font un malheur. Il existe même un Action Man avec « chien policier qui aboie », d'un réalisme saisissant. Rien de tel chez les filles - et ce n'est pas nouveau. La bagarre et la guerre restent le monopole des mâles. L'univers rose-paillettes de la poupée Barbie, la trousse d'infirmière et la kitchenette en plastique demeurent le royaume des filles.

DEUX enquêtes réalisées, à dix ans d'intervalle, en 1985 puis en 1995, par l'Insee ont confirmé que « le choix des articles donnés à l'occasion des fêtes de fin d'année est orienté en priorité par le sexe et l'âge du destinataire ». Mais qui, des parents, des enfants ou des fabricants, fait réellement le choix ? « Secrétaire d'archimède ! », répond M^{me} Velasco. « De toute façon, dans ces prix-là, qu'est-ce qu'on nous offre d'outré ? », grommelle un client d'hypermarché. « On ne peut rien y faire, c'est dans les gènes ! », lâche une mère de famille, avec un soupir fataliste.

Ce clivage entre filles et garçons, ou, plus exactement, entre féminin et masculin, ne semble pourtant pas aussi immuable qu'on le croit. Les choix évoluent selon l'état de la structure familiale et de la société. « Si l'enquête à Lille ou à Marseille, la réponse des parents sera différente, reconnaît Gilles Brougère, directeur du département des sciences

de l'éducation à l'université Paris-XIII. Plus on est latin, plus l'identité masculine est encadrée, fragile : en matière de jouets, tout ce qui relève du féminin va être refusé. » Denis Stoclet va plus loin : « En Suède ou au Danemark, il n'est pas rare d'offrir une poupée à un garçon ou un pistolet à une fille. C'est même politiquement correct ! Alors qu'en Europe du Sud et en France, la censure sociale demeure très forte. »

Un carnet à la main, Anaïs, dix ans, prend des notes avec application. « Je fais la présélection, pour aider les parents », explique-t-elle. A côté, une vieille femme turque, la tête couverte d'un fichu, examine, bouche bée, un ensemble de dinette chinoise, tandis qu'un bont de l'allée un groupe de garçons fait cercle autour d'une console Nintendo.

PARKA bleu pâle et queue de cheval. Nadia, douze ans, préfère jouer aux mots croisés sur le Genius PC, un ordinateur en démonstration au rayon du multimédia. A « peu fréquent » en quatre lettres, elle répond « rare ». A « outil pour le nettoyage » en cinq lettres, elle met « balai ». Chaque fois, la machine dit « bravo ». Il n'y a qu'à « prêter, ni curé, ni évêque », que Nadia trébuche. Elle hésite, finit par écrire « juge ». La machine dit : « Oh ! Oh ! » Le Genius PC ignore l'existence des imams, et Nadia n'a jamais rencontré d'abbé.

Encore imparfaits, les jeux vidéo et le multimédia ont connu, en l'espace de six ou sept ans, un succès foudroyant auprès des pré-adolescents. Au détriment du jouet traditionnel - réservé, à 80 %, aux enfants de moins de huit ans. « Ce sont les fabricants de jouets eux-mêmes qui ont provoqué ce glissement d'âge », note un expert en marketing. Le drame, c'est qu'ils ont été incapables d'offrir une alternative aux gosses de 8-10 ans. Ceux-ci, naturellement, ont sauté, sans transition, dans le monde de l'informatique et du multimédia. Le jouet ne les rattrapera pas. « Est-ce vraiment un mal ? » Si on était moins bête, on se cotiserait pour acheter un ordinateur, lance une jeune femme à sa belle-sœur. Je te jure, tout le monde en profiterait. On peut tout faire avec ces trucs : la comptabilité, les leçons d'anglais, les jeux pour les gamins... La belle-sœur pousse un soupir perplexe. « Le problème, c'est le prix », finit-elle par lâcher. De Carrefour à Auchan, du quartier de la Défense à la banlieue lyonnaise, l'argument revient comme un leitmotiv. Un bon ordinateur coûte entre 7 000 et 10 000 francs. Et la moindre cassette vaut 250 francs. L'engouement pour les jeux vidéo et le multimédia fait pourtant prédir aux experts une rapide « explosion » du chiffre d'affaires. « D'ici à l'an 2005, le marché du multimédia sera aussi important que celui de l'habillement », promet Denis Stoclet.

Sur l'écran de la Playstation, installée dans l'allée des châteaux forts, le suspense est terrifiant. L'héroïne est cotée, le couteau sous la gorge. Encore quelques secondes... Planté devant la machine, Kimheng, douze ans et demi, d'origine cambodgienne, ne perd pas une miette de la scène. « Vous avez jusqu'à caucher du soleil pour la sauver », prévient une voix métallique. Vient d'un anarak noir, une femme toute menue derrière son énorme chariot apparaît dans l'allée. « De toute façon, à Noël, les parents nous offrent toujours des jeux de société », murmure Kimheng, l'air dégoûté. L'ordinateur familial, installé dans le salon, sert surtout aux aînés. « Pour jouer, je vais chez les copains », ajoute Kimheng. De loin, la femme lui fait signe. Le visage du gosse s'éclaircit. Il a reconnu la cassette que sa mère tient à la main : le jeu vidéo du Monde perdu de Jurassic Park. Qui a dit que les pteranodons n'auraient pas le droit de fêter Noël ?

Catherine Simon
Dessin : Lionel Koechlin

Corée du Sud, le modèle en crise *par Jean Raphaël Chaponnière*

L E nouveau président de la Corée du Sud hérite d'une économie au bord de la faillite. Ce n'est pas la première fois que la Corée du Sud est secouée par une tempête financière, mais, alors qu'en 1980 la crise avait été une simple péripétie asiatique, en 1997 elle est un événement mondial. Il ne s'agit pas seulement d'une crise de croissance, mais de la crise d'un modèle de croissance qui avait ouvert une troisième voie, entre le tout-marché et le tout-Etat. Un modèle dans lequel de nombreux pays, en Asie comme en Amérique latine, avaient cherché l'inspiration.

Située au niveau du Cameroun en 1950, la Corée du Sud a grimpé quatre à quatre l'échelle du développement pour rejoindre les pays riches de l'OCDE en 1996. Les deux principales dimensions de son modèle sont deux paradoxes : une stratégie de développement alliant la promotion des exportations et un protectionnisme sourcilieux, d'une part, un Etat qui « gouverne le marché », de l'autre. La première a été victime de son succès, la seconde a conduit à la crise.

La promotion des exportations qu'a pratiquée la Corée du Sud à partir des années 60 n'a jamais signifié la libéralisation des importations. La Corée du Sud a pratiqué un commerce que l'on peut qualifier de prédateur. Tandis que,

aguillonées par des avantages fiscaux, les entreprises partaient à la conquête des marchés étrangers, l'administration veillait à ce que le pays n'importe que l'essentiel. Les Américains ont longtemps toléré ce protectionnisme d'un pays pauvre mais politiquement loyal dans le contexte de la guerre froide. Mais, à partir des années 80, et plus encore après l'effondrement du communisme, ils ont exigé davantage de réciprocité dans leurs échanges avec leur allié. Washington a contraint la Corée du Sud à démanteler les barrières tarifaires et non tarifaires qui protégeaient le marché. Volens nolens, la Corée du Sud a dû s'ouvrir aux produits et entreprises étrangers.

La voie commerciale coréenne a, depuis, été empruntée par de nombreux pays qui, d'Asie en Afrique, cherchent à transformer leurs bas salaires en avantage comparatif. La généralisation de cette stratégie porte en elle-même ses limites. Davantage qu'une montée du protectionnisme dans les pays industrialisés, elle a provoqué une exacerbation de la concurrence entre pays du Sud d'abord, avec ceux de l'Est maintenant. Les produits *made in China* remplacent ceux *made in Korea*.

La seconde caractéristique du modèle coréen réside dans le type de gouvernance qui a été mis en place à partir des années 60. L'Etat a créé de très grands groupes, les

chaebols, qui, après avoir été longtemps tenus en laisse, se sont affranchis de sa tutelle sans être pour autant soumis aux exigences du marché. Ce sont les excès de ces groupes, classés parmi les plus grands dans le monde, qui ont mis la Corée du Sud en difficulté.

Dans les années 50, la Corée du Sud avait été un des pays les plus aidés au monde, et la manne étrangère avait permis aux entrepreneurs proches du gouvernement de faire fortune dans les « trois blancs » (farine, coton et

construire de grandes usines ». Il a mobilisé les plus grandes entreprises dans son projet. Ayant pris une participation majoritaire dans le capital des banques commerciales, l'Etat a mis la politique du crédit au service de la politique industrielle. Il a ciblé les secteurs et choisi ses entrepreneurs. Bénéficiant de crédits subventionnés, ces entreprises ont connu un essor exceptionnel et sont devenues des conglomérats diversifiés.

A partir de 1972, pour des raisons plus politiques (la confronta-

premier choc pétrolier, la Corée du Sud n'a pas résisté au second choc, qui a coïncidé avec la baisse des taux d'intérêt et à une crise politique.

Après l'assassinat du président Park, le nouvel homme fort du régime a adopté les critiques des libéraux, qui dénonçaient l'interventionnisme des années 70. Les crédits subventionnés à l'exportation ont été supprimés, les banques commerciales privatisées. Le marché devait choisir les vainqueurs. Mais cette libéralisation n'a été que partielle. L'Etat a, certes, relâché sa tutelle sur les chaebols. Autorisés à mobiliser des capitaux au niveau international, ces conglomérats industriels ont poursuivi une stratégie de croissance et de diversification très agressive à l'échelle mondiale. Mais le secteur bancaire, à la traîne, est resté très contrôlé. A la différence des entreprises industrielles, les banques coréennes sont très peu performantes. Les scandales politico-financiers – et les procès des deux anciens présidents – ont révélé qu'elles étaient très soumises aux hommes politiques, eux-mêmes de plus en plus liés aux intérêts des chaebols. Les banques ont financé les projets les plus ambitieux en fermant les yeux sur le niveau d'endettement de leurs clients et les créances douteuses qu'elles accumulaient (équivalent à 10 % du PIB).

Ainsi, alors que la Corée du Sud affichait des performances macro-économiques rassurantes, les chaebols accumulaient un endettement farouche. La cavalerie financière qu'ils pratiquaient auprès des banques étrangères en utilisant des lignes de crédit de court terme n'était pas inquiétante car ils affichaient des taux de croissance spectaculaire. A partir de 1985, profitant de la hausse du yen, les chaebols ont en effet taillé des croupières aux industriels japonais. Mais, à l'instar des bicyclettes, ils ne pouvaient pas ralentir sans risquer de perdre leur équilibre.

C'est ce qui est arrivé. En 1996, la chute des prix des matières premières et la baisse du yen

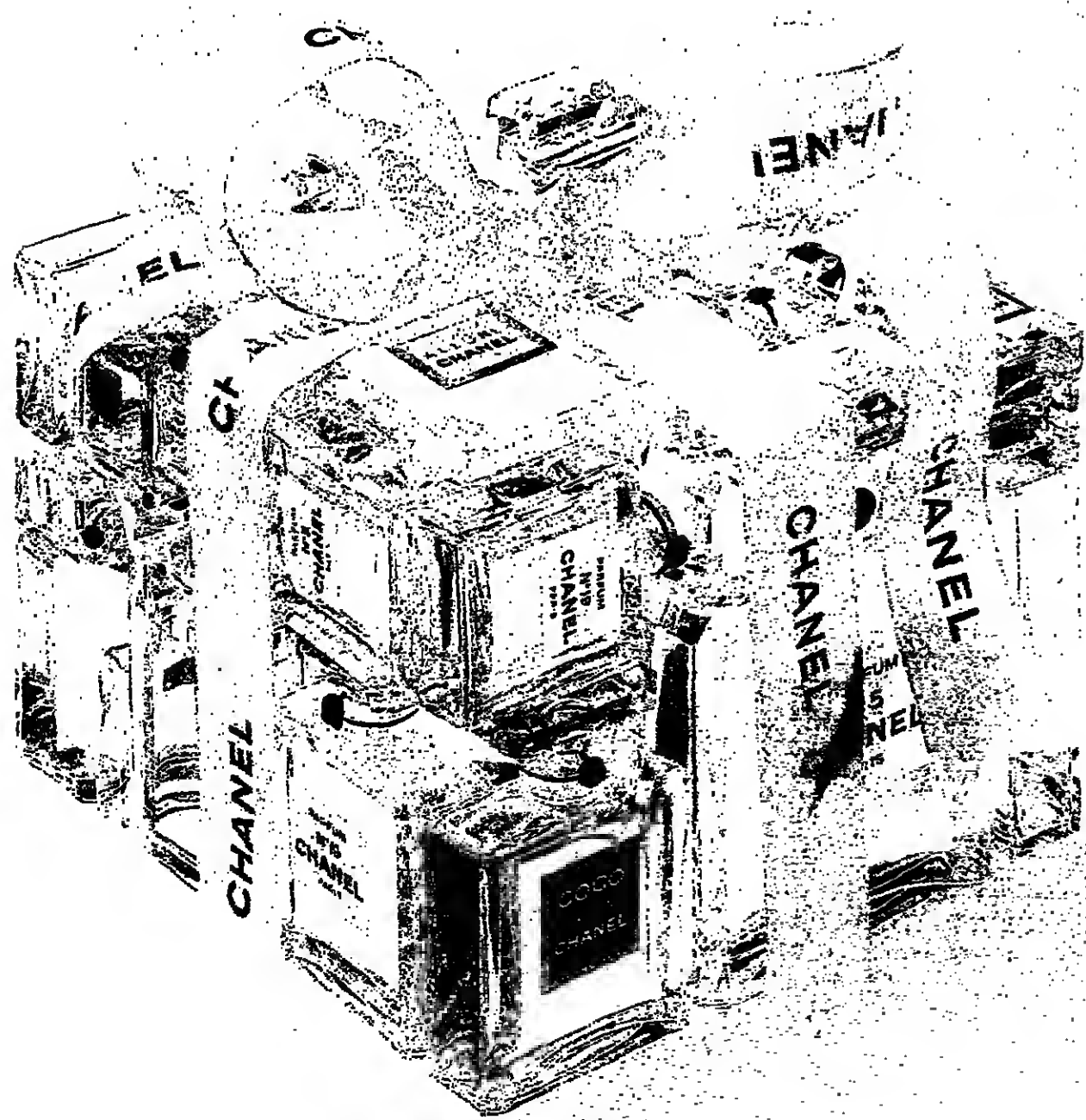
ont donné un coup d'arrêt aux exportations. Dans les six mois, huit groupes ont fait faillite, mettant les banques dans une situation intenable. Survenant dans ce contexte, la crise des voisins du Sud-Est asiatique provoquait une nouvelle détérioration. Un tiers des exportations coréennes se dirigent vers le reste de l'Asie. Dans ces conditions, la baisse du won apparaissait inéluctable. L'anticipation des groupes coréens l'a accélérée, et la chute du won a aggravé leur situation financière – les banques ont accumulé pour 100 milliards de dollars de dettes en moins d'un an, dont 15 milliards d'ici à la fin du mois.

La crise coréenne actuelle a finalement révélé les limites de la troisième voie, entre le tout-marché et le tout-Etat, parfois présentée comme l'une des valeurs asiatiques. La Corée du Sud a utilisé les banques comme outil de politique industrielle et canalisé ainsi l'épargne domestique (24 % du PIB) vers des projets prioritaires. Ce système a pendant longtemps très bien fonctionné. Il est devenu contre-productif. A partir de la fin des années 80, les chaebols, qui s'étaient émancipés de la tutelle de l'Etat, n'étaient pas encore vraiment soumis aux exigences du marché. Aucune banque coréenne n'était à même de juger de leurs projets, qui étaient partiellement financés de l'étranger grâce au renouvellement des lignes de crédits étrangers à court terme.

La gouvernance coréenne ne peut plus rester à mi-chemin entre l'Etat et le marché. La Corée du Sud doit désormais opter pour le marché et choisir d'ouvrir résolument son pays à la concurrence des entreprises étrangères, qui sont seules capables d'éroder le pouvoir des chaebols sur l'économie et la société coréennes. Cette crise sera méditée par de nombreux pays qui voient dans l'expérience coréenne une alternative au dogme libéral.

Jean Raphaël Chaponnière est chercheur au CNRS à Grenoble.

UN PARFUM DE CHANEL. LE PLUS BEAU DES CADEAUX.



LES PRODUITS CHANEL SONT VENDUS DANS LES POINTS DE VENTE SIGNALÉS PAR LE PANNEAU DÉPOSITAIRE AGRÉÉ.

AU COURRIER DU « MONDE »

TURCS ET ARMÉNIENS

Ismaïl Cem, ministre des affaires étrangères de la République de Turquie, présente, dans *Le Monde* du 4 décembre, un plaidoyer remarquable pour l'admission de la candidature de son pays à l'Union européenne. L'Union européenne ne met pas seulement la Grèce, Chypre et les droits de l'homme comme préalables. Une résolution du Parlement européen du 18 juin 1987 estime que « le refus de l'actuel gouvernement turc de reconnaître le génocide commis autrefois contre le peuple arménien par le gouvernement "jeunes turcs" (constitue), avec l'absence d'une véritable démocratie parlementaire et le non-respect des libertés individuelles et collectives, notamment religieuses, des obstacles incontournables à l'examen d'une éventuelle adhésion de la Turquie à la Communauté ». Les Arméniens et leurs nombreux amis d'Europe ne l'oublieront jamais et le feront savoir.

Gilbert Beguin
Montargis (Loiret)

SAUVER KYOTO

Kyoto, fameuse capitale artistique et culturelle du Japon, va voir son admirable paysage urbain, héritage de l'an mille, gâché par un ouvrage moderne édifié, hélas ! par des ingénieurs et des architectes français. Cela va se faire, une deuxième fois hélas, à l'initiative de la France (...). Un peu au nord sur la carte de Kyoto se rejoignent en forme d'Y les deux branches de la rivière qui, plus bas vers le sud, traverse toute la ville. C'est la rivière des canards sauvages, dont j'aime l'appellation chargée de poésie. Elle rappelle les chasses impériales d'un lointain passé. Là dans le ciel de la cité, au-dessus du décor sans pareil des ponts bien connus, on va voir apparaître une espèce de construction moderne, une passerelle fragile, pour les piétons seulement. Ce sera comme si à Paris surgissait absurdement devant le parvis de Notre-Dame une passerelle de même usage et de même style que notre pont des Arts traversant la Seine.

Sauver Kyoto, voilà tout simplement l'idée qui agite beaucoup de Français : personnel enseignant, artistes ou amateurs d'art, amis du Japon, amis des japonais, etc. Parmi eux, nombreux sont ceux qui ont commencé à rédiger des feuilles, des écrits ou articles où ils expriment franchement leur opinion, leur alarme. Il y a là un mouvement spontané qui commence à prendre de l'ampleur.

Robert Guillain
Meudon (Hauts-de-Seine)

UN RISQUE

A LONG TERME

Dans un long article (*Le Monde* du 9 décembre 1997), Axel Kahn, en tant que président de la commission du génie biomoléculaire, prend vigoureusement la défense du maïs Novartis (...). Sur l'innocuité de la protéine Bt, les études scientifiques réalisées pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché du maïs génétiquement modifié signalent chez les souris utilisées comme cobayes une pilo-érection. Avoir les poils ou les cheveux qui se hérissent n'est pas un risque très grave en soi, mais souligne bien que la protéine Bt n'est pas totalement inoffensive. Qu'en sera-t-il sur le long terme, sur des personnes à tendance allergisante ? Axel Kahn dit que le passage du gène de résistance à l'antibiotique ampicilline, utilisé comme gène marqueur, est « hautement improbable ». Sur quelles expériences se base-t-il pour être aussi catégorique ? Pourquoi dans ces conditions Novartis a-t-il proposé au ministre de l'environnement de supprimer ce gène ?

Une autre affirmation d'Axel Kahn laisse dubitatif. « Puisque, malheureusement, déjà 50 % des bactéries pathogènes du tube digestif du bétail et de l'homme possèdent ce gène de résistance (à l'ampicilline) », dit-il, en ajoutant un nouveau « serait sans aucune conséquence ». Quel curieux raisonnement ! Est-il bien « scientifique » ?

Josette Benard
Caen

FINANCES

sé par la décision de l'agence financière américaine Moody's d'abaisser la note attribuée à la dette de Séoul. Les obligations émises par la Corée du Sud appartenant désormais à

la catégorie des titres spéculatifs. ● L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a perdu 3,39 %, repassant sous la barre des 15 000 points pour la première fois depuis deux ans. Les

opérateurs craignent de nouvelles faillites bancaires dans l'archipel.
● LE FMI (Fonds monétaire international) estime que la crise asiatique se fera sentir dans deux points de crise.

sance à l'économie mondiale en 1998. La France serait toutefois, selon le FMI, relativement épargnée, avec un PIB en hausse de 2,7 % l'année prochaine.

Le risque est aggravé par l'abaissement, par l'agence Moody's, des notes attribuées à la Corée du Sud, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie.

La Bourse de Tokyo a perdu 3,39 %, lundi 22 décembre, ce qui porte son recul à plus 10 % en trois séances. Le won coréen chute à nouveau de 8 %

LA CRISE financière asiatique ne permettra pas cette année aux marchés internationaux de capitaliser de connaître les quelques journées de répit traditionnellement observées à l'occasion des fêtes de Noël. Les bourses d'Asie ont enregistré, lundi 24 décembre, de nouvelles et fortes turbulences. L'indice Nikkeï de la Bourse de Tokyo a cédé 515,49 points (- 3,39 %) pour s'inscrire en clôture à 14 799,40 points : c'est la première fois depuis deux ans qu'il passe sous la barre des 15 000 points. La devise japonaise se repliait aussi, à 130,60 yens pour un dollar, malgré des interventions répétées de la Banque du Japon. Le désordre monétaire touchait aussi la Corée du Sud, où le won plongeait, perdant 7,7 % face au dollar. La rouble indonésienne cédait, de son côté, 52,4 % par rapport vert.

L'inquiétude des investisseurs à propos de la situation en Asie a été aggravée par la décision, lundi, de l'agence financière Moody's, chargée d'évaluer la solvabilité des emprunteurs, d'abaisser la note attribuée aux dettes de plusieurs pays de la région. Moody's a réduit de deux crans le niveau de solidité des emprunts de la Corée du Sud, dont elle estime désormais qu'ils s'inscrivent dans la catégorie des titres spéculatifs, au même niveau que les célèbres *junk bonds*, ces obligations « pourries » à haut risque émises par des petites entreprises privées.

plusieurs grands pays industrialisés. Elle se retrouve désormais au même niveau que les Philippines, un des pays les plus fragiles financièrement du monde.

COUT DE REMBOURSEMENT

Moody's a justifié sa décision par le fait que « les besoins de financement à court terme de la Corée pourraient être plus importants que prévu » et que « les réserves de change nettes du pays ont chuté à un faible niveau, plus faible que leur niveau brut admis jusqu'ici ». Moody's, qui a procédé à une revue générale des pays de la région, a annoncé, lundi, qu'elle dégraderait aussi les notes de la Thaïlande, de la Malaisie et de l'Indonésie.

alourdissant la charge de la dette des pays. Elle augmente d'une part mécaniquement les primes que les Etats d'Asie du Sud-Est doivent acquitter lorsqu'ils lèvent des fonds sur les marchés de capitaux (la Thaïlande, par exemple, qui payait il y a six mois un taux de 7 % doit aujourd'hui offrir un rendement de près de 11 %) ; elle accentue d'autre part la baisse des devises asiatiques face au dollar, ce qui augmente le coût de remboursement de la dette extérieure libellée en billets verts.

seur o'a pas réussi à mettre en place.

Les nouveaux déboires financiers en Asie du Sud-Est augmentent aussi la défiance des investisseurs internationaux à l'égard du Japon, première puissance économique de la région. Selon les experts du Fonds monétaire international (FMI), la croissance sera limitée à 1,1 % en 1998 dans l'archipel contre 2,1 % prévus il y a deux mois. Pas plus que les opérateurs de marché, le FMI ne semble se faire d'illusions sur la

me de la chute de la Bourse de Tokyo et qui doivent par ailleurs supporter un énorme effort financier afin de se conformer, dès le 1^{er} avril 1998, aux normes prudentielles édictées par la Banque des règlements internationaux (BRI). Le coût de cette adaptation est officiellement évalué, pour le système bancaire nippon, à 28 000 milliards de yens (1 290 milliards de francs).

Devant l'urgence de la situation financière au Japon, de nombreux économistes exhortent le gouvernement à ouvrir grand à la fois les vannes budgétaires - au risque de détériorer encore la situation catastrophique des finances publiques - et monétaires en laissant filer le yen face au dollar, au risque cette fois de provoquer la colère de la Maison Blanche.

pones, qui voient la valeur de leurs fonds propres se réduire au rith-

HONGKONG

L'Asie se trouve à nouveau prise dans un sérieux coup de vent, et pourtant les attaques spéculatives des *hedge funds* qui, à coups d'emprunts considérables, avaient vendu massivement les monnaies à terme, ont disparu. Pour preuve, les marchés de changes sur ces monnaies sont asséchés : les volumes échangés ne dépassent pas un centième de ce qu'ils étaient il y a quelques

venants sur ces monnaies, explique Bruno Boussard, le trésorier de la BNP à Hongkong. Les banques centrales et les entreprises locales qui cherchent à couvrir leurs positions avant la fin de l'exercice. Mais il n'y a eu ni fuite de capitaux domestiques ni attaques spéculatives. Le marché a tout simplement chuté.

baisse qu'elles anticipent. Mais ce faisant, elles provoquent cette baisse. Car, pour offrir cette couverture à leurs clients, elles déclenchent tout un mécanisme complexe : elles empruntent des bahts et les vendent immédiatement contre des dollars pour se couvrir elles-mêmes. Cette double opération est à l'origine de la persistance de la crise de la région : en empruntant de la monnaie locale, la banque fait monter les taux. En vendant la monnaie sur-le-champ, elle la fait baisser.

1^{er} juillet. Son ampleur provient de ce qu'on est passé d'une situation de confiance excessive, où, paraît-il, on avait eu un maintien ad vitam eternam de la parité fixe avec le dollar, fort peu de sociétés se « couvraient », à une situation où plus personne n'a confiance : tout le monde se protège. Seules les sociétés qui ont, à leur capital, des tours de table internationaux étaient amenés à couvrir leurs positions. Quand, en quelques mois, plus de la moitié des sociétés d'une région empire se mettent à couvrir leurs

sociétés, « personne ne prend plus de risque », reconnaît Erik Nickerson, directeur de la recherche sur les monnaies de la Bank of America à Hongkong. Lorsque les banques vendent aujourd'hui des roupies indonésiennes pour fournir à leurs clients de Djakarta des opérations de couverture, elles ne trouvent plus preneurs. Le marché est totalement

réalité économique de ces pays », estime Bruno Boursard. « Avec un dollar à 1 500 won, ajoute-t-il, une voiture coréenne vaut sur le marché européen, *franc compris*, un tiers d'une voiture européenne à la sortie d'usine ! Quant aux prévisions à trois ou cinq ans des économistes, elles sont modifiées toutes les semaines. » Et il conclut : « Plus personnellement, la moindre idée de ce que les monnaies peuvent bien valoir, théoriquement, pour un économiste ou un fond de commerce des sociétés locales, elles-mêmes ? Erik Nickerson, de la Bank of America, estime que « le marché a de fortes chances de changer totalement en janvier 1998 », à la faveur d'une demande saisonnière pour les devises locales et du retour éventuel des spéculateurs, à la recherche de monnaies dépréciées. « En début d'exercice, ils peuvent sans nul prendre des positions qu'ils auront un *ou* pour gérer », explique-t-il. Mais nul ne se risque à de fermes prévisions, tant la confiance locale paraît s'être envolée.

CERCLE VICIEUX
Aussi la moindre transaction se traduit-elle par une variation importante des taux de changes. En achetant des roupies indonésiennes pour seulement un million de dollars, le 17 décembre, la banque centrale d'Indonésie a fait rebondir sa monnaie de 7 % en séance. Mais ces nouvelles valeurs, issues de marchés quasi inexistants, ne reflètent elles-mêmes plus grand-chose.

Valérie Brunschwig

L'économie mondiale après la crise asiatique

LA CRISE asiatique va continuer, en 1998, après un polut de croissance de l'économie mondiale, que va progresser de 3,5 %, au lieu des 4,3 % prévus en septembre dernier, selon les prévisions économiques mondiales du FMI, publiées dimanche 12 décembre. Avec la crise asiatique, le Fonds monétaire s'est vu dans l'obligation de présenter de nouveaux chiffres revus à la baisse. Globalement, les chiffres du FMI sont plus pessimistes que ceux de l'OCDE, parus il y a quelques jours (*Le Monde* du 17 décembre), mais ils en confirment les tendances. L'impact le plus sévère de la crise asiatique touchera l'Asie et particulièrement le Japon. Les Etats-Unis et surtout l'Europe ne seront

L'économie mondiale après la crise asiatique

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB SELON LE FMI - décembre 1997

	1997	Différence de prévision	1998	Différence de prévision
ÉTATS-UNIS	3,8 %	▲ + 0,1	2,4 %	▼ - 0,2
JAPON	1 %	▼ - 0,1	1,1 %	▼ - 1
ALLEMAGNE	2,3 %	-	2,8 %	▼ - 0,2
FRANCE	2,3 %	▲ + 0,1	2,7 %	▼ - 0,1
ITALIE	1,3 %	▲ + 0,1	2,3 %	▲ + 0,2
GRANDE-BRETAGNE	3,5 %	▲ + 0,2	2,4 %	▼ - 0,2

Le produit intérieur brut (PIB) japonais ne devrait croître que de 1,1 % en 1998 - soit 1 % de moins que prévu au milieu de septembre. Après une croissance de 1 % cette année, elle aussi révisée à la baisse. Ces prévisions ne prennent pas en compte les dernières mesures de décongestion annoncées : 90 milliards de francs d'allègements d'impôts supplémentaires à partir de l'été 1997, l'année fiscale qui commence en avril 1998. Ces mesures ne devraient toutefois avoir qu'un « impact modeste » sur la croissance selon le chef des études économiques du FMI, Michael Mussa. La confiance des marchés est affectée au-delà de ce que justifie la situation réelle », estiment les économistes du FMI.

Canada	3,7 %	-	3,2 %	▼ - 0,3
AMERIQUE DU NORD	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
EUROPE	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
ASIE	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
AFRIQUE	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
OCEANIE	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
AMERIQUE LATINE	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE HORS RUSSIE ET PAYS DE L'EUROSS	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
ASIE (EXCL. CHINE, JAPON, CORÉE DU SUD, TAÏWAN, PHILIPPINES, MALAISIE, INDO-ONÉSIE)	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
AFRIQUE (EXCL. ÉGYPTE, ALGÈRE, MAROC, ÉMIRATS ARABES UNIS, SAOUDITE, ÉMIRATS ARABES UNIS, SAOUDITE)	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
AMERIQUE LATINE (EXCL. BRÉSIL, ARGENTINE, CHILI, COLOMBIE, ÉCOUTADOR, GUAYANE FRANÇAISE, PÉROU, VENEZUELE)	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE HORS RUSSIE ET PAYS DE L'EUROSS	3,7 %	▲ + 0,1	3,2 %	▼ - 0,3

Les pays du G7 accusent le coup russe mais dans une moindre mesure, car la croissance est bien ancrée aux États-Unis et en Europe. Selon le FMI, l'expansion des sept grands pays industrialisés ralentira de 2,3 % en 1998 (révision en baisse de 0,2 point) après avoir atteint 2,8 % en 1997.

La croissance aux États-Unis devrait connaître - crise asiatique ou pas - un net ralentissement. Après une croissance de 3,8 % en 1997, le PIB nord-américain devrait passer à 2,4 % en 1998 (une révision de 2 point à la baisse sur les pronostics).

tics antérieurs). Même révision à la baisse pour l'Allemagne, qui connaîtra une croissance de 2,6 % en 1998. La France, moins touchée par les conséquences de la crise asiatique que l'Allemagne en raison d'une reprise de la demande intérieure plus marquée, devrait progresser à 2,7 % en 1998 (une révision de 0,1 point à la baisse). Au total, l'Union Européenne s'en sort bien, puisqu'elle connaîtra une croissance de 2,7 % en 1998, selon le FMI.

Les pays nouvellement industrialisés d'Asie (la Corée, Singapour, Hongkong et Taiwan) accuseroient, eux, un très net ralentissement de leur croissance, qui passera de 6,2 % en 1997 à 3,6 % en 1998 (soit 2,6 points de moins que prévu). Particulièrement touchée, la Corée : d'après les prévisions antérieures celle-ci devait connaître 6 % de croissance en 1998. Or ce chiffre devrait tomber à 2,5 %, « ce qui est encore optimiste », a indiqué Michael Mussa,

Le tassement le plus spectaculaire touche l'ensemble Thaïlande-Indonésie-Malaisie-Philippines (quatre des neuf pays de l'Asean), pour lequel les prévisions de croissance tombent à 1,7 % en 1998, alors que ces pays, considérés en bloc, ont connu une augmentation de leur PIB de 4 % cette année et de 7,4 % en 1996.

PRUDENT SUR LA DURÉE
Même si aucun de ces pays ne devrait connaître de décroissance, l'amplitude du ralentissement est telle qu'il « s'apparente à une récession », a noté M. Mussa. Le FMI reste prudent quant à la durée de ce ralentissement, mais, « après une période d'ajustement d'un an ou plus », il y a « de solides espoirs » pour que la croissance reprenne.

L'Amérique latine enregistrera pour 1998 une *décelération* de sa croissance moyenne à 3,5 % (contre 4,4 % prévus précédemment) en raison de la crise financière en Asie. L'ensemble de la région terminera 1997 par une croissance moyenne forte à 5,2 %, l'une des meilleures performances

historiques du sous-continent.

Les prévisions pour les pays en transition d'Europe centrale et orientale (hors Russie) et pays de l'ex-URSS sont révisées à la baisse de 0,6 à 0,7 point de croissance de 3,4% en 1998, bien meilleur qu'espéré jusqu'à 1997 (1,9%).

L'Afrique prise comme un ensemble continue aussi de progresser, avec une expansion de 4,7% en 1998, contre 3,4% cette année.

Tous les pays émergents vont souffrir, cependant, d'un effet induit de la crise asiatique : une baisse des flux de capitaux privés, qui avaient atteint un record en 1996 à 259 milliards de dollars. « Il est très improbable qu'ils atteignent ce niveau » en 1997, a souligné Flemming Larsen, directeur adjoint des recherches économiques du FMI.

Lucas Delattre

EA ouais, Yahooeet!?

Do You
YAHOO!
?

www.yahoo.fr

© 1997 Yahoo Inc.

Louis Schweitzer, président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles « La Commission doit être extrêmement rigoureuse avec les importations japonaises et coréennes »

Le PDG de Renault, Louis Schweitzer, quittera la présidence de l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles) le 31 décembre.

Il estime que l'accord de Kyoto sur les gaz à effet de serre est satisfaisant et correspond à ce que l'industrie peut faire. Il s'inquiète de la

poussée des constructeurs asiatiques, redemandant une négociation globale avec les japonais et une ouverture du marché coréen.



LOUIS SCHWEITZER

« Le 31 décembre 1998, votre mandat de président de l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles) expire. Après deux ans de présidence française, assurée successivement par Jacques Calvet, ancien président du directoire de PSA, et vous-même, les Allemands prendront la relève. Quel est le bilan de la présidence française ?

— On ne fait pas de bilan de la présidence de l'ACEA comme on fait un bilan de la présidence du conseil des ministres de la Commission européenne. L'ACEA a pour objectif de faire du lobbying et de réfléchir sur des sujets communs à l'ensemble des constructeurs européens, Ford et Opel inclus. L'ACEA ne s'exprime que sur les sujets où nous pensons tous comme un. Par ailleurs, peu d'affaires se traitent dans ce monde dans l'intervalle de douze mois.

— Dans ce contexte, le fait que la présidence soit française, allemande ou italienne ne change rien.

— Quels sont vos sujets de réflexion ou de lobbying ?

— Sur les normes ou les tests de sécurité, il y a une véritable réflexion entre constructeurs. La lutte contre la pollution relève aussi du lobbying : il faut s'assurer qu'il y a un équilibre raisonnable entre ce qui est demandé aux pétroliers et aux constructeurs automobiles. Sur tous ces thèmes, nous adoptons des positions communes, comme nous l'avons récemment fait sur la fiscalité de l'automobile en Europe. Il y a une fiscalité intrinsèquement perverse qu'il faut détruire : ce sont les impôts spécifiques à l'achat. Dans certains Etats, ils représentent jusqu'à 100 % des prix hors taxe, qui s'ajoutent à la TVA. Cela ralentit le renouvellement des parcs automobiles mais surtout cela crée des distorsions de prix en Europe.

« Le FMI demande aux Coréens plus de transparence. Nous nous en réjouissons »

— Les décisions prises à Kyoto auront-elles une influence pour les constructeurs automobiles européens ?

— Kyoto a reconnu la réalité du problème des gaz à effet de serre et un accord a été trouvé pour que tous les pays industrialisés participent à l'effort nécessaire pour le résoudre. Les pourcentages liés sont raisonnables et en ligne avec ce que notre industrie peut faire. Il reste à souhaiter que les Etats-Unis ratifient cet accord.

— Quelle est la position de l'ACEA en matière de réduction des émissions de CO₂ et donc de consommation ?

— C'est un sujet délicat. Car les constructeurs affichent des performances très différentes. Renault, Fiat et PSA construisent des voitures très peu consommatrices. D'autres fabriquent des voitures qui consomment plus. On ne peut pas fixer pour tous les constructeurs le même objectif de progrès en pourcentage : son effet ne serait pas le même constructeur par constructeur. Par ailleurs, en Europe, les voitures consomment en moyenne 170 grammes de CO₂ au kilomètre. Aux Etats-Unis, ce chiffre dépasse 250 grammes. Nous avons donc des voitures beaucoup plus efficaces que les Américains. Enfin, la consommation d'une voiture doit être évaluée en fonction de ses conditions d'utilisation : elle n'est pas la même selon que vous roulez dans des embouteillages à Paris, à 90 km/h ou à 160 km/h sur une autoroute.

— L'ACEA discute avec la Commission des objectifs raisonnables pour 2005 et 2010. Le conseil des ministres de l'environnement a fixé un objectif de consommation des voitures de 120 grammes au kilomètre. C'est à mon avis complètement irréaliste. Une déclaration conjointe de PSA et de Renault a

été faite sur la base de 150 grammes. En Italie, un accord a été signé à 145 grammes. Les Allemands, eux, ont signé un accord en pourcentage.

— Nous pouvons fixer une moyenne pour l'Europe et nous répartir un certain effort en connaissance de cause. Rolls-Royce construit 2 500 voitures par an : si elles consomment beaucoup, ce n'est pas grave. Nous sommes prêts à prendre certains engagements de consommation pour l'an 2005 à condition qu'il n'y ait pas d'inéquité de traitement entre les constructeurs européens et ceux qui importent en Europe, comme les japonais ou les Coréens.

— Quelle est la position de l'ACEA sur l'accord nippo-européen ?

— Un accord a été signé en 1991 avec certaines hypothèses de prévisions de marché. Le marché s'est effondré en 1993, ce qui n'avait pas été prévu. Mais cet accord faisait l'objet de deux interprétations officielles différentes, ce qui limite d'emblée les chances qu'il soit appliqué de manière rigoureuse.

— En suivant l'interprétation de la Commission européenne, les japonais ont pris 3 millions de voitures d'avance. Ils ont vendu moins que prévu, mais proportionnellement ils auraient dû vendre encore moins, compte tenu du marché. Première conclusion à en tirer : pour 1998 et 1999, il faut que le « monitoring » de la Commission soit extrêmement rigoureux afin qu'on ne puisse pas lui reprocher un laxisme dommageable pour l'industrie européenne et incompatible avec le contenu de l'accord. Deuxième point, c'est l'après 1999. Certains auraient souhaité que l'on puisse prolonger l'accord de 1991 de façon à compenser l'avance. Cela ne paraît pas aujourd'hui très réaliste. Je ne pense pas qu'on trouverait une majorité d'Etats européens pour le décider ni même qu'un tel accord serait conforme aux règles de l'OMC. L'accord de 1991 contenait un élément de contingentement dont je pense qu'il serait aujourd'hui interdit.

— Dans ce contexte, je pense qu'il faut un « monitoring », c'est-à-dire un système de suivi qui permette, dans un esprit de dialogue, de s'assurer que la liberté n'est pas une rue à sens unique. C'est un peu ce que les Américains font avec les japonais, mais avec une puissance de frappe autrement plus forte. En plus des systèmes de l'OMC, très juridiques, il faut un espace de dialogue pour traiter le non-juridique, extrêmement important dans le commerce international. La Commission européenne pourrait regarder avec Tokyo si effectivement le marché japonais est aussi ouvert qu'il le doit, si les pratiques concurrentielles des japonais sont normales en Europe et au Japon.

— Au Japon, les Américains commencent à peine à importer des voitures, les Allemands aussi. Au fond, personne n'a eu l'idée de construire une usine au Japon, alors qu'on sait que si l'on veut vendre quelque part en quantité, il faut construire une usine. Ces constats méritent réflexion.

— Quelle est la position de l'ACEA sur les relations commerciales entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest ?

— En Europe, quasiment toute l'industrie automobile a lieu dans des pays développés, c'est-à-dire à coûts salariaux relativement élevés. Si une partie importante des véhicules vendus en Europe de l'Ouest était produite en Europe de l'Est, cela modifierait assez sensiblement

la problématique salariale de l'industrie automobile. Que ce soit des Coréens, des Américains, des Allemands qui soient propriétaires des usines en Europe de l'Est. Sur l'impact de l'élargissement de l'Union Européenne sur la politique sociale européenne, l'ACEA n'a pas pris position.

— Les Coréens ont fait le choix de l'Europe de l'Est alors que les japonais s'en sont toujours méfiés. Les Coréens ont privilégié une stratégie de prix plutôt qu'une stratégie de qualité. Dans certains cas, les Coréens, dans les pays de l'Est, ont eu recours à des pratiques juridiquement contestables. Par exemple, démonter la voiture avant la frontière et la remonter de l'autre côté pour qu'elle acquière un certificat de nationalité de fabrication. Ces pratiques ont été contestées avec succès par la Commission. Aujourd'hui, elles n'ont, a priori, plus cours.

— Que pouvez-vous faire pour empêcher les Coréens de se déployer en Europe de l'Ouest à partir de l'Europe de l'Est ?

— Juridiquement, rien. En re-

vanche, nous pouvons essayer d'obtenir une plus grande ouverture du marché coréen, aujourd'hui complètement fermé aux voitures européennes. Les Coréens ne commettent pas d'infraction juridique aux règles du commerce international, mais ce sont leurs pratiques — comme les contrôles fiscaux pour les propriétaires de voitures étrangères ou le vandalisme contre les voitures européennes dans la rue — qui nous empêchent de vendre des voitures en Corée du Sud.

— Il y a un autre élément qui nous préoccupe : la structure des firmes coréennes fait que la transparence de leur politique des prix n'est pas assurée. Personne ne sait mesurer si les ventes se font dans les conditions de prix normales, c'est-à-dire en gagnant de l'argent sur les voitures qu'on fabrique. Le FMI demande aux Coréens plus de transparence. Nous nous en réjouissons.

Propos recueillis par Claire Blandin et Virginie Malingre

Deloitte Touche Tohmatsu s'allie en France au cabinet Calan Ramolino

Ces deux spécialistes de l'audit ne fusionnent pas

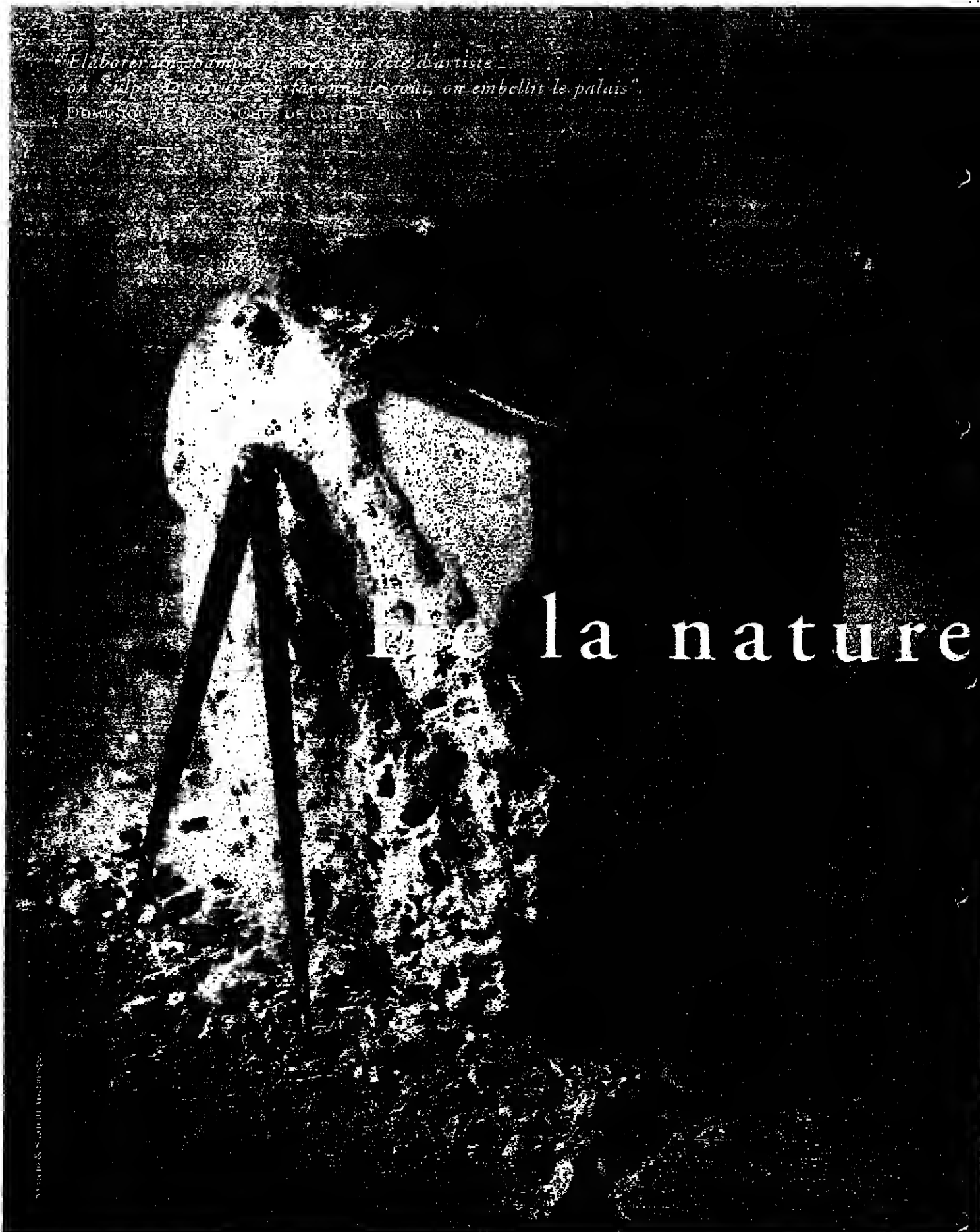
KPMG a épousé Ernst & Young ; Coopers and Lybrand a choisi Pricewaterhouse. Andersen et Deloitte Touche Tohmatsu, les deux derniers des « Big Six », les six géants mondiaux de l'audit et du conseil, ont clairement opté pour une autre stratégie que celle des mégafusions. Deloitte préfère se renforcer localement, dans les pays où il est présent, en passant des alliances nationales. Dimanche 21 décembre, le numéro quatre mondial (44 milliards de francs de chiffre d'affaires et 72 000 collaborateurs) a annoncé qu'il se rapprochait de l'un des derniers grands cabinets français indépendants, Calan Ramolino. Il a récemment signé un accord similaire avec un néerlandais.

Deloitte Touche Tohmatsu France et Calan Ramolino vont procéder à un échange de titres. Les deux structures resteront autonomes. Le nouvel ensemble réalisera un chiffre d'affaires d'environ 1,6 milliard de francs en France, se plaçant au quatrième rang dans l'hexagone, et emploiera 2 330 personnes. Ce rapproche-

ment démontre « qu'il existe une alternative aux fusions entre grands cabinets internationaux, privilégiant la maîtrise de l'indépendance, la proximité avec les clients », a déclaré dans un communiqué Jacques Manardo, président de Deloitte en France. Il va « accélérer la constitution d'une alternative française aux grands réseaux anglo-saxons fortement intégrés », estime Patrice de Maistre, président de Calan Ramolino.

PROCÉDURE D'ARBITRAGE
On peut imaginer que Deloitte va accélérer sa politique d'alliances locales dans les 129 pays où il est présent. Andersen pourrait également suivre cette voie. Mais la firme est aujourd'hui préoccupée par l'avenir de son activité conseil. Andersen Consulting, qui voudrait prendre son indépendance, une procédure d'arbitrage est en cours et pourrait ne pas aboutir avant un an. En France, les derniers cabinets restant indépendants sont Mazars & Guérard et Salustro.

V. Ma.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA

مذا من راحل

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 23 DÉCEMBRE 1997 / 11

Touche Tohmatsu
allie en France
Calan Ramolino

Pernod-Ricard veut vendre Orangina à Coca-Cola pour renforcer ses alcools

Le groupe français de pastis et de spiritueux, dont le titre était suspendu en Bourse lundi, retirerait 3,5 milliards de francs de cette cession

APRÈS CARAMBAR, cédé par Danone au groupe anglais Cadbury-Schweppes, Orangina va-t-il à son tour passer dans le giron d'un groupe étranger ? Le groupe Pernod Ricard, actuel propriétaire d'Orangina, est en négociation avec Coca-Cola, pour lui céder la célèbre marque de boisson gazeuse à l'orange. Ces discussions, révélées par le quotidien économique américain *Wall Street Journal*, lundi 22 décembre, ont été confirmées officiellement au *Monde* par Orangina. Pernod Ricard a demandé la suspension de son titre à la Bourse de Paris lundi matin. Selon le *Wall Street Journal*, le montant de la transaction pourrait atteindre 3,5 milliards de francs.

Orangina détient 8,5 % du marché français des *soft drinks*, une part stable depuis des années, qui la place en numéro deux, loin derrière... Coca-Cola. C'est précisément parce qu'elle n'a pas réussi à réduire ce concurrent typiquement franco-français que la firme américaine chercherait aujourd'hui à la racheter. Sous l'im-

pulsion de Jacques Pfister, son PDG depuis 1992, Orangina se défend pour rester « dans le coup » auprès des jeunes, gros consommateurs de colas. Orangina a ainsi lancé avec succès en avril 1996 une version « rouge » de sa célèbre petite bouteille ronde, contenant une boisson à base d'oranges sanguines. « Aujourd'hui, un consommateur de Rouge sur deux est un nouveau venu à la marque Orangina », affirme une porte-parole. Orangina a aussi conclu, en mai 1997, un accord pour être vendu dans les restaurants McDonald's, fier de Coca-Cola. En revanche, le développement international de la marque ne va pas. Orangina réalise encore 70 % de son chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs dans l'Hexagone.

Pour Pernod-Ricard, un tel désengagement signifierait un recentrage sur son premier métier : les alcools. Le numéro un mondial du pastis souhaite élargir sa palette de spiritueux, qui comprend déjà le whiskey Jameson et le rhum Habana club. La cession d'Orangina lui permettrait de fi-

nancer des acquisitions. Après le rachat du gin espagnol Larios, le groupe a manifesté son intérêt pour le gin Bombay, mis en vente par le nouveau groupe Diageo issu de la fusion entre Guinness et GrandMet.

L'annonce de ces discussions a créé la surprise dans le monde des « *soft drinks* ». Les relations entre Pernod Ricard et Coca-Cola n'étaient pas au beau fixe depuis la rupture par le groupe d'Atlanta, en 1988, des accords qui faisaient de Pernod-Ricard l'embouteilleur-distributeur de Coca-Cola en France, et le procès qui en avait résulté. En janvier 1997, la filiale française de Coca-Cola avait été condamnée pour abus de position dominante par les autorités de la concurrence, à la requête... d'Orangina. Coca-Cola, avec ses marques « *Fanta* » et « *Sprite* », détient 46 % du marché français des boissons sans alcool. L'acquisition d'Orangina pourrait amener Pepsi-Cola à attaquer à son tour son grand rival.

P. G.

La création de surfaces commerciales est au plus bas depuis dix ans

Seulement sept hypermarchés ont ouvert leurs portes en 1997

Les lois sur l'urbanisme commercial et la vente à perte ont été d'une grande efficacité. Le nombre total des nouvelles surfaces ouvertes est tombé à son point le

plus bas depuis dix ans. Mais la plupart des groupes français ont développé des stratégies alternatives afin de préserver leur rentabilité.

La loi Galland, si elle s'est révélée moins inflationniste que prévu en début d'année (+1,66 % sur les prix de novembre 1996 à novembre 1997) a, en revanche, particulièrement bien atteint ses cibles désignées : Leclerc et Intermarché, les leaders du commerce alimentaire, soupçonnés d'être les principaux « étau » de la PME. Au premier semestre, selon le panel « *Références* » de Sécodip (8 000 familles), les parts de marché (en chiffre d'affaires) des deux groupes d'indépendants avaient baissé de 18 % à 17,2 % pour Leclerc, de 15 % à 14,7 % pour Intermarché. Leclerc a même reculé fortement dans son berceau de l'ouest de la France, où il est passé de 26,2 % à 24,5 % entre juin 96 et juin 97. Depuis, le numéro un français affirme qu'il a commencé à redresser la barre. Au prix de quelques astuces publicitaires dont il a le secret, mais aussi d'une révision de sa ligne stratégique. Leclerc, même s'il s'en défend, se détourne progressivement de son positionnement de « casseur de prix » des grandes marques pour développer à son tour ses propres marques, unifiées sous le label « Repère ». Celles-ci représentaient jusqu'ici moins de 15 % des ventes de Leclerc, contre 20 % chez Géant Casino ou 19 % chez Carrefour.

Le groupement a opéré également un subtil virage vers les « univers » de consommation du type « Manège à bijoux », rayons « Culturelissimo », qui regroupent livres, disques, vidéo, multimédia, ou encore espace santé-beauté. Des boutiques de parfumerie sont à l'étude, destinées à capter les grandes marques de parapharmacie et de cosmétiques qui exigent une distribution sélective. Enfin, tandis qu'Intermarché s'est lancé dans la croissance externe en rachetant l'allemand Spar, Michel-Edouard Leclerc cherche à prendre sous son aile Système U, le troisième réseau d'indépendants en France, tout en se défendant de toute « *dérive capitaliste* ».

La grande distribution serait-elle en train de se normaliser, selon le modèle que MM. Raffarin et Galland citaient volontiers en exemple : celui de Carrefour ? L'inventeur et leader français de l'hypermarché même actuellement une mutation en profondeur de ses magasins pour se tourner vers des produits et des services à plus forte valeur ajoutée. Il n'est pas sûr que le pouvoir d'achat des consommateurs y gagne. Il est certain, en revanche, que les résultats financiers des grands distributeurs continueront à croître.

Pascal Galtier

Crise au sommet de la banque italienne Mediobanca

LA BATAILLE de Generali sur les AGF a une conséquence inattendue chez Mediobanca, qui détient près de 9 % de l'assureur italien : le numéro deux, Gerardo Braggiotti, vient d'être brutalement remercié. Le compromis signé entre Generali et l'allemand Allianz (*Le Monde* du 20-21 décembre) a eu raison de M. Braggiotti, qui défendait un durcissement de la position de Generali.

Représentant la jeune garde, M. Braggiotti était en lutte ouverte avec le délégué général de la banque, Vincenzo Maranghi, et avait de nombreuses fois menacé de démissionner. Ses pouvoirs avaient finalement été renforcés en septembre, sur l'intervention de certains administrateurs, dont Antoine Bernheim, le patron de Generali. Ce départ, quelques mois après celui d'un autre « quadra », Maurizio Romiti, ravive le problème de la succession du fondateur de la banque, Enrico Cuccia, quatre-vingt-dix ans.

DÉPÊCHES

■ CCF : la banque va porter à 100 % sa participation dans Charterhouse, en rachetant 50 % auprès de son partenaire allemand BHF-Bank. La banque d'affaires britannique, qui emploie 400 personnes, a dégagé un résultat net de 27 millions de livres (270 millions de francs) en 1996.

■ ÉLECTRONIQUE : Andrew Grove, PDG d'Intel, a été élu « homme de l'année » par le magazine américain *Time* paru le 22 décembre. La firme californienne produit 90 % des microprocesseurs vendus dans le monde.

■ TOTAL : le pétrolier français a porté à 15 % sa participation dans la Cogema en acquérant 4,5 % auprès de CEA-Industries, qui reste actionnaire principal avec 81,5 % des parts. Total aura deux administrateurs.

■ EDF-GDF : SUD a recueilli 10,51 % des suffrages lors de l'élection des délégués du personnel à Montpellier, jeudi 18 décembre. Présent pour la première fois chez EDF-GDF, ce syndicat a pris des voix à la CGT, qui passe de 57,3 % à 50 %, et aussi à FO et à la CFDT, qui reviennent respectivement de 23,3 % à 21,19 % et de 13,2 % à 11,21 %.



a nat à l'oeuvre.

ANTÉ, A CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

DANGER

+0,37%
CAC 40
7823,4

+0,37%
CAC 40
7823,4

94,30	92,30	+21	+44,21
295	285,38	+2,27	+24,26
61,80	59,30	+0,61	+2,26
62,65	61,05	+1,69	+2,26
262,70	275	+6,68	+19,06
907	911	+0,65	+4,78
45,25	44,65	+2,46	+16,87
415	405	+2,40	+39,70
691	805	+0,57	+3,82
8730	8830	+1,26	+58,55
75,10	69,70	+1,19	+7,28
275	277	+0,62	+3,32
275	277,08	+0,37	+0,23
2005	2016	+3,21	+38,35
263,50	264	+0,18	+0,10
390	396,50	+1	+51,67
68,10	71,05	+4,32	+40,34
469,50	479	+0,74	+6,49
301	303	+2,63	+6,83
68,10	69,80	+1,90	+14,53
215,40	219,18	+0,72	+39,59
112,50	109	+3,11	+42,51
441	463,30	+0,65	+6,96
316,50	309	+7,10	+72,96
47,60	41,25	+0,77	+49,45
560	561	+1,57	+25,25
67,70	68,03	+3,34	+14,47
50,90	49,18	+2,20	+49,45
112,50	114,09	+0,31	+62,61
23,60	23	+2,54	+28,61
358	354,20	+1,06	+55,57
415	414	+0,24	+16,64
217,60	225	+0,52	+53,15
217,60	219	+0,15	+46,64
160	158	+1,68	+35,32
101	105,40	+4,35	+59,20
112,50	112	+0,31	+62,61
11,95	12,35	+3,34	+100,45

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nantes.

de cotation - sans indication catégorie 3;
 * drak, drécha.

ANNÉE (1)
 1) : montage du coupon
 2) : paiement dernier coupon
 3) : nominal

QAT 10%
QAT 8.5%
QAT 10%
QAT 7.5%
QAT 8.5%

QAT 10%
QAT 8.5%
QAT 10%
QAT 7.5%
QAT 8.5%

Age	134	135
Male	4,55	4,50
Female	330	135
mean	530	530
SD	6,5	6,5
min	200	240
max	255	255
(C)	1005	1000
series Ly	314	300
	160	160
	520	520
	4533	4533
	3500	3500
	265	265
	500	500
comfort	1600	1600
	305	305
	367,50	367,50
arivoto	1551	1551
yon Ly	1290	1290
yon Ly	159	159
soning	1767	1767
	387,50	387,50
ariv	570	570
yon Ly	485	485
	304	304

CA. Hbe M
CA. Paris
CA. Me &
CA. Leim

CA. Hbe M
CA. Paris
CA. Me &
CA. Leim

RS	Cours précéd.	Derniers cours
Belgique C...	840	840
Ind. -	10	10
Occidentale	160,20	160,20
du Monde.	151	151
(Banque)	25,30	25,30

GROUPS

— Livret Bou
Nord Sud
Nord Sud

GROUPS

— Livret Bou
Nord Sud
Nord Sud

Barre C	♦	1084,23	1063,97
Barre D	♦	1049,87	1039,86
Barre E	♦	150,26	150,01
Barre F	♦	136,91	136,91
Barre G	♦	696,39	696,89
Barre H	♦	208,58	208,68
Barre I	♦	1508,17	1508,17
Barre J	♦	136,91	136,91
Barre K	♦	2355,52	2355,52

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Barre A	♦	38461,74	38461,74
Barre B	♦	2067,54	2067,54
Barre C	♦	1066,59	1066,59
Barre D	♦	1057,67	1057,67
Barre E	♦	1046,66	1046,66
Barre F	♦	415,62	415,72
Barre G	♦	375,81	375,81
Barre H	♦	9467,18	9467,18
Barre I	♦	7651,82	7651,82
Barre J	♦	740,17	740,17
Barre K	♦	2107,67	2107,67
Barre L	♦	2012,68	1979,58
Barre M	♦	1990,58	1981,58
Barre N	♦	1819,69	1792,69
Barre O	♦	300,77	297,77
Barre P	♦	2342,96	2327,96

STRUCTURES DE PLACEMENTS			
Barre A	♦	1762,16	1439,16
Barre B	♦	1492,16	1716,16
Barre C	♦	242,97	255,97

LES
Jours ; cours précédent.

VALE
Eridania-
Cristal Co.

VALE
Eridania-
Cristal Co.

RS-COTE

Section. Cours relevés à 12h30

12^o DÉCEMBRE

Cours	Cours précéd.	Derniers cours
Béghin CI	840	840
Ind. ind.	10	10
Occidentale	140,30	140,30
Cours du Monde	191	191
(Banquet)	25,30	25,30

VIATIONS

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nantes.

COULES

Les catégories de cotation - sans indication de 3^o ou cours précédent; le coupon de droit détaché; o = offert; d = demandé; i offre réduite; d demande; c contrat d'animation.

56
58
59
74
79

56
58
59
74
79

...tre C...	1064,23	1162,97
...tre C...	1049,87	1072,66
...tre C...	150,26	150,26
...tre C...	136,91	136,91
...tre C...	634,39	634,39
D.F.P.A.	208,56	208,56
...tre C...	1506,17	1506,17
...tre C...	50,71	50,71
...tre C...	2355,52	2355,52

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
ASSET MANAGEMENT		
...tre C...	38641,24	38641,24
...tre C...	30471,34	30471,34
...tre C...	1068,59	1068,59
...tre C...	1037,47	1047,10
...tre C...	1046,46	1046,46
...tre C...	415,63	415,72
...tre C...	375,81	374,64
...tre C...	9447,18	9393,46
...tre C...	7851,82	7576,66
...tre C...	7441,17	7776,16
...tre C...	2107,67	2055,52
...tre C...	2012,08	1975,58
...tre C...	1990,36	1951,59
...tre C...	1819,69	1760,33
...tre C...	300,77	297,75
...tre C...	2342,96	2347,06

contraintes de placement		
...tre C...	1662,13	1459,86
...tre C...	1730,06	1710,82
...tre C...	243,97	259,23

DOULES

DOULES : cours précédents.

مركزا من رصاص

CONJONCTURE

La demande intérieure
peut sauver la croissance
en Europe
Page 22

ENJEUX

La vraie-fausse
concurrence
du téléphone
Page 23

Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

LE MONDE / MARDI 23 DÉCEMBRE 1997 / 19

MARDI 23 DÉCEMBRE 1997

Classes moyennes classes anxieuses

DOSSIER

Ni pauvres, ni riches. Ni bourgeois, ni prolétaires. Tantôt de droite, tantôt de gauche. Les classes moyennes se débattent à l'examen. Elles représentent pourtant un enjeu électoral majeur. Par la simple force de leur nombre : on estime qu'elles représentent les deux tiers de la population. Ce sont elles qui ont conduit, à deux reprises, Bill Clinton à la présidence des États-Unis, ou plus récemment Tony Blair au 10, Downing Street. On les dit anxieuses de basculer dans la précarité, inquiètes pour l'avenir de leurs enfants. Mais elles restent désireuses de promotion sociale, attachées à des modes de vie décontractés et conviviaux.

Aujourd'hui, la droite mise sur leur défense pour reconquérir un électorat qui lui a manqué aux dernières législatives. Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy, à la tête du RPR, qui se posent volontiers en chefs de file de l'opposition, dénoncent le mariage fiscal dont elles seraient victimes. Claude Camus, secrétaire général de la CFE-CGC, leur envoie le pas et crée un comité de défense des catégories moyennes, les tirant, pour l'occasion, vers leur composante la plus aisée, les classes moyennes supérieures. Conscient de l'enjeu, le premier ministre, Lionel Jospin, a récemment contre-attaqué en rappelant que le revenu moyen est d'environ 13 700 francs pour une famille française et 11 000 francs pour un salarié.

Politiquement, les classes moyennes françaises ont fait l'objet, durant ce siècle, d'une exploitation politique par la droite davantage que la gauche. L'analyse marxiste leur déniait toute autonomie et spécificité. Elles n'avaient pas leur place

▼ Attachées à la promotion sociale, ces catégories ont des perspectives de vie plus sombres. Un malaise dont s'emparent les hommes politiques

dans une logique d'affrontement entre deux classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat. Tout juste s'agissait-il d'un phénomène transitoire, promis à une disparition prochaine au profit d'un des deux blocs. « Le mythe des classes moyennes permet de créer une solidarité entre les petits et moyens capitalistes d'une part, et les autres salariés d'autre part », écrivait, en 1955, Maurice Duverger. (Partis politiques et classes sociales en France). Il constitue un procédé remarquable pour lier les classes moyennes salariées aux classes moyennes capitalistes et faire adopter par l'ensemble la défense des intérêts des seconds.

Le tabou levé et le mythe devenu réalité, les études historiques et socio-politiques se sont multipliées sur cette nébuleuse complexe. D'abord comment les définir ? Par les fameuses catégories socio-professionnelles de l'Insee ? Par les revenus ? En y mettant ceux qui s'en réclament ? Serge Bernstein, historien et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, ébauche une définition dans la revue *Vingtième siècle* (janvier-mars 1995). Par rapport au

prolétariat, les classes moyennes se distinguent par la possession d'un patrimoine (boutique, entreprise mais davantage aujourd'hui diplôme ou compétence). Elles ont « une conscience de classe moyenne » entre les strates supérieures et inférieures de la société. Elles aspirent à la promotion sociale ; avec son corollaire « qui est la vive conscience de la fragilité du statut ainsi établi ». Un retournement de la conjoncture, une politique économique qui ne tiendrait pas compte de leurs intérêts et ses positions sociales sont menacées.

Existe-t-il un « moyen dur » des classes moyennes ? Elles ont, à travers le siècle, changé de configuration. A l'origine, elles se composaient majoritairement de professions indépendantes, libérales et intellectuelles (ingénieurs, médecins, commerçants...). Mais l'explosion de la population salariée après-guerre a inversé cette tendance. Le Cevipof (Centre d'études de la vie politique française) a interrogé, à la suite du premier tour des législatives de 1997, les Français à la fois sur leur vote, leur catégorie socio-professionnelle et leur sentiment d'appartenance à une classe, en offrant comme choix : privilégiés ; gens aisés ; classe moyenne supérieure ; classe moyenne inférieure ; classe populaire ; défavorisés. Selon ce sondage, le sentiment d'appartenance aux classes moyennes est majoritaire quelle que soit la catégorie. Il est même écrasant chez les enseignants (80 %), les professions intermédiaires (78,5 %), les cadres supérieurs (75 %), les employés (71 %), les indépendants (69 %). Plus surprenant, il reste fort chez les ouvriers (57,3 %) et les agriculteurs (58 %).

Martine Laronche

Lire suite page 11

Le prochain numéro du « Monde Economie » paraîtra le lundi 5 janvier (daté du mardi 6 janvier 1998).

- Les premières victimes de « la panne de l'ascenseur social » p. 20
- Entretien avec Arnaldo Bagnasco (université de Turin) p. 21
- Le mythe d'une société sans classes p. 21
- Questions-réponses p. 21

CHRONIQUE

par Sophie Gherardi

Bonne année vous-mêmes !

Souhaiter la bonne année, dans le monde comme il va, mais c'est tout simplement de l'insouciance, de l'oubli, de la provocation ! Le dernier mot sur cette stupide habitude a été dit par l'un de nos plus fameux hommes de lettres et de pinceaux. C'était il y a vingt ans, ça n'a pas pris une ride. Écoutons plutôt notre penseur.

« Comment voulez-vous que cette année soit bonne ? Le marionnettiste n'a jamais été aussi épais ! Nous naviguons sur un abîme prêt à verser dans le précipice. L'humanité frigidante, n'étant plus convertie que d'impit, gèlera devant des repas froids où la nouille de récapitulation, triste et lamentable, se fera d'épouvante devant son propre prix ! Les chômeurs exaspérés se croiseront les bras. On verra les automobilistes dans la rue. Le pain se-

voisin Hilarion Lefumeste qui lui souhaite naïvement la bonne année. Passons sur l'excès du propos, et sur l'inspiration manifestement droitiste dudit Achille. La vérité, avouons-le, est qu'il ne peut en aucun cas y avoir de bonne année. Prenez par exemple 1997, celle que nous quittons. Par l'effet retard des statistiques, on découvre tout à la fin qu'elle aura été l'une des plus prospères depuis au moins vingt ans. Pas seulement pour les États-Unis, dont on connaît l'insolente santé (chômage, pauvreté, violence ; en baisse ; emploi, moral, revenus ; en hausse). Mais aussi pour l'Amérique latine, l'Afrique noire, le Proche-Orient, le sous-continent indien, le monde chinois, l'Europe de l'Est. Et bien sûr, pour nous, l'Europe occidentale. La Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède, l'Espagne,



ra réduits en miettes et la pénurie de papier rongera jusqu'au format des billets de banque. Tout contribuable n'atteignant pas un minimum d'impôts sera lourdement pénalisé. Les quotidiens paraîtront tous les deux jours. Il faudra des tickets pour être autorisé à se ronger les ongles. Les effusions chaleureuses seront frappées d'une taxe de prodigalité !

Plus actuel encore, prophétisant notre fin de siècle, il poursuit : « Le Père Noël désemparé sanglotera devant les chemins inutilisés sous lesquels des partouffes vides diront tout le drame de la dénatalité (...). Dans les forêts rasées, transformées en feuilles d'impôts et en timbres-poste à tarif exorbitant, les animaux décimés par la pollution feront pipi sur les chantiers des autoroutes abandonnées faute de crédits et rigoleront du permis de chasse désormais inabordable ! L'anarchie prendra le pouvoir et les riches, dépouillés de tout, feront la révolution ! Et si vous vous suicidez, vous serez bien avancé, parce que les syndicats de fossyeurs, n'entrant plus que leurs querelles, feront la grève mondiale ! »

Les amateurs de bande dessinée auront reconnu la prose infatigable d'Achille Talon, cerveau-choc (la créature de Greg a dépassé en célébrité son auteur, méseventure qui trappa jadis Sir Arthur Conan Doyle). Le bouillant Achille, donc, répond par cette diatribe à son

l'irlande ont eu une année champagne. La France, l'Italie et l'Allemagne ont commencé à goûter l'ivresse de la croissance retrouvée un peu plus tard que les autres, mais enfin ça vient. Que l'économie marche bien sur tous les continents en même temps, avec une amélioration des perspectives même pour les plus pauvres, on n'avait rien vu de pareil depuis le début des années 70.

Et patatras. Un battement d'aile de papillon, quel que part en Thaïlande, a déstabilisé l'Asie orientale, un édifice tout en dynamisme qu'on a vu s'affaisser comme dans un ralenti de cinéma, pan par pan, jusqu'à la Corée du Sud. Que verra-t-on quand le nuage de poussière de ce grand effondrement asiatique sera retombé ? Pas forcément un désastre, encore que...

Mais une chose est sûre : 1997, l'année des espoirs ramifiés, s'achève dans l'incertitude. En se prédisant bonne année l'an dernier, on n'avait qu'à moitié raison. Le monde a « fait » du 4,2 % de moyenne aux trois premiers trimestres, et maintenant personne ne sait plus. Pour plus de sûreté, faisons comme Achille Talon : attendons, annonçons, affirmons la catastrophe. Il ne manque pas de malheurs ici-bas pour étayer cette thèse. Et comme ça, au moins, on ne risquera pas d'être déçu !

3 6 1 5 M I N I T E L N E T

Communiquez
sur Internet avec
votre Minitel.

HAUTES ETUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT EN 4 ANS

CONCOURS NATIONAL SUP RÉSEAU *

ADMISSION BAC S. ES. L

UN SEUL CONCOURS POUR 7 ECOLES EN FRANCE

pour intégrer

LISEG SUP

DIPLOME HOMOLOGUE PAR L'ETAT A NIVEAU MAÎTRISE

Sessions de printemps : 18 Mars 1998 - 29 Avril 1998 - 14 Mai 1998

ISEG PARIS : 28, rue de Valenciennes - 75011
Tél. 01 47 78 88 88

ISEG LILLE : 68, rue de Valenciennes - 59000
Tél. 03 20 81 00 00

ISEG NANTES : 18, rue de Valenciennes - 44000
Tél. 02 40 80 07 72

ISEG POitiers : 19, rue de Valenciennes - 86000
Tél. 05 41 02 15 57

ISEG BORDEAUX : 21, rue de Valenciennes - 33000
Tél. 05 56 41 33 02

ISEG LYON : 50, rue de Valenciennes - 69003
Tél. 04 78 02 37 37

ISEG STRASBOURG : 10, rue de Valenciennes - 67000
Tél. 03 88 36 02 89

ISEG
CONCOURS

* Pour obtenir la brochure du concours LISEG SUP
à contacter et les adresses des concours LISEG SUP, adressez-vous à LISEG de votre région

INSTITUT SUPERIEUR EUROPEEN DE GESTION

Les études ne garantissent plus l'ascension sociale

La croissance démographique n'explique pas tout. De 500 000 en 1968, le nombre d'étudiants a dépassé le chiffre des deux millions au début des années 90. Cette ouverture de l'université « d'élite » à un enseignement supérieur « de masse » a profondément bouleversé le paysage éducatif. Elle risque aussi de transformer considérablement la structure sociale d'un pays où un jeune sur deux, entre dix-huit et vingt-cinq ans, est encore scolarisé.

Conséquence directe de l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac, la démocratisation des études supérieures a profité à l'ensemble des classes sociales. Sans doute les enfants de cadres supérieurs et de professions libérales, qui représentent 35 % des effectifs, maintiennent-ils leur avantage dans l'accès aux filières d'élite et aux études les plus longues. Selon la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale, ce bénéfice « social et culturel » a même été accentué. Dans les années 50, Polytechnique et l'ENA, emblèmes de la réussite, comptaient 29 % d'enfants d'ouvriers. Ils ne sont plus aujourd'hui que 9 %. En troisième cycle, soit à bac + 5, la discrimination reste patente : les « héritiers », au sens donné par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron en 1966, totalisent 45 % des inscrits, alors que la proportion d'étudiants, d'origine populaire ne dépasse pas 7 %.

La multiplication des formations, notamment professionnalisées, l'ouverture d'antennes décentralisées ont pourtant permis à de nouvelles générations de bacheliers d'accéder à un univers totalement inconnu de leur famille. Le sociologue François Dubet remarquait ainsi dans *L'Université et la ville* (L'Harmattan, 1994) que « la majorité des étudiants sont des nouveaux étudiants car bien qu'ils soient majoritairement des classes moyennes, 58 % des pères et 69 % des mères de cette population n'ont jamais fait d'études supérieures ».

Définissant l'attente de cette nouvelle génération, Olivier Galand (*Le Monde des étudiants*, PUF, 1995) note que « l'allongement du temps de formation, un temps si caractéristique des classes moyennes, ne peut manquer d'avoir des effets sur la reproduction sociale et sur le choix des modes de vie ».

Cette remarque vaut essentiellement pour les enfants d'employés

▼ Si les catégories supérieures semblent maintenir leurs privilèges, pour les autres, le diplôme universitaire ne donne plus automatiquement droit à un emploi

(12,6 % des effectifs), d'artisans, de commerçants, de chefs d'entreprise (9,1 %) de professions intermédiaires et d'instituteurs (19 %), mais aussi d'ouvriers (13 %) qui composent les gros bataillons des amphes de premier cycle des formations générales, mais aussi des filières technologiques courtes. Ces familles-là continuent de miser dans « l'investissement éducatif » et sont prêtes à consentir d'importants sacrifices.

Le risque de déconvenue reste réel. Commentant les effets de la progression de la démographie étudiante dans *Questions de France*, un livre d'entretiens avec le journaliste Denis Jeannet (Payot, 1996), Claude Allègre, avant qu'il soit ministre de l'éducation nationale, prévoyait déjà : « Il faut en accepter la conséquence : le diplôme universitaire ne donne plus automatiquement droit à un emploi de niveau élevé. C'est une formation supérieure sans garantie de niveau d'emploi. Pour les classes moyennes qui sont les vraies bénéficiaires de l'ouverture démographique, l'école ne garantit pas l'ascension sociale. » D'une certaine façon, les emplois-jeunes, réservés à des titulaires du baccalauréat ou de bac + 2 en échec, en sont déjà la traduction. Alors que les catégories supérieures semblent maintenir leurs « privilèges », les classes moyennes se retrouvent en réalité les premières victimes de la « panne de l'ascenseur social ».

Cette « tromperie sur l'espérance », selon une autre formule de Claude Allègre, risque d'être d'autant plus mal ressentie que cette catégorie de population ponctionne le plus ses revenus pour financer les études. Une enquête récente de l'Observatoire de la vie de l'étudiant

(Le Monde des 7 et 8 décembre 1997) révèle ainsi que les parents des classes moyennes « inférieures » sont contraints de compenser l'absence d'aides publiques, et notamment des bourses attribuées aux critères sociaux.

Actuellement, 17 % des étudiants, dont les revenus des familles ne dépassent pas 100 000 francs, peuvent

percevoir un montant d'allocations cumulées d'environ 30 000 francs par an. A l'autre bout de l'échelle sociale, c'est une somme identique dont bénéficient les familles les plus aisées, à partir de 400 000 francs de ressources, par le jeu des déductions fiscales. Entre les deux, soit la plus grande masse des étudiants, le fossé est considérable. Passé l'effet de

seuil de 100 000 francs, l'aide publique tombe à 12 000 francs. Et encore, elle ne couvre que l'allocation de logement social pour les étudiants qui ont quitté le domicile familial.

Le rééquilibrage de ce système est au centre du projet de statut social de l'étudiant que le gouvernement devrait prochainement présenter au

Parlement. A bien des égards, cette discussion porte en germe les mêmes éléments polémiques que le débat sur la politique familiale. Il s'agit, en effet, de rogner les avantages fiscaux des couches moyennes supérieures pour les redistribuer au profit des classes inférieures.

Michel Delberghe

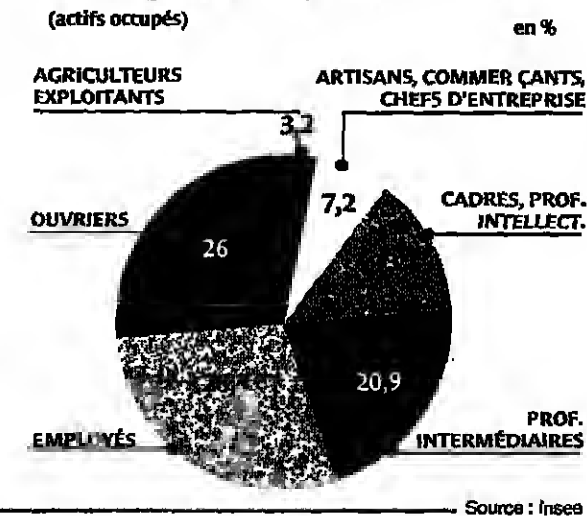
La structure sociale en France

▼ Sentiment d'appartenance à une classe

CLASSES >	PRIVILÉGIÉS	GENS AISÉS	CLASSE MOYENNE SUPÉRIEURE	CLASSE MOYENNE INFÉRIEURE	CLASSE POPULAIRE DÉFAVORISÉS
AGRICULTEUR	4,7	3,7	3,5	19,6	11,2
INDÉPENDANT	8,3	6,1	35,7	38,4	12,2
CADRES SUP.	5,8	14,8	58,3	14,8	2,9
ENSEIGNANT	8,7	7,9	54,8	28,2	1,8
PROF. INTELLECT.	5,3	4,7	40,8	39,7	8,9
CONTRE. TECH.	8,9	3,5	34,2	48,1	9,9
EMPLOYÉ	4,3	3,3	24,1	46,8	14,9
SERVICE	3,9	1,3	14,9	42,1	25
OUVRIER	2,5	2,5	16,8	40,7	24,8
ÉTUDIANT	5	9,5	40,4	35,4	8,8
FEMME AU FOYER	10,1	5,1	19,7	38,5	18,5

Enquête du CEVIPOF mai 1997.

▼ Les catégories socio-professionnelles



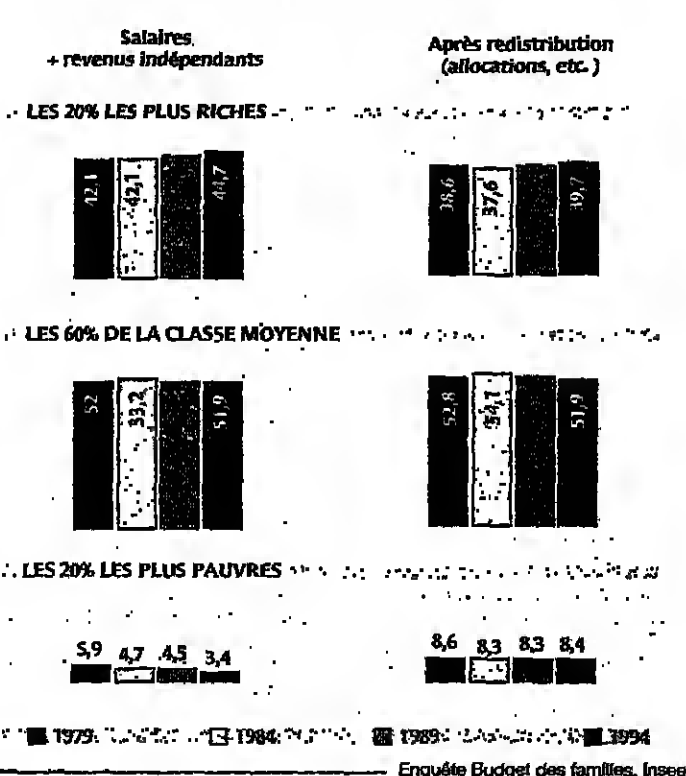
Source : Insee

▼ Le vote par classe au premier tour des législatives 97

	Gauche écolo	Droite modérée	Front national
PRIVILÉGIÉS	47,8	41,7	10,4
GENS AISÉS	26,9	51,3	21,8
CLASSE MOYENNE SUPÉRIEURE	43,8	42,5	13,8
CLASSE MOYENNE INFÉRIEURE	48,4	36,8	13,8
CLASSE POPULAIRE	60,9	19,9	19,2
DÉFAVORISÉS	57	17	26

Enquête du CEVIPOF mai 1997.

▼ La répartition du revenu national



Enquête Budget des familles, Insee

Classes moyennes classes anxieuses

Suite de la page 1

Si tous s'en réclament, l'étude met toutefois en lumière des différences fortes au sein même des catégories professionnelles et de la classe moyenne. Ainsi, les cadres supérieurs et les enseignants se perçoivent-ils majoritairement dans la classe moyenne supérieure ; les contremaîtres et employés dans la classe moyenne inférieure avec, entre les deux, les professions intermédiaires. Mais l'approche par la catégorie socioprofessionnelle ne dit pas tout. Comment expliquer en effet que 16,6 % des ouvriers se projettent dans la classe moyenne supérieure alors que 18,5 % des cadres supérieurs ont le sentiment d'appartenir à la classe moyenne inférieure ?

La solidité de l'entreprise où l'on travaille, son âge – un cadre sup' qui a dépassé la cinquantaine est plus vulnérable –, le secteur d'activité – l'informatique est plus porteur que

le textile –, la menace du chômage sont autant de paramètres qui modifient la vision de sa situation. Se sentir membre de la classe moyenne, c'est se percevoir dans un « continuum qui fait que, quel que soit le niveau où on se place, on peut progresser mais aussi reculer », explique Nicolas Herpin, directeur de recherche au CNRS. Ainsi l'appartenance à la fonction publique assure-t-elle un sentiment de sécurité de l'emploi et renforce-t-elle les perspectives de vie. « C'est dans l'entre-deux guerres qu'on a renoncé au (seul) critère d'indépendance vis-à-vis de l'Etat pour définir les classes moyennes et que les fonctionnaires ont été admis dans cette catégorie », considère Pierre Guillaume, professeur d'histoire à l'université Bordeaux-III. Aujourd'hui, on peut considérer qu'avec 5 millions de salariés de l'Etat et des collectivités locales les fonctionnaires constituent un socle de la classe moyenne. A ce s'ajoutent d'autres critères. On a évoqué la possession d'un patrimoine ou d'un diplôme. Mais la profession ou le conjoint, les perspectives d'avenir des enfants entrent également en ligne de compte.

Les inégalités de plus en plus fortes au sein d'une même profession, mais aussi entre générations, et les perspectives économiques modifient les contours de la classe moyenne. « Le contremaître qui travaille dans l'armement chez GIAT Industrie dans les années 1980 se sent sûr de son emploi. Dix ans plus tard, son entreprise étant au bord du dépôt de bilan, il peut se percevoir dans la catégorie des faibles-pour-compte », analyse Louis Chauvel, sociologue à l'IDFCE. Ce qui compte, ce sont les perspectives de vie. Or, depuis les années 70, elles se sont quasiment inversées, entraînant un malaise grandissant au sein des classes moyennes. La promotion sociale, valeur phare des années 70, stagne aujourd'hui alors que la régression dans l'échelle sociale progresse.

MOBILITÉ SOCIALE MAL EN POINT

Selon les travaux du sociologue, les enfants nés dans les années 70 ont des perspectives de carrière très éloignées de celles de leurs parents. A quarante ans, 18 % de la génération née dans les années 20-30 s'était élevée dans la hiérarchie. Cette proportion grimpeait à 28 % pour la génération née entre 1945 et 1950. Depuis, elle stagne. En revanche, les perspectives de déclassement social – c'est-à-dire de se trouver à terme dans une catégorie sociale inférieure à celle du père – sont deux fois plus fortes pour la génération née en 1975 que pour ses parents. Parmi les Français nés en 1975, 16 % connaissent une mobilité descendante, avec des fils de cadres se retrouvant dans les professions intermédiaires, des fils de professions intermédiaires devenant employés ou ouvriers, les employés figurant dans la catégorie socioprofessionnelle la moins bien payée, avec un salaire mensuel de 7 840 francs (contre 7 940 francs pour les ouvriers). De fait, la mobilité sociale, baromètre des classes moyennes, est mal en point. « On a confondu l'histoire d'une génération avec celle de toute la société, ce qui engendre une sorte d'angoisse rémanente », poursuit Louis Chauvel. Il est

nécessaire de retrouver de nouvelles normes sociales pour accompagner ces mutations.

Val-on vers une société à l'américaine avec des inégalités croissantes entre les riches, et les pauvres et au milieu une classe moyenne qui se rétrécit ? « La part relative du gâteau octroyée à la classe moyenne s'est érodée depuis 1984 », remarque Alain Tranmoy, professeur d'économie à l'université de Cergy-Pontoise, à partir d'un examen des enquêtes « Budget des familles » de l'Insee. Si l'on répartit l'ensemble des familles françaises en trois strates – les 20 % les plus pauvres, les 20 % les plus riches avec au milieu les classes moyennes (60 % de la population) – on observe une érosion de leur part des revenus d'activité (salaires et revenus indépendants) passée de 53,2 % en 1984 à 51,9 % en 1994. Dans le même temps, les plus pauvres s'appauvrissent avec 4,7 % du revenu disponible en 1984 et 3,4 % en 1994 et les plus riches s'enrichissent avec 42,1 % en 1984 et 44,7 % dix ans plus tard.

La redistribution va corriger en partie ces inégalités. Ainsi, si l'on considère la part des revenus disponibles (avec les prestations sociales), les plus pauvres n'ont pu maintenir leur maigre part de gâteau (8,4 % en 1994), les plus riches ont continué de s'enrichir (39,7 % en 1994) tandis que les classes moyennes perdaient deux points (à 51,9 %). En 1994, le revenu disponible annuel de cette tranche intermédiaire était compris entre 76 291 francs et 203 162 francs. « Cette érosion de la part relative des classes moyennes s'explique par un tassement des salaires vis-à-vis des plus riches – les mieux qualifiés sont les mieux payés –, par une moindre accumulation des revenus du patrimoine, la encore au profit des plus riches et par une diminution des prestations sociales au profit des plus pauvres », commente Alain Tranmoy.

Le transfert d'une partie des cotisations maladie vers la CSG est de nature à inférioriser les revenus du capital. En revanche, l'impératif de la réforme fiscale décidée par l'ancien premier ministre Alain Juppé, même si elle favorisait les plus riches en ramenant le taux marginal d'imposition de 56,8 % à 47 %, pénalisera les classes moyennes. Les mesures touchant la famille – diminution de l'allocation de garde d'enfant à domicile, plafonnement des allocations familiales et abaissement du plafond de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile – devraient toucher davantage les classes moyennes supérieures. Ces divergences d'intérêt au sein même de la classe moyenne n'empêchent pas les amalgames politiques.

« L'enjeu de la classe moyenne est fondamental », affirme Gérard Grunberg, directeur de recherche au Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF). Celui des grands partis qui réussira à les convaincre qu'il travaille pour elles ou que l'autre parti travaille contre elles aura l'avantage. Dans un passé récent, Valéry Giscard d'Estaing avait tenté d'utiliser ce concept à son profit. « En consacrant la libéralisation des mœurs par l'assouplissement des règles du divorce ou la légalisation de l'avortement, il traduisait l'aspiration des classes moyennes qui rejetaient le dirigisme gaulliste », analyse l'historien Pierre Guillaume.

Dans un livre intitulé *Démocratie française*, paru en 1976, l'ancien président de la République définissait ce groupe central autour duquel il souhaitait voir se constituer une droite modernisée. Il en définissait les contours en y incluant une partie de la classe ouvrière : techniciens, contremaîtres, ouvriers qualifiés. « Pour la première fois, analyse Colette Ysmal, du CEVIPOF, une théorisation des classes moyennes brise l'unité de la classe ouvrière (...) Reste à fournir explicitement à ce groupe des principes d'identité et d'unité qui les constituent comme groupe, non seulement homogène, mais encore certain de lui et de son destin. » Valéry Giscard d'Estaing n'arrivera pas à rallier à lui cette partie de la classe moyenne qui lui fait défaut. Il tentera en vain de s'en concilier à nouveau les faveurs dans un nouvel ouvrage paru en 1984 (*Deux Français*

sur trois) dans lequel il appelle de ses vœux une « France libérale et réconciliée ».

Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth analysent le virage à gauche des couches moyennes salariales dans un ouvrage paru en 1983 (*L'univers politique des classes moyennes*, Presses de Sciences-Po). Selon eux, ces catégories se caractérisent par la notion de « libéralisme culturel » centré sur la liberté et l'épanouissement individuel. L'hypothèse des deux chercheurs est qu'elles ont forgé leur identité idéologique en réalisant une synthèse « entre les valeurs de la gauche traditionnelle et celles du libéralisme culturel ». Est-ce toujours vrai aujourd'hui ? Quinze ans plus tard, dans *L'électeur à ses raisons* (Presses de Sciences-Po, 1997), les deux chercheurs considèrent que, compte tenu des enjeux liés à la construction européenne et à l'immigration, « se dessine la possibilité d'une nouvelle synthèse politique associant, d'un côté, la défense des acquis sociaux au nationalisme et de l'autre, une acceptation plus ou moins partielle du libéralisme économique au principe d'universalité ». La première se situant plutôt à l'extrême droite, la seconde plutôt à gauche.

Ensemble hétérogène et complexe, les classes moyennes sont très sensibles aux aléas de la conjoncture. L'absence de visibilité, de décision de long terme sur la redistribution en France aggrave le malaise. Les enfants du baby-boom seront devenus des retraités à partir de 2005, avec un pic en 2015, ce qui sera source de conflits avec les salariés. Aujourd'hui, les classes moyennes ont la perspective d'être davantage ponctionnées par le fisc tandis que les plus défavorisées ne sont pas assurées de bénéficier, dans dix ans, du même niveau de prestations sociales. Avec, en toile de fond, la perspective d'une classe moyenne à l'américaine dont une frange inférieure bascule dans la pauvreté tandis que les classes supérieures continuent de s'enrichir.

M. La.

Bibliographie

- « Les classes moyennes », numéro spécial de la revue *Vingt-troisième siècle*, janvier-mars 1993 (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 192 p., 105 F).
- *L'univers politique des classes moyennes*, sous la direction de Georges Lavau, Gérard Grunberg, Nanna Mayer (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1983, 389 p., 160 F).
- *Les classes sociales, pertinence et permanence*, de François Chatagner (Le Monde Éditions, 1997, 215 p., 46 F).
- *L'électeur à ses raisons*, de Daniel Boy et Nanna Mayer (Presses de la Fondation nationale des sciences

- politiques, 1997, 407 p., 98 F).
- *La Société en sabbat*, le partage du travail contre la déchéance sociale, d'Alain Lipietz (La Découverte, 1996, 332 p., 145 F).
- *Les classes moyennes au cœur du politique*, de Sylvie Guillaume (Éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1997, 252 p., 90 F).
- *Le Grand Gâchis : l'état contre les classes moyennes*, d'Yves Messarovich (Grasset, 1996, 258 p., 109 F).
- *A Class Act, the Myth of Britain's Classless Society* d'Andrew Adonis et Stephen Pollard (Hamish Hamilton, London).

...the ...

Dans cette hiérarchie sociale qui a connu de profonds bouleversements au cours des trente dernières années, la – ou plutôt les classes moyennes – puisqu'on parle de *lower* et *upper middle class* – sont les moins aisément définissables. Elle sont, bien entendu, les classes supérieures et dévalorisées, mais les frontières restent floues ; les définitions aussi, dans un pays où l'on n'aime guère systématiser l'économie et le journalisme. Will Hurton, dans son livre *The State We're In*, dit qu'il existe la classe en trois tranches : 30 % de dévalorisés (pour beaucoup sans emploi), 30 % de marginaux et créateurs, et 40 % de privilégiés. Dans *A Class Act*, The *Andrew of Britain's Classless Society*, Myrth Adonis et Stephen Pollard insistent sur la polarisation croissante entre des classes moyennes très éclatées, une nouvelle supercherie de super-riches et les laissés-pour-compte du déve-

éducation - et, dans une moindre mesure, de santé - a quasiment doublé. L'indicateur *Adults in the Informal Sector* (frontières très floues) est rassurant. Elle différencie les classes moyennes des classes inférieures, mais aussi parfois des couches supérieures, celles qui ont accès à la fois aux meilleurs publics et aux écoles privées où sont formés moins de 10 % des enfants et des adultes.

D'autant que, traditionnellement, l'éducation n'a pas été le point fort de la bourgeoisie britannique. Il aura fallu attendre le récent développement de l'enseignement supérieur pour que cela commence à changer. Les enfants des classes moyennes sont désormais poussés par leurs parents à suivre l'échelle sociale par le biais d'une éducation pour laquelle ils se dévouent parfois aux quatre veines. Quelquefois à leurs frais, souvent à ceux de bourses, de brillants su-

En même temps qu'elles ont entraîné des bouleversements démographiques grâce au phénomène récent de mobilité sociale, les classes moyennes ont perdu leur stabilité d'autant. Les professeurs libéraux ont vu leur influence et leur statut social rognés, l'exception des hommes de loi, les principaux bénéficiaires de réformes économiques qui ont ramené à leur pouvoir. Le statut des enseignants a connu une érosion considérable, « *similaire à celle des enseignants dans la classe ouvrière* », selon le professeur Paul Hirst, du Birbeck College. De nombreuses professions ont perdu leur prépondérance ou leur position sociale : combien de médecins ont été fonctionnaires, de petits employés la banque promouus, les mêmes s'ils continuent de venir au bureau en complet-cravate, de petits commerçants marginalisés par l'explosion des grandes surfaces ? Combien de

C'est que le triomphe de Tony Blair aux dernières élections a obtenu grâce au ralliement de cette moyenne qui regroupe la fraction la plus conservatrice et la moins intellectuelle des classes moyennes. Les classes moyennes ont longtemps fasciné par la Dame de Fer. M. Blair a su la séduire en offrant une participation dans sa nouvelle société, à la fois plus libérale d'entreprendre et une meilleure couverture sociale (éducation, santé et sécurité). Tony Blair surfer sur cette "middle England". Le Labour est devenu rassembleur, une sorte de rassemblement du peuple d'Angleterre, ce n'est pas un bloc de classes qui va tout bouleverser mais une coalition qui se fait et se se définit en permanence. En certains et en perdant d'autres, ex-primé Denis MacShane.

Patrice de Beer

Au-delà de ces clivages, il existe de fortes disparités internes, liées notamment à l'appartenance à des sous-groupes socioprofessionnels. Les contremaîtres et techniciens se caractérisent par un vote de gauche et un vote Front national supérieurs à la moyenne. En revanche, les cadres supérieurs et les professions libérales se caractérisent par une préférence marquée pour la droite modérée et une faible attirance pour l'extrême droite. Les professionnels intermédiaires partagent à peu près leurs suffrages entre la gauche et la droite modérée. Enfin, quel que soit le groupe socioprofessionnel, l'appartenance au secteur public ou privé implique des comportements politiques différents. On vote davantage à gauche dans la fonction publique que dans le secteur privé. Modeste chez les ouvriers, ce clivage est plus marqué chez les cadres.

Dans cette hiérarchie sociale qui a connu de profonds bouleversements au cours des trente dernières années, la — ou plutôt les classes moyennes — pousser un pae de *lower et d'upper middle class* — sont les moins aisément définissables. Elle exte, bien entendu, les ches supérieures et dévassées; mais les frontières restent floues; les définitions aussi, dans un pays où l'on n'aime guère systématiser. L'économiste et journaliste Will Hurton, dans son livre *The State We're In*, divise la société en trois strates : 30 % de dévassés (pour beaucoup sans emploi), 30 % de marginaux et précaires, et 40 % de privilégiés. Dans *A Class Act, The Myth of Britain's Classless Society*, Andrew Adonis et Stephen Pollard insistent sur la polarisation croissante entre des classes moyennes très élatées, une nouvelle superchse de riches et les laissés-pour-compte du déve-

fracture entre deux systèmes d'éducation – et, dans une moindre mesure, de santé – est que les enfants d'Andrew, les *children of earth*, ne connaissent la frontière verte infranchissable. Elle différencie les classes moyennes des classes inférieures, mais aussi parfois des classes supérieures, celles qui ont eu les moyens d'envoyer leurs enfants dans les meilleures *public schools* (écoles privées où sont formés moins de 10 % des enfants) et universités.

D'autant que, traditionnellement, l'éducation n'a pas été le point fort de la bourgeoisie britannique. Il aura fallu attendre le récent développement de l'enseignement supérieur pour que cela commence à changer. Les enfants des classes moyennes sont désormais poussés par leurs parents à gravir l'échelle sociale par le biais d'une éducation pour laquelle ils se saignent parfois aux quatre veines. Quelquefois à leurs frais, souvent à coups de bourses, de brillants su-

En même temps qu'elles ont entraîné des bouleversements démographiques grâce au phénomène récent de mobilité sociale, les classes moyennes ont perdu leur stabilité d'autant. Les professeurs libéraux ont vu leur influence et leur statut social rognés, l'exception des hommes de loi, les principaux bénéficiaires de réformes économiques qui ont ramené à leur pouvoir. Le statut des enseignants a connu une érosion considérable, « *similaire à celle des enseignants dans la classe ouvrière* », selon le professeur Paul Hirst, du Birbeck College. De nombreuses professions ont perdu leur prépondérance ou leur position sociale : combien de médecins ont été fonctionnaires, de petits employés la banque promouus, les mêmes s'ils continuent de venir au bureau en complet-cravate, de petits commerçants marginalisés par l'explosion des grandes surfaces ? Combien de

C'est que le triomphe de Tony Blair aux dernières élections a obtenu grâce au ralliement de cette moyenne qui regroupe la fraction la plus conservatrice et la moins intellectuelle des classes moyennes. Les classes moyennes ont longtemps fasciné par la Dame de Fer. M. Blair a su la séduire en offrant une participation dans sa nouvelle société, à la fois plus libérale d'entreprendre et une meilleure couverture sociale (éducation, santé et sécurité). Tony Blair surfer sur cette "middle England". Le Labour est devenu rassembleur, une sorte de rassemblement du peuple d'Angleterre, ce n'est pas un bloc de classes qui va tout bouleverser mais une coalition qui se fait et se se définit en permanence. En certains et en perdant d'autres, ex-primé Denis MacShane.

Patrice de Beer

Patrice de Beer

مركزاً من الرأسمال

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	novembre	octobre	octobre	septembre	octobre	octobre	septembre
Sur 12 mois	0,9	0,1	1,6	-1,0	-1,1	-0,2	-0,2
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	novembre	octobre	octobre	octobre	octobre	novembre	novembre
Un an avant	4,6	3,5	11,8	12,5	11,7	5,1	9,0
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	novembre	octobre	novembre	novembre	novembre	novembre	octobre
Sur 12 mois	-0,1	0,3	0,0	0,1	0,3	0,1	0,1
Solde commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	septembre	octobre	septembre	septembre	septembre	septembre	septembre
Cumul sur 12 mois	-16,8	1243,4	14,9	19,3	2070,6	-1,3	0,9
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-178,5	9410,5	123,7	156,3	56603,7	-10,7	25,7
Croissance du PIB (en %)							
Dernier trimestre connu	octobre	octobre	septembre	septembre	septembre	septembre	septembre
(rhythme annuel)	3,3	3,1	3,2	3,5	2,9	3,7	4,1
Sur 12 mois	3,9	1,0	2,3	2,7	1,9	4,0	4,1
Solde des paiements courants (en % du PIB)							
1997 (estimations OCDE)	-2,3	1,9	0,1	1,7	4,3	0,2	-0,2
Déficit public (en % du PIB)							
1996 (estimations OCDE)	-1,2	-2,3	-2,7	-3,0	-3,8	-1,8	0,5
1997 (estimations OCDE)	-1,1	-3,1	-3,2	-3,2	-3,2	-2,8	-0,2
Dette publique en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

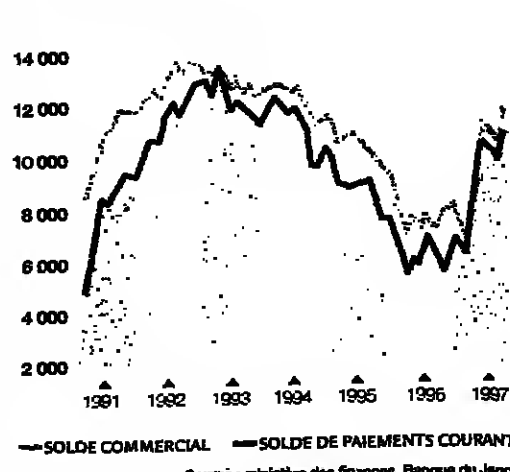
LES EXCÉDENTS JAPONAIS TOUJOURS HAUTS

En octobre, la balance des comptes courants du Japon a enregistré un excédent de 1081,3 milliards de yens, en très forte hausse par rapport au même mois de l'année dernière : +220,2 %. De son côté, l'excédent commercial a presque doublé en un an (+96,8 %), atteignant 1 277,8 milliards de yens, traduisant un rebond des exportations consécutif à l'affaiblissement du yen et une quasi-stagnation des importations du fait d'une demande intérieure toujours atone.

Toutefois, il faut s'attendre à un ralentissement de l'exportation en 1998 : l'Asie représentait 44 % des ventes totales du Japon en 1996, en net progrès depuis le début de la dépréciation du yen en 1995. La crise pèsera sur la demande des nouveaux pays industrialisés d'Asie, en particulier sur leurs achats de biens d'équipement, souvent de fabrication japonaise (leur taux d'investissement ces dernières années dépassait les 20 % du PIB). En outre, la dépréciation de leurs devises confrontera le Japon à une concurrence accrue, surtout de la part de la Corée du Sud qui exporte les mêmes types de produits.

SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE LA BNP

Excédents commercial et courant du Japon



Source : ministère des finances, Banque du Japon

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	CHÔMAGE (en %)	Population active	Nombre de chômeurs
7 873	39,43	25 582 000	10 093 600

La demande intérieure peut sauver la croissance de l'Europe

La parenthèse offerte aux exportateurs européens cette année est manifestement sur le point de se refermer. Après l'éclatement de la crise coréenne, le FMI a révisé de 4,3 % à 3,5 % ses prévisions d'octobre sur la croissance mondiale pour 1998.

Avec une demande mondiale moindre et la pression des dévaluations asiatiques sur leur compétitivité, le rythme des exportations européennes pourrait être réduit de plus de moitié par rapport à ses points hauts de la mi-1997. Dans un tel contexte, la reprise de la demande intérieure constitue l'élément central pour le maintien de l'amélioration des perspectives pour 1998 en Europe.

LA FIN D'UNE AUBAINE

La région du monde la plus dynamique depuis le début des années 80, l'Asie en développement, connaît une année difficile après les événements récents. Après avoir évolué sur une tendance de 7 % à 8 % depuis 1990, la croissance des pays de l'Asean devrait être ramenée aux alentours de 3,5 % l'an prochain. L'Europe, dont ces pays absorbent un cinquième environ des exportations extra-européennes, subira, comme les États-Unis et, plus encore, le Japon, une contraction notable de ses ventes dans cette zone.

Le Japon, avec lequel l'Union européenne réalise près de 7 % de ses exportations extra-européennes, est durement frappé par la crise des nouveaux pays industrialisés et par les stigmates d'une longue crise fi-

Fin de cycle
Effritement de la croissance des zones en développement, déprime japonaise, croissance américaine en déclin

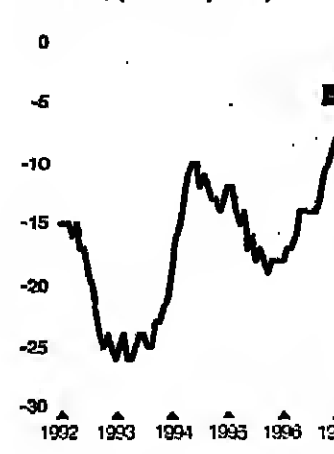
nançière. Les espoirs nés du regain de dynamisme des exportations japonaises, il y a environ un an, ont été subitement balayés, ce qui risque de se solder par une année persistante de l'activité japonaise : la croissance, à peu près nulle cette année, est attendue autour de 1 % seulement en 1998.

Dans la foulée de la crise asiatique, la crise brésilienne, de même, modifie sensiblement le panorama latino-américain. Avec plus de 40 % du PIB de la région devant le Mexique (20 %), la contraction de la croissance brésilienne en 1998 réduit de deux points environ les perspectives de croissance régionale.

Enfin, alors que la croissance approchera 4 % cette année aux États-Unis, leur meilleure performance depuis 1988, le consensus des analystes ne table plus que sur une croissance américaine de 2,3 % pour 1998, les effets de fin de cycle s'ajoutant à ceux de la crise asiatique.

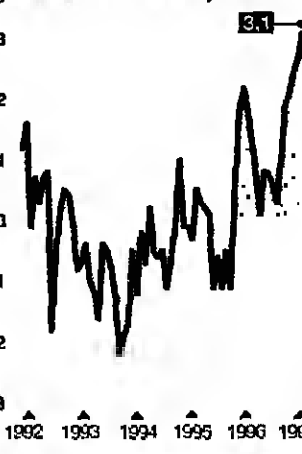
Vers un équilibrage de la croissance en Europe

INDICATEUR DE CONFIANCE DES MÉNAGES (solde d'opinion)



Ces évolutions prévisibles ne sont guère favorables à la compétitivité européenne, frappée à la fois par le déclin des devises de l'Asean et du yen et par la détérioration des perspectives pour le dollar américain consécutif au ralentissement attendu de l'activité outre-Atlantique. Après avoir culminé à des rythmes de l'ordre de 13 % à 18 % à la mi-1997, les exportations européennes progresseront vraisemblablement moitié moins rapidement d'ici à la mi-1998. Un tel contexte serait pour le moins préoccupant si les perspectives ne s'amélioraient pas sur le plan intérieur. Or, sur ce dernier point, le diagnostic actuel est plutôt rassurant.

VENTES AU DÉTAIL "VOLUME" (glissement annuel lissé)



En premier lieu parce que la reprise de la consommation est, d'ores et déjà, perceptible dans la plupart des économies européennes. En second lieu, parce que, dans les pays les plus en avance sur le cycle conjoncturel, cette reprise s'avère solide et généralement bien plus soutenue que ne l'espéraient les prévisions. Au Royaume-Uni, au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède, voire en Espagne, la progression de la consommation privée a retrouvé, courant 1997, ses rythmes les plus soutenus depuis la fin de la décennie 80, alors que l'Europe vivait un rebond exceptionnel de la consommation.

Enfin, parce que les conditions

présentes sont, de loin, les plus favorables qu'aient connues l'Europe depuis la récession de 1993 : l'assainissement budgétaire, maintenant achevé, laissera place à des politiques budgétaires globalement neutres, voire légèrement accommodantes dans un certain nombre de pays.

LA REPRISE SE CONFIRME

L'environnement monétaire européen, de loin le plus porteur depuis de nombreuses années, n'est pas amené à se dégrader dans un proche avenir. La convergence des taux d'intérêt européens à court terme a tout lieu de se faire par le bas d'ici à l'avènement de l'euro. Par ailleurs, les marchés obligataires internationaux, récemment dopés par la crise asiatique, devraient continuer de tirer profit des perspectives de faible inflation mondiale, de sorte que les taux à long terme conserveront de bas niveaux relativement à l'amélioration du paysage conjoncturel européen.

Partout en Europe, le climat des affaires a repris des couleurs depuis le printemps dernier, en même temps que se redressent les taux d'utilisation des capacités productives et que l'investissement productif redémarre.

La confiance des particuliers s'est restaurée alors qu'apparaissent les premières statistiques encourageantes sur le front de l'emploi.

Au total, les conditions sont aujourd'hui largement réunies pour un rebond durable de la consommation privée dans l'ensemble des pays européens. A l'exception du

cas notable du Royaume-Uni, les pays les plus en avance sur le cycle conjoncturel ont toutes les chances de conserver leur avance, la dynamique enclenchée étant largement alimentée par les baisses importantes du chômage qu'enregistrent ces pays, au premier rang desquels les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et l'Espagne. En Italie, où les mesures de soutien à l'automobile ont permis une progression de la consommation très supérieure aux attentes, l'amélioration de la visibilité fiscale constituera sans doute le relais nécessaire à la consolidation de la confiance des particuliers.

Le retard pris par la France et l'Allemagne en 1997 se comblera progressivement grâce à l'amélioration du contexte conjoncturel et à de meilleures perspectives de revenus. Sur ce point, la France paraît néanmoins avoir une longueur d'avance sur son voisin immédiat, l'Allemagne : la consommation française s'est franchement ressaisie au troisième trimestre (+1,1 %) alors qu'elle se contractait de plus de 1 % outre-Rhin, et l'environnement du consommateur, tant sur le plan de l'emploi que sur ceux des revenus et de la fiscalité, s'est plus nettement amélioré au cours de ces derniers mois.

Au total, et malgré la détérioration du contexte international, la croissance européenne pourrait renouer, pour la première fois depuis 1990, avec une tendance de l'ordre de 3 % en 1998 grâce à la reprise de sa demande intérieure.

Véronique Riches
économiste à la Société générale

Vers une réintégration de l'Iran dans l'économie internationale ?

Depuis l'élection présidentielle de Mohammad Khatami, en mai dernier, le gouvernement iranien affiche une volonté de normaliser ses relations avec le monde extérieur. En outre, la signature par Total d'un contrat pour exploiter le gisement de gaz offshore de Pars-Sud remet en cause la volonté des États-Unis d'isoler économiquement l'Iran. Ces éléments posent la question de la réintégration de l'économie iranienne dans le système économique international.

La position de l'Iran est actuellement celle d'un pays en voie de développement qui exporte surtout des matières premières et importe des biens de consommation et des biens d'équipement. Les exportations non pétrolières de l'Iran ont été d'environ 3,4 milliards de dollars en 1996, soit seulement 15,2 % des exportations totales et 3 % du PIB, alors que dans un pays comme l'Indonésie, également membre de l'Opep, elles représentent 85,4 % des exportations et 23 % du PIB.

L'économie iranienne repose essentiellement sur les importations pour satisfaire ses besoins. Certaines études ont démontré que l'industrie était aujourd'hui aussi dépendante des importations qu'avant la révolution. Par ailleurs, la dépendance en biens de consommation a été exacerbée par la forte croissance démographique et l'exode rural depuis la révolution. L'Iran comptait 60 millions d'habitants en 1996 contre 33,7 millions vingt ans auparavant, avec un taux d'urbanisation passé de 47 % à près de 62 %. Le pays est désormais le

Investissements
Le pays ne manque pas d'atouts : capitaux à investir, structures administratives solides, main-d'œuvre bon marché, encadrement bien formé...

plus gros acheteur de produits agricoles de la région, avec probablement près de 5 milliards de dollars d'importations (céréales, riz, sucre, viande, etc.) en 1997. Dans ces conditions, l'évolution des prix du pétrole conditionne tout le fonctionnement de l'économie (notamment la réalisation des plans quinquennaux). Or les cours pétroliers sont restés, depuis la révolution, à des niveaux nettement inférieurs à ceux des années 1970.

L'isolement de l'économie iranienne est également renforcé par le très faible niveau d'investissements directs. Selon le FMI, les entreprises étrangères ont investi pour seulement 17 millions de dollars, en Iran, en 1995, contre 885 millions de dollars en Turquie et 4,3 milliards de dollars en Indonésie.

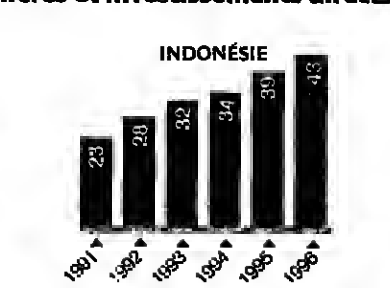
Cette faible intégration appa-

rait paradoxale compte tenu du potentiel de l'économie iranienne. Le pays ne manque pas de capitaux à investir, du fait de ses richesses en hydrocarbures. Il dispose de structures administratives solides, d'une main-d'œuvre bon marché et d'un encadrement bien formé (très souvent aux États-Unis). Enfin, l'économie iranienne présente un certain nombre d'avantages comparatifs (produits agroalimentaires, BTP, expertise dans le domaine des hydrocarbures, etc.) qui pourraient lui permettre d'obtenir des devises si ses relations économiques avec ses voisins se développaient. Les investisseurs étrangers pourraient être attirés par ses ressources primaires (pétrole, gaz, minerais) et un important marché intérieur, sachant que l'Iran peut servir de base pour exporter vers les nouvelles républiques d'Asie centrale qui pourrissent, dans quelques années, exploiter leurs immenses ressources pétrolières et gazières.

Pour mettre à profit ce potentiel et développer les échanges avec le monde extérieur, le nouveau gouvernement devra s'attaquer à plusieurs chantiers.

1. Accélérer la libéralisation du système économique pour favoriser l'émergence d'un secteur privé compétitif à l'exportation. Il importe donc de libéraliser progressivement le commerce extérieur (en cessant de modifier sans arrêt la réglementation). La diminution du poids de l'État dans le commerce extérieur permettrait d'en finir avec une gestion trop souvent politique où tel pays qui se présentait comme *moustafafin* (ou opprimé) avait plus de chance d'obtenir des contrats pour ses

Exportations non pétrolières et investissements directs



Source : World Investment Report 1997 (Flux en millions de dollars), Banque mondiale d'Iran, International Financial Statistics (IFIS)

entreprises. Incidemment, la libéralisation du commerce extérieur permettrait d'atténuer la corruption, celle-ci ayant profité d'un système qui n'était ni complètement public, ni complètement privé.

2. Supprimer le contrôle des changes et réunifier le système de change à taux multiples actuellement en vigueur. Jusqu'à une date récente, l'existence de différents taux de change pénalisait les exportateurs qui devaient obligatoirement changer leurs recettes en devises à un taux officiel nettement inférieur au taux du marché noir. À l'inverse, il favorisait les importateurs. Ainsi, le *bazari* (ou grand commerce) qui arrive à obtenir une allocation en devises au taux officiel pour importer des produits dits prioritaires est assuré d'obtenir d'importants profits. Depuis juillet a été mis en place un marché semi-libre des devises à la Bourse de Téhéran, alimenté par les recettes en devises des exportateurs.

3. Libéraliser l'économie implique évidemment de restructurer et de déprivatiser l'industrie, mais sans la laisser complètement

désarmée face à la concurrence extérieure, comme cela avait été le cas au début des années 90 quand des réformes avaient été lancées. Il importe, également, que l'État, parallèlement à la libéralisation de l'économie, construise des instruments de politique économique (exemple de la politique fiscale) qui lui permettent d'être efficace dans un nouvel environnement.

4. Favoriser l'essor de l'investissement étranger. Un tel objectif nécessiterait de clarifier le cadre juridique. L'Iran n'a pas pu mettre en place une loi sur les investissements étrangers depuis la révolution, une grande partie du personnel politique s'opposant à ce qui était perçu comme une « domination » économique étrangère. Ainsi, paradoxalement, les investissements étrangers sont toujours régis par la loi votée sous le régime du shah, en 1955 ! Pour rendre la situation plus complexe, la Constitution interdit implicitement qu'une société étrangère détienne la majorité du capital d'une entreprise. M. Khatami a indiqué à plusieurs reprises sa volonté de favoriser l'investissement étran-

ger et a marqué son intérêt pour le développement des zones franches créées par le gouvernement précédent. Il est donc possible qu'une loi soit présentée dans ce sens au Parlement.

Un tel programme pourrait être facilité si les relations politiques avec les États-Unis étaient rétablies. Les choses semblent avancer tout doucement dans ce sens. Le département d'État américain a déclaré, en juillet, qu'il ne s'opposait pas à la construction en Iran d'un gazoduc reliant le Turkménistan à la Turquie. Le contrat de Total a relancé les débats outre-Atlantique, où l'hebdomadaire *Business Week* a pris position pour un arrêt des sanctions. C'est aussi l'intérêt des compagnies pétrolières américaines qui ont investi des sommes énormes dans l'exploitation des ressources en hydrocarbures de la mer Caspienne et qui considèrent que l'Iran serait la route la plus sûre pour exporter gaz et pétrole extraits.

Thierry Coville,
économiste au Centre
d'observation économique (COE)

La vraie-fausse concurrence du téléphone

par Jean Gatty

Tout le monde le répète : les télécommunications connaissent une révolution, la concurrence venant enfin dispenser ses bienfaits. France Télécom aurait déjà un concurrent global, en la personne de Cegetel, filiale de la Compagnie générale des eaux. Cegetel et France Télécom auraient eux-mêmes des concurrents dans le radio-téléphone ou le téléphone longue distance : Bouygues, Omnicom, etc. La création récente d'une autorité de régulation (l'ART) permettrait l'organisation d'une concurrence équitable. Bruxelles imposant une concurrence totale le 1^{er} janvier prochain. Et la cotation en Bourse de France Télécom ferait dépendre l'entreprise d'actionnaires qui ne seraient satisfaits que si l'entreprise s'avère compétitive. Bref, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes, la main invisible de la concurrence travaillant pour le bien commun.

Tout cela n'est, pourtant, que discours. C'est une évidence dans la téléphonie locale, qui raccorde les clients résidentiels ou professionnels aux centraux téléphoniques. Aucune compagnie n'y concurrencera France Télécom ni le 1^{er} janvier prochain, ni ultérieurement. Pourquoi ? Parce qu'un réseau de téléphonie locale est une arborescence de lignes à partir d'un seul et même tronçon, et que développer un seul réseau, creuser un seul trou et y faire couler une seule ligne est plus économique que d'en développer deux ou trois. Le phénomène de monopole est donc naturel, et durable.

Qui en doute devrait faire le bilan des expériences anglaise et américaine. Privatisée en 1984, subissant la concurrence de plein fouet depuis une décennie, British Telecom détient toujours 90 % de la téléphonie locale britannique ! Constituée en 1984 pour développer la concurrence, obligée de nouveau en 1996 d'ouvrir leurs marchés, les six compagnies américaines de téléphonie locale issues d'AT&T conservent près de 95 % de leurs marchés locaux. Ces monopoles produisent d'ailleurs tellement d'argent que leurs dirigeants se demandent seulement quelles compagnies s'offriront avec cette manne. France Télécom ne s'y est d'ailleurs pas trompée : disant récemment tous ses prix par deux ou trois excepté celui de la téléphonie locale. Elle avoue ainsi n'y avoir aucune concurrence, plus de la moitié de son chiffre d'affaires actuel lui venant de consommateurs captifs.

Plus complexe, le tableau de la téléphonie fixe à longue distance n'est guère plus engageant. Qu'il y ait bientôt quatre, cinq ou six opérateurs ne garantit pas aux consommateurs le bénéfice des meilleurs prix possibles. Car même si le transport de la voix à longue distance ne présente pas les mêmes économies d'échelle que la téléphonie locale, il en existe tout de même : il est moins coûteux de faire passer trois, quatre ou cinq sons deux ou un câble sous les océans ou dans des sous-sols urbains que d'en faire passer vingt, cinquante ou cent.

Or une concurrence restreinte dans un métier réclamant de lourds investissements tourne presque naturellement à la collusion. Aucun opérateur n'a intérêt à fixer un prix trop bas, quand une guerre des prix éliminerait les concurrents les moins performants et créerait des positions dominantes ou de monopole que les régulateurs jugeraient insupportables. Les compagnies de télé-

phonie à longue distance n'ont donc intérêt ni à développer des capacités de production excédant la taille du marché ni à se montrer trop agressives les unes vis-à-vis des autres mais au contraire à se concurrencer « sagement », à pratiquer des prix qui ne soient ni trop hauts ni trop bas, et qui laissent à chacun une marge satisfaisante en même temps qu'ils dissuadent de nouveaux concurrents d'entrer sur le marché. Une seule devise, donc : les abus doivent être raisonnables.

La concurrence règne-t-elle alors dans la téléphonie mobile ? C'est très douteux quand les prix des trois opérateurs de radiotéléphonie, France Télécom, Cegetel et Bouygues, ne couvrent même pas leurs coûts. Deux hypothèses alors. Soit les pertes résultant de prix non rentables sont financées par les autres activités des groupes considérés, c'est-à-dire par les consommateurs d'eau, de travaux publics ou de téléphonie fixe. Soit ces prix de prédateurs ont pour but d'asphyxier les concurrents et de constituer une nouvelle position dominante à l'origine d'une rente qui compensera les pertes initiales. La situation est la même dans les deux cas, des prix apparemment avantageux se retournant contre les consommateurs.

Les compagnies de téléphonie à longue distance n'ont pas intérêt à se montrer trop agressives les unes vis-à-vis des autres. Une seule devise : les abus doivent être raisonnables

Que la concurrence soit ainsi faussée ne tient pas aux comportements des entreprises, dont la raison d'être est de faire du profit. Cela tient à l'attitude des autorités de tutelle, qui, de l'ART à l'opinion en passant par le Parlement, ne font rien pour restituer aux consommateurs les bénéfices de la concurrence. A preuve, la récente attribution par l'autorité publique des préfixes de numéros appelés changera désormais avec l'entreprise choisie par le consommateur. Or le coût d'une numérotation indépendante de l'identité des transporteurs est cent ou mille fois inférieur aux bénéfices qui seraient réalisés au moyen d'une numérotation inchangée pour tous les appels et tous les transporteurs. Alors pourquoi l'autorité publique a-t-elle cédé aux caprices des opérateurs quand l'efficacité de la concurrence dans la téléphonie longue distance dépend de sa transparence et de son extrême simplicité pour les consommateurs ?

A preuve encore, le manque de soupçon de la même autorité publique devant le consensus des trois compagnies sur les tarifs d'interconnexion auxquels France Télécom facturera l'usage de son réseau à Bouygues et à la Générale des eaux pour que ceux-ci prennent des parts de marché à celle-là. Serait-ce une grâce comme seule la

concurrence saurait en engendrer, ou bien une entente implicite sur le dos des consommateurs... et d'un régulateur qui n'en peuvent mais ? On sait bien, pourtant, que seuls les matches truqués offrent le spectacle de compétiteurs s'entre-déchirant ici et s'entendant là comme larrons en foire, dans la même minute.

L'autorité publique n'a certes pas la tâche facile, quand elle n'est pas seule en cause. C'est la représentation commune de la concurrence qui est en cause. La référence est toujours la même : seraient concurrentielles les situations où le consommateur arbitre entre des produits comparables proposés à des prix très voisins par plusieurs opérateurs. La conséquence est immédiate : cette définition interdit de penser ou d'organiser la concurrence quand les technologies imposent un nombre très limité d'opérateurs.

Que faire alors ? Adopter une autre définition de la concurrence : est concurrentielle toute situation où une entreprise vend ce qu'elle produit à un prix inférieur au meilleur prix soutenable par un autre individu placé dans les mêmes conditions. La conséquence est de nouveau immédiate : il faut et suffit que tout individu puisse se substituer aux actionnaires d'une entreprise donnée s'il peut à la fois indemniser ceux-ci pour les fonds propres investis et baisser le prix du bien produit par l'entreprise, pour constituer la concurrence sur tous les marchés, indépendamment du nombre d'opérateurs qui y évoluent.

Or les compagnies de téléphonie devraient tenir des comptes séparés pour chaque activité. Car il y a la même différence entre la téléphonie et la téléphonie longue distance qu'entre la monnaie et le crédit : si la frontière entre les deux activités est malaisée à tracer, sa reconnaissance engage des conséquences si considérables qu'il est beaucoup plus coûteux de ne pas la tracer que de la tracer. Les subventions croissantes des téléphones fixes et mobiles, locale ou longue distance, et entre le téléphone et les industries de l'eau, des déchets, du BTX etc., apparaissent au grand jour ; et si quelques dirigeants investissent à fonds perdus, au moins leurs actionnaires pourraient-ils leur retirer le nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent.

Existant aux Etats-Unis depuis plus d'un demi-siècle, cette séparation des comptes des différents services publics n'a pas suffi à développer la concurrence. La seule solution à cette fin est d'instituer une véritable concurrence par les prix : les compagnies de téléphonie devraient finaliser leurs activités et en céder immédiatement la propriété à quiconque proposerait à un plus faible prix les mêmes prestations présentes et futures, au moyen de la même filiale, pour les mêmes fonds propres initiaux et sans un endettement comparable.

Voilà une concurrence saine, efficace, et facile à établir dans la téléphonie locale comme dans la téléphonie longue distance, dans la téléphonie fixe comme dans la téléphonie mobile et dans les télécommunications comme ailleurs. Voilà une concurrence qui garantirait un prix voisin du meilleur prix possible, en faisant payer à chacun ce qu'il en coûte de satisfaire sa demande, ni plus ni moins. Que demander d'autre ?

Jean Gatty est économiste (Fondation Thiers-CNRS).

LIVRES

Dits et non-dits de la politique monétaire

Par Philippe Arnaud

LES THÉORIES DE LA MONNAIE

d'Anne Lavigne et Jean-Paul Pollin

Éditions Repères-La Découverte, 128 p., 49 F.

Qu'est-ce que la monnaie ? Que peut-on attendre de la manipulation des variables monétaires ? En quoi consiste le « pouvoir monétaire » ? Qu'est-ce qui sépare vraiment keynésiens et monétaristes ? Telles sont les questions abordées par ce petit livre de vulgarisation, écrit par deux professeurs d'économie à l'université d'Orléans. Un vade-mecum qui s'adresse aux étudiants en science économique, mais également à tous ceux qui essaient d'y voir plus clair dans un domaine si complexe. « La monnaie renvoie au socle et aux concepts les plus abstraits de la théorie économique », affirment les auteurs en guise de préambule. Précaution utile. Il n'y a pas de théorie solide sans champ lexical fortement balisé. Or la théorie monétaire ne se cherche-t-elle pas encore ? Il y est souvent question de crédibilité, de fiabilité, de court et de long terme... Autant de notions floues, parfois obscures... Pour le spécialiste, la chose la plus grave serait, bien entendu, de se payer de mots.

De fait, on est frappé à la lecture de ce petit livre, précis, didactique, autant par ce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas. La monnaie ne cristallise-t-elle pas depuis toujours les passions, les a priori, les idéologies et les croyances ? An point que la place occupée par le débat monétaire depuis plusieurs années a rendu plus urgent encore le besoin de clarifier ses enjeux.

Pourquoi, par exemple, tous les Etats industrialisés de la planète ont-ils donné, à partir des années 80, la priorité à la lutte contre l'inflation ? Cela a-t-il un rapport avec la nature même de la monnaie ? Ou avec les évolutions de la forme monnaie ? Comment se fait-il que le débat sur la monnaie ait à ce point phagocyté tout au moins en France — le débat politique ? De quoi la monnaie est-elle exactement le symbole ?

Et faut-il croire sur parole le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, lorsqu'il définit ainsi le rôle de l'autorité monétaire : « Un bon de la raison, en lutte contre les forces irrationnelles qui traversent cette société bouleversée et en quête d'orientation » (Le Monde du 21 mars 1995) ?

C'est sur le problème de la demande de monnaie que s'opère, on le sait, le chantage entre keynésiens et monétaristes. L'ouvrage d'Anne Lavigne et de Jean-Paul Pollin fait très bien le point sur l'état de la question, et pour cette seule raison, mérite qu'on le lise. Quels sont les motifs de la demande de monnaie ? Et surtout, est-elle « stable » ou « instable » ? A ces questions, les réponses diffèrent, suivant que l'on se situe dans un camp ou dans l'autre. Or « l'opportunité de la monnaie apparaît très mince, ou moins sur le plan analytique », nous disent les auteurs. Soit ! Mais alors comment, dans ce cas, expliquer que le monétarisme soit aujourd'hui dominant de fait ? Et pourquoi tant de keynésiens se sont-ils convertis au monétarisme depuis les années 80 ? Et avec quelle facilité ! Les auteurs évoquent des raisons « empiriques » sans aller beaucoup plus loin dans l'analyse. Dire par exemple que la demande de monnaie est « stable » ou « instable » n'avance pas à grand-chose. Cela revient à se référer à une échelle implicite : le temps. Or c'est bien l'impossibilité de fonder objectivement cette notion qui rend si difficilement les théories en présence. Et qui fait qu'on est tenté de les renvoyer dos à dos.

On déplorera aussi, et d'autant plus, la formalisation mathématique dont les auteurs abusent et qui joue clairement ici une fonction d'occlusion. Elle se fait au détriment de la clarté (en particulier l'explication du paradoxe de Parikhin). On objectera qu'il est difficile d'exposer certaines choses en une page, et dans la langue de Vaugelas. Mais c'est pourtant ce qui pourrait sortir l'économie monétaire de l'écritisme où elle se complait parfois.

Lors de l'audition, à l'Assemblée, du Conseil de politique monétaire, au mois d'octobre, le président de la commission des finances, Henri Emmanuelli, déclarait : « Je ne vois pas pourquoi le débat monétaire serait réservé à je ne sais quel cénacle : ce doit être un débat public ».

Une façon de dire, en paraphrasant : « Hétons-nous de rendre la théorie monétaire populaire ! » Nous en sommes loin. Il faudrait pour cela être en mesure d'aborder le problème de ses attendus, sous-entendus, non-dits, et autres motifs plus ou moins avouables. Vaste programme ! Auquel ce livre apporte, toutefois, sa pierre.

PARUTION

● CHRONIQUES ÉCONOMIQUES, les grands dossiers de 1997, le Cercle des économistes. Créé en 1992, à l'initiative de Jean-Hervé Lorenzi, professeur à l'université de Paris-Dauphine, le Cercle des économistes regroupe vingt-cinq universitaires qui exercent (ou ont exercé) des fonctions dans le secteur public ou privé. Compte tenu de la diversité de ses membres — en font partie des personnalités aussi différentes que Christian Santter, l'actuel secrétaire d'Etat au budget, ou l'économiste libéral Christian Saint-Etienne —, il offre une vaste palette d'analyses des processus et des choix économiques.

Ce groupe d'universitaires intervient sur Radio-Classique au cours de chroniques quotidiennes ou débats hebdomadaires à propos de l'actualité économique et sociale. Ce sont ces interventions radio-phoniques qui sont publiées pour la quatrième année consécutive. Regroupées en cinq rubriques (politique économique, problèmes sociaux, économie industrielle et d'entreprise, monnaie et finances, économie internationale), elles abordent vingt-trois dossiers de l'année 1997. Les questions portent aussi bien sur la nécessité d'une réforme fiscale, sur la pertinence des propositions du programme économique du Parti socialiste au moment des législatives, ou sur la retraite à cinquante-cinq ans, la privatisation de Thomson ou l'Europe sociale. Compte tenu de la brièveté des interventions, guère plus d'une demi-page, cet ouvrage s'apparente à une casuistique d'économistes d'un accès facile et d'une lecture agréable (Descartes & Cie, 1997, 236 p., 120 F).

RECTIFICATIF

Dans le dossier consacré à la pensée économique (Le Monde du 16 décembre 1997), dans l'article de Christian Schmidt (« L'économie conquise par la théorie des jeux »), le prénom du professeur Bertrand est Joseph (et non pas David) et celui de M. Kréps est bien David (et non pas Robert). Par ailleurs, dans la bibliographie, les auteurs de l'ouvrage sur la Théorie des jeux et analyse économique (PUF) sont Gabrielle Demange et Jean-Pierre Ponsard.

L'euro et le dollar

Par Philippe Martin

Le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Jacques Doudoux, a récemment proposé la parité entre l'euro et le dollar. A première vue, la proposition semble pleine de bon sens, d'autant plus qu'elle implique une forte dépréciation des devises européennes, ce qui devrait favoriser nos exportations. Elle vient après d'autres commentaires d'hommes politiques qui se soucient déjà du futur taux de change de l'euro et du dollar. Implicitement ou explicitement, ces responsables demandent un cours à la fois compétitif et stable. On reconnaît là un thème ancien de la politique économique française qui donne au taux de change et à sa stabilité une place primordiale. Si cette proposition est en fait un ballon d'essai venant de Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'Economie, des finances et de l'Industrie, elle est extrêmement importante, en particulier parce qu'elle montre que les conflits franco-allemands sur le sujet sont loin d'être réglés.

La crainte d'un taux de change volatil entre le dollar et l'euro est-elle légitime et devrait-elle conduire les gouvernements européens à faire pression sur la future Banque centrale européenne pour qu'elle le stabilise à un cours jugé approprié par ces mêmes gouvernements ? La réponse n'est pas évidente. D'un point de vue macro-économique, la zone euro ressemble aux Etats-Unis en ce qu'elle dépendra assez peu des exportations. Dans le cas d'une union monétaire à onze pays incluant l'Italie, les exportations hors zone euro représenteront seulement 11 % du PIB de la zone, un chiffre très proche de celui des Etats-Unis. Le taux de change deviendra donc une variable beaucoup moins importante pour la zone euro qu'elle ne l'est aujourd'hui pour des petits pays ouverts. En particulier, les autorités monétaires européennes n'auront plus à craindre l'effet des variations du dollar sur les taux de change intra-européens puisque ceux-ci auront disparu.

Cela conduira probablement la Banque centrale européenne à adopter une politique plus indifférente au taux de change, proche du be-

nign neglect de la Réserve fédérale américaine, qui, contrairement à une vue bien ancrée en France, n'a pas d'objectif de taux de change, et en particulier n'utilise pas le taux de change comme arme commerciale stratégique. Parce que le commerce hors zone euro représentera une part assez faible de la production, le taux de change ne sera pas un instrument très efficace de régulation conjoncturelle. On peut donc penser qu'il sera moins utilisé comme variable d'ajustement et sera donc assez stable. D'autres économistes pensent, au contraire, que la politique du *benign neglect* de part et d'autre de l'Atlantique aboutira à un taux de change dollar-euro très volatil car les deux banques centrales auront peu d'inclination à intervenir pour stabiliser une variable devenue moins importante. Une partie de la volatilité éliminée des taux de change entre les devises européennes serait ainsi transférée à la valeur externe de l'euro. En supposant qu'il se vérifie, doit-on craindre un tel scénario ? Les fortes variations des taux de change sont-elles toujours néfastes et doivent-elles être contre-carées ?

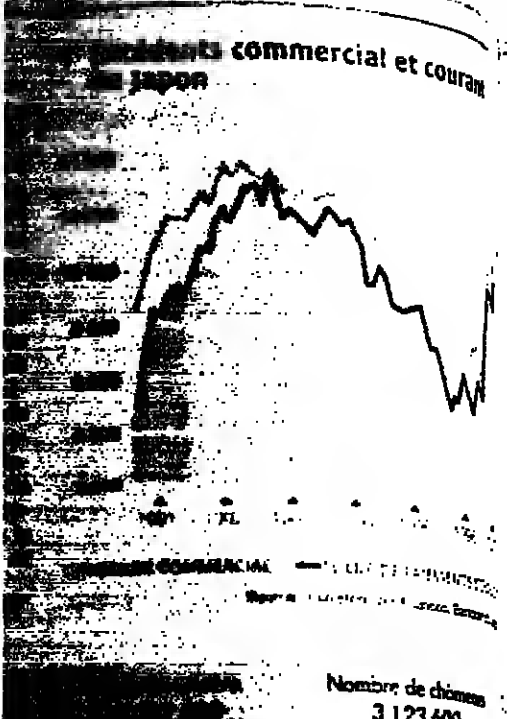
Dans le cas de la future Union monétaire, rien n'est moins sûr. Rappelons qu'un des objectifs de la création de l'euro est justement de libérer les pays européens de la contrainte de mener une politique monétaire axée essentiellement sur la stabilité du taux de change. Cette contrainte a été très coûteuse lors de la récession du début des années 90. Alors que la Réserve fédérale n'a pas hésité à baisser agressivement ses taux d'intérêt pour relancer l'économie, les banques centrales européennes ont reculé devant une telle stratégie, en partie par crainte des conséquences sur le taux de change avec le dollar, les taux de change entre les devises européennes et le commerce intra-européen. L'objectif de stabilité des taux de change est alors apparu plus important que l'objectif interne de stabilisation de l'économie réelle. Les hommes politiques français sont-ils conscients qu'en demandant un taux de change stable entre le dollar et l'euro ils exigent de la Banque centrale européenne de

privilégier encore l'objectif externe sur l'objectif interne ? Si les Européens veulent stabiliser le taux de change dollar-euro à un niveau déterminé, ce sera leur responsabilité, c'est-à-dire qu'ils devront, au détriment des objectifs de croissance ou de stabilité des prix, modifier leur politique monétaire. Cela constitue ainsi une remise en cause explicite de l'indépendance de la Banque centrale européenne, puisque, en situation de liberté des mouvements de capitaux, décider du cours du taux de change c'est décider du taux d'intérêt. Est-il nécessaire que cette obsession quasi permanente de l'administration française revienne maintenant, c'est-à-dire au pire moment pour le débat interne sur l'euro chez nos partenaires allemands ?

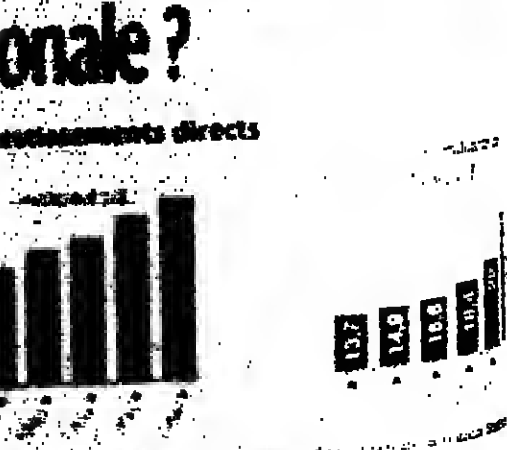
Il ne faut certainement pas non plus attendre un changement d'attitude des Américains sur cette question. Les Etats-Unis ne sacrifieront pas leurs propres intérêts nationaux pour atteindre une certaine stabilité des taux de change, pas plus en tout cas qu'ils ne l'ont fait dans les années récentes. Dans certaines circonstances, la coopération sur les taux de change sera souhaitable et possible, mais en règle générale les banques centrales se soucieront, à juste titre, de leur situation économique interne avant de se soucier des variations du taux de change.

L'acceptation coûteuse de la contrainte des taux de change stables avait peut-être une certaine légitimité dans l'Europe des années 80 et 90 car elle était présentée comme la condition de l'intégration européenne. Il est difficile de comprendre pourquoi les pays européens, enfin libérés de ce carcan, devraient maintenant s'ériger une nouvelle contrainte cette fois non plus vis-à-vis du dollar mais vis-à-vis du dollar.

Philippe Martin est chargé d'enseignement et de recherche à l'Institut universitaire des hautes études internationales, à Genève. Il est aussi chercheur à l'Ecole nationale des ports et chaussées.



Le nombre de lignes de téléphonie fixe en France a augmenté de 100 % entre 1980 et 1997. Cette croissance a été soutenue par la mise en service de nouvelles technologies, notamment le numérique, qui a permis d'augmenter considérablement la capacité des réseaux. Par ailleurs, la baisse des coûts de revient a encouragé les particuliers et les entreprises à équiper davantage leurs locaux de lignes téléphoniques. Cette évolution a conduit à une saturation progressive des réseaux, nécessitant des investissements importants pour maintenir la qualité de service et permettre de nouvelles fonctionnalités.



Le chiffre d'affaires de France Télécom a connu une croissance soutenue ces dernières années, portée principalement par la téléphonie mobile et les services à valeur ajoutée. Cette performance s'explique par la mise en œuvre de stratégies commerciales innovantes, ainsi que par la diversification de l'offre de services. Cependant, la concurrence accrue dans ces secteurs pousse l'entreprise à optimiser ses coûts et à renforcer sa position sur le marché de la téléphonie fixe, qui reste une source importante de revenus.

TÉLÉVISION Jean-Louis Missika a remis, lundi 15 décembre, le rapport sur les missions et l'avenir de la télévision de service public, que lui avait commandé Catherine Traut-

mann, ministre de la culture et de la communication. ● CE RAPPORT, préparatoire au projet de loi sur l'audiovisuel que M^{me} Trautmann doit exposer au conseil des ministres du

7 janvier prochain, propose plusieurs solutions pour les télévisions publiques. ● UNE CHARTE en cinq points devrait être négociée entre l'Etat actionnaire, les responsables

de la télévision et les administrateurs, afin de réaffirmer les missions de service public. Le rapport préconise aussi que les membres des conseils d'administration soient plus

responsabilisés. ● L'ENTRÉE des télévisions publiques dans le numérique est jugée nécessaire, ainsi que leur adaptation à la réglementation européenne.

Les conseils d'administration des chaînes publiques n'ont pas assez de pouvoir

Dans un entretien au « Monde », Jean-Louis Missika révèle les grandes lignes de son rapport sur l'audiovisuel public. Il préconise que les rapports entre l'Etat actionnaire, les dirigeants et les administrateurs des chaînes fassent l'objet d'une charte en cinq points

Ex-directeur général de l'institut de sondages BVA, après avoir été responsable du Service d'information et de diffusion (SID), auteur de nombreux livres et rapports, Jean-Louis Missika a été chargé par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, de réfléchir aux missions des télévisions de service public (Le Monde du 30 septembre).

« Quelle est la finalité du rapport que vous venez de réaliser ? » Catherine Trautmann souhaitait y voir clair en matière d'audiovisuel public alors qu'elle réfléchit à un projet de loi. Elle avait besoin d'une vision d'ensemble des missions de service public et de leur modernisation dans un système devenu très concurrentiel.

« Votre rapport insiste sur la confusion des missions de la télévision publique. Comment y remédier ? » J'ouvre effectivement mon rapport sur une analyse glo-

bale du marché, y compris sur le plan publicitaire. La transformation des règles du jeu en 1984-1985, avec l'apparition des télévisions privées, n'a pas été accompagnée de révision doctrinale. On est passé d'une priorité de contenu

« la culture pour tous » à une priorité économique. Et cela sans prise de conscience : quand on lit les cahiers des charges de France 2 et de France 3, on se rend compte que leur armature est commune à l'ensemble des télévisions, publiques ou privées. Les missions « informer, éduquer, distraire » définissent la télévision au sens large, et non la télévision publique, alors qu'il y a un travail supplémentaire à effectuer à l'égard de celle-ci.

« Or ce cahier des charges est désormais inefficace : quand ça marche, il est inutile ; quand ça ne marche pas, il est détourné. D'où ma proposition d'une charte du service public de télévision, qui doit



JEAN-LOUIS MISSIKA

guider ses dirigeants à partir de cinq grands principes : qualité, diversité, pluralisme, transparence, innovation. A un autre niveau, il est de la responsabilité de l'Etat actionnaire de fixer à chaque société de programmes un contrat d'objectifs. Il vaut mieux responsabiliser un dirigeant de la télévision publique par des objectifs que le déresponsabiliser par des contraintes. Ces contrats d'objectifs devraient être négociés

entre l'Etat, les responsables des chaînes publiques et les conseils d'administration.

« Ne remettez-vous pas ceux-ci en cause ? »

« Je ne leur reproche rien en particulier, mais il est apparu dans tous les entretiens qu'ils n'ont pas de vraie fonction de contrôle ni d'impulsion et que les décisions importantes sont prises ailleurs. C'est dû en partie à la confusion créée entre la fonction d'actionnaire et de régulateur. On a confié à un organisme de régulation - le CSA - la tâche de nommer les présidents, c'est-à-dire les mandataires sociaux des chaînes.

« Aujourd'hui, un responsable de télévision publique est responsable devant plusieurs instances : celle qui le nomme, celle qui tient les cordons de la bourse, celle qui lui donne les autorisations d'augmentation salariale. Il faut redonner aux conseils d'administration des chaînes une fonction importante, d'où notam-

ment ma proposition d'en indemniser les membres et de limiter le nombre de mandats d'administrateurs pour une même personne. On a le sentiment que l'Etat est très présent pour les toutes petites choses mais il ne joue pas son rôle d'actionnaire sur les grandes questions stratégiques. D'une manière plus générale, l'Etat actionnaire est impuissant, l'Etat régulateur incertain, et l'Etat défenseur de l'intérêt général ambigu.

« En quoi la « caisse commune » de l'audiovisuel public attire-t-elle selon vous les critiques ? Qu'entendez-vous par « infonction paradoxale » faite à France 2 ? »

« La mutualisation des ressources est décourageante : les chaînes les plus performantes, qui réalisent donc des bénéfices, financent celles qui le sont moins. Actuellement, si France 2 et France 3 dépassent leurs objectifs publicitaires, cela rentre dans la grande caisse commune de l'audiovisuel public. France 2 est totalement pris dans ce que j'appelle l'« infonction paradoxale » : la chaîne est à la fois sommée de concurrencer TF1 et de respecter son statut de télévision publique en se différenciant de TF1.

« Le problème n'est pas celui du contrôle du capital - donc de débattre sur le bien-fondé de sa privatisation - ni celui des ressources publicitaires, il est de savoir comment positionner cette chaîne sur le marché : concurrence ou contre-programmation. Soit France 2 doit concurrencer TF1 et a pour mission d'équilibrer le marché audiovisuel. Soit France 2 doit approfondir son identité de service public et oublier la course avec TF1. Mais, dans ce cas, toutes les chaînes publiques feront de la contre-programmation et ce sera peut-être M6 qui tentera de concurrencer TF1.

« Est-il logique que la télévision publique, financée par la redevance, investisse dans une plateforme numérique (TPS) et lance des chaînes thématiques à péage ? »

« La question de l'adaptation aux nouvelles technologies se pose. L'orientation en France n'est pas celle d'un réseau hertzien numérique, mais des bouquets numé-

riques par satellite. La question de fond est de savoir si une entreprise publique comme France Télévision peut agir comme une entreprise, donc être actionnaire d'un bouquet (TPS) et signer des contrats d'exclusivité de diffusion pour ses chaînes thématiques. Je réponds positivement, car interdire aux chaînes publiques d'être actionnaires d'un bouquet numérique aurait des effets négatifs à terme. Pas uniquement dans la maîtrise des contenus. C'est au sein de TPS et de CanalSatellite que s'inventent aujourd'hui les nouveaux services interactifs de demain.

« Dans votre rapport, vous mettez en cause la politique audiovisuelle extérieure. Que proposez-vous ? »

« La France est l'un des rares pays qui finance une chaîne internationale qui n'est pas directement l'émanation du vaisseau amiral de ses chaînes publiques, même si la plupart des programmes français de TV5 viennent de France Télévision. Compte tenu de l'aspect provincial des journaux télévisés de TV5, il est urgent de lancer un véritable journal télévisé destiné à l'international, qui ne soit pas la diffusion à l'étranger du JT de France 2. Il y a d'ailleurs des réflexions dans ce sens.

« Quelle sera la latitude de la France pour fixer une législation dans l'audiovisuel public, compte tenu de l'influence croissante de Bruxelles ? »

« Il est certain que la réglementation européenne aura des effets de plus en plus importants sur la politique audiovisuelle des Etats membres. Le Livre vert sur la convergence numérique adopte une position radicale sur ce sujet. L'entrée des télévisions publiques sur les marchés de la télévision payante fera l'objet d'un contentieux auprès de la Cour de justice. Les batailles à venir se joueront sur deux fronts : celui de l'exception culturelle, attaqué au nom de la convergence numérique, celui de la spécificité du modèle de télévision publique, attaqué au nom de l'harmonisation des conditions de concurrence. »

Propos recueillis par Yves-Marie Labé et Nicole Vulser

Le triptyque « informer, éduquer, distraire » remis en question

Dans le rapport sur la télévision publique remis par Jean-Louis Missika à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, on peut notamment lire :



VERBATIM

« Examinons le triptyque classique : « informer, éduquer, distraire ». C'est la définition historique de la télévision publique, son horizon le plus large. On comprend que, au temps du monopole, les chaînes publiques doivent « satisfaire les besoins d'information, de culture, d'éducation et de distraction du public ».

« Mais cette ambition générale peut-elle survivre dans un système concurrentiel où l'on recherche une distinction entre chaînes publiques et privées ? Surtout quand l'autorité indépendante de régulation du secteur définit les « règles générales de programmation » des chaînes privées entre termes absolument identiques (...). La distraction est aujourd'hui pleinement assumée par l'ensemble des télévisions. Elle n'est donc plus en tant que telle une mission de service public. L'information honnête et pluraliste du citoyen est clairement une mission de service public. Mais elle est aussi assumée par des entreprises privées de presse, de radio et de télévision. L'éducation demeure pour l'heure une mission de service public et une spécificité du secteur pu-

blic comme objectif éditorial. Il semble nécessaire de redonner à l'Etat actionnaire son pouvoir de nomination des présidents (des chaînes publiques) tout en renforçant les pouvoirs de contrôle et de sanction du CSA. Le mandat des présidents aurait une durée de cinq ans.

« Il est indispensable que les administrateurs (des chaînes) représentent l'actionnaire, c'est-à-dire qu'ils puissent en avoir le temps et les moyens. Ils doivent personnellement assister aux conseils, se sentir concernés par la stratégie d'entreprise, consacrer du temps à l'étude des dossiers, disposer d'un minimum de compétence sur le secteur. Bref, être véritablement responsables dans l'exercice de leur fonction d'administrateur. C'est pourquoi nous proposons que les membres des conseils d'administration désignés par l'Etat soient des personnalités disponibles, compétentes et indemnisées pour cette tâche, que nul ne puisse être nommé « ex-fonction », que nul ne puisse être membre de plus d'un conseil d'administration de l'audiovisuel public.

« Un autre problème majeur se pose dans l'actionariat des sociétés audiovisuelles publiques. Il s'agit de la distinction entre le contrôle du capital et l'exercice réel du pouvoir. Par exemple, dans le cas de La Sept, France 3 est l'actionnaire principal (45 % du capital) mais n'exerce aucune responsabilité particulière. TV5 est dans une situation analogue. Ces situations génèrent de l'irresponsabilité et des risques de dérapage. »

JAÏPUR

HOMME

B

BOUCHERON

PARIS

LA NOUVELLE LIGNE POUR HOMME DE BOUCHERON
EAU DE PARFUM • EAU DE TOILETTE

BOUCHERON PARIS : 26, PLACE VENDÔME • 75, RUE DES SAINTS-PÈRES • 134, AVENUE VICTOR HUGO
ET CHEZ LES DÉPOSITAIRES AGRÉÉS.

Brive se défait de son complexe toulousain

Vainqueurs de Toulouse (22-22, deux essais à un), les rugbymen corréziens accèdent pour la deuxième année d'affilée en finale de la Coupe d'Europe

La finale de la Coupe d'Europe opposera Brive à Brive, tenant du titre, le 31 janvier 1998, à Bordeaux. Les Anglais, sur leur terrain, ont battu Pau, samedi 20 décembre (20-14), quand Brive, sur sa pelouse, s'est imposé

face au Stade toulousain au bénéfice des essais (22-22 après prolongation, deux essais à un). Les Corréziens avaient réussi à rejoindre les Toulousains au score grâce à une pénalité de Christophe Lamaison - la quatrième de la

partie - deux minutes avant la fin du temps réglementaire. La défense ayant primé sur l'attaque, le joueur de la partie a été Loïc Van der Linden. A l'image de son équipe, le troisième ligne a montré humilité, abnéga-

tion et sacrifice. La finale de la Conférence européenne sera entièrement française, qui opposera Agen et Colomiers le 1^{er} février. Les deux équipes ont respectivement battu Newcastle (12-9) et le Stade français (19-13).

Arrivée serrée et mouvementée de la troisième étape de la Whitbread

SYDNEY

de notre envoyé spécial
La troisième étape de la Whitbread (course de équipage autour du monde), qui a consisté à rallier, par le



sud de l'Australie, Fremantle à Sydney, devait se terminer lundi 22 décembre en fin de journée (heure de Paris) devant Popé de Sydney, après neuf jours de course qui se firent par quarante-huit heures de régate exceptionnellement serrée entre les six bateaux de tête et les trois de queue, suivant à quelques milles seulement derrière.

Au dernier relevé, il restait difficile de spéculer sur l'ordre définitif d'arrivée, tant les dernières heures de cette étape, relativement courte (2 250 milles nautiques) à l'échelle de la course, furent tendues. Merit-Cup (Minnaco), par exemple, qui commençait à croire que la malchance s'acharnait sur son bateau tant les conditions climatiques lui furent systématiquement défavorables, était remonté en quatrième position à la mi-journée de lundi, trépidant plus tard par l'Américain Chesie Racing. « C'est mal une seule étape de Whitbread, où, après deux mille milles nautiques, vous pouvez voir sept concurrents à un jour de l'arrivée », s'exclama dimanche Mike Quiller, navigateur à bord de Merit-Cup (Monaco) et vétéran de cette course autour du monde.

Quelques jours après le départ de Fremantle, la flotte s'était pourtant divisée en trois groupes qui prirent chacun une option différente (route du nord, du sud et du grand sud), s'écartant parfois sur deux cents milles nautiques. Mais, quand on débuta le week-end il fallut passer le détroit de Bass, au sud-est du continent australien, avant d'annoncer la remontée le long de la côte est de l'Australie, les neuf bateaux se retrouvèrent finalement dans un mouchoir de poche. Et en une journée, avec un vent capricieux et une météo incertaine, les analystes conclurent que l'option gagnante avait été la route sud, puis la route nord, puis à nouveau la route sud. Autant dire qu'à peu de choses près il semblerait, pour une fois, que les deux routes se valaient. « On est dimanche [jour 8]. Le jour se lève. Et on se découvre entourés de plusieurs de nos pairs : Swedish-Match, Silk-Cut et Toshiba, plus un autre », commentait Paul Cayard, skipper de EF-Langue, dans son dernier message électronique. Il ne fallut qu'une journée pour que l'avance supposée confortable d'EF-Langue disparaisse, au profit de Swedish-Match, qui revenait du sud où on le croyait voué à être dernier, avec un mat fraîgilé.

Tout au long de la journée de lundi, les derniers ont repris du terrain sur les premiers (Swedish-Match, EF-Langue et Innovation-Kvaerner), qui ne parvenaient plus à garder leur fragile avance. Le suspense de ces dernières journées de course, et à l'instar de ces dernières heures qui allaient se prolonger dans la nuit, fut à vrai dire le bienvenu après une étape peu fournie en anecdotes savoureuses dont les marins au long cours ont l'habitude. Le chic. Même la manœuvre d'homme à la mer qui eut lieu au milieu de la nuit de samedi à dimanche, dans les eaux cassantes du détroit de Bass, fut traitée de manière quasi chirurgicale.

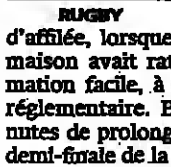
Alby Pratt, équipier australien sur Innovation-Kvaerner, le bateau norvégien en tête du classement général, passe par dessus bord, en participant à une manœuvre de changement de voile, dans une brise d'environ 25-30 nœuds. Sept minutes plus tard, l'homme est récupéré, et l'équipage peut à nouveau se concentrer sur les derniers 300 milles à parcourir. Le skipper Knut Frostad se fend de quelques lignes de commentaires laconiques dans un message électronique. Il estime avoir perdu peu de temps dans cette manœuvre « que son équipage avait souvent pratiquée » et qui fut, semble-t-il, exécutée selon les règles de l'art et en un temps record, eu égard aux circonstances.

Florence de Changy

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Il restait deux minutes à jouer, mais Alain Penaud ne croyait plus en rien. Son équipe, le Club athlétique de Brive, avait laissé filer sa chance d'atteindre la finale de la Coupe d'Europe de rugby pour la deuxième fois



d'affilée, lorsque Christophe Lamaison avait raté une transformation facile, à la fin du temps réglementaire. Encore deux minutes de prolongation dans cette demi-finale de la Coupe d'Europe et le Stade toulousain aurait la victoire en poche. Comme d'habitude, se prenant à soupçonner les quinze brivistes, qui, depuis leur irruption au plus haut niveau du rugby français et européen, il y a deux ans, n'étaient jamais parvenus à contester la suprématie que leurs homologues toulousains exercent sur les terrains de l'Hérault.

Toulouse, Brive, les deux clubs les plus médiatiques de France. Le premier pour ses impressionnantes régularités - quatre fois champion de France en quatre ans et détenteur de la première Coupe d'Europe, en 1996 -, le se-

cond grâce à sa capacité à produire l'un des jeux les plus audacieux de France - et accessoirement à la notoriété de ses dirigeants, l'ami Patrick Sébastien et le PDG du groupe Havas, Pierre Daudier. Ces rivaux ne se croient jamais qu'un sommet. Lors de leur dernière rencontre, en finale du championnat de France 1996, le talent des pur-sang brivistes avait déjà succombé devant l'implacable rouleau compresseur toulousain : 13-20, la courte défaite avait engendré une énorme frustration chez les Brivistes, un appétit de revanche que la victoire en finale de la Coupe d'Europe 1997, face aux Tigres de Leicester, les tombeurs des ogres de Toulouse justement, n'avait pas tout à fait soulagé.

Vaincre Toulouse dans ses meubles et dans un match doté d'un tel enjeu, sportif et financier, c'est possible, n'avaient cessé de se répéter les Corréziens depuis qu'un tirage au sort modalité contestable leur avait désigné leur adversaire préféré sur la route de la finale. Les joueurs de Laurent Seigne et Pierre Mntauravaient savamment comploté : une défense dite « inversée », une ligne de trois-quarts toujours disposée à plat, toujours à la limite du hors-jeu afin d'empêcher les Toulousains de dé-

ployer trop aisément leurs aises. « Brive a été plus performant que nous dans l'occupation du terrain », ne pouvait pas constater Serge Laidie, l'un des deux entraîneurs toulousains.

Pour le jeu d'attaque, les Brivistes pouvaient toujours compter sur leurs qualités naturelles d'anticipation, sur leur indéniable savoir-faire en matière de « coups » et embrouilles co-tout geore. Dimanche 21 décembre, au Stadium de Toulouse, ils n'ont pas attendu vingt minutes pour interpréter leur chef-d'œuvre du jour : sur une touche jouée dans les 22 mètres toulousains, un tour de passe-passe, une combinaison furtive entre François Dubois et Olivier Magne a envoyé ce dernier à l'essai peccant que Didier Casadé neutralisait Patrick Soula, à la limite du règlement. Christophe Deylaud a levé les bras au ciel pour dénoncer le piège, mais les arbitres britanniques ont validé l'action.

AVOIR UN COUP D'AVANCE

Toujours avoir un coup d'avance sur l'adversaire, c'est la méthode briviste. Ce sont des touches jouées ultra-rapidement, trop parfois, ce sont des attaques sur le fil du rasoir, toujours exposées à un contre ou à une interception. C'est osé, c'est risqué,

c'est intermittent, mais, au final, hégémoniquement dangereux. Dimanche, ce le plus vite possible pour essayer de déstabiliser Christophe Deylaud. Quand tu joues contre le Stade, si tu regardes et si tu laisses faire tu prends des valises toute la journée », dit-il. Vaincre Brive, c'est une aventure sportive de dix ans, il y a eu un parcours, des dents de serrure, des plus belles nées en première division, il s'est trouvé simple remplaçant dans l'équipe réserve. « Si un autre club m'avait fait une proposition de ce moment-là, je n'en aurais rien dit », se souvient-il. « Pendant huit mois, j'ai tout arrêté. Mais j'ai continué de m'entraîner tout seul, et de me forger un mental de gagnant. »

« COMME UN MEURTRE-DE-FAIM » Avec l'arrivée de Laurent Seigne, Pierre Daudier et Patrick Sébastien, Van der Linden revient en équipe première. Et, cette année, à l'âge de trente et un ans, il semble avoir atteint la maturité, à tel point que la presse britannique, admirative de ses performances en Coupe d'Europe, se demande sans arrêt pourquoi il n'est jamais pris par les sélectionneurs du XV de France. « Je ne me pose pas de questions, mais je pense que l'honneur de porter la pinte de NDLR, le coq, c'est pour les autres », dit-il simplement. L'évolution de son jeu depuis un an, de sa condition physique et de sa capacité d'aligner d'immenses plaquages désintéressés durant quatre-vingt minutes est sans doute liée à une préparation nouvelle et à son statut de semi-professionnel. « Le rugby a tellement évolué que physiquement il faut être au point. On ne peut plus rien laisser au hasard », confie-t-il. « Je prends chaque saison comme si

c'était ma dernière. Mais je ne voulais pas rater ma chance, au vu des regrets après. Pendant l'hiver, je me suis préparé comme un meurtre-de-faim. »

« Autre changement : encore plus déterminant, sa décision de devenir « semi-pro ». Souhaitable dans une course de transports à Brive, il a décidé cette année de ne travailler qu'à mi-temps, de 13 h 30 à 17 h 30. « Cela me permet d'avoir des plages de récupération plus importantes, et sans aucun doute je récupère mieux après les matches. Ma vie de famille en bénéficie également, car je ne suis plus obligé de me lever à six heures du matin pour aller m'entraîner et de me coucher à 23 heures après une journée de travail. »

En tous cas, si cette demi-finale rugueuse et épatante par l'engagement total des deux côtés en est preuve, van der Linden et les Brivistes ont franchi un palier physique. On se souvient de ses larmes de désespoir au Parc des Princes après la finale du championnat (Toulouse-Brive) en 1996. « Ce jour-là nous avons tenu 70 minutes. La victoire était en notre portée, mais les Toulousains ont pris le dessus dans les dernières minutes », dit-il. Dimanche au Stadium donc, même s'il est sorti épuisé à la 105^e minute - « On aurait dit Pinocchio ! j'avais les jambes en bois ! » - van der Linden a pris sa revanche. « Nous les avons battus grâce à notre fraîcheur physique. Mais dans des moments comme ça, comme ces prolongations, le mental est plus fort que le physique. Nous avons gagné parce que nous y avons cru plus qu'eux. »

Ian Borthwick

Loïc Van der Linden, plaqueur inusable

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

S'il fallait trouver un joueur emblématique du XV briviste, ce n'est pas Loïc Van der Linden. Avec son patronyme flamand et ses cheveux roux, ce n'est pas un joueur de vedette comme on en compte beaucoup dans les rangs du Stade toulousain, mais à l'image de cette formation corrézienne qui doit son succès à la force de son collectif, Van der Linden est un modèle d'humilité, d'abnégation et de sacrifice. Dans un match où la défense a primé sur l'attaque, il a joué un rôle primordial dans la réussite de son équipe. Rapide, puissant, c'est un plaqueur redoutable, l'un des rares joueurs brivistes à avoir impressionné les joueurs d'Auckland lors de la visite des champions néo-zélandais en février dernier.

Flamands, ses grands-parents sont venus s'installer en France, où ils sont agriculteurs, près de Nogent-sur-Seine. A 1,86 m pour 100 kg, sur le terrain c'est un chasseur incroyable qui rate rarement sa proie, et qui a compris l'importance dans le jeu moderne du « plaqueur offensif ». Il ne suffit plus de faire tomber l'adversaire, il faut également l'empêcher de libérer la balle, ou, encore mieux, la faire glider par la seule force de l'impact. C'est ainsi que, durant toute la partie, il a réussi à « pourrir » les attaques toulousaines. Soit en plaquant le porteur du ballon en deçà de la ligne d'avantage, soit en empêchant la sortie rapide du ballon si essentielle aux enchaînements du système de jeu toulousain.

« Mon rôle contre Toulouse était de monter

le plus vite possible pour essayer de déstabiliser Christophe Deylaud. Quand tu joues contre le Stade, si tu regardes et si tu laisses faire tu prends des valises toute la journée », dit-il. Vaincre Brive, c'est une aventure sportive de dix ans, il y a eu un parcours, des dents de serrure, des plus belles nées en première division, il s'est trouvé simple remplaçant dans l'équipe réserve. « Si un autre club m'avait fait une proposition de ce moment-là, je n'en aurais rien dit », se souvient-il. « Pendant huit mois, j'ai tout arrêté. Mais j'ai continué de m'entraîner tout seul, et de me forger un mental de gagnant. »

« COMME UN MEURTRE-DE-FAIM » Avec l'arrivée de Laurent Seigne, Pierre Daudier et Patrick Sébastien, Van der Linden revient en équipe première. Et, cette année, à l'âge de trente et un ans, il semble avoir atteint la maturité, à tel point que la presse britannique, admirative de ses performances en Coupe d'Europe, se demande sans arrêt pourquoi il n'est jamais pris par les sélectionneurs du XV de France. « Je ne me pose pas de questions, mais je pense que l'honneur de porter la pinte de NDLR, le coq, c'est pour les autres », dit-il simplement. L'évolution de son jeu depuis un an, de sa condition physique et de sa capacité d'aligner d'immenses plaquages désintéressés durant quatre-vingt minutes est sans doute liée à une préparation nouvelle et à son statut de semi-professionnel. « Le rugby a tellement évolué que physiquement il faut être au point. On ne peut plus rien laisser au hasard », confie-t-il. « Je prends chaque saison comme si

Bath émerge des difficultés financières des clubs anglais

BATH

de notre envoyé spécial

Adversaire de Brive en finale de la Coupe d'Europe de rugby, Bath était le seul rescapé des quatre clubs anglais engagés dans cette compétition. Au moment de recevoir la Section paloise en demi-finale, le club de la cité thermale portait sur ses seules épaules la charge de laver l'affront subi au tour précédent par les équipes anglaises, Leicester, les Wasps et les Harlequins, respectivement laminées par Pau, Brive et Toulouse. En France, les clubs se portent aussi bien que la sélection nationale est souffrante depuis sa débâcle face aux Sud-Africains, le 22 novembre. En Angleterre, la situation est exactement inverse, où le XV de la Rose a accompli, le 6 décembre face aux Néo-Zélandais, l'une des plus belles performances de son histoire, à la fin d'un automne marqué par la série de revers des meilleurs clubs du pays en Coupe d'Europe.

Un an et demi après l'avènement du professionalismisme dans le rugby anglais, de nombreux

clubs insulaires se retrouvent englués dans de sévères difficultés économiques. Les riches hommes d'affaires qui avaient investi quelques millions de livres pour constituer des équipes de premier plan commencent à déchanter. Tout comme en France, le championnat offre des rencontres inégales dont le grand public n'est guère friand : si les amateurs londoniens sont capables de remplir les enceintes de Twickenham et de Wembley pour assister à deux rencontres internationales simultanées (Angleterre-Afrique du Sud et Galles-Nouvelle-Zélande, le 29 novembre), ils se montrent beaucoup moins enthousiastes à l'idée d'aller applaudir les Saracens ou les Harlequins, deux équipes qui regorgent pourtant de vedettes étrangères.

En quelques mois, des clubs comme les Saracens ou Richmond, autrefois des équipes évaluées à plus de dix millions de francs. La même récession distribue par la Fédération anglaise aux douze clubs de l'élite (trois millions de francs par entreprise) a, certes,

calmé les esprits, mais les propriétaires réclament davantage, notamment un aménagement du calendrier plus favorable à leurs desseins. Pour alléger la note salariale, quelques-uns envisagent déjà de renvoyer chez eux une partie des joueurs étrangers évoluant dans le Allied Dunbar Premiership - les « importés » représentent près d'un tiers des effectifs de l'élite anglaise.

« Avant, les joueurs étaient soutenus par le club, aujourd'hui ils ne sont plus que les valets d'une entreprise »

Bath, le club-phare des années 90 en Angleterre, n'échappe pas à la tornade qui sévit sur le rugby d'outre-Manche. En 1996, le

club de Jeremy Guscott et Phil De Glanville s'était lancé dans la course au professionalismisme grâce à la contribution généreuse, un million et demi de livres, d'un entrepreneur local, Andrew Brown, riche du succès de son commerce de cartes de vœux. Sacrifice à la modernité, le Bath Rugby Football Club, né en 1865, a adopté un nom de société commerciale : c'est le Bath plc, qui a dominé Pau (20-14), samedi 20 décembre, lors d'un rude affrontement des troisième-lignes sur la pelouse de son superbe Recreational Ground, un stade hors d'âge installé en plein centre-ville, au voisinage des chefs-d'œuvre d'architecture géorgienne qui ont fait la réputation de l'ancienne cité romaine.

Pendant sa première saison de la nouvelle ère, Bath plc. avait échoué sur tous les fronts : pour la première fois depuis 1989, les bleu-blanc-noir n'avaient rapporté aucun trophée au club-house. Les entraîneurs, Brian Ashton et John Hall, une figure du club, y avaient perdu leurs emplois. Cette

année, l'équipe pointe au milieu du classement du championnat anglais : elle vient d'encaisser contre les Saracens la plus grave défaite de l'histoire du club (53-20). Lassés de tant de revers, la marque de whisky qui sponsorisait Bath depuis deux ans a annoncé qu'elle n'était pas disposée à prolonger l'expérience. Les vieux supporters sont eux aussi dubitatifs : « Avant, les joueurs étaient soutenus par le club, aujourd'hui ils ne sont plus que les valets d'une entreprise », regrette l'un d'eux. C'était juste avant la qualification de Bath pour la finale de la Coupe d'Europe.

E. C.

ETUDIANTS

BUREAU des ETUDIANTS

3615 LEMONDE

L'Arabie saoudite se mobilise pour préparer la Coupe du monde

Pour un salaire annuel de 18 millions de francs, le Brésilien Carlos Alberto Parreira, ex-entraîneur des champions du monde en titre, est chargé d'amener l'équipe en quarts de finale en France

Vainqueurs 6-0 de l'Australie dimanche 21 décembre à Riyad, les Brésiliens se sont imposés dans la Coupe des confédérations, leurs joueurs vedettes, Ronaldo et Romario, marquant chacun trois buts. En match de

classement pour la troisième place, la République tchèque l'a emporté 1-0 sur l'Uruguay grâce à un but de Lasota. Outre un intéressant galop d'essai en vue de la Coupe du monde qui sera disputée en France du 10 juin

au 12 juillet 1998, cette compétition a permis de mesurer les ambitions pour le Mondial de l'Arabie saoudite, équipe qui évoluera dans le groupe de la France. Huitième de finaliste pour sa première participation en 1994, cette

équipe, qui vise maintenant les quarts de finale en France, s'est attaché pour 15 millions de francs par an l'entraîneur de l'équipe championne du monde en 1994, le Brésilien Carlos Alberto Parreira, pour y parvenir.

RIYAD
de notre envoyé spécial
Une merveille plantée au milieu de nulle part, à quelques dizaines de kilomètres du centre de Riyad, Entre la voie rapide bordée de grosses voitures américaines et le désert se dresse le stade du Roi Fahd. Sans doute l'un des plus beaux de la planète, inspiré de la tente des Bédouins. Un stade au confort luxueux, à l'image d'un pays où l'argent de l'or noir continue de couler à flots. Vitrine du sport saoudien, le King-Fahd-Stadium, inauguré il y a dix ans, fait rarement le plein de ses 76 000 places. Mais les autorités locales s'en moquent. Il fallait au royaume un stade emblématique pour accueillir des compétitions internationales, comme cette Coupe des confédérations, organisée par la Fédération internationale de football (FIFA), qui s'est achevée dimanche 21 décembre. Voilà qui est fait. Et, comme le précise ce dirigeant du club omnisports d'Al Hilal (« la demi-lune »), l'un des plus populaires du pays : « Ici, l'argent n'est pas un problème. Le football fait partie des priorités de la famille royale depuis de longues années, tout le monde en profite : les clubs, les joueurs, les jeunes... »

Dans un pays où les paradoxes sont nombreux, le football n'échappe pas aux contradictions. Les tribunes des stades sont presque vides lors des rencontres de ce qui est devenu le championnat le plus riche d'Asie. Même l'équipe nationale ne semble pas déchaîner les foules si l'on en juge par les réactions maussades du public

présent au King-Fahd-Stadium lors des rencontres de cette Coupe des confédérations face au Brésil (défaite 3-0), au Mexique (déroute 5-0) et l'Australie (victoire 1-0). La folie foot serait-elle réservée aux seuls princes tout-puissants ? « Non, le football est effectivement très populaire dans ce pays. Mais les gens ont toujours pris l'habitude de regarder les matches chez eux, à la télévision », indique un journaliste. Il faut s'écarter des grandes avenues sans charme du centre-ville de Riyad pour que la passion pour le foot devienne réalité. Au milieu des terrains vagues, des dizaines de joueurs de fortune rêvent d'exploits à la pied.

Il y a une vingtaine d'années, les plus hautes autorités du royaume ont décidé de promouvoir le football, sport populaire par excellence. Une manière comme une autre d'occuper la jeunesse d'un pays où l'interprétation conservatrice du Coran reste une réalité quotidienne. Pour y parvenir, l'argent a évidemment coulé à flots. Des cités du sport ont été construites dans les grandes villes, chacune comprenant un stade, un gymnase, une piscine et de multiples facilités pour loger les athlètes. Une visite au club d'Al Hilal permet de constater le luxe dans lequel évoluent ses salariés. Petit à petit, les clubs se sont développés et les salaires importants ont attiré au pays de l'or noir de nombreux techniciens étrangers, qui ont appris aux joueurs locaux certaines subtilités du football moderne. Mario Zagallo, l'actuel entraîneur de la Selecao brésilienne, a par exemple entraîné un temps Al Hilal. Et son compatriote Roberto Rivellino, joueur mythique, a lui aussi porté pendant deux ans le maillot bleu du club de Riyad.

Dans son bureau-salon somptueux situé au cœur du ministère de la jeunesse et des sports, le prince Sultan Ben Fahd Ben Abdulaziz, grand patron du football dans le royaume, évoque les progrès réalisés : « Le véritable programme scientifique mis en œuvre dans les clubs et au sein de l'équipe nationale porte ses fruits : les infrastructures, les entraîneurs, les soins médicaux, les services administratifs, sont de haut niveau. Le football saoudien ne cesse de progresser et ce phénomène devrait s'accroître puisque, à partir de la saison prochaine, nous aurons pour la première fois nos meilleurs joueurs à exercer leurs talents dans des clubs étrangers... »

En attendant, la préparation à la phase finale du Mondial 98 bat son plein. Car, depuis l'exploit réalisé par la sélection lors de la World Cup américaine en 1994 (pour sa première participation, l'Arabie saou-

dite a atteint les huitièmes de finale), les responsables politiques n'ont plus qu'un objectif : faire encore mieux à l'occasion du Mondial français.

CHARISME
Alors que le roi Fahd en personne était venu saluer les héros de la sélection à leur retour des Etats-Unis, tous les responsables du royaume, princes de sang en tête, semblent considérer la prochaine échéance de juin 1998 comme capitale. L'Allemand Otto Pfister, qui a qualifié l'équipe pour la phase finale, a été prié de retourner s'occuper de la sélection « Espoirs ». Dans un pays où la valse des entraîneurs est une grande spécialité (lors de la saison dernière, les douze clubs de première division ont utilisé trente-sept entraîneurs), la mise à l'écart de Pfister n'a étonné personne.

Pourtant très apprécié de ses joueurs, le technicien allemand semblait manquer de charisme aux yeux des responsables saoudiens,

L'entraîneur des Bafana-Bafana démissionne

A son retour de Riyad, samedi 20 décembre, Clive Barker, le charismatique entraîneur de l'équipe nationale d'Afrique du Sud, les Bafana-Bafana, a annoncé qu'il démissionnait. A six mois de la Coupe du monde, que l'Afrique du Sud disputera pour la première fois, la fédération sud-africaine impute à son manque de stratégie les piètres résultats de l'équipe nationale. Lors de la Coupe des confédérations, à Riyad, en Arabie saoudite, l'Afrique du Sud a terminé dernière de son groupe, sans gagner de match. Cette contre-performance, après trois défaites successives, contre la France (1-2), l'Allemagne (0-3) et le Brésil (1-2), a éclipé le chemin parcouru depuis l'entrée en fonctions de Clive Barker, en mars 1994, avec une victoire en Coupe d'Afrique des nations, en 1996. On connaît le 3 janvier son successeur au poste décrit comme « le plus chaud du pays après celui de Nelson Mandela ». Le nom le plus souvent avancé est celui de Jomo Sono, ancienne vedette du foot sud-africain, désormais à la tête de son propre club, le Jomo Cosmos.

qui ont réussi, pétro-dollars aidant, à convaincre le Brésilien Carlos Alberto Parreira de prendre en charge la sélection. Champion du monde en titre avec la Selecao, Parreira, qui connaît bien cette région pour y avoir travaillé il y a une dizaine d'années, a accepté cette mission, moyennant la modique somme de 18 millions de francs pour un an. « Depuis le passage au professionnalisme, il y a cinq ans, les progrès ont été très rapides. Les joueurs saoudiens sont devenus de vrais professionnels disciplinés tout en gardant leurs traditionnelles qualités techniques. A moi de muscler physiquement et mentalement ce groupe. Pour moi, dans cette tâche, je vais faire appel à mon compatriote Moracy Sant'Anna, préparateur physique du Sao Paulo FC, qui a travaillé à mes côtés durant la dernière Coupe du monde. C'est le meilleur préparateur physique de la planète ! », déclare Parreira, l'homme des missions délicates.

Pour l'instant, les réunions au sommet se multiplient à Riyad entre les responsables politiques et la sélection. Reçus au palais du prince héritier Abdullah Ben Abdulaziz, puis le lendemain par le prince Sultan, les internationaux saoudiens sont déjà sous pression. Le 10 avril 1998, ils seront tous réunis dans la capitale pour y subir des tests physiques. A partir du 17 avril, les internationaux seront en stage à Sainte-Maxime dans le sud de la France, entre le 6 et le 30 mai, cinq rencontres de préparation. « Oui, nous visons les quarts de finale. Avec Parreira, cet objectif est réalisable ! », lance le prince Sultan dans son luxueux bureau-salon. Qu'en pense Alain Constant ?

Alain Constant

Le Sporting Club de Toulon est au bord du dépôt de bilan

TOULON
de notre correspondant
Le Sporting Club de Toulon (SCT), club phare du football varois, est au bord du dépôt de bilan avec une dette d'environ 12 millions de francs, soit près de la moitié de son budget (25 millions de francs). La nouvelle est tombée au moment même où son ancien entraîneur, Roland Courbis, était condamné en appel à Aix-en-Provence à deux ans de prison avec sursis et 500 000 francs d'amende pour fraude fiscale dans le cadre de fausses factures d'un montant de 9 millions de francs représentant des rentrées d'argent non déclarées au fisc en 1988 et 1989.

Lors de l'assemblée générale du 6 février 1997, le président du SCT, Sauveur Catalano, faisait part d'une situation financière tellement confortable qu'il proposait l'achat d'un immeuble en vue d'y créer un club de supporters. Cinq jours plus tard, lors d'une nouvelle réunion du conseil d'administration, il était contraint à la démission après avoir communiqué un compte d'exploitation préoccupant. Les administrateurs du SCT vont découvrir que leur stade n'a pas été payé depuis deux ans et que certains sponsors annoncés par le président à hauteur de 100 millions de francs n'ont jamais signé le moindre engagement.

UN FADA
L'audit commandé par le nouveau président, Albert Mansana, et son bureau va révéler un trou de 9,2 millions de francs à la fin septembre et un train de vie somptuaire pour ce club qui, malgré son modeste classement en deuxième division, dispose de neuf entraîneurs, salariés entre 20 000 et 50 000 francs par mois, et dont les émoluments des joueurs peuvent atteindre 65 000 francs ; quant au président, il semblait ne pas hésiter sur les frais de représentation : 58 000 francs entre août et septembre 1997. « Nous sommes tombés sur un fado qui faisait le beau et régnait en solitaire jusqu'à défonter », se lamente Jacques Leterreux, un des piliers du club depuis 1946, dont il fut le président entre 1961 et 1969.

Pour engager une procédure de sauvetage du club, Albert Mansana a appelé le conseil général à la rescousse. Sans succès. « Je ne peux pas oublier que nous continuons de payer pour la mauvaise gestion antérieure du club ; qu'en 1997 nous aurons versé 10 millions de francs au Sporting. Il n'y aura pas un sou de plus », explique Hubert Falco, président de l'assemblée départementale. Egalement sollicitée, la municipalité FN de Toulon a opposé le même refus, allant jusqu'à suspendre la subvention mensuelle de 400 000 francs qu'elle alloue au club. Comme le rugby, le foot est devenu un enjeu politique, même si l'on ne compte plus aujourd'hui que mille cinq cents spectateurs par match contre dix mille au milieu des années 80. Souvent fustigé par le maire depuis qu'il a pris la tête de ses délégations en octobre dernier, la troisième adjointe, Eliane Guillet de la Brosse, aime rappeler avec une pointe de malice qu'elle fut parmi les rares élus FN à « refuser de rembourser au SCT un passif de 9 millions qui était le fait d'une gestion antérieure à notre arrivée en mairie ». L'élu, qui se faisait un devoir de « bonne utilisation des fonds publics », pourrait bien exploiter cette dette contre sa propre majorité à l'heure des régionales ou d'autres combats électoraux.

Dans ce maelström politico-sportif, le président Mansana propose de réaliser des économies drastiques avec une baisse de la masse salariale de 300 000 francs par mois, la vente de joueurs - qui paraît bien hypothétique en pareille situation - et une relance du jeu en vue de l'obtention de meilleurs résultats. Le club ne serait pas pour autant au bout de ses ennuis : un contrôle fiscal pourrait être opéré au SCT dans la seconde quinzaine de janvier.

José Lervizini

REPRODUCTION INTERDITE

VENTES

APARTEMENTS

12^e arrondissement
Daumesnil, mais. rdc, 43 m², gd liv., s. à m., 5 ch., s-sol, 2 terr. TBE 01-43-35-18-36

14^e arrondissement
Montparnasse gd stand., 5 P 111 m² sél, dble, 3 ch., 2 bns, part., - 01-43-35-18-36

Face parc Montsouris dernier ét. 4 p, 140 m², balc + terrasse 250 m², box, - 01-43-35-18-36

Pleinsens rdc, bon stand., sél., 2 ch., cuis. eq., 80 m², balc., part. ét. 01-43-35-18-36

DENFERT anc. séjour, 3 ch., 2 bns, 87 m², calme, chauff., indiv. gaz - 01-43-35-18-36

MAISONS

ANTILLES

Guadeloupe (Moule, 150 m de la plage), vend villa dans quartier résidentiel, 800 m² de terrain, 240 m² habitables, grand séjour, salle à manger, 4 chbres, 3 salles de bain, garage, dépendance (inv. b.).
Prix : 1 900 000 F
Tél. : 01-42-53-96-86
05-90-83-94-49
Fax : 05-90-83-94-49

PROPRIETES

A vendre, 8 km de Colmar, région vignicole, anc. mais. de religieuses transformée en habitation, rénovée, 716 m² de shon, 440 m² hab., dont une salle gymnasique de 100 m², terr. 3,33 ares pour part. 3,5 MF
Tél/Fax : 00-43-12-92-97-61
Chenrevivres 94
pplatare vd direct hôtel part. prestations luxe, site classé, vue imprenable sur Paris, parc boisé 1 500 m², 450 m² hab. possib. extens. 900 m² hab. + comm. Urg. prix soif.
4,5 MF. Tél. : 01-45-76-35-97

GORGES LUBERON

maison provençale, 180 m² hab. terrain boisé, 4 000 m²
Pisc. : 6 x 12, Px : 2 MF
Tél. : 06-80-30-12-73

Part. à part. vend villa hab. 165 m², 800 m de la mer, étranger, Turquie (Antalya).
Px : 500 000 F
Tél. : 03-84-48-02-23

Le Lavandou, maison 3 p., à 2 étags, terrasse, résid. avec pisc., garage, meubles, comm. et plage à 5 m.
529 000 F. Tél. : 00-416-13-01-67-37

LOCATIONS

OFFRES VIDES

République. Loue studio 31 m², 3^e ét., sud, asc., vue dégag., imm. récent, refait à neuf, balcon, entrée, grande pièce, cuisine, s. de bains, w.c., placards 3 300 F + 500 F ch. chauff. eau compris.
46-77-18-98

VUE SUR CHAMP-DE-MARS
Tres beau 5 p., 195 m² 27 000 F + charges. - ETUDE
SUFFREN - 01-45-67-88-88

Issy-Les-Moulineaux.
Imm. anc., studio 11 m², 4^e ét., DIGICODE, 2 100 F c.c.
Tél. : (5) 01-30-41-08-80

RECHERCHE

pour Sites internationaux APPARTS MEUBLES STANDING
CAPITALE IMMO.
01-42-68-35-65

TOUS LES LUNDIS

Retrouvez les petites annonces immobilières dans le Monde ECONOMIE
01.42.17.39.80

RECHERCHE

pour Sites internationaux APPARTS MEUBLES STANDING
CAPITALE IMMO.
01-42-68-35-65

TOUS LES LUNDIS

Retrouvez les petites annonces immobilières dans le Monde ECONOMIE
01.42.17.39.80

RECHERCHE

pour Sites internationaux APPARTS MEUBLES STANDING
CAPITALE IMMO.
01-42-68-35-65

TOUS LES LUNDIS

Retrouvez les petites annonces immobilières dans le Monde ECONOMIE
01.42.17.39.80

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : la 13^e journée du championnat d'Italie a été marquée, dimanche, par la première défaite de l'Inter de Milan depuis le début de la saison sur le terrain d'Udinese, troisième du classement. L'exploit a été réalisé grâce à un but de l'Allemand Oliver Bierhoff. En battant Empoli (5-2), la Juventus de Turin revient à un point du leader, l'Inter de Milan, qui conserve la tête du classement avec 30 points.

■ Kaiserslautern, leader du championnat allemand avec 45 points, s'est imposé 3 à 2 face au FC Cologne, dernier, lors de la 20^e journée du championnat d'Allemagne. Le Bayern Munich, tenant du titre, s'impose à Wolfsburg (3-2) et reste second à quatre points.

■ David Ginola, attaquant de Tottenham, a inscrit deux buts dans le match qui opposait son équipe à celle de Barnsley pour le compte de la 19^e journée du championnat d'Angleterre. Malgré ce succès (3-0), les « Spurs » restent 18^e avec 19 points. En tête du classement, Manchester United (1 à 0 à Newcastle) conserve toujours ses 4 points d'avance sur Blackburn (3-0 face à West Ham).

■ Bernard Lama, gardien de l'équipe de France et du Paris SG, effectuera ses premiers pas dans le championnat anglais avec l'équipe de West Ham dès le lendemain de Noël (contre Coventry) dans les but de West Ham, un club londonien classé dixième du championnat de première division. Absent des terrains depuis une suspension pour consommation de cannabis il y a sept mois, Lama, trente-quatre ans, qui est sous contrat avec le Paris-Saint-Germain jusqu'en juin 1998, a été « prêt » pour remplacer le Tchécoslovaque Miroslav, blessé au genou.

■ **JUDO** : pour la sixième fois consécutive, l'équipe féminine de Levallois-Perret s'est attribuée, samedi à Laval, le titre de championne de France par équipe de 1^{re} division. Sous l'impulsion de Marie-Claire Restout, championne olympique à Atlanta et double championne du monde, « les invincibles » ont battu Maisons-Affort 4 à 1, en finale. Chez les messieurs, le Paris-Saint-Germain Judo, grâce notamment à ses champions olympiques, David Douillet et Djamel Bouras, a remporté son premier titre de champion de France (4-2 en finale contre l'AC Boulogne-Billancourt). Djamel Bouras, déclaré positif à la nandrolone suite à un contrôle effectué le 2 octobre dernier, a pu effectuer son retour sur les tatamis, après que la décision de la commission antidopage de la Fédération française de Judo (FFJ) lui a donné un sursis de quatre mois pour prouver son innocence.

■ **SKI ALPIN** : l'Autrichien Christian Mayer a décroché le deuxième succès de sa carrière en Coupe du monde (après Val d'Isère en 1994), dimanche, sur la piste d'Alta Badia en Italie. Il remporte la quatrième épreuve de la Coupe du monde de slalom géant devant le Suisse Michael von Gruenigen (à 43 centièmes) et son compatriote Hermann Maier (à 66 centièmes). Médaille de bronze en géant à Lillehammer, Christian Mayer avait failli perdre la vie dans deux graves accidents de voiture en juin et juillet derniers. Avec 280 points, le Suisse Michael von Gruenigen reste en tête du classement provisoire de la Coupe du monde de géant. Hermann Maier reste premier du classement général avec 489 points.

LOTTO

les tirages numéro 102 du Loto effectués samedi 20 décembre ont donné les résultats suivants :
● premier tirage : 5, 21, 29, 36, 41, 46, numéro complémentaire 42. Les rapports sont pour six bons numéros de 3 647 240 F ; pour cinq bons numéros et le complémentaire de 184 650 F ; pour cinq bons numéros de 10 275 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire de 434 F ; pour quatre bons numéros de 217 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire de 40 F ; pour trois bons numéros de 20 F.
● second tirage : 3, 16, 18, 23, 39, 39, numéro complémentaire 27. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire de 84 410 F ; pour cinq bons numéros de 7 280 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire de 323 F ; pour quatre bons numéros de 164 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire de 32 F ; pour trois bons numéros de 16 F.

Souvent doux et humide

MALGRÉ le développement d'un puissant anticyclone au sud-ouest de l'Europe, la France continuera de subir le passage de systèmes perturbés venant de l'Atlantique. Ce flux de sud-ouest entretiendra une certaine douceur généralement faible. En revanche, les régions méridionales bénéficieront souvent de conditions printanières sous un beau soleil.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les éclaircies matinales ne dureront pas. Les précipitations débuteront vers la mi-journée en Bretagne, elles atteindront la Normandie et les pays de Loire l'après-midi ou le soir. Il fera 10 à 12 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La journée débutera dans la grisaille avec de petites pluies et la nuit sera marquée par l'ouest. On attend 7 à 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le

temps restera bien maussade. Sous une grisaille tenace, de petites pluies se déclencheront. Il ne fera pas plus de 4 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Un temps doux et humide dominera. Des éclaircies reviennent toutefois vers la mi-journée au Poitou au Bordelais. Elles auront du mal à atteindre la région Midi-Pyrénées. Il fera malgré tout 10 à 14 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Après une matinée souvent grise et humide, le ciel retrouvera quelques éclaircies l'après-midi. Cette amélioration sera assez franche du Limousin à l'Auvergne. Il est prévu de 7 à 10 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le mistral et la tramontane se lèveront en matinée. Ils dégageront rapidement le ciel du Roussillon à la Côte d'Azur. En revanche, des averses orageuses risquent de se déclencher l'après-midi en Corse. Il fera 13 à 15 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. La compagnie maritime bastiaise Corsica Ferries inaugure en 1998 un tarif attractif, le Jackprime, sur les trajets entre la Corse et l'Italie. Pour toute réservation effectuée avant le 15 avril 1998 sur la ligne Livourne-Bastia, l'aller/retour pour 2 personnes et un véhicule sera de 495 F plus 236 F de taxes et droits portuaires et territoriaux sur les passagers et les véhicules. La traversée dure 3 h 30, Livourne étant le port le plus proche de l'île de Beauté. Réservations au 04-95-32-95-95.

ASIE. La compagnie nationale Thai Airways International augmente le nombre de ses rotations au départ de Bangkok vers Ramatou (un vol quotidien en Airbus A 300-600), Shanghai (plusieurs vols quotidiens), Ho-Chi-Minh au Vietnam (11 vols hebdomadaires) et Vientiane au Laos (liaison quodidienne).

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Température	État du ciel
Paris	4/11	N
Paris-Montparnasse	4/11	N
Paris-Montsouris	4/11	N
Paris-Montmartre	4/11	N
Paris-Montreuil	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Température	État du ciel
Paris	4/11	N
Paris-Montparnasse	4/11	N
Paris-Montsouris	4/11	N
Paris-Montmartre	4/11	N
Paris-Montreuil	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Température	État du ciel
Paris	4/11	N
Paris-Montparnasse	4/11	N
Paris-Montsouris	4/11	N
Paris-Montmartre	4/11	N
Paris-Montreuil	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Température	État du ciel
Paris	4/11	N
Paris-Montparnasse	4/11	N
Paris-Montsouris	4/11	N
Paris-Montmartre	4/11	N
Paris-Montreuil	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Température	État du ciel
Paris	4/11	N
Paris-Montparnasse	4/11	N
Paris-Montsouris	4/11	N
Paris-Montmartre	4/11	N
Paris-Montreuil	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Température	État du ciel
Paris	4/11	N
Paris-Montparnasse	4/11	N
Paris-Montsouris	4/11	N
Paris-Montmartre	4/11	N
Paris-Montreuil	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N
Paris-Montvilliers	4/11	N

INFORMATIQUE

LE CONFLIT entre la justice américaine et Microsoft devient de plus en plus technique. Le 19 novembre, lors d'une audience au tribunal fédéral de Washington, le juge Thomas Penfield Jackson a fait état d'une expertise informatique peu commune chez les magistrats. Il a déclaré avoir « désinstallé » Internet Explorer 4 du système d'exploitation Windows 95, « en moins de 90 secondes ».

Un expert de la Cour lui aurait, semble-t-il, donné un coup de main. Le recours à un tel argument démontre à quel point l'affrontement entre le géant des logiciels Microsoft et la justice des États-Unis explore la technologie informatique. Le 20 octobre, le département de la justice (DOJ) a demandé au tribunal fédéral d'imposer à Microsoft une amende de 1 million de dollars (6 millions de francs) par jour pour violation de l'accord de 1995 qui lui interdit d'avoir recours à des méthodes anticoncurrentielles dans ses relations avec les fabricants de micro-ordinateurs en leur imposant des logiciels associés à son système d'exploitation.

Le 11 décembre, le juge Thomas Jackson a rendu un premier verdict interdisant à Microsoft de lier la vente de son système d'exploita-

tion Windows 95 à celle de son logiciel de navigation sur Internet Explorer 4. (Le Monde du 13 décembre). Une pratique qui met en danger la firme Netscape, qui commercialise le logiciel Navigator, concurrent d'Explorer, dont la part de marché ne cesse de baisser.

Microsoft a annoncé le 15 décembre sa décision de faire appel de la décision du juge Jackson. Deux jours plus tard, le départe-

Mélange des genres

Microsoft utilise sa position dominante dans le système d'exploitation Windows 95 pour gagner des parts de marché dans la vente des autres logiciels. En bref, la technologie de Word ou Excel sont combinées avec celles de Windows. Dans le cas d'Explorer, la version 4 du logiciel se comporte comme un outil de navigation sur Internet, mais aussi sur les disques durs, disquettes et autres systèmes de stockage. Un progrès incontestable sur le plan technique, mais, au niveau commercial, la condamnation à moyen terme pour tout concurrent.

ment de la justice s'est plaint de la façon « qualifiée de « moquerie absolue » - dont Microsoft applique l'infonction du tribunal, et le 17 décembre, le ministère de la justice a saisi à nouveau les tribunaux fédéraux en accusant Microsoft d'« outrage au tribunal ». Le juge Jackson a alors demandé à l'entreprise de Bill Gates de démontrer, lors d'une audience publique qui se tiendra le 13 janvier, ses affirmations selon lesquelles la suppression d'Internet Explorer sur un ordinateur équipé des dernières versions de Windows 95 rend la machine inutilisable.

En attendant, pour se conformer à l'infonction du juge, Microsoft a proposé trois solutions. Elle peut livrer le système d'exploitation Windows 95 soit dans sa dernière version qui intègre Internet Explorer 4; soit dans une version âgée de deux ans qui ne contient pas le navigateur mais qui est également privée des améliorations apportées depuis à Windows 95; soit, enfin, dans la dernière version de laquelle Explorer a été retiré. Microsoft affirme que cette troisième solution présente l'inconvénient d'empêcher l'ordinateur de démarrer. Cela ne peut conduire les fabricants d'ordinateurs qu'à

exclure cette option. Difficile, également, de livrer une version dépassée de Windows 95. Ainsi Microsoft ne laisse-t-elle qu'une seule porte véritablement ouverte, celle qui correspond à la poursuite de ses pratiques actuelles.

Pour éviter cette dérive monopolistique, la solution consiste à extraire Explorer 4 pour le remplacer par le navigateur de son choix, par exemple Navigator, principale solution de rechange. Mais il semble

que la manœuvre ne soit pas sans risques. Dans son édition du 17 décembre, le journal californien San Jose Mercury News prône une extrême prudence. Le journaliste David L. Wilson conseille, avant de se lancer dans l'opération de « désinstallation », de vérifier si l'on possède un exemplaire du système d'exploitation à portée de main et même d'une disquette de démarrage de secours, pour parer au blocage éventuel de la machine.

Netscape pris à revers

Le World Wide Web Consortium (W3C) a publié le 18 décembre ses recommandations sur la quatrième version du langage hypertexte (HTML 4.0), un nouvel ensemble de normes devant être appliquées par les logiciels de navigation et les éditeurs de sites sur la Toile. Ces décisions seraient plus favorables au logiciel Internet Explorer 4 de Microsoft qu'au Navigator de Netscape. Une surprise de taille, dans la mesure où Jim Barksdale, le PDG de Netscape, a toujours mis en avant la conformité pointilleuse de son entreprise avec les normes établies par le W3C. Et il ne ménage pas ses critiques envers Microsoft pour sa politique d'enfermement des clients dans des développements « propriétaires », c'est-à-dire utilisés par elle seule.

Cette opinion a, semble-t-il, sous-estimé l'habileté de Bill Gates. Au cours des derniers mois, Microsoft a renforcé sa présence au sein du W3C, une instance où elle siège notamment aux côtés de Netscape. De plus, Microsoft a lancé Explorer 4 en octobre, alors que la dernière version de Navigator date de mars. Un décalage qui a permis à Microsoft de mieux sentir le vent.

La solution la plus simple et la moins dangereuse semble d'en faire la moins possible. Si l'ordinateur n'est pas trop encombré par la taille impressionnante d'Explorer (près de 30 millions d'octets pour le système d'installation et de réglage), mieux vaut le conserver. Après avoir effectué la procédure de désinstallation incluse dans le logiciel, Explorer n'est pas supprimé, mais il se bloque lorsqu'on le lance. De plus, il reste utilisé par la fonction de recherche de fichiers sur le disque dur. Expérience faite, cette procédure n'empêche pas l'ordinateur de redémarrer.

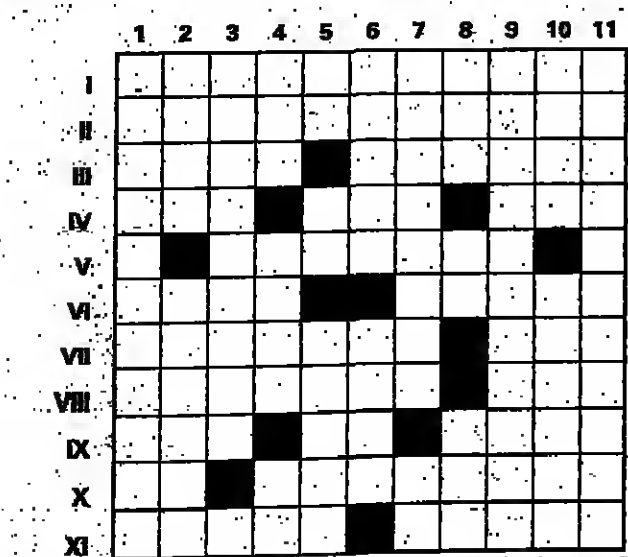
En fait, l'option la plus sûre consiste à sacrifier la place occupée par Explorer et à installer Navigator comme un logiciel distinct. Les icônes de lancement de ce dernier apparaissent alors et il suffit de mettre celles d'Explorer à la poubelle. Le logiciel de Microsoft est toujours présent, mais il ne se voit plus et n'entrave pas le fonctionnement de Navigator. La preuve que l'entreprise de Bill Gates ne cherche pas à exclure son concurrent de l'ordinateur. Elle tente simplement de l'évincer du marché.

Michel Alberganti

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 57285

4505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, topex SOS (2,23 Fmin).



HORIZONTALEMENT

1. Permet à chacun de monter sur les planches. - III. Evite tout changement. - III. Se cache dans les sous-bois. Séparée du continent par le détroit de Maumoussou. - IV. Espace au sol. Affirmation. D'un audace. - V. Filles comètes. - VI. Sa route est en hommes voles. Descendit les nobles. - VII. Reine de France, elle provoqua la querelle entre Armagnacs et Bourguignons. Support de vie. - VIII. De l'or accessible à tous. Petit poème au

Moyen Age. - IX. Bière. Mesure racourcie. Doit être relevé pour l'honneur. - X. Négation. Fait rire jusqu'à l'éclat. - XI. Garde de sabre. Se cachent parfois dans les formes.

VERTICALEMENT

1. Fait la fermeture après ouverture. - 2. Point de repère pour le marin. Moynes. - 3. Qui a vraiment beaucoup de classe. - 4. Plus que parcourue. Fleuve ou fle en Europe. Le colombium. - 5. Donne

le ton. Langue du Sud. Prépara l'épreuve. - 6. Premier Noir gouverneur des colonies. Un sommet. - 7. Plus à l'aise dans les échanges. Deux fois cinq à Rome. - 8. Cieux Possessif. De bonne humeur. - 9. Toujours prêt à laisser sa place. - 10. De même. Capable de s'attacher. - 11. Inclinations aux plaisirs.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 57284

HORIZONTALEMENT
I. Sauf-conduits. - II. Eprouvées. AL - III. R. R. R. R. - IV. Rival. Lune. - V. Esa. Liège. Po. - VI. Ferrier. Envol. - VII. Lacs. Topo. - VIII. Léo. Enée. Gag. - IX. Etpe (apte). Encours. - X. Scellée. Sète.

VERTICALEMENT
I. Serre-fils. - 2. Apaise. Etc. - 3. Ut. Varlope. - 4. For. La. AL. - 5. Cuillère. - 6. Ova. Irénée. - 7. Nesle. Séné. - 8. Dénég. Ec. - 9. Usinent. Os. - 10. Né. Vogue. - 11. Tag. Pop art. - 12. Sismologue.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'éditeur.

Imprimerie du Monde
12, rue de Courcelles
93500 La Courneuve

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-99-00 - Fax : 01-42-17-99-25

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 49

Les partages de l'hexagone

DE COMBIEN de façons peut-on partager cet hexagone en triangles par des diagonales qui ne se coupent pas ? Généralisez au partage en triangles d'un polygone convexe de 7 côtés.

Elisabeth Busser
et Gilles Cohen
© POLE 1997

Solution dans Le Monde du 30 décembre.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 48
(paru dans Le Monde du 16 décembre)
Zinedine connaît 13 invités. En effet, il ne connaît pas Aline (qui ne connaît qu'Yvonne), mais connaît Yvonne (qui connaît tout le monde).

Il connaît le convive 24 (qui connaît tout le monde sauf Aline), mais ne connaît pas Bruno (qui ne connaît que les convives 24 et 25). Il connaît le convive 23 (qui connaît tout le monde sauf Aline et Bruno), mais ne connaît pas Caroline (qui ne connaît que les numéros 23, 24 et 25), et ainsi de suite.

Il connaît le convive 14 (qui connaît toute le monde sauf les 12 premiers), mais ne connaît pas le convive numéro 12 (qui ne connaît que les numéros de 14 à 25). Il connaît le 13 (qui ne connaît

aucun des numéros 1 à 12, donc connaît les numéros 14 à 26). En définitive, il connaît les 13 convives portant les numéros de 13 à 25.

Le 12^{ème} Championnat international des jeux mathématiques et logiques est lancé. Les énoncés des différents problèmes sont disponibles à la FFJM, 1, avenue Foch, 94700 Maisons-Alfort, en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse. Le dossier de participation des établissements scolaires est également disponible à la même adresse.

ART Le Kunsthistorisches Museum de Vienne, dont la collection d'œuvres de Pieter Bruegel l'Ancien est la plus belle au monde, présente, jusqu'au 14 avril, près de trois cents dessins et

tableaux du grand peintre flamand et de ses deux fils, Pieter Bruegel le Jeune et Jan Bruegel l'Ancien. ● LE PARCOURS compte en fait quatre expositions : la première est consacrée

au maître, qui a inventé nombre de sujets et renouvelé ceux qui existaient déjà en perfectionnant au plus haut son style. La deuxième compare ses œuvres aux copies qu'en ont faites

ses enfants, en leur sévère défaveur. Les deux dernières sont des rétrospectives séparées des deux fils. ● AU TEMPS DES ENFANTS DE BRUEGEL, afin de satisfaire les collectionneurs

désireux de posséder reprises ou répliques, il n'était pas rare qu'une œuvre soit imitée plusieurs fois, plusieurs spécialistes pouvant travailler successivement à sa réalisation.

Bruegel et fils ou l'échec d'Œdipe en Flandre

Le père, deux fils : à Vienne, une immense exposition raconte en près de trois cents tableaux et dessins une histoire de famille. Le premier a renouvelé l'art de peindre. Les seconds ont fait des tableaux en exploitant la tradition paternelle. Mais exploiter peut signifier trahir

BRUEGEL, TRADITION ET PROGRÈS, Kunsthistorisches Museum, Maria-Theresien Platz, Vienne. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures, le jeudi jusqu'à 21 heures. Le 24 décembre jusqu'à 13 heures, le 31 jusqu'à 15 heures. Fermé le 25 décembre et le 1^{er} janvier. Tél. : 00-43-1-525-403/404. Entrée : 100 OS (50 F environ). Jusqu'au 14 avril.

Vienne

de notre envoyé spécial
Une exposition ou plusieurs ? Quatre en une. La première est un hommage rendu à Pieter Bruegel l'Ancien, dont le musée de Vienne possède la plus belle collection au monde, ici complétée de quelques raretés. La deuxième compare à ses œuvres les copies et versions réduites qu'en ont exécutées ses deux fils, Pieter Bruegel le Jeune et Jan Bruegel l'Ancien. Les deux dernières se présentent comme des rétrospectives séparées des deux fils. Il est donc recommandé au visiteur de prendre garde aux attributions et de ne pas confondre Bruegel, le vieux, le patron, celui de qui tout découle, et ses rejetons Brueghel et Brueghel. Les variations orthographiques sur leurs noms ont au moins ce mérite : elles doivent éviter toute confusion, à condition de prendre le plus grand soin à l'emplacement des u, e et h. Par ailleurs, le fait que le fils de Bruegel l'Ancien soit dénommé Jan Brueghel l'Ancien s'explique simplement par l'existence de Jan Brueghel le Jeune, fils du surnommé et peintre de son état. Peintre comme Pieter III, fils de Pieter le Jeune. Peintre puisque, ici, la peinture est affaire de famille.

UNE HISTOIRE D'AUTREFOIS

Donc affaire de filiation, d'héritage, de fidélité, de jalousie, de rupture à l'occasion. Affaire de rivalité, peut-être cédipienne. Ne serait-ce pas le vrai sujet de l'exposition ? Elle est très savante. Elle est très riche, presque trop. Elle est bien conçue et plutôt platement accrochée. Elle a toutes ces vertus, que l'on pourrait dévaliser à l'infini et ce résumant en une observation : cette manifestation est remarquable à proportion du nombre de chefs-d'œuvre qu'elle rassemble et dispose dans l'ordre d'une analyse

historique extrêmement pertinente. Mais il s'en dégage un autre sentiment, plus subtil que l'opulence, un sentiment moins heureux, dans lequel entrent incertitude, tension, inquiétude – et c'est à lui qu'elle doit d'être plus qu'une noble célébration internationale et une leçon magistrale. Tout cela parce qu'elle raconte une histoire d'autrefois, étrange.

Au début était donc Pieter Bruegel, dont on ne sait ni où ni quand il naquit, entre 1520 et 1525, dans quelque village. Il est mort en 1569, de sorte que sa carrière a été brève, guère plus de trente-cinq ans, pendant lesquels il a perfectionné au plus haut sa manière de peindre, inventé nombre de sujets et renouvelé ceux qu'il n'avait pas inventés. Autrement dit, il a accompli une révolution artistique et imposé l'autorité de son style. Il suffit de demeurer un moment devant La Tour de Babel, L'Attaque ou le cycle des saisons pour vérifier, si besoin était, la grandeur de l'œuvre. Selon des constructions spatiales et des codes symboliques qui n'ont que peu de rapports avec ceux que pratiquent alors les Italiens et les Allemands, il compose ses tableaux comme autant de représentations du monde. Non de tel endroit, de telle personne, de telle situation : de tous les lieux, de tous les êtres humains, de toutes les passions. Son œuvre s'édifie selon le modèle qu'il a lui-même – allégoriquement ? – figuré, celui de la tour de Babel, édifice colossal qui peut abriter tous les peuples et s'élève du bord de l'eau jusqu'aux cieux.

Pour ce faire, il abolit les distances et le temps, afin d'accéder plus vite, plus brutalement, à l'universel. Il peint L'Attaque : un couple de paysans surpris par trois voleurs. Regardez le visage de l'homme assailli, qui sait qu'il va mourir dans l'instant. Regardez la femme qui supplie. Et les trois assassins, dont le pire est celui qui n'agit pas, ne menace pas, laisse à ses complices le meurtre et s'en amuse. La scène se passe au coin d'un champ, dans les Flandres, au seizième siècle. Changez les costumes et les armes, ne changez rien aux yeux, aux bouches, aux attitudes. C'est le vingtième siècle tel quel, n'importe où, ici même. La même démonstration se fait à l'identique pour tous les tableaux, tel Le Massacre des Innocents, que Bruegel peint sous la neige, dans



Jan Brueghel l'Ancien, « Paysage avec Tobie et l'Ange », 1595-1596.

un village flamand et qui fait songer à tant d'autres massacres. Voyez encore le suicide de Saul et les horreurs et les plaisirs, mais plus souvent celles-là que ceux-ci, simplement parce que la vérité l'exige. Pour lui donner forme, il se place légèrement à distance et en hauteur, composant la plupart de ses tableaux comme d'un point surélevé. De là-haut, il voit la nature comme une carte qui fut vers l'horizon, les villages comme des plans ordonnés par la perspective, les hommes comme des machines mues par des passions extrêmement rudimentaires. C'est admirable, impossible et, de temps en temps, impitoyable. De la peinture de philosophes. Il l'exécute avec une souplesse, une fluidité, une maîtrise de la couleur et du mouvement dont il serait agréable de parler longuement. On n'en dira rien. Le mieux est encore d'aller voir.

PEINTRES « D'APRÈS LUI »

Bruegel tragique ? Pas plus que le monde lui-même. Il en prend la mesure. Il en dit ce qu'il en sait, les horreurs et les plaisirs, mais plus souvent celles-là que ceux-ci, simplement parce que la vérité l'exige. Pour lui donner forme, il se place légèrement à distance et en hauteur, composant la plupart de ses tableaux comme d'un point surélevé. De là-haut, il voit la nature comme une carte qui fut vers l'horizon, les villages comme des plans ordonnés par la perspective, les hommes comme des machines mues par des passions extrêmement rudimentaires. C'est admirable, impossible et, de temps en temps, impitoyable. De la peinture de philosophes. Il l'exécute avec une souplesse, une fluidité, une maîtrise de la couleur et du mouvement dont il serait agréable de parler longuement. On n'en dira rien. Le mieux est encore d'aller voir.

Cet homme-là a deux fils, Pieter, qui naît en 1564, et Jan en 1568. Il

meurt en 1569, avant qu'ils l'aient connu, bien avant qu'ils aient la moindre chance de le comprendre. Des années plus tard, adolescents, ils se font peintres, comme lui. « D'après lui » serait plus juste. Leur situation est stable et intenable à la fois. Établie : il leur suffit de tirer parti de l'irrésistible réserve d'idées et d'images de leur père. Il suffit d'exploiter son fonds, sa notoriété, la réputation qui s'attache à ses œuvres. Les modèles sont là, devant eux : des dessins, des études sans doute, ils se mettent au travail : répliques, variations, production bien organisée en sé-

rie, succès garanti et pas de crise d'inspiration à craindre. Les fils s'engagent et vendent des crucifixes, surpeuplés comme celles du père ; des scènes hivernales ; une Tour de Babel ; une parabole des aveugles... Ils peignent même chacun sa version du Triomphe de la mort. Jan en 1597 et Pieter beaucoup plus tard, en 1626. L'original, celui du père, se trouve au musée du Prado, qui ne l'a pas prêté. On peut le regretter. On peut penser aussi que la comparaison aurait été trop sévère pour les héritiers. Non qu'ils aient méconnu le sens de l'œuvre. Mais elle suppose une intensité, une violence retenue, un

ton sarcastique et navré. Ils ne le trouvent pas. Pieter, le moins babil des deux, accomplit scrupuleusement son office, énumère. Jan essaie une transcription et substitue au ciel de feu et de suie des nues bleutées et une lumière glauque. Elle n'a que le défaut d'amoindrir les contrastes et d'adoucir l'œuvre, ce qui convient mal au sujet.

IMITER SANS ÉGALER

Voilà pourquoi les fils se trouvent dans une position difficile : ils peuvent imiter, ils ne peuvent pas égaler. La section de l'exposition consacrée à leurs « à la manière de » captive et afflige à la fois. Le père ne se laisse pas tuer, tant pis pour Œdipe. Il résiste, il repousse les tentatives, si entêtées soient-elles. Les commanditaires, les amateurs, eux, achètent, ce qui assure à l'entreprise Brueghel et Brueghel gloire et prospérité. Il n'empêche : on ne peut considérer sans quelque mélancolie les tableaux dans lesquels Pieter défend et diffuse les modèles initiaux. On le peut d'autant moins que la main peinte. Elle n'a ni la promptitude ni la légèreté qu'il faudrait. Elle s'applique, et cette application, trop méthodique, ne suffit évidemment pas.

Jan s'en sort mieux. Dessinateur très adroit, comme le prouvent quatre petites salles consacrées à ses paysages à la plume – mais que seraient quatre salles de dessins de Bruegel ? Peintre gracieux, il prend ses distances. Après un temps de pastiche, il introduit des dominantes bleutées et son trait souple, son élégance et sa virtuosité. Il excelle dans les morceaux délicats, feuillages qui frémissent, brumes qui s'effilochent, vagues qui éblouissent le rocher. Le tragique lui sied moins que la galanterie et, quand il s'essaie dans les diableries nocturnes, il ne peut s'empêcher d'ajouter de belles damées et de beaux rougeoyements qui attirent l'œil. Il s'aventure dans tous les genres, sacrés et profanes.

Il aime les sous-bois frais, les cours d'eau, les jeunes femmes nues et les bouquets de fleurs. Il les peint très bien. Mais ce n'est pas assez. C'est même peu de chose si l'on songe à Bruegel l'Ancien, le grand.

Philippe Dagen

Chefs-d'œuvre délaissés pour promeneur solitaire

Le phénomène se vérifie presque à tout coup : quand une exposition de grande ampleur se tient dans un musée, elle vide de leurs visiteurs les salles où demeurent accrochées les collections permanentes. A Vienne, le magnétisme de Bruegel et l'orchestration médiatique opèrent si bien qu'il est possible de se retrouver seul, mais absolument seul, dans les galeries italiennes et espagnoles du musée, qui sont néanmoins parmi les plus riches que se puissent voir.

Le Pérugin, Raphaël, Giorgione et ses Trois philosophes, Lotto, Veronese et sa Suzanne au bain, et jusqu'à la prodigieuse suite des Titien sont délaissés – et abandonnés aussi Caravage, Fredo ou Velasquez. Une telle inertie dans la curiosité à de quel surprendre, siamois choquer. Elle peut donner matière à réflexion sur les modes contemporains d'information et leurs effets pervers. Elle peut, plus prosaïquement, conseiller à l'amatour de profiter de l'occasion pour jouer en solitaire de tant de chefs-d'œuvre soudain négligés.

De la peinture considérée comme une petite entreprise

Vienne

de notre envoyé spécial
Le XX^e siècle tient la peinture, comme les autres arts, pour l'expression éminemment originale d'une individualité éminemment singulière. Il ne fait aucun doute à ses yeux qu'un créateur ne peut que rechercher les formes qui, de la façon la plus authentique, la plus juste, s'accrochent à ce qu'il est. La rupture, l'isolement, l'invention sont autant de notions inséparables de cette conception moderne. Elle trouve en Van Gogh son incarnation paroxystique. Elle reconnaît en Rembrandt l'un de ces irréductibles dont l'art ne peut se faire qu'à la première personne et dont toute œuvre contient, visible ou invisible, une part d'autoportrait. Elle fait remonter la date de son triomphe à la Renaissance, à Léonard, à Michel-Ange, à Titien. Elle peut aussi succomber à la facilité et tomber dans l'exaltation lyrique du « génie ».

Il n'en allait pas de même dans les Flandres au temps des fils de Bruegel. Qu'ils exécutent des copies et des variations d'après les modèles laissés par leur père, cette pratique n'avait rien de surprenant, ni rien de rare. C'était là le meilleur moyen de satisfaire la demande de collectionneurs – aristocrates, banquiers – qui souhaitaient posséder un exemplaire d'une image réputée

pour sa beauté, sa force ou son étrangeté. Un exemplaire d'une image : importait essentiellement ce qu'il y avait à voir, plus que le nom de l'exécutant. De ce dernier étaient exigés l'adresse et qu'il accomplisse exactement la tâche qui lui était confiée, la notion d'œuvre autonome importante moins que la fidélité au modèle. Dans le cas de Bruegel, celle-ci se trouvait du reste garantie, puisque l'exécutant était le fils de l'inventeur, donc celui qui était réputé le plus proche de lui, par le sang à défaut de l'être par l'éducation.

SPECIALISATION DES TECHNIQUES

De tels cas de reprises et de répliques abondent. Le plus souvent, il s'agit de répliques exécutées par l'atelier du maître. Ce dernier, par probité et souci financier, consent à les retoucher de sa main, afin de garantir la conformité du produit. Jan Bruegel l'Ancien a largement pratiqué ce système, comme en témoignent dans l'exposition viennoise la présence côte à côte de plusieurs versions identiques ou très peu différentes d'un motif qui avait plu. Celui-ci pouvait être édifiant – l'adoration des Rois mages par exemple – ou profane – la vue d'un port, d'un canal, d'un paysage tenu pour typique. Dans l'atelier, se réunissaient des spécialistes qui travaillaient successivement à l'achève-

ment du tableau, chacun à son tour. L'un excellait dans les animaux et les pelages, un autre dans les arbres et les fonds, un troisième dans les nus et les corps. Ils conjuguèrent leurs savoir-faire selon un système de fabrication parfaitement réglé par la spécialisation des techniques. Ils sont en mesure de répondre à la demande des amateurs et de fournir toute nouvelle version d'après un modèle à succès.

Rétrospectivement, de telles œuvres, dites « d'atelier » sans nuance péjorative, posent aux attributionnistes des questions souvent insolubles. A l'inverse, il est parfois possible de décomposer le mécanisme et de nommer les ouvriers – ce qui peut susciter des surprises. Ainsi d'une Bataille des Amazones des années 1597-1599 : le paysage et le sous-bois portent la marque de Jan Bruegel l'Ancien, mais les Amazones passablement répliquées, très démodées, et quelques gaillards musculeux qui font semblant de lutter avec elles sont d'un autre artiste, Pierre-Paul Rubens – pas moins. Les deux peintres, qui n'avaient aucune peine à travailler de la sorte, exécutèrent de concert une deuxième version, dite du Combat d'Hercule contre la reine des Amazones, sur une composition naturellement très proche de la première. Jan Bruegel s'associa à

l'occasion avec d'autres praticiens moins illustres, Hendrick van Balen ou Jacob de Backer. Son Ulysse et Calypso est ainsi le fruit de ses efforts, de ceux de Van Balen et de ceux de Josse de Momper le Jeune – lequel appartenait du reste à une très nombreuse famille de peintres anversois où de telles méthodes étaient pratiquées.

Elles ne l'étaient pas seulement en Flandre. Les ateliers italiens du Quattrocento et du Cinquecento ne fonctionnaient pas moins bien et leur unité se trouvait renforcée, là encore, par les liens familiaux. Deux exemples vénitiens : la dynastie des Palma, dont le Jeune n'était pas le fils, mais le petit-neveu de Palma le Vieux, et celle des Bellini. Le grand Jacopo Bellini eut deux fils, tous deux artistes considérables, Gentile et Giovanni. Il eut aussi une fille qui épousa Andrea Mantegna, bel exemple de regroupement familial et esthétique dans lequel, peut-on penser, les sentiments amoureux des époux importaient moins que la peinture. Et Gentile et Giovanni eurent pour élève Titien, dont les œuvres de jeunesse ne se distinguent pas sans peine de celles de ses maîtres. Jusqu'à ce qu'il devienne Titien et s'échappe du système de la peinture en famille.

Ph. D.



Éditions de l'Arrière
Distribution par le Musée de Paris

Le nouvel Opéra de Tokyo, un vaisseau sans équipage

Tadatsugu Sasaki, le créateur du Tokyo Ballet, tempête contre l'État japonais. Il lui reproche de n'avoir pas pourvu le nouvel édifice culturel d'une troupe et d'un orchestre permanents et critique une programmation trop timorée

L'État japonais a ouvert cet automne le nouvel Opéra national que Tokyo attendait depuis des lustres. Intégré au plus vaste ensemble culturel de l'archipel, baptisé « Nouveau Théâtre national », qui comprend également

des espaces consacrés au théâtre et à la danse moderne, l'établissement n'a pas coûté un yen au contribuable nippon, grâce à un habile montage financier faisant appel à des capitaux privés. Il débute sa saison avec les très

sages Aïda - confié à Franco Zeffirelli - et *Le hennin* - dirigé par Wolfgang Wagner. A peine ouvert, le nouvel Opéra de Tokyo suscite déjà les critiques. Tadatsugu Sasaki, fondateur du Tokyo Ballet, la principale troupe d'opéra

japonaise, reproche à l'État nippon de n'avoir pas installé une troupe et un orchestre permanents dans les murs du nouvel édifice, et ne ménage pas ses sarcasmes à l'égard d'une programmation singulièrement timorée.

TOKYO

correspondance

Dans sa bonbonnière qui décourage toutes les notions de bon et mauvais goût, au milieu d'un indéchiffrable bazar tout entier élevé à la gloire de l'opéra italien et de la danse classique, Tadatsugu Sasaki, qui a créé avec le Tokyo Ballet la seule compagnie japonaise qui compte, et invité jusque dans son lointain pays les principales troupes d'opéra et de ballet occidentales, ne cesse de tempêter contre l'État japonais. Celui-ci se serait en effet rendu coupable d'un irrémissible péché contre l'art pour avoir ouvert cet automne l'Opéra que Tokyo attendait depuis des lustres sans y affecter autre chose qu'une armée d'administratifs. De troupe, d'orchestre et de ballet permanent, point.

Et tandis que les responsables de la programmation de ce (magnifique) vaisseau sans équipage faisaient preuve d'une audace très relative, en confiant à Franco Zeffirelli leur première Aïda et à Wolfgang Wagner leur premier *Le hennin*, Sasaki frappait l'un de ces coups dont il est coutumier en organisant, pour Daniel Barenboim, dans plusieurs salles de Tokyo et de sa proche banlieue, un marathon musical digne de figurer au Livre des records.

BUDGET INSUFFISANT

Au cours des trois semaines de novembre qu'aura duré la tournée japonaise de l'Opéra d'État de Berlin, dont il est responsable musical depuis 1992, Barenboim aura dirigé huit représentations de *La Flûte enchantée*, de *La Walkyrie* et de *Wozzeck*, une exécution en concert de *Parsifal* et, pour faire bonne mesure, l'intégralité des symphonies et des concertos pour piano de Beethoven. Soliste: Daniel Barenboim. Sasaki, fidèle à la politique qu'il pratique désormais depuis près de vingt-cinq ans, a purement et simplement démissionné l'Opéra de Berlin avec solistes, chœurs, orchestre, machinistes, décors et costumes, afin de redonner les spectacles de Harry Kupfer et Patrice Chéreau.

L'Opéra dont le Japon vient de se doter fait partie d'un projet tumultueux au montage financier pour le moins subtil (*lire ci-contre*) visant à récupérer un vaste quadrilatre de

suffisant au centre de Tokyo. Intégré lui-même à un ensemble baptisé « Nouveau Théâtre national », qui comprend également des espaces consacrés au théâtre et à la danse moderne (des Théâtres nationaux pour les trois « piliers » du théâtre traditionnel que sont le nô, le bunraku et le kabuki avaient été construits à Tokyo et à Osaka dans les années 60 et 70), le nouvel Opéra doit également coexister avec une salle de concert généralement dotée par les groupes industriels et financiers qui la soutiennent, et dont la direction artistique, innovatrice et personnalisée, avait été confiée à Toru Takemitsu. L'auditorium porte d'ailleurs son nom et traduit dans sa programmation inaugurale les options esthétiques de ce grand compositeur disparu en 1996.

Un bâtiment qui n'a rien coûté au contribuable

TOKYO

de notre correspondant

Le Nouveau Théâtre national de Tokyo, qui comporte, outre des salles de spectacle, la première salle d'opéra de la capitale, constitue le plus grand complexe culturel du Japon. Mêlant harmonieusement béton, verre et espaces d'eau, cette remarquable œuvre architecturale est due à Takahito Yamagisawa. La plus grande réussite de l'architecte est: une somptueuse salle de concert, qui ne fait pas partie du Théâtre national, mais complète ce qu'il voulait être, une « cité théâtrale ». Avec ses parois de bois et un plafond de forme triangulaire dans la même matière, cette salle conjugue à une architecture unique une qualité acoustique comparable, selon les spécialistes, à celle de la salle du Musikverein de Vienne ou de la Philharmonie de Berlin.

Cette salle de concert, à laquelle s'ajoutera en 1999 un musée, appartient à une fondation privée. Mais ce sont aussi des capitaux privés qui ont permis la construction du Nouveau Théâtre national de Tokyo. L'État n'a rien dépensé. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette réalisation dite « nationale ». Il s'est contenté de vendre - 800 milliards de yens (38 milliards de francs) - le droit de relever de

vingt-trois étages la tour du géant des télécommunications NTT, qui domine aujourd'hui le complexe culturel, ainsi qu'un terrain sur lequel a été édifiée la salle de concert Takemitsu. Sur le reste du terrain en sa possession a été construit le Théâtre national.

Ce montage financier original est le fruit de la « bulle spéculative » de la fin des années 80. Le projet-serpent de mer d'un Opéra de Tokyo onduoyait depuis vingt ans dans les limbes de conflits d'intérêts (choix du site, financements). Neuf entreprises s'étaient alors disputées le droit de relever de

vingt-trois étages la tour du géant des télécommunications NTT, qui domine aujourd'hui le complexe culturel, ainsi qu'un terrain sur lequel a été édifiée la salle de concert Takemitsu. Sur le reste du terrain en sa possession a été construit le Théâtre national. Ce montage financier original est le fruit de la « bulle spéculative » de la fin des années 80. Le projet-serpent de mer d'un Opéra de Tokyo onduoyait depuis vingt ans dans les limbes de conflits d'intérêts (choix du site, financements). Neuf entreprises s'étaient alors disputées le droit de relever de

Philippe Pons

Michel Wasserman

La Bibliothèque nationale de France découvre l'art contemporain

BONNE NOUVELLE: Il y a des œuvres d'art contemporain à la Bibliothèque nationale de France, de grandes œuvres, aux dimensions des lieux. Mêmes bonne nouvelle: les dites œuvres sont d'intérêt fort inégal et s'intègrent à l'architecture avec un bonheur variable. Les artistes conviés sont au nombre de six, un Franco-Américain, Louise Bourgeois, un Américain, Roy Lichtenstein, et quatre Français, Martial Rayssé, Claude Viallat, Jean-Pierre Bertrand, Gérard Garouste. Dosage bien calculé: deux stars internationales, histoire de démontrer que la BNF n'ignore rien du monde contemporain, et une sélection française d'un éclectisme parfaitement tempéré, deux abstraits et deux figuratifs, selon la vieille terminologie. Impossible d'accuser les commanditaires, la Délégation aux arts plastiques et la Bibliothèque de France, d'être tombés dans un piège pris esthétiquement quelconque.

Fort bien. Mais pour quels résultats? Le Lichtenstein se révèle une tapisserie anodine, à peine pop, à peine décorative, trop petite et de couleurs trop pâles pour le mur plaqué de bois qu'elle devrait orner. Le Louise Bourgeois tient mieux sa place - mais on peut regretter néanmoins que le premier projet proposé par l'artiste, à base d'araignées gigantesques,

n'ait pas été retenu pour cause d'incongruité. La haute vague métallique renversée qui lui a été préférée est d'une belle ampleur, mais de peu d'expression en dépit de son titre, *Tot et moi*. Les visiteurs, les lecteurs passent à proximité sans paraître s'apercevoir de sa présence, dans un angle mort des halls d'accueil.

Quant aux œuvres des quatre artistes français, ils ne peuvent pas encore les découvrir dans les salles de lecture promises aux chercheurs, qui demeurent closes. Elles attendent de la lumière et les regards, seules dans les immenses espaces silencieux et sombres. Une telle situation incite à la mélancolie. Sans doute est-ce pour cela que l'effet ne convainc qu'à demi.

UN DES PLUS BEAUX COLORISTES FRANÇAIS

Le Bertrand, nommé *Partition métallique* aux taches de lumière acier laqué, souligne les horizontales de l'architecture avec des barres et des points fixés dans le béton. On dirait un page en morse imprimée en jaune clair sur le mur - un exercice de style minimaliste. A l'autre extrémité de la salle, Gérard Garouste rend un *Hammer à Cervantes* haut de 14 mètres, large de 9 et qui laisse songeur: des toiles peuplées de figures bibliques et de symboles - la lutte de Jacob avec l'Ange,

Adam et Eve - sont suspendues entre des structures de fer forgé. On y voit une colonne, des nuages, des branches et des silhouettes découpées. L'œuvre veut jouer de l'abondance, du baroque. Elle n'évite ni la lourdeur ni la confusion.

Viallat est à l'opposé: dans la légèreté, la fluidité, la couleur rayonnante. Il a conçu une composition selon son système, celui d'une forme répétée à l'infini. Il y a introduit des variations chromatiques en vert, jaune et rouge qui donnent à l'ensemble éclat et mouvement dansant. Quand s'apercevra-t-on que Viallat est l'un des plus beaux coloristes de la peinture française? Ceux qui travailleront devant son œuvre en seront convaincus. Quant à ceux qui travailleront devant le Rayssé, ils auront beaucoup de peine à rester dans leurs livres, trop intrigués, trop déconcertés par sa longue frise symbolique, qui ajoute à l'énigme de ses figures celle de son titre, *Donne-moi une parole*. Les sentiments les plus contradictoires, les âges de la vie, les deux sexes, leurs passions, les mythes: Rayssé a concentré dans sa toile les réflexions que lui inspire la société contemporaine. L'ambition était haute. La peinture est à sa mesure.

Ph. D.

DO YOU
YAHOO?
?

www.yahoo.fr

DU 22 AU 26 DÉCEMBRE

EST DÉJÀ L'AN 2000!"

RTL VOUS OFFRE 2000 FRANCS
TOUTES LES 2000 SECONDES



VINCENT PERROT
14H00-16H30

RTL
www.rtl.fr

Ava Gardner, femme fatale, sensuelle et charnelle

A Paris, un hommage en dix films est rendu à l'actrice américaine

DIX FOIS Ava Gardner... Une aubaine pour les amateurs, s'ils se rendent avant le 13 janvier à la salle Reffets Médicis, à Paris, où l'on propose un hommage en dix titres à la star brune de *La Comtesse aux pieds nus*. La filmographie d'Ava Gardner compte quelques chefs-d'œuvre et pas mal de films importants. C'est que l'actrice a eu épisodiquement la chance de tomber sur des cinéastes qui ont su voir la femme derrière l'icône cinématographique, la singularité derrière le cliché du personnage de convention. Comme il fallait un Josef von Sternberg ou un Rouben Mamoulian pour inventer Marlene Dietrich, un Billy Wilder ou un Otto Preminger pour construire Marilyn Monroe, il a fallu un George Cukor, un Joseph Mankiewicz, un John Ford ou un Albert Lewin pour faire Ava Gardner, pour tout à la fois mettre à nu la vérité d'une actrice et bâlir, en la commentant avec intelligence parfois, un piédestal à une star.

Le destin est un scénariste sans imagination. Ava Gardner est née à Smithfield, en Caroline du Sud, en 1922. D'origine modeste, elle est remarquée par les agents de la MGM et débute dans des productions de moindre importance (si on excepte, en 1943, *Hitler's Madman*, de Douglas Sirk). En 1946, *Les Tueurs* de Robert Siodmak, cinéaste allemand émigré aux États-Unis et maître du film noir, fut l'occasion de son premier grand rôle : une manipulatrice qui cause la perte du personnage principal incarné par Burt Lancaster. Le stéréotype de la femme fatale, destructrice, s'impose dès lors comme une conséquence de l'irrésistible beauté de la comédienne. Ce cliché sera de plus en plus ques-

onné par les grands cinéastes qui feront tourner Ava Gardner. Comment, en effet, résister à cette femme dont on a écrit qu'elle était « un bel animal » ?

Elle est plutôt grande. Elle est très brune, ce qui lui vaudra quelques rôles « exotiques » : la militante de *Showboat*, Maria Vargas de *La Comtesse aux pieds nus*, l'indienne de *La Croisée des destins*, de George Cukor (1956). Elle est surtout d'une sensualité immédiate. Ava Gardner est ainsi au cœur d'une contradiction et d'un déchirement qui en font quelque chose d'irremplaçable. D'un côté, son statut de star en fait une figure lointaine, idéale et intouchable, de l'autre, sa sensualité tellurique la rend indiscutablement charnelle, présente, toute proche. Ses rôles hésitent entre la femme fatale et la copine complaisante que le sexe n'effraie pas.

DANS L'UNIVERS DE TENNESSEE

Son personnage de *Showboat* (1951), de George Sidney, passe, le temps du récit, de la sophistication vestimentaire au visage dénudé, ravagé par le chagrin et l'alcool, de l'artifice au réalisme. Aucun de ses grands rôles n'a ainsi évité cette dualité, ce parcours parfois répété d'une dimension stylisée à une vérité intime (film malheureusement oublié dans la rétrospective) est *Mogambo* (1953), de John Ford, chef-d'œuvre méconnu où, volontaire et jousseuse, elle enlevait de haute lutte et à l'arraché Clark Gable et Grace Kelly, blonde scrupuleuse et coïcée. Nous sommes loin de l'érotisme sublimé de Mar-

lene Dietrich ou de celui, abstrait à force d'être hypertrophié, de Marilyn Monroe. Mais deux films surtout ont véritablement fait Ava Gardner : *Pandora*, d'Albert Lewin (1951), et *La Comtesse aux pieds nus*, de Joseph Mankiewicz (1954).

La nageuse vient d'atteindre le bateau le *Hollandais-Volant*. La caméra ne cadre que ses pieds qui foule le pont de bois du navire. On la devine nue. Or le cadrage choisi par le cinéaste ne constitue pas une figure rhétorique (la partie pour le tout) destinée à signifier la nudité du personnage. Il n'isole qu'un fragment d'un corps hautement désirable, violemment présent bien qu'invisible à l'image. Cette scène, dont la violence érotique restera, au point qu'un cinéaste comme Jean Eustache en fera une des clés de la découverte des premiers émois d'adolescent de son personnage de *Mes petites amoureuses*, est un des grands moments de *Pandora*. Lorsque Maria Vargas épouse le comte Torlato-Favanni, elle s'unit à un noble impuissant qui ne supportera pas la vitalité sexuelle de son épouse et la tuera. Si les pieds de la comtesse sont nus, c'est pour la rattacher directement au sol. *La Comtesse aux pieds nus* dessine le portrait d'une femme coquetterie et ambivalente mais surtout victime en fin de son appétit de vivre. Le calcul de la femme fatale cède souvent sous les coups de la passion, ou plus modestement de la pulsion tréfiactée. Ava Gardner est une terrifiée.

John Huston intégrera la sensualité immédiate et vorace de l'actrice en la plongeant dans l'univers molle de Tennessee Williams. En effet, elle incarne dans *La Nuit de*



New York, 1954. Ava Gardner pose pour le magazine « Life ».

l'iguane (1964), une femme mûre entourée de deux jeunes noirs athlétiques, dominant l'impression de ne jamais pouvoir être sexuellement rassasiée. Huston, toujours et enfin, lui confie le rôle de Lily Langtry, la grande actrice de théâtre dont est amoureux le juge Roy Bean dans *Juge et hors-la-loi* (1972). Avec ce rôle de star attribué à une star, l'auteur du *Faucon maltais* boucle dans une sorte de mise en abyme la carrière d'une des grandes figures du cinéma hollywoodien. Les quelques films qui suivront n'auront guère d'intérêt. Ava Gardner s'éteindra en Espagne en 1990.

Jean-François Rauger

DÉPÊCHES

■ **ART** : la Chambre d'ambre du château de Tsarkoje Selo serait bien en Allemagne. Ou du moins un fragment de ce cabinet donné par Frédéric I^{er} de Prusse au tsar Pierre I^{er} de Russie. C'est ce qu'affirme l'hebdomadaire *Der Spiegel*, qui a fait analyser par des experts la mosaïque de 55 sur 70 centimètres retrouvée chez un notaire de Brême, en mai 1997. Ce célèbre cabinet avait disparu à la fin de la dernière guerre mondiale, à la suite de l'occupation par l'armée allemande de la résidence impériale. Si l'authenticité de ces pièces est prouvée, les autorités russes ne manqueront pas de les réclamer. Mais le contentieux entre la Russie et l'Allemagne en effet le retour des œuvres d'art saisies par l'armée d'occupation soviétique après 1945 sur le territoire allemand.

■ **Vandalisme au Musée du Louvre**, où une statue représentant un dignitaire mésopotamien a été brisée en deux, le 18 décembre. L'œuvre, de petite taille, en diorite (pierre noire très dure), date de 2450 avant Jésus-Christ. Elle était exposée dans la salle des antiquités orientales. Sa valeur est estimée à deux 200 000 francs. On ne sait si la déprédation est volontaire. Le musée a porté plainte.

■ **La plupart des trente-trois musées nationaux seront fermés le 25 décembre et le 1^{er} janvier 1998**, indique la Direction des Musées de France (DMF). Le 25 décembre, jour de Noël, seront ouverts : le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, à Paris ; le Musée national de la Maison Bonaparte à Ajaccio, en Corse, et le Musée national de l'île d'Aix (Musée napoléonien, Musée africain), en Charente-Maritime. Ces trois musées seront également ouverts le 1^{er} janvier 1998, de même que les Galeries nationales du Grand Palais, à Paris.

Le Royal Palace, des Années folles au multiplexe

JUSTE à temps pour les fêtes, le cinéma Royal Palace, à Nogent-sur-Marne, a rouvert le 17 décembre, après huit ans de fermeture. Ce cinéma, qui fut l'un des plus grands (1800 places) et des plus prestigieux de la banlieue de Paris, a été construit par l'architecte Milton. Ce dernier lui avait donné un aménagement proche de celui du music-hall, avec fosse d'orchestre et scène. C'est ainsi qu'entre les deux guerres il accueillait des vedettes comme Fernandel ou Noël-Noël.

La façade du bâtiment était des plus originales avec de larges baies vitrées, des motifs d'ornement et

un balcon travaillé en fonte. Il fut donc inscrit, en 1991, à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, ce qui l'a sauvé de la démolition.

Après des années d'abandon, l'édifice a été racheté par la ville en 1995 et loué à Jean-Pierre Lemoine, PDG de la société Les Images, créateur du Mégarama de Villeneuve-la-Garenne, en attendant d'ouvrir de nouvelles installations à Bordeaux, en Belgique et... en Amérique du Sud. Le Royal, qui en soixante-neuf ans de carrière avait connu diverses transformations, avait besoin d'une rénovation et

d'importants aménagements avant d'accueillir ses nouveaux spectateurs.

Mais, avant tout, son nouvel exploitant désirait lui redonner son aspect original. C'est pourquoi, en concertation avec René-Marc Royer, architecte aux Bâtiments de France, le cabinet d'architectes Carré d'œuvre, représenté par Michel Bugeaud, a effectué de patientes recherches pour retrouver des documents d'époque avant d'entamer les travaux.

Aujourd'hui, la façade a retrouvé sa jeunesse des Années folles, et le hall, son volume d'origine, avec une hauteur sous plafond de 5 mètres. Mais, à l'intérieur, tout a changé : le cinéma dispose maintenant de quatre salles (de 135 à 232 sièges), et il vise tous les publics.

Toutes les salles sont équipées d'une bouche magnétique pour les malentendants, et l'une d'entre elles, au rez-de-chaussée, a été aménagée pour accueillir les handicapés, avec quatre emplacements pour fauteuils roulants. Cette salle diffusera la totalité des films projetés dans les trois autres salles.

Dominique Meunier

Piliers de bistrot

LA COUPOLE est un temple où de vivants piliers laissent parfois sortir de confuses paroles. Inaugurée le 26 décembre 1927, cette brasserie est inscrite à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques. La brigade de serveurs relève du corps de ballet, la cuisine est de qualité. La clientèle ne l'est pas moins : le bar eut quelques piliers fameux, comme Hemingway ou Kessel. Rien d'étonnant que le quidam n'ait qu'un regard distrait pour d'autres piliers, les vrais, les seize solides poteaux et les dix-sept pilastres qui scandent la salle à intervalles réguliers.

Leur partie supérieure est ornée de peintures, trente-trois œuvres qui, deux d'entre elles mises à part, sont toutes contemporaines de l'inauguration des lieux et forment un témoignage unique du goût de l'époque. Et du prix des œuvres des « Montparnos » : une facture, datée du 1^{er} janvier 1928, fait osciller le coût d'un décor de 860 à 990 francs pour un pilier, et de 350 à 620 francs pour un pilastre. Normal, intégrés aux murs, ces derniers requerraient moins de peinture, et les artistes étaient payés selon la surface de leur œuvre. Les factures furent réglées par deux Aveyronnais, Ernest Fraux et René Lafon, qui avaient compris quel potentiel recelaient les peintres qui hantaient le Montparnasse des années folles. Lorsqu'ils décidèrent de construire, à l'emplacement d'un dépôt de bois et de charbon la plus grande brasserie de Paris, ils cherchèrent les moyens d'animer les 800 mètres carrés de ce véritable hall de gare. Ils confièrent à deux architectes, Alphonse-Louis Solvet et son fils Paul, « la mosaïque, la lumière, les galeries porte-chapeaux, les chaises, les tables, les meubles, les lambrequins, les assiettes, les menus mêmes... »

A un artiste, Alexandre Auffray, échut le soin de recréer quelques collages, pour la plupart issus des académies qui fleurissaient alentour, élèves de Matisse ou de Léger. On a cru longtemps d'ailleurs que le maître normand était l'auteur d'une des « fresques » de la Coupole. Jusqu'à ce qu'une historienne d'art qui finit à un beau soir de 1985 lève les yeux et oublie de manger pour mieux regarder en l'air. Depuis lors, Emmanuelle Corcellet-Prévost a soutenu sur le sujet un mémoire de maîtrise à l'université Paris-1, et continué ensuite ses recherches.

Les archives étaient presque inexistantes. Elle retrouva les témoins, derniers survivants du Montparnasse des années 20, et surtout les architectes du lieu. Elle harcela les commissaires-priseurs, les experts, les conservateurs de musée. Elle « désattributiona » le Léger, pour le redonner à un de ses collaborateurs, le Suédois Otto Gustav Carlsson. Elle identifia les deux piliers peints par Marie Vassiliev, qui ouvrit en 1908 la célèbre « Académie russe ». Elle retrouva ce qui était dû au prince de Louis Latapie, et ce qu'il fallait rendre à celui de Pierre Gilleud. Tant d'acharnement ne pouvait que séduire le nouveau maître des lieux, Jean-Paul Bucher, propriétaire du groupe Flo. Il a compris l'intérêt d'une telle recherche, en termes de communication, et l'a favorisée. La Coupole a ensuite publié une brochure qui recense précisément les piliers et leurs auteurs, sauf quatre d'entre eux, restés anonymes. Désormais, le client y passe à travers des forêts de symboles qui l'observent avec des regards familiers.

Harry Bellet

Do You
YAHOO?
?

www.yahoo.fr

DU 22 AU 26 DÉCEMBRE

Pendant les Fêtes
Révolution aux Grosses Têtes.

C'est Bouvard
l'Invité !!!

16H30 - 18H00

RTL
www.rtl.fr

مركزاً من رصاص

CULTURE

LE MONDE / MARDI 23 DÉCEMBRE 1997 / 31

NOUVEAU FILM

LE NINJA DE BEVERLY HILLS

Sorti sans conviction dans une seule salle parisiennne et en version française, *Le Ninja de Beverly Hills* est voué à une carrière plus que modeste. Ce n'est pas grave du tout. Un jeune Américain blond est considéré par la secte des guerriers ninjas, qui l'a recueilli enfant, comme le grand Ninja blanc de la légende. Hélas, il est gros et maladroit. Envoyé à Los Angeles pour neutraliser une bande de faux-monnayeurs, il remplira sa mission grâce à la chance et à la stupidité de ses adversaires.

Les gags du film reposent essentiellement sur le décalage entre la balnéarisation du personnage principal et les exigences du cinéma d'arts martiaux, ici laborieusement parodiés. Les effets comiques (la manipulation catatonique d'un nunchaku - l'arme japonaise formée de deux bâtons reliés par une chaîne -, par exemple), parfois d'une nullité surprenante, ont, en plus, le tort d'être répétitifs. Le héros ne semble destiné qu'à remonter le moral des adolescents américains obèses et à leur permettre, sans doute, de s'identifier à un personnage de cinéma.

Pendant ce temps, le spectateur ne trouve qu'une furtive consolation en admirant la splendeur d'une suite de reims de la stadiette qui incarne l'héroïne. Film américain de Dennis Dugan avec Chris Farley, Nicolette Sheridan, Robin Shou (1 h 30). J.-E.R.

JEAN-PAUL POLETTI ET LE CHOEUR D'HOMMES DE SARTÈNE. Théâtre de la Ville, Paris, le 21 décembre. Prochaines : les 22 et 23 décembre à 20 h 30. Places : 95 F. Tél. : 01-42-74-22-77.

Il y aura eu le goût bulgare, nature ou assaisonné à toutes les dévives ; il y a un goût corse dans l'air du temps. Le chant rauque et dru à cappella d'hommes en noir, en demi-cercle serré, la main en corset sur l'oreille, est partout, pour le meilleur et pour le pire. Dans une perspective historique, Marcel Pérès et son ensemble Organum expérimentent depuis quelques années les jonctions entre les pratiques polyphoniques insulaires et continentales - travail dans l'esprit de leur recherche des caractéristiques exogènes (en particulier orientales) intégrées aux répertoires de plain-chant ou aux pratiques polyphoniques européennes. Les éléments d'investigation et leurs résultats ont d'ailleurs été consignés dans le passionnant recueil d'actes d'un

colloque organisé à Corte (1990), *Le Chant religieux corse, étot, comparaisons, perspectives* (les Cahiers du Cerim, Fondation Royaumont, 1996) dont on conseillera la lecture.

CHARISME

L'un des articles, signé par l'éthnomusicologue Bernard Lortat-Jacob, analyse l'intonation pratiquée par les vocalistes corses traditionnels dans le répertoire religieux (issu notamment de manuscrits franciscains des XVII^e et XVIII^e siècles), répertoire qu'empruntent, entre autres, les chanteurs du chœur d'hommes de Sartène de Jean-Paul Poletti. Il y est question de cette *quintina*, « petite quinte », harmonique résultant de la fusion des harmoniques des différents parties. Pour que ce phénomène soit audible, il faut une perfection dans la pureté des intervalles (octaves, quintes, tierces), une maîtrise parfaite des glissements d'accords parallèles en faux-bourdon, un équilibre entre l'émission des voyelles, la stabilité des timbres et l'écoute mutuelle. On accorde au sympha-

thique groupe de Jean-Paul Poletti de la présence, un certain charisme (celui de son chef, en tout cas), on apprécie le grain épilé de certaines voix, la volonté de partager (notamment cette manière un peu démagogique de faire chanter le public) ; on constate la diversité du répertoire, tantôt savant, tantôt populaire. Toutes ces qualités ont été saluées très chaleureusement par le public du Théâtre de la Ville. Mais il manquait, ce dimanche, cette pureté d'intonation qui transcende une polyphonie sommaire toute rudimentaire. En sortant de ce concert, on avait l'impression d'avoir entendu une heure et quart d'accords qui étaient tout sauf parfaits et purs. On réécouterait alors le disque de chants corses extraits des manuscrits franciscains par l'ensemble Organum (constitué de chanteurs corses) de Marcel Pérès (1 CD Harmonia Mundi HMC 901495) afin de se persuader que cette intonation et ces sons de chammades d'orgue ne sont pas une lubie intellectuelle.

Renaud Machart

A la recherche de la « petite quinte » perdue

Au Théâtre de la Ville, à Paris, le chœur d'hommes de Sartène, dirigé par Jean-Paul Poletti, confirme la vogue des polyphonies corses

SORTIR

PARIS

SolEnSi
SolEnSi, comme Solidarité Enfants Sida. Pour soutenir cette association dont l'action est dirigée vers les enfants touchés par le sida, Francis Cabrel, Michel Jonasz, Catherine Lara, Maxime Le Forestier, Maurane, Alain Souchon et Zazie ont enregistré ensemble un album en public (*SolEnSi/WEA*) et effectué une tournée qui s'achève par Paris. Un récital original, dans lequel ils prennent tout un vrai plaisir à échanger ou partager leurs répertoires respectifs. Palais des Congrès, 2, place Porte-Maillot, Paris 17^e, 20 h 30, le 22. Tél. : 01-44-68-44-08. De 220 F à 320 F.
Juliette
Présence et voix toujours généreuses, mais, cette fois-ci, formule minimale pour la chanteuse. Deux pianos, un point

c'est tout. Le sien et celui de Didier Goret, pour une relecture de ses morceaux de bravoure, plus, c'est promis, quelques inédits. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miramand. 20 h 30, les 22, 23, 26, 27, 29, 30 et 31 ; 16 heures, les 21 et 28. Tél. : 01-49-53-05-07. De 110 F à 200 F.
Arthur H
Ceux qui avaient raté son passage au Théâtre du Gymnase en janvier vont pouvoir se rattraper, les autres, pourquoi pas, y retourner, tant sa *Fête trouble* (titre de son dernier album, enregistré en public, disponible chez Polydor) est un enchantement. Une suite de chansons aux ambiances insolites, hantées par d'étranges sortilèges sonores. Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-1^{er}. M^e Bastille. 20 h 30, les 23, 24, 25, 26, 27, 30 et 31. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Demain ne meurt jamais de Roger Spottiswoode (Grande-Bretagne, 1 h 55), avec Pierce Brosnan, Jonathan Pryce, Michelle Yeoh, Teri Hatcher, Ricky Jay, Gutz Otto. Je ne vois pas ce qu'on me trouve de Christian Vincent (France, 1 h 35), avec Jackie Berroyer, Karin Viard, Tara Römer, Zinedine Soualem, Estelle Larrivaz, Daniel Duvall. Maman, je m'occupe des méchants de Raja Gosnell (Etats-Unis, 1 h 42), avec Alex D. Linz, Hayland Morris, Olek Krupa, Rya Kihlstedt, David Thornton, Lenny von Dohlen. Méprise multiple de Kevin Smith (Etats-Unis, 1 h 55), avec Jason Lee, Ben Affleck, Joey Lauren Adams, Ethan Suplee, Scott Mosier, Casey Affleck. Muriel fait le désespoir de ses parents de Philippe Faucon (France, 1 h 20), avec Catherine Klein, Dominique Perrier, Marie Rivière. Le Ninja de Beverly Hills de Dennis Dugan (Etats-Unis, 1 h 30), avec Nicolette Sheridan, Nathaniel Parker, Soon-Tek Oh, Chris Rock, Robin Shou. Sauvez Willy 3, la poursuite de Sam Pillsbury (Etats-Unis, 1 h 25), avec Jason James Richter, August Schellenberg, Annie Corley, Vincent Berry, Patrick Kilpatrick. Le Septième Ciel de Benoît Jacquot (France, 1 h 31), avec Sandrine Bonnaire, Vincent Lindon, François Berléand, Françoise Berge, Pierre Cassagnard, Philippe Magnan. Thérapie russe d'Eric Veniard (France, 53 min), avec Eric Veniard, Miglen Mirtchev, Sidse Babette Knudsen, Patricia Diney, Jeanine Souchon, Andrea Retz-Roulyet.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONOE ou tél. : 09-36-68-03-78 (223 Rmin).

REPRISES

La Croisée des destins de George Cukor, avec Ava Gardner, Stewart Granger, Bill Travers. Américain, 1953 (1 h 50). VO : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34). L'Extravagant Mr. Deeds de Frank Capra, avec Gary Cooper, Jean Arthur, George Bancroft. Américain, 1936, noir et blanc (1 h 55). VO : Action Christine, 6^e (01-43-23-11-30). La Limier de Joseph L. Mankiewicz, avec Laurence Olivier, Michael Caine. Américain, 1972 (2 h 18). Reflet Médicis 1, 5^e (01-43-54-42-34). Mon épouse favorite de Garson Kanin, avec Cary Grant, Irene Dunne, Randolph Scott, Gail Patrick. Américain, 1940, noir et blanc (1 h 28). VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60). Providence d'Alain Resnais, avec John Gielgud, Dirk Bogarde, Ellen Burstyn, David Warner, Elaine Stritch. Français, 1976 (1 h 50). VO : L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80). Un Américain à Paris de Vincente Minnelli, avec Gene Kelly, Leslie Caron, Georges Guétary, Nina Foch, Oscar Levant. Américain, 1951, copie neuve (1 h 53). VO : UGC Ciné-cité les Halles, Dolby, 1^{er} ; Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17^e (01-43-29-79-88). La Vie est belle de Frank Capra, avec James Stewart, Donna Reed, Thomas Mitchell, Lionel Barrymore, Ward Bond. Américain, 1946, noir et blanc, copie neuve (2 h 19). VO : Action Ecoles, 5^e (01-43-25-72-07) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5^e (01-43-54-15-04).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine parvis de la gare Montpar-

nasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Tango Passion
Chorégraphie d'Hector Zazare. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.
François Landet Big Band
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, le 22. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Anne Bacquet
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris-8^e. M^e Hôtel-de-Ville. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-42-71-46-50. De 60 F à 120 F.
Marianne James
La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris-2^e. M^e Opéra. 21 heures, le 22. Tél. : 01-42-61-44-16. 100 F.
Charlène Couture
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14^e. M^e Gaité, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 22. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.
Quarteto Cedron
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2^e. M^e Sentier. 20 heures, le 22. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.

RÉSERVATIONS

La Fania All Stars
Avec Celia Cruz, Johnny Pacheco, Willie Colon, Paulito, Feliciano, Roberto Roena, Larry Harlow, Bobby Valentín, Andy Montañez.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. 21 heures, le 16 janvier. Tél. : 01-42-08-60-00. 220 F.
Véronique Sanson
Palais des Sports, Porte de Versailles, Paris 15^e. 20 h 30, du 9 au 25 janvier. Tél. : 01-48-28-40-10. Location Fnac et Virgin. 220 F.
Aragau/Philippe Caubère
Deux époques : Le Communiste (poèmes de 1923 à 1954) ; Le Fou (poèmes de 1954 à 1973).
Les Gêmeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. Les 8 (Le Communiste), 9 (Le Fou) et 10 janvier (intégrale). Tél. : 01-46-01-36-57. 140 F et 110 F. Intégrale : 153 F et 185 F.
Dans la jungle des villes de Bertolt Brecht, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20^e. M^e Gambetta. Du 8 janvier au 22 février. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.

DERNIERS JOURS

31 décembre :
Philippe Soupault
Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs, Paris-2^e. M^e Bourse. Tél. : 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Entrée libre.
4 janvier :
Franklin D'Ost (1883-1961)
Musée d'Orsay, niveau médian, 1, rue de Bellechasse, Paris-7^e. M^e Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. 39 F.
4 janvier :
Gilbert & George
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. M^e Léna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi et 25 décembre. 40 F.
28 décembre :
Les Précieuses Ridicules de Molière, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makeieff, avec en alternance Jean-Marc Bihour, Olivier Broche, Laurella Gravotta, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, Camille Grandville, Robert Horn, Bruno Lochet, Yolande Moreau, François Morel, Olivier Saladin et François Toumraïne.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris-6^e. M^e Odéon, Luxembourg. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures et 20 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

Les fées d'hiver d'Arte

Tout Chaplin

Lundi 22 à 20.45 Le Dictateur, à 22.50 La Ruée vers l'or.
Mercredi 24 à 21.55 Le Cirque.
Dimanche 28 à 20.45, toute une soirée Thema consacrée à Chaplin, avec The Kid, Le Pèlerin, un documentaire de Claude-Jean Philippe et plusieurs courts-métrages de Chaplin et tous les autres films jusqu'au 15 janvier !

Mardi 23 décembre à 20.45, soirée Thema
Méliès, le cinémagicien*

Mercredi 24 à 20.45
Le cirque en fête

Jeudi 25 à 20.45, soirée Thema
La nuit des fées

à suivre...

arte
VIDEO

arte

3615 ARTE sur le Minitel - http://www.arte-tv.com

هكذا من راحل

32 / LE MONDE / MARDI 23 DÉCEMBRE 1997

RADIO - TÉLÉVISION

LUNDI 22 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.10 Les Evadés** ■ ■ ■
De Franck Darabont (Etats-Unis, 1994, 140 min). RTBF 1
- 20.30 Quadrille** ■ ■ ■
De Sacha Guitry (France, 1937, N, 95 min). Ciné Cinéma
- 20.30 Bagdad Café** ■ ■ ■
De Percy Adlon (Allemagne, 1987, 90 min). Ciné Cinéma
- 20.35 La Belle Verte** ■ ■ ■
De Coline Serreau (France, 1996, 90 min). Canal +
- 20.45 Il était une fois dans l'Ouest** ■ ■ ■
De Sergio Leone (Italie, 1969, 170 min). France 3
- 20.45 Le Dictateur** ■ ■ ■
De Charles Chaplin (Etats-Unis, 1940, N, v.o., 125 min). Arte
- 20.50 Rockeater** ■ ■ ■
De John Ford (Etats-Unis, 1950, N, v.o., 115 min). Paris Première

- 22.00 La Castagne** ■ ■ ■
De George Roy Hill (Etats-Unis, 1974, v.o., 120 min). Ciné Cinéma
- 22.05 Le Gros Lot** ■ ■ ■
De Preston Sturges (Etats-Unis, 1940, N, v.o., 70 min). Ciné Cinéma
- 22.15 La Rose et la Flèche** ■ ■ ■
De Richard Lester (Grande-Bretagne, 1976, 104 min). Canal +
- 22.15 Risky Business** ■ ■ ■
De Paul Brickman (Etats-Unis, 1983, 100 min). Canal Jimmy
- 22.25 Dans la chaleur de la nuit** ■ ■ ■
De Norman Jewison (Etats-Unis, 1967, 110 min). RTL 9
- 22.25 Week-end à Zuydcoote** ■ ■ ■
De Henri Verneuil (France, 1964, 125 min). TMC
- 22.55 L'Homme tranquille** ■ ■ ■
De John Ford (Etats-Unis, 1952, N, v.o., 125 min). Paris Première

- 23.00 La Rue vers l'or** ■ ■ ■
De Charles Chaplin (Etats-Unis, 1925, N, 70 min). Arte
- 23.00 La Vie privée du tribun** ■ ■ ■
De John Stahl (Etats-Unis, 1937, N, v.o., 115 min). Histoire
- 23.15 L'Etat une aventure** ■ ■ ■
De Raymond Bernard (France, 1938, N, 100 min). Ciné Cinéma
- 0.00 Les Meilleures Intentions** ■ ■ ■
De Bille August (Suède, 1991, 180 min). Ciné Cinéma
- 0.10 Le Diable en robe bleue** ■ ■ ■
De Carl Franklin (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min). Canal +
- 0.15 La Charette fantôme** ■ ■ ■
De Julien Duvivier (France, 1939, N, 90 min). RTL 9
- 0.55 I Was Happy Here** ■ ■ ■
De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1966, N, v.o., 90 min). Ciné Cinéma

NOTRE CHOIX

● **20.30 Ciné Cinéma**
Bagdad Café
Abandonnée par son mari dans le désert Mojave, du côté de Las Vegas, une grosse touriste allemande trouve refuge dans une station-service-motel délabrée, tenue par une extravagante famille noire. Elle va gagner l'amitié de la patronne, qui d'abord se méfiait d'elle. Signé Percy Adlon, le film euphorique et quasiment miraculeux de la saison cinématographique 1997-1998. Un régal d'humour naïf et sophistiqué, de gentillesse, d'amour de la vie. Le rapprochement des nationalités et des cultures. - J. S.

● **23.00 Histoire**
La Vie privée d'un tribun
Dans les années 1880, un homme politique irlandais, champion de l'indépendance de son pays, s'oppose d'une jeune femme mal mariée, qui lui apporte son amour et son soutien. Il est frappé par le scandale d'un procès en divorce. Plutôt qu'une reconstitution de la carrière du véritable Charles Parnell, ce film de l'américain John M. Stahl est une histoire d'amour romantique et tragique dans la tradition hollywoodienne. Excellente interprétation. - J. S.

● **0.15 RTL 9**
La Charette fantôme
Une femme appartenant à l'Armée du salut tente de remettre sur le droit chemin un voyou violent et incorrigible. Mais la justice des hommes n'est pas celle du ciel. Du vivant d'un réalisateur film aux connotations fantastiques parfois surprenantes, et d'un grand soin visuel. Interprétations hallucinées de Fresnoy, Jovet, et surtout, Le Vigan. La qualité française d'avant-guerre. - J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
19.00 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
20.50 Le Rouge et le noir.
Téléfilm de Jean-Daniel Verhaeghe (1/2).
22.35 Miami Beach.
Téléfilm O de David Carson.
0.20 La Nuit en fête.
Sylvie Vartan à l'Olympia, en 1996.

- FRANCE 2**
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.35 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.50 Entre terre et ciel.
Feuilleton d'Hervé Baslé (1/6).
22.50 Le Père Noël est une ordure.
Pièce de la troupe du Splendid.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Zaz! Jeanmarie au Zénith.

- FRANCE 3**
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 et 23.35 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Il était une fois dans l'Ouest ■
Film de Sergio Leone.
23.45 Soir 3.
0.05 Premières apparitions

- CANAL +**
En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invités : Antoine de Caunes.
20.30 Pas si vite.
20.35 La Belle Verte ■
Film de Coline Serreau.
22.05 Flash infos.
22.15 La Rose et la Flèche ■
Film de Richard Lester.
0.00 Surprises.
0.10 Le Diable en robe bleue ■
Film de Carl Franklin (v.o.).

ARTE

- 19.00 La Bible en images.
19.30 et 7/12 Les « bons Arabes » du FN.
20.00 Reportage.
Le Dopage des enfants : un secret d'Etat.

- 20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Le Dictateur ■ ■ ■
Film de Charles Chaplin (v.o.).
22.50 Kinorama spécial Chaplin.
23.00 La Rue vers l'or ■ ■ ■
Film de Charles Chaplin (version sonore par Chaplin).
0.10 Court circuit.
Qui a peur du père Noël ? (v.o.).
24.12 (v.o.).
0.40 Un caso para dos.
Film d'Antonio Chavarrías.

RADIO

- FRANCE-CULTURE**
20.30 Agora. Bernard Sergent.
21.00 Le Grand Débat.
Jean-Paul II, vingt ans de pontificat (3/2).
22.10 Fiction.
Fables oubliées pour offrir à Noël.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.
- FRANCE-MUSIQUE**
19.35 Concert.
Festival de musique ancienne de Ralsbonne.
21.00 Concert.
Orchestre français des Jeunes.
Œuvres de R. Strauss, Mozart.
22.30 Musique pluriel.
Œuvres de Y. Ysaïe.
23.07 Le Bel aujourd'hui.
Œuvres de Cage, Carter, Ives.
- RADIO-CLASSIQUE**
20.40 Les Soirées.
Charles Münch. Œuvres de Berlioz, Ravel, Honegger, Oudieu.
22.40 Les Soirées... (suite).
Œuvres de R. Schumann, Mozart, Saint-Saëns, Chausson, Ravel.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Antoine de Caunes, Mi Pingouin, No Talents, Lambert Wilson, Denis Robert, René Tassier, Peco Rabanne.
19.00 Envoyé spécial, les années 90. La bête sous la manche. Le gouvernement polonais en exil.
19.00 Cap'tain Café. Invités : Menikoff, Carika, Denis Borsel.
20.00 Les Grandes Enigmes de la science. Quand la science rencontre Jésus.
20.00 20h Paris Première. Paris Première 0.30 Jazz & Aretha Franklin I

DOCUMENTAIRES

- 18.55 Ecoute le monde. Pandit Ravi Shankar.
20.00 Le Dopage des enfants : un secret d'Etat. Sport et dopage en RDA.
20.00 L'Histoire oubliée (4/6). Les horres : l'entendement.
21.30 Soldats de Napoléon.
21.30 L'Orchestre intime.
22.25 Au pays des pêches royales.

SPORTS EN DIRECT

- 13.00 Ski. Coupe du monde. Slalom messieurs.
21.30 Equestre. Show Jumping de Londres.

MUSIQUE

- 18.00 Joe Zawinul and Weather Update.
21.00 Xerxes. Mise en scène de Nicolas Hynes.
22.30 Concert de Noël. Au Palais royal de Bruxelles 1997.
22.40 Grande messe en ut mineur K 427, de Mozart, interprétée par l'Orchestre et la Chorale de Paul Kuentz.
23.35 L'Enfant et les Sortilèges.
23.55 Garth Live in Central Park.
0.10 Monserrat Caballé et Marilyn Horne.
0.20 La Nuit en fête. Sylvie Vartan à l'Olympia 1996.

THÉÂTRE

- 22.50 Le Père Noël est une ordure. De Philippe Galland.

TELEFILMS

- 20.30 Le Fils du cordonnier. D'Hervé Baslé (1/2).
20.50 Le Rouge et le noir.
21.00 L'Assassinat du duc de Guise. De Guy Lussier.
22.35 Miami Beach. De David Carson.
22.35 Bis, rue de la Combina. D'Alain Nédard.
22.50 Soupçons légitimes. De William A. Graham.
23.45 L'Adoption. De Janos Zsombolyai.
20.50 Entre terre et mer.
21.00 Le Caméléon. La découverte.
21.25 New York Police Blues. Le ripou.
22.00 Les Sentinelles de l'air.
22.10 Dark Skies : L'impossible Vérité.

FILMS DU JOUR

- 13.35 Le Peuple singe** ■ ■ ■
De Ciro D'Amico (Indonésie, 1999, 80 min). Canal +
- 14.30 La Terre des pharaons** ■ ■ ■
De Howard Hawks (Etats-Unis, 1935, 105 min). France 3
- 14.35 Quadrille** ■ ■ ■
De Sacha Guitry (France, 1937, N, 95 min). Ciné Cinéma
- 14.50 La Revanche de Freddy** ■ ■ ■
De Jack Sholder (Etats-Unis, 1985, 85 min). Ciné Cinéma
- 16.10 Jumanji** ■ ■ ■
De Joe Johnston (Etats-Unis, 1996, 100 min). Canal +
- 16.10 La Vie est belle** ■ ■ ■
De Frank Capra (Etats-Unis, 1946, N, 125 min). Arte
- 16.10 I Was Happy Here** ■ ■ ■
De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1966, N, v.o., 90 min). Ciné Cinéma
- 16.15 Le Cercle des intimes** ■ ■ ■
D'André Konchalovsky (Etats-Unis, 1991, v.o., 135 min). Ciné Cinéma
- 17.40 Le Gros Lot** ■ ■ ■
De Preston Sturges (Etats-Unis, 1940, N, v.o., 70 min). Ciné Cinéma
- 18.30 Jésus de Montréal** ■ ■ ■
De Denis Arcand (Canada, 1989, 100 min). Ciné Cinéma
- 18.50 L'Etat une aventure** ■ ■ ■
De Raymond Bernard (France, 1938, N, 100 min). Ciné Cinéma

- 22.00 La Tiche** ■ ■ ■
De Yannick Bellon (France, 1984, 100 min). Paris Première
- 22.20 L'Alibi** ■ ■ ■
De Pierre Chenal (France, 1937, N, 100 min). Festival
- 22.25 Le facteur sonne toujours deux fois** ■ ■ ■
De Tay Garnett (Etats-Unis, 1946, N, v.o., 115 min). Ciné Cinéma
- 22.35 Les Enfants du paradis** ■ ■ ■
De Marcel Carné (France, 1945, N, 185 min). France 2
- 22.50 Rain Man** ■ ■ ■
De Barry Levinson (Etats-Unis, 1988, v.o., 135 min). Ciné Cinéma
- 0.20 L'amour chante et danse** ■ ■ ■
De Mark Sandrich (Etats-Unis, 1941, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma
- 0.50 Madame Sousatzka** ■ ■ ■
De John Schlesinger (Grande-Bretagne, 1988, 135 min). France Supervision
- 1.05 Rendez-vous avec le destin** ■ ■ ■
De Glenn Gordon Carron (Etats-Unis, 1994, 105 min). Ciné Cinéma
- 1.05 Le Roman d'un tricheur** ■ ■ ■
De Sacha Guitry (France, 1936, N, 75 min). RTL 9
- 2.05 Les Gosses mènent l'enquête** ■ ■ ■
De Maurice Labro (France, 1946, N, 80 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 22.00 Spécial procès Papon. Histoire

MAGAZINES

- 17.00 Envoyé spécial, les années 90. La bête sous la manche. Le gouvernement polonais en exil.
18.00 Stars en stock. Joseph Cotten. Gene Kelly.
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Lissette Malidor, Arthur H., Michel Onfray, Stéphane Peyron.
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Retrospective 1997. Invités : Claire Chazal, Pascal Delany, Jean-Luc Boudet, Jean-Noël Jeanneney.
1.00 Un siècle d'écrivains. Nathalie Sarraute.
17.35 Huang Shan, la forteresse des brumes.
18.00 Le Chagrin à l'italienne (1/2). Planète
18.00 L'Histoire oubliée (4/6). Les horres : l'entendement.
18.30 L'Esprit animal.
20.05 Rythmes du monde.
20.30 Patti Smith. L'océan des possibles.
20.35 Les Ailes de France.
21.00 Roosevelt. Un destin pour l'Amérique.

DOCUMENTAIRES

- 17.35 Huang Shan, la forteresse des brumes.
18.00 Le Chagrin à l'italienne (1/2). Planète
18.00 L'Histoire oubliée (4/6). Les horres : l'entendement.
18.30 L'Esprit animal.
20.05 Rythmes du monde.
20.30 Patti Smith. L'océan des possibles.
20.35 Les Ailes de France.
21.00 Roosevelt. Un destin pour l'Amérique.

SPORTS EN DIRECT

- 1.35 Hockey sur glace NHL. New York Rangers - Tampa Bay Buccaneers.
22.20 Soirée thématique. Météos.
23.15 Soldats de Napoléon.
0.10 Femmes dans le monde. L'Afrique accusée.

MUSIQUE

- 18.55 et 23.40 Ecoute le monde. Rabbah Abou Khalil.
19.35 Carols for Christmas.
21.00 World Philharmonic Orchestra.
23.55 L'Heure espagnole. Mise en scène de Oue Medher.
0.40 La Nuit en fête. Pavarotti and Friends for War Child.

THÉÂTRE

- 23.15 Les Précieuses ridicules. De Molière. Mise en scène de Jean-Luc Boudet.
18.00 Les deux Madame Grenville. De John Erman (2/2).
18.35 Un Noël pas comme les autres. De Tom McLoughlin.
19.30 L'Adoption. De Janos Zsombolyai.

TELEFILMS

- 20.00 L'Orange de Noël.
20.05 Deux mamans pour Noël. De Paul Gou.
20.10 Holiday Affair.
20.30 Le Fils du cordonnier. D'Hervé Baslé (2/2).
20.50 Le Rouge et le noir.
20.55 Réunion de famille.
22.45 England, My England.
23.15 Mission spéciale à San Diego.
23.45 Intermède arbitraire. De Bernard Chequet.
17.10 Sequester, police des mers. Opération sauvetage.
17.25 Les Rues de San Francisco. En pays étranger.
19.00 Walker, Texas Ranger.
19.10 Agence Acapulco. Une cible de choix.
20.45 Murder One : L'affaire Jessica.
21.30 Twin Peaks. Episode n° 11.
22.15 Colorado.
22.15 Les longues cimes.
22.15 Diligence express.
22.45 Angela, 15 ans. Le remplaceur (v.o.).
23.00 Nos meilleures années.
23.35 Star Trek : la nouvelle génération. Le prix (v.o.).
23.45 Operation Open.
23.50 Jason King.
0.15 New York District. Le fin d'un rêve.
0.40 Agence Acapulco. Une cible de choix.
2.00 Bottom.
Break (v.o.).

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde »
■ « Télévision-Radio-Multimédia »
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

- 0 Accord parental souhaitable
1 Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
2 Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans
3 Contenu de nature sexuelle, de violence ou de langage grossier
4 Contenu de nature sexuelle, de violence ou de langage grossier, mais sans caractère de nouveauté

NOTRE CHOIX

● **23.15 France 3**
Les Précieuses ridicules
Une facétie aux airs tragiques

PRÉSENTANT L'INTÉGRALE des dix-huit pièces de Jean-Baptiste Poquelin à la télévision avant l'an 2003, telle est l'ambition de la « Collection Molière », qui associe France 3 et la Comédie-Française. Lever de rideau réussi avec *Les Précieuses ridicules*. Dans cette facétie en un acte créée en 1659, on retrouve les personnages-clés du dramaturge : Gorgibus, le « vieux Gaulois » définitivement attaché à des idées surannées, Mascarille le marquis (faux, évidemment), Jodelet le valet. Cette fois, Molière ne s'en prend ni aux médecins ni aux avocats. Son regard aigu se pose sur d'autres travers de la société. Il épingle les engouements du temps : le vocabulaire ampoulé, les outrances vestimentaires, le snobisme, les romans à la mode. Il met ainsi les dieux de son côté, personne n'ayant envie de se retrouver dans le camp des ridicules.

L'intrigue est simple : un mauvais tour joué à deux sottes provinciales qui rêvent de mener la vie des grandes dames des salons parisiens. Cathos et Magdelon, remarquablement interprétées par Isabelle Gardien et Claude Mathieu, méprisent les mariages arrangés et tombent sous le charme d'un valet déguisé en marquis, joué en virtuose par Thierry Frémont. Plus elles minaudent devant le faux marquis enrubanné, plus leur déception s'annonce tragique.

La caméra de Georges Bensoussan ne les quitte pas, scrute le moindre rictus, les gestes apprêtés, les mouvements étirés et frôle avec volupté les costumes aux couleurs chatoyantes. Magnifiant l'art de la scène, le réalisateur restitue brillamment sur le petit écran l'humour moliéresque et la magie du théâtre. Amusante satire de la société parisienne, *Les Précieuses ridicules* se situent au confluent de la farce et de la tragédie. La mise en scène de Jean-Luc Boudet – soignée de détail – décline le glissement du burlesque vers la gravité. Drôlerie, tristesse, *Les Précieuses ridicules* jouent sur tous les registres. Les masques, les sentiments, les émotions, tout Molière. Du grand art.

Karine Nakache

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
13.50 Les Foux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.40 Côte Ouest.
16.35 Tarzan.
17.10 Sequester, police des mers.
18.00 Les Vacances de l'amour.
19.00 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 22.50 Météo.
20.00 Journal, Résultats des courses.
20.50 Petit papa bastien.
21.00 Le Fils du cordonnier.
22.45 A nous les garçons.
Film de Michel Lang.
0.40 La Nuit en fête.
Pavarotti and Friends for War Child.

- FRANCE 2**
13.50 et 14.55 Destrict.
15.35 Tigris.
16.45 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.20 Don Camillo monsigneur.
Film de Carmine Gallone.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
19.35 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.50 Le Rouge et le noir.
Téléfilm de Kevin Connor.
22.35 Les Précieuses ridicules ■ ■ ■
Film de Marcel Carné.

- FRANCE 3**
13.40 Blanche.
Feuilleton de Charles Biname (3/11).
14.30 La Terre des pharaons ■ ■ ■
Film de Frank Capra.
16.15 Lucky Luke.
17.15 Mindkings.
17.50 Un monde de chiens.
18.15 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 22.50 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Fa si la chanter.
23.00 Soir 3.
23.15 Les Précieuses ridicules.
Pièce de Molière.
0.15 New York District.
1.00 Un siècle d'écrivains.
Nathalie Sarraute.

CANAL +

- 13.35 Le Peuple singe ■ ■ ■
Film de Ciro D'Amico.
14.55 et 1.10 Surprises.
15.10 Making-of du « Bossa ».
16.10 Jumanji ■ ■ ■
Film de Joe Johnston.
17.30 Nawak.
En clair jusqu'à 20.35
18.20 Cyberland.
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Y aura-t-il de la neige à Noël ? ■ ■ ■
Film de Sandrine Veysset.
22.00 Flash infos.
22.10 Personnel et confidentiel.
Film de Jon Amert (v.o.).
0.10 Sexe, musique et vidéo.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.25 Après-midi thématique.
Il était une fois l'Histoire.
13.30 Le Secret des temples d'Angkor.
14.30 A l'aube des temps.
15.00 Les Grandes Enigmes de l'Histoire.

- 13.30 Cello.
15.35 Il était une fois.
16.10 La vie est belle ■ ■ ■
Film de Frank Capra.
18.15 Journal de la météo.
18.30 Le Monde des animaux.
L'enfant comique, Népal.
19.00 La Bible en images.
19.30 7/12.
Météos d'enfance.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Dark Crystal ■ ■ ■
Film de Jim Henson et Frank Oz.
22.20 Soirée thématique.
Météos, le cinématographique.
22.25 et 1.00 La Magie Météos.
0.00 Une séance Météos.
Cours-métiros de Georges Météos.
1.40 Maestro.
Un siècle de danse (3/5).

- FRANCE 2**
13.50 et 14.55 Destrict.
15.35 Tigris.
16.45 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.20 Don Camillo monsigneur.
Film de Carmine Gallone.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
19.35 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.50 Le Rouge et le noir.
Téléfilm de Kevin Connor.
22.35 Les Précieuses ridicules ■ ■ ■
Film de Marcel Carné.

- FRANCE 3**
13.40 Blanche.
Feuilleton de Charles Biname (3/11).
14.30 La Terre des pharaons ■ ■ ■
Film de Frank Capra.
16.15 Lucky Luke.
17.15 Mindkings.
17.50 Un monde de chiens.
18.15 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 et 22.50 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Fa si la chanter.
23.00 Soir 3.
23.15 Les Précieuses ridicules.
Pièce de Molière.
0.15 New York District.
1.00 Un siècle d'écrivains.
Nathalie Sarraute.

- CANAL +**
13.35 Le Peuple singe ■ ■ ■
Film de Ciro D'Amico.
14.55 et 1.10 Surprises.
15.10 Making-of du « Bossa ».
16.10 Jumanji ■ ■ ■
Film de Joe Johnston.
17.30 Nawak.
En clair jusqu'à 20.35
18.20 Cyberland.
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Y aura-t-il de la neige à Noël ? ■ ■ ■
Film de Sandrine Veysset.
22.00 Flash infos.
22.10 Personnel et confidentiel.
Film de Jon Amert (v.o.).
0.10 Sexe, musique et vidéo.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.25 Après-midi thématique.
Il était une fois l'Histoire.
13.30 Le Secret des temples d'Angkor.
14.30 A l'aube des temps.
15.00 Les Grandes Enigmes de l'Histoire.

MERE TERESA

- l'histoire d'une sainte des temps modernes
Géraldine Chaplin
Ce soir 20h50

مركزاً من رصاص

Le Monde

MARDI 23 DÉCEMBRE 1997

33

L'Observatoire des sectes propose de donner de nouveaux moyens aux associations de défense

Un rapport souhaite qu'elles puissent se constituer partie civile

INSTALLÉ le 13 novembre 1996 par Alain Juppé, alors premier ministre, l'Observatoire interministériel sur les sectes vient de remettre à Lionel Jospin son premier rapport. La fonction de cet Observatoire est double : analyser l'évolution des phénomènes sectaires et faire annuellement des propositions au gouvernement en vue d'améliorer les moyens de lutte contre les groupes les plus dangereux.

La première des propositions faites dans ce rapport 1997 est la possibilité donnée aux associations de défense des familles des victimes, qualifiées d'associations « anti-sectes », de se constituer partie civile. Ces associations sont au nombre de deux : l'Union de défense des familles et de l'individu (Unadfi) et le centre Roger-Ikork contre les manipulations mentales (CCMM). Elles réclament, depuis longtemps, le droit d'intervenir dans les procédures pénales, afin d'aider les victimes dans leurs démarches auprès de la justice, de les suppléer si les familles n'osent pas agir directement et d'enrichir l'information des magistrats. Dans deux affaires récentes, mettant en cause les en-

fants de groupes sectaires (Horus et Tabitha's Place), les associations anti-sectes avaient particulièrement regretté de ne pouvoir se constituer partie civile. Elles seront habilitées à le faire, si le gouvernement accepte la proposition de l'Observatoire national, qui figurait déjà dans le rapport parlementaire sur les sectes de 1996.

COORDONNER LES INFORMATIONS
Plus lourde de conséquences si elle est suivie, une deuxième proposition vise à remettre en cause les conditions d'accès au bénéfice de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations non-lucratives. L'Ob-

servatoire estime que cette loi n'est plus en mesure de contrôler efficacement les activités commerciales de certaines sectes ou l'attribution de subventions publiques dont elles bénéficient dans des cas limités. La plupart des groupes contestés, comme l'Eglise de scientologie ou les Témoins de Jéhovah, bénéficient des dispositions de la loi de 1901. En revanche, l'Observatoire ne se prononce pas sur les conditions d'accès au statut d'association culturelle (qui fait partie de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat), dont plusieurs sectes demandent à bénéficier. Une autre proposition vise à

installer, dans chaque département, un représentant chargé de coordonner les informations sur des groupes dénoncés comme des sectes et de les transmettre aux autorités policières et judiciaires. Également dans la ligne du rapport parlementaire, l'Observatoire interministériel suggère une meilleure coordination de toutes les administrations pour prévenir les agissements des sectes et les empêcher de nuire.

En vue de dissuader des groupes sectaires de présenter des candidatures aux élections législatives et, ainsi, de bénéficier de fonds publics et d'un droit de passage à la télévision, le rapport propose enfin de fixer un seuil de 2 % des voix pour qu'une formation politique puisse bénéficier d'un financement public.

La participation du Parti de la loi naturelle et du Parti humaniste aux élections législatives de 1993 et de 1997 avait suscité de vives protestations des associations anti-sectes. Celles-ci ont accueilli avec satisfaction les diverses propositions contenues dans ce rapport de l'Observatoire.

Henri Tincq

Bagarres au sein du Likoud mondial

La convention annuelle est suspendue

TEL-AVIV

de notre correspondant
Le parti du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, traverse décidément une mauvaise passe. Après que la convention du Likoud national eut donné lieu, début novembre, à des manœuvres et irrégularités, c'est au tour du Likoud mondial, qui fédère les sympathisants du parti nationaliste hors d'Israël et intervient dans les nominations au sein du Congrès juif mondial, d'être agité par de sombres luttes d'influence.

Celles-ci ont débouché, dimanche 21 décembre, sur la suspension momentanée de sa convention, après que les délégués du Likoud France eurent frappé d'autres délégués pour les empêcher de voter, ainsi que des journalistes et caméraman qui suivaient les débats. Ces menées fort peu démocratiques sont attribuées au directeur de cabinet du premier ministre, Avigdor Lieberman, qui s'est porté candidat à la présidence du Likoud mondial.

M. Nétanyahou a admis que les incidents filmés dans les escaliers du siège du Likoud, à Tel-Aviv, « ne sont à l'honneur de per-

sonne », et appelé les délégués à « apprendre de la gauche », qui sait « gérer ses conflits dans le calme ». Il a demandé à M^{me} Limor Livnat, ministre des télécommunications - qui s'était déclarée candidate à la présidence du Likoud mondial - de négocier un accord avec M. Lieberman. Le mobile de ces intrigues n'est assurément pas idéologique. M. Lieberman et M^{me} Livnat sont tous deux des indépendants du « Grand Israël ». Ils ont finalement décidé ensemble de retirer leur candidature au profit de l'ancien ambassadeur et député, Zalman Shoval, candidat de compromis suggéré par M. Nétanyahou.

Interrogé sur le rôle des délégués français dans les incidents, le chef du Likoud France, Jacques Kupfer, partisan de M. Lieberman, a répondu que les Français constituent la plus importante des délégations étrangères et qu'ils se trouvent naturellement au centre des événements. « De telles choses ne devraient pas arriver », a concédé M. Kupfer. Mais si cela arrive, c'est parce que le Likoud est un mouvement « vivant, chaud, qui réfléchit, qui lutte sur tout ». - (Interim.)

Les rapports entre Ankara et ses voisins arabes se sont dégradés à la suite du développement de la coopération militaire turco-américano-israélienne.

Par les Quinze

que de son pays.
encontre peu d'écho

Le ministre russe des Affaires étrangères, Evgeni Primakov, a son amertume à l'égard des Européens, mais elle n'oublie pas les blessures de la démocratie turque. L'impuissance chronique de la diplomatie turque, les Européens ne pouvant se permettre d'être complètement Ankara et la Turquie, qu'elle le veuille ou non, au sein de l'Europe, il s'agit avant tout d'une période de tension, d'un point de non retour.

Nicolas H

Les missiles russes en question ?

Le ministre russe des Affaires étrangères, Evgeni Primakov, laisse entendre que Moscou pourrait renoncer à vendre des missiles sol-air S-300 à la République de Chypre, en échange d'une compensation financière. Le fait que ce message a été relayé par des médias occidentaux lors d'un sommet OTAN-Russie, la semaine dernière à Bruxelles, a été interprété par les Chypriotes comme plus motivé par des raisons politiques que par la volonté de venir dans la crise chypriote. La Russie a menacé d'aller de l'avant avec l'intégration de la zone nord (turque) de l'île si les russes étaient déployés sur

La « fortune » de M. Schuller contestée

CERTAINS membres de la famille de Didier Schuller ont réagi avec la publication, dans *Le Monde* daté 21-22 décembre, des déclarations de l'ancien conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, réfugié aux Bahamas. Époux de la sœur de M. Schuller et tuteur judiciaire de leur mère, Jacques Verbe a contesté, dans *Le Journal du dimanche*, la version selon laquelle l'ancien élu subviendrait à ses besoins grâce à la fortune de sa famille. Il accuse néanmoins de s'être approprié l'essentiel des sommes entremises sur le compte suisse de sa mère. « J'ai fait verser le peu qui restait à sa mère, a déclaré M. Verbe. Je suis exactement ce qu'il a copié sur ce compte, qui dépassait largement le million de francs français ». Cet argent, estime-t-il, « n'aurait jamais servi à financer le train de vie » de Didier Schuller. Ni Patrick Balkany, ancien député (RPR) et ancien maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), ni Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, n'ont, en revanche, souhaité commenter les propos de M. Schuller. (Lire notre édition page 13.)

A NOS LECTEURS

Pendant la période des fêtes, la pagination de *Le Monde* sera réduite. Les pages « Kiosque » (chronique d'Alain Rollat et « En vue » de Christian Colombani), « Communication » et « Régions » sont supprimées jusqu'au lundi 5 janvier (*Le Monde* daté du 6 janvier). L'actualité des régions et de la communication sera traitée dans les séquences « France » et « Aujourd'hui ».

Le conseil d'administration de la Société des lecteurs de *Le Monde* a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale de porter son effectif de 12 à 14 membres. Il s'est prononcé pour que les deux postes ainsi ouverts aillent à des femmes associatives de la Société des lecteurs afin de parvenir, en son sein, à un meilleur équilibre. Dans ces conditions, les candidates sont priées d'adresser, avant le 20 janvier 1998, une lettre motivée et un curriculum vitae à Bernadette Santiago, Société des lecteurs, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

Hausse sans conviction à Paris

À LA VUE de la liquidation du terme boursier de décembre, les valeurs françaises gagnaient un terrain mesuré, lundi 22 décembre. En repli de 0,02 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 s'appréciait à la mi-journée de 0,51 % à 2 837,20 points, quelques minutes plus tard. Le marché obligataire était orienté à la hausse. Le contrat notional gagnait 16 centimes à 101,72.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo a accusé une nouvelle et importante chute. Le Nikkei a terminé la séance sur un recul de 515,49 points (3,37 %) à 14 799,40 points. C'est la première fois depuis deux ans que les valeurs japonaises se retrouvent en deçà du seuil des 15 000 points. Il faut remonter au 5 juillet 1995 pour retrouver le Nikkei en deçà des 15 000 points en clôture. À la veille du week-end, le baromètre du marché tokyote avait perdu 846,75 points.

Le marché craint un effet boule de neige lié à de sévères restrictions éventuelles du crédit bancaire. Si tel

était le cas, le risque de faillite des entreprises serait accru et cela, en retour, ne ferait qu'accroître le problème des créances douteuses bancaires. Les institutionnels se sont hâtés de vendre pour encaisser leurs plus-values, tandis que les étrangers ont vendu en masse des valeurs de sociétés perçues avec un risque de crédit. La chute de la Bourse a soutenu le dollar contre le yen. Les cambistes ont toutefois évité d'acheter trop massivement des dollars par crainte d'une éventuelle intervention de la Banque du Japon.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	Échelle	en F
Carrefour	10287	28966075
Axa	20427	118827020
BP	17963	11388841
Veolia	16884	10116110
LMVH Mont H	10529	9393043
Acc-Act-Com-France	28873	911288930
Bernard H	29548	880029920
Perisud	18166	888826530
Paros	3116	8570993
Schneider SA	24785	143227130

Tirage de *Le Monde* daté dimanche 21-judi 22 décembre : 579 670 exemplaires - 3

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BDF 100 F	1997	Actuel	Variation
Allemagne (100 DM)	384,9000	-0,08	382	-0,06
Enf	6,5135	+0,001		
Euro-Unité (1 USD)	5,9420	+0,002	5,9000	-0,0040
Belgique (100 F)	16,2305	-	15,6300	-0,6000
Pays-Bas (100 f)	297,1300	-0,02	-	-
Italie (1000 L)	3,4115	+0,012	3,1500	-0,2600
Danemark (100 kr)	87,8900	-	82	-0,0050
Irlande (1 p)	8,6600	+0,20	8,2200	-0,4400
Côte-Bretagne (1 L)	9,8540	+0,001	9,3300	-0,5200
Grèce (100 drach)	2,1260	+0,001	1,8000	-0,3200
Suède (100 kr)	16,7100	+0,014	16	-0,0100
Suisse (100 F)	473,0700	+0,014	399	-0,0700
Norvège (100 kr)	82,8800	+0,014	76,5000	-0,0600
Autriche (100 sch)	47,6010	+0,001	45,6500	-0,0200
Espagne (100 pes.)	3,9545	+0,001	3,6500	-0,3000
Portugal (100 esc.)	3,2750	-	2,9000	-0,3700
Canada (1 dollar ca)	4,1781	+0,001	3,8900	-0,2800
Japon (100 yens)	4,6415	+0,001	4,6000	-0,0400

PARTIES DU DOLLAR 2012

FRANCOFONIE : USD/DM	1,2785
TOKYO : USD/YEN	128,2800

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 1997	Taux	Taux
France	3,51	+0,03
Allemagne	3,30	+0,32
Grande-Bretagne	7,19	+0,32
Italie	6,19	+0,34
Japon	0,50	+0,30
Euro-Unité	6	+0,32

MATIF

Échéances 1997	volume	dernier
Autriche	10	pré
NOTIONNEL 10 %		
Mars 98	80077	7,100,00
Juin 98	2	7,100,00
Sept. 98	2	7,100,00
Oct. 98	2	7,100,00

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 22 décembre, à 12 h 30 (Paris)

PERFORMANCE DES PLACES ASIATIQUES

Indice	14999,40	-3,37	-23,56
Tokyo Nikkei			
Hong Kong index	10172,47	-2,24	-24,38

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

Indice	14999,40	-3,37	-23,56
Tokyo Nikkei			
Hong Kong index	10172,47	-2,24	-24,38

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au - Ven. en %	Var. en %	1997	1996
Paris CAC 40	2833,46	+0,37	+22,36
Amsterdam CSE	875,82	-0,42	+35,11
Bruxelles	15967	+0,23	+51,06
Frankfurt Dax 30	4042,27	-1,04	+39,93
London FTSE 100	3673,16	+0,04	+42,10
Madrid IBEX 35	5018,50	-0,03	+21,85
Stuttgart DAX	7020,66	-0,36	+36,20
Milan MIB 30	23682	+0,25	+50,67
Zurich SMI	5971,70	-0,30	+51,48

STOCK


Noëlle Châtelet

La femme coquelicot

« Marthe est dans son lit. Les yeux mi-clos, elle fait durer le moment de l'éveil, ces minutes singulières de flottement où elle est sans âge, où elle déambule parmi tous les âges de son passé. »

« Noëlle Châtelet explore un monde où peu de romanciers se sont jusqu'à essayé. Dans un style dépouillé jusqu'à l'épure, où les mots pesés, tels les cailloux du Petit Poucet, guident le lecteur à travers les rouffours de la passion. »

Caroline Brizard, *Le Nouvel Observateur*



168 pages
89 F

STOCK

مركزاً من راصيل

LA NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR L'HOMME

L' H O M M E

EAU DE TOILETTE

■ **Arrière**

■ **Projet**

■ **PS**

■ **Mardi**

■ **Revue**

■ **Projet**

■ **La**

■ **Petit**

■ **La**

■ **Un**

■ **Un**

■ **Un**

■ **Un**

■ **Un**

Le que les

200

Cartier